

# Mohamed Karim ASSOUANE

## Ecrits d'un nouveau matin

*Ecrits de presse*

## **Hommage à Nouredine Zenine: le militant qui s'interroge en permanence**

**Publié le 2 octobre 2017**

Le 16 janvier 1965, Nouredine Zenine, membre du Comité Exécutif de l'UNEA, donnait une conférence à l'École Polytechnique d'El-Harrach, sous le thème "Que donne la Charte d'Alger à l'Algérie?" C'EST ce que rapportait le premier quotidien national du soir, Alger Ce-soir du 17/1/1965 dans sa troisième page.

Le futur rédacteur en chef de la version française de l'organe central du Parti de l'Avant-Garde socialiste, *Saout Chaab*, ignorait qu'une dérive politique se préparait par la bureaucratie dirigiste du FLN-ALN. Le coup d'Etat s'établissant à l'ombre du tournage de *La Bataille d'Alger*, Nouredine Zenine se retrouve en prison avec ses camarades de l'UNEA historique. Pour cet officier de l'ALN, l'acte du colonel Boumediene était des plus graves. « Avons-nous eus tort ou raison de le soutenir, par la suite ? C'est une question qui est restée ouverte, aux vues de l'absence d'un bilan critique sur nos premières années d'indépendance », nous affirmait-il en 1993, dans sa demeure familiale à Annaba. C'est à cet instant que nous apprenions que ce lycéen bônois avait décidé de prendre le maquis suite à l'appel du 19 mai 1956 et ce retrouve dans la zone 2 de la wilaya 2, puis celle de la Base de l'Est en compagnie d'un nommé Mohamed Médiène « Toufik ». Le futur patron du DRS.

**Toufik un vrai patriote, affirme Zenine avec force, il m'était d'un soutien et d'une aide que je qualifierai de correct, durant mes années de clandestinité. J'avais 16 ans, lui 17, lorsque nous regagnons le maquis. C'est un bon ami et je garde d'excellents souvenirs de lui.**

Nous gardions jalousement ce témoignage jusqu'à l'heure où ses amis, sa famille et certains de ses camarades venaient d'apprendre sa subite disparition.

A Annaba, la nouvelle de sa disparition a été grandement ressentie. Le nom de Kamel de son article paru sur l'Algérie, dans la revue *Regards* du dimanche 1er novembre 1998, n'est autre que Kamel Berrabah, frère du propriétaire d'un café à terrasse sur le Cours de la Révolution. Le même Kamel, très respecté à Annaba, recu déjà en 1987 une équipe de la télévision française TF1 qui préparer un documentaire sur Kateb Yacine.

Mais Nouredine avait un autre Kamel, un jeune ami qu'il a vite adopté comme un proche confident, il s'agit de feu Kahli Kamel-Eddine (KKE, d'*Alger-Républicain* et le Rafik Samed du quotidien *Le Matin*). A la Cinémathèque de la ville, les rencontres battaient leurs plein, entre différents militants de l'après 1989 et cela pour la simple raison que le militant des 24

années de clandestinité, représentait un modèle de lutte pour la démocratie et la justice sociale en Algérie face à ceux qui furent des ex-militants des cellules du FLN local.

Le seul méfait qu'il reçut de la part de la cité de Saint-Augustin, fut le jour où un « canard » arabophone local, en guise de scoop et dont le pigiste est connu pour ses barbouzeries, l'indexa comme « fondateur du Parti communiste à Annaba ». Une info qui a fait sourire plus d'un, alors que le MDS n'arrivait plus à ce détacher du label « communiste ».

Au-delà des étourdiments de quelques individualités insignifiantes, Nouredine Zenine, sa sœur, toute sa famille, son fils Nazim et sa femme, s'unissaient à chaque fois que le nom de leur aîné, le martyr Larbi Zenine est évoqué. Il aimait sa ville natale, son village de la Kabylie ancestrale, les petites gens, dès qu'il éveillait les luttes et les combats pour la liberté et la justice. L'autre revers d'Annaba, Zenine le laissait pour les malfrats, les affairistes, les traîtres et autres espions.

### ***L'apport tant attendu n'arrivera jamais ...***

Dans son message, adressé à l'Association AFRICA (Paris, La Courneuve) le 21/4/2000, Sadek Hadjerès témoignait sur celui dont « l'expérience ne demandait qu'à être fructifier encore par la réflexion et les échanges ouverts ». C'est un homme sincère dans ses convictions et dans son engagement communiste, rappelle l'ex-Premier secrétaire du PAGS.

Mais à bien lire le texte, nous décryptons les strates d'un soubassement idéologique, à travers cette référence à l'action du terrain de Nouredine et non celui de la formation idéologique et politique. Les archives du PAGS, enfin ce qui reste après le passage des termites et des barbouzards, nous révéleront un jour qu'il fut le plus dévoué à la cause du combat communiste en Algérie.

Il n'y a pas lieu de polémiquer en un temps où le militant de la cause populaire de classe vaut son pesant d'or. Le militant éclairé au sein d'un parti authentiquement de la classe prolétarienne, qui s'est jointe la théorie à la vérification de son action pratique et politique, sans faire de compromis, ni de calcul politicien, sans un répit pour ceux qui orchestrent la destruction la richesse et l'histoire du pays.

Zenine fut l'un de ses vaillants militants qui tenait à une révision du patrimoine communiste algérien. Critique et autocritique étaient de tout temps son mot d'ordre. Depuis le congrès du PAGS (1990), il ne cessait d'approfondir sa réflexion. Il était temps de relire ce qui a été tronqué et dicté par le passé, aimait-il le répéter en s'appliquant à le faire surtout. Lectures, prises de notes, remarques et autres transcriptions, faisaient parties de son « jeu » favori depuis 1992.

Son dernier document de réflexion et d'analyse, et non tout simplement de rupture avec le cercle marxiste parisien du PADS, ouvre une nouvelle page de l'histoire du mouvement communiste algérien qui, pour certains aumôniers des chapelles idéologiques, il n'est qu'une feuille de notes dans le parcours d'un communiste algérien détaché de la réalité politique.

Mais ce fut une feuille de route, un canevas pour mener à terme une refondation de l'expérience communiste en Algérie.

L'approche de Zenine relève certainement de sa propre formation idéologique. La référence à la pensée qui s'est établie après le XXe Congrès du PCUS, l'expérience des marxistes arabes, enfin sa confrontation aux mutations socioculturelles de l'Algérie après 1989, ont fait de lui un être toujours dans l'attente du renouveau, presque un insatisfait de ce qui a été fait, dit et écrit. Polémique, mais poli et respectueux des avis les plus contradictoires, d'une force inouïe à déceler l'absence de formation politique de base chez son interlocuteur. Mais très patient devant les critiques les plus acerbes, préférant répondre par le temps de reprendre ses lectures. « Je serai heureux de lire les œuvres de X, nous n'avions pas le temps de l'apprécier à sa juste valeur », répondait-il avec beaucoup de modestie.

Il était à ses débuts dans le champ du questionnement théorique. Il se demandait, à sa sortie de la clandestinité la plus cloisonnée, s'il n'avait pas lieu de relire Lénine sur l'État et le Parti ou encore ne faudrait-il pas réhabiliter la pensée de Trotsky par rapport au cheminement de la réalité algérienne, en évitant de trop répéter le mot traître de la Révolution bolchévique, dans tout ce qu'il a fait et écrit.

La pensée qu'accumulait Zenine n'est que la manifestation d'ensemble de problématiques politiques et idéologiques qui se posent à l'ensemble de l'école marxiste de part le monde. Il interrogeait la pratique du militant en rapport avec sa capacité ou non, à assimiler les moindres questions théoriques. Il ouvrait les portes à de nouvelles contributions qui touchaient au marxisme, en s'interrogeant sur la fiabilité ou non d'une science marxiste-léniniste. Le même débat a eu lieu dans les rangs du Parti communiste libanais dans les années 80, aimait-il à le rappeler. Noureddine Zenine souhaitait que les communistes algériens apportent leurs contributions aux débats qui se reproduisent autour d'eux, tout en repensant à la formation et à la fonctionnalité d'un parti prolétarien. Le parti « frère » français n'étant plus la référence tant miroité par le passé, il préférait l'expérience du Parti des travailleurs brésilien de Lula, comme fonctionnement démocratique d'un parti de masse.

Sa disparition prématurée laisse l'ensemble de ses interrogations encore d'actualité. Il avait vécu pour le renouveau et la refondation de l'acte militant, il peut bien avoir eu raison tout comme le contraire, mais sa mémoire est d'autant plus vivante que vivace dans le contexte actuel d'une Algérie séquestrée et souillée par les frondes rétrogrades et affairistes.

## **Le PCA/PAGS et les 81 années de dérives idéologiques**

**28 Sep 2017**

Que dire sur la disparition effective du Parti Communiste Algérien-Parti de l'Avant-Garde Socialiste (PCA-PAGS). Que s'est-il passé durant les 56 années de son existence politique, pour aboutir à une extinction effective?

La question qui s'impose est certainement la suivante : Qui des deux a réellement disparu dans la nature ? A se demander aussi, si ce n'est les structures partisans ou les militants eux-mêmes qui se sont volatilisés. Il est cependant difficile de porter un jugement objectif et scientifique même devant l'absence de compléments d'archives, d'informations fiables et vérifiées, de même pour l'absence de réflexions basées sur la critique et l'autocritique matérialistes.

Afin de prendre distance avec l'écriture anecdotique et de nature subjective sur des faits et actes qui relèvent de l'histoire, il est judicieux de dire que le PCA-PAGS est le seul parti "communiste" (l'avait-il été réellement ?) maghrébin à ne jamais entamer sa critique, ni son autocritique durant son existence politique, comme le stipule la science marxiste-léniniste, celle qui englobe la pensée de Marx-Engels-Lénine-Staline et les différentes expériences communistes ultérieures.

La documentation disponible à nos jours, ne révèle aucune tentative sérieuse pour aller de l'avant, permettant de se remettre en cause ou d'enrichir son parcours de parti politique militant et d'avant-garde du prolétariat algérien. C'est à se demander, s'il n'y avait pas une dominance de cet esprit d'autosuffisance de la part des dirigeants de ce parti et cette attitude à l'aveuglement idéologique avec comme finalité le suicide de la formation politique.

En ceci, Benali Boukort, Larbi Bouhali et Sadek Hadjeres auront certainement à rendre des comptes devant l'Histoire du mouvement communiste en Algérie.

### ***Les nouveaux héritiers***

A lire le communiqué du journal Le Lien, organe du Parti algérien pour la démocratie et le socialisme (PADS, installé en France) et évoquant le 80e anniversaire du PCA, parle des "premières organisations communistes" qui se sont constituées en Algérie et que "leur stratégie était dirigée dans le sens de la destruction du système colonial". Et le même texte rappelle "qu'en commémorant cet anniversaire, les communistes, les ouvriers et les couches populaires de notre pays auront l'occasion de se pencher sur l'histoire du combat de notre parti."

De quel parti est-il question ? PCA ou PAGS, ou encore du cercle marxiste parisien ? Ils se revendiquent tous du même héritage en continuant à avancer dans le flou politique et idéologique rejetant toute critique qui ferait avancer les luttes des classes déshéritées.

L'histoire du PCA-PAGS est certes insuffisamment connue, elle fut faussée de mensonges, de falsifications, d'une conspiration du silence de la part d'une classe sociale qui ne fait que sauvegarder le système de l'exploitation et du profit. Ce constat relève d'une organisation qui revendique une continuité linéaire de l'histoire du PCA, de celle du PAGS, mais n'arrive pas à répondre à une attente presque séculaire, d'aller vers l'avant et de se remettre en cause, dans le but de s'adapter aux nouvelles exigences de la lutte anti-impérialiste. Exigences qui demandent une refondation idéologique et politique, comme ce fut le cas dans les pays voisins, pour ne citer que leurs exemples.

A lire Sadek Hadjeres le long de ses contributions sur Socialgérie.net, nous relevons une reformulation des idées du marxisme-léninisme de la part du tenant d'une "école de l'islamisme comme un phénomène social" en Algérie. Pour l'ex-membre du PCA-PAGS, il y a eu lieu des faiblesses et des erreurs importantes sur le plan théoriques dans l'application des lectures marxistes à travers la réalité algérienne. Un déficit dans la théorie marxiste à saisir la réalité algérienne qu'il qualifie de quantitatif et qui réside dans "l'espace et le statut réduits qui ont été dévolus aux activités théoriques dans notre pays" (1)

Le second déficit, de l'ordre du qualitatif, qui est "lié à une espèce de détournement des approches théoriques dans divers domaines, par l'influence entrecroisée d'enjeux géopolitiques d'une part, de distorsion épistémologiques d'autre part" (1998, p.2).

Tous les textes ultérieurs à l'autodissolution ou conspiration au sein du PCA-PAGS, n'affirment qu'un enlisement gradué a bien eu lieu vers la fin du projet communiste en Algérie. Le PCA-PAGS ou encore PCA-PADS n'ont été et ne sont que des stations historiques, démagogiques, opportunistes et réformatrices des ordres socio-économiques que la France (et principalement, elle) a imposée et continue à l'exercer dans notre pays. Le PCF et ses programmes frontistes disparus, le PCA-PAGS a connu le même sort.

Le hic de cette expérience bien décevante et malheureuse est le dévouement des hommes et des femmes pour leur seul tort, et cette croyance en une justice sociale et à la grandeur d'un idéal partisan, qui est né dans un trade-unionisme et un réformisme social-démocrate. Un courant qui s'est toujours détourné de sa stratégie révolutionnaire de la prise du pouvoir, laissant le pays, ses masses et ses richesses aux mains d'un nationalisme réactionnaire et aventurier.

### ***Indigènes et européennes contre l'impérialisme français !***

Dans les colonnes de *L'Humanité*, en date du 4/8/1932, nous lisons qu'une lutte contre l'impérialisme français est menée en Algérie. Une lutte qui a été marquée par une intervention dans la rue, face à la Bourse du travail de la ville de Bône (Annaba), où quelques 200 travailleurs européens et indigènes se sont séparés "aux cris de à bas la guerre impérialiste !" et décidèrent, après des arrestations de vendeurs de journaux, des menaces de police et des signalements de distributeurs de tracts, de "militier fortement" dans des organisations révolutionnaires.

A Philippeville (Skikda), les cafetiers de la ville ont été convoqués par la police et menacés de fermeture s'ils prêtaient leur salle aux organisations "révolutionnaires", telle la CGTU. Devant cette répression policières, les militants Européens et indigènes redoublent de convictions de rejoindre et conjointement le syndicat et le parti de la lutte anti-impérialiste. Comme si la répression est un moyen mobilisateur selon la conception des "communistes" de l'époque.

De même à Souk-Ahras, lorsqu'un journal colonialiste local dirigé par un certain Jacques Taïb publiait un article sur les cafés maures qu'une clientèle, éprise de l'esprit révolutionnaire, fréquentait. Dans l'article, il est question de cet esprit qui "germait chez les indigènes". Certains se sentant visés nominativement, décidèrent d'aller devant l'imprimerie du journal, saccageant la papeterie et le domicile du directeur. *L'Humanité* y voyait dans cette manifestation "une volonté d'action des masses indigènes" qu'il faut canaliser vers l'adhésion au Parti communiste algérien et à la CGT des travailleurs algériens.

Le P "C" F, fort de sa ligne social-chauvine et voyant qu'un réel mouvement de masse teinté de révolte et de contestations presse le pas et décide de prendre la main sur la rue nationaliste, en canalisant ces contestations dans l'orientation de sa stratégie politique électoraliste. Au mois d'octobre 1932, le BP du P"C"F et avant la Conférence de sa région algérienne, envoie une lettre à tous ses membres en Algérie, dans laquelle il ordonne à la direction de la Région de "devenir rapidement un parti communiste d'Algérie représentant réellement et en premier lieu l'avant-garde du prolétariat arabe et kabyle et du prolétariat européen algérien" (*L'Humanité*, 20/10/1932).

Le parti dont il est question, est celui de la majorité (et non la totalité) arabe et kabyle "et que les meilleurs de ceux-ci s'élèvent rapidement aux postes les plus responsables" (Idem). Ces derniers devront intervenir afin de donner "une impulsion rapide à l'arabisation du mouvement syndical révolutionnaire et du mouvement ouvrier en général."

Avant de conclure, que si l'ensemble des militants de la Région communiste d'Algérie, marchent résolument dans "la voie que vous fixe la direction du PCF, ils entrèrent en masse dans les rangs communistes", permettant ainsi la réalisation d'un Parti communiste d'Algérie, directement affilié à l'Internationale Communiste. En somme, un parti affilié grâce à l'appui du parti-père de France et signant par cette missive, l'acte de naissance du PCA que le PAGS-PADS se considère comme l'héritier direct.

Un héritage qui n'est pas tout à fait reluisant et engage, historiquement, toutes les formations qui se réclament du marxisme : PCA-PAGS, PRS et les appendices de la IV<sup>e</sup> Internationale. Une lecture de classe, matérialiste historique basée sur la dialectique n'a jamais été entamée par les trois courants qui composaient le mouvement communiste algérien. Par ce dernier, nous entendons et tenons à le préciser, que le trotskysme comme pensée sectaire et nihiliste, ne peut-être englober dans la tradition léniniste, celle du parti réellement de la classe ouvrière et non de la petite bourgeoisie subjective et fractionniste (comme le cas algérien du PST et de l'UST).

***Le trotskysme : une maladie infantile en Algérie***

Il est vrai que le mouvement ouvrier algérien a de tout temps, été traversé par les mêmes luttes idéologiques et politiques que le monde ouvrier international a lui-même connu. *Anarchistes, anarchistes-libertaires, communistes-libertaires et trotskystes* faisaient leurs sales besognes au sein du mouvement ouvrier algérien, en détournant les luttes politiques dans le sens bien désiré du capital colonial et de son suppôt féodal local.

Les *anarcho-libertaires* n'ont-ils pas soutenu et orienter même, Messali Hadj dans ses dérives politiciennes depuis sa séparation de l'Etoile Nord-Africaine jusqu'au sinistre MNA ? Les *trotskystes* n'ont-ils pas infiltré les instances politiques nationalistes dans le but, bien conscient, de dévier les luttes anticolonialistes pour soumettre les acquis du mouvement révolutionnaire aux diktats des nouvelles bourgeoisies nationales ?

Enfin, les *révisionnistes* thoréziens (Français et Algériens) ont et continuent de faire le bonheur du capital extorqueur des richesses populaires, dans le but d'aliéner les consciences des masses en les détournant, à chaque fois, de l'objectif final : la Révolution nationale-démocratique et socialiste.

Devant ce constat préliminaire, il y a lieu de relever qu'avec la disparition du PCA-PAGS, le *trotskysme* et sa nature fractionniste et groupusculaire, compte pour les tenants de la pensée réactionnaire et allié de l'islamisme politique en Algérie. Dans le pays des aveugles, le borgne est roi. Etablir des vérités historiques rendrait compte du rôle néfaste du noyautage *trotskyste* dans la lutte du peuple algérien et de l'abandon de leurs tâches, de la part des communistes en Algérie. Du Parti communiste d'Algérie à celui du P.C. algérien, rien ne semble apporter un quelconque changement ou évolution vers le léninisme organisationnel ou encore, un respect des recommandations de la IIIe I.C. Le PCA dans ses deux versions, ne faisait que s'ancrer dans un suivisme, un réformisme que préconisait la clique révisionniste de Maurice Thorez, cet "*éducateur des héros communistes qui sont tombés en si grand nombre pour la France*". (A suivre)



## **Le PCA/PAGS et les 81 années de dérives idéologiques (II)**

**30 Sep 2017**

Lors d'un de ses congrès tenu à Alger, le PCA a élu Amar Ouzegane comme Secrétaire du parti, aux côtés de Benali Boukort et de Jean Barthel.

*"Pour une Algérie libre et heureuse..."*

Un congrès qui a rassemblé 129 délégués sur les 5000 adhérents, dont 62 Arabes et 67 Européens (Français, Italiens et Espagnols). Nous sommes à l'heure du Front populaire et de la primauté du combat antifasciste, face à la question nationale algérienne. Un congrès qui appelait à "l'union, de la vie heureuse" d'entre les peuples de France et d'Algérie, pour ne pas dire ceux de France et de Navarre !

Lors de ces travaux, le PC d'Algérie adressa un long manifeste au peuple pour une Union populaire, croyant qu'il était en mesure de mener une lutte populaire contre le nazisme et le fascisme, tout en oubliant que la question fondamentale en Algérie reste la contradiction qui subsiste entre un peuple algérien soumis et appauvri par une colonisation porteuse du drapeau tricolore de la Révolution bourgeoise française et cela dans ses formes et manifestations, tant idéologiques, politiques, économiques, que culturelles.

En voici quelques passages de cet appel :

"Sans doute, la victoire du Front populaire a apporté un soulagement à notre sort. L'étreinte d'oppression s'est desserrée. Mais les forces du colonialisme et du fascisme nous maintiennent dans la misère en sabotant les lois sociales et les accords sur les salaires.

« Le fascisme qui écrase sous nos régime odieux nos frères d'Allemagne et d'Italie, s'est aussi révélé l'ennemi le plus féroce des peuples coloniaux. Nous savons les souffrances imposées par la dictature fasciste de Rome au peuple tripolitain, que nous saluons. Nous nous élevons contre les prétentions belliqueuses d'Hitler et nous stigmatisons l'odieux Franco qui fait couler le sang du peuple espagnol et celui de nos frères marocains abusés dans une guerre contraires à leurs intérêts.

« ...Nous, communistes algériens, nous nous inspirons des grandes traditions républicaines et révolutionnaires du peuple français, nous reprenons les nobles et glorieuses traditions de culture et de liberté du peuple d'Algérie. »

Et le texte conclut sur l'énumération des revendications détaillées pour que chacun en Algérie,

« Puisse manger à sa faim, pour la conquête des libertés et pour la paix, pour une Algérie libre et heureuse, fraternellement unie au peuple français. »

Le PCA travaille donc, à l'amélioration du sort des populations laborieuses « européennes et arabo-berbères d'Algérie » dans le cadre d'un soutien confiant et appuyé au gouvernement du Front populaire.

En pleine défaite de la patrie coloniale et la capitulation française devant les Panzers nazis, nous retrouvons le PCA, en train de lancer un Manifeste du Parti Communiste Algérien, (La Lutte sociale, N°1 (Nouvelle édition), du 1/11/1940) et dans lequel il réclame l'indépendance de l'Algérie, afin de constituer dans notre pays :

« Un gouvernement démocratique algérien désigné par l'ensemble du peuple Algérien, formé de tous ceux qui contribuent à la prospérité générale du pays quelle que soit leur race ou leur religion, dans l'égalité totale, absolue. »

Nous sommes loin du discours revendicatif et révolutionnaire des nationalistes de l'époque. Nous sommes bien dans des propos de la social-démocratie, fraternelle et humaniste. La situation coloniale en Algérie se noie dans une pseudo-identité nationale, fraternisant oppresseurs et opprimés. Il y a eu dans le parcours du PCA, une mémoire heureuse de la période coloniale. Une mémoire qui se conjugue aussi au présent, celle des héritiers soutenant les « bourgeoisies nationales » métamorphosées en compradores, vendant à l'Impérialisme guerrier, ce qui reste du pays.

Une mémoire partielle

Depuis sa création en 1966, après une brève reprise du PCA, et sa scission avec l'ORP (1965), le PAGS n'a cessé de servir la fierté nationale, en reconstruisant un passé « idéal » du combat des communistes. Mais, en dégageant de la manière la plus sélective, une sorte de mémoire partielle qui engage sa visée politique à chaque moment de son histoire. Avec une littérature commémorative des figures du communisme algérien, le PCA-PAGS se créer une nouvelle identité, fabriquer sur la base d'un héritage réintégrant la normalisation du passé revisité, réactualisé et enfin momifié, pour en créer un mythe civique.

Ce dernier est caractérisé par une certaine précision de l'expérience du temps et de vouloir récupérer une mémoire éparse, entaché d'erreurs, de dérives et de collaboration de classe. Au mythe, l'histoire et l'orientation du temps forment une réponse à cette trajectoire militante des plus amalgamée. C'est ainsi que nous citerons le texte qui annonçait la mort de Kaddour Belkaim, secrétaire du PCA, le 27/07/1940. Un texte nécrologique, paru dans la Lutte sociale du 30/07/1940 et qui est des représentatif de cette trajectoire temporelle entre le PCA et le PAGS :

"Kaddour Belkaim a été assassiné. Notre camarade Kaddour Belkaim, secrétaire du PCA est mort faute de soins à l'hôpital Maillot le 27 juillet dernier. Il fut arrêté en août, sans motif. C'est tellement vrai qu'en juillet il n'était pas encore jugé, car il n'y avait aucun motif d'inculpation. Atteint d'une maladie d'estomac on l'a laissé sans soin pendant des mois et même après avoir été hospitalisé, il n'a eu que des soins intermittents. En le laissant mourir, alors qu'elle encensait le triste renégat Benali Boukort, l'administration savait qu'elle

assassinait un fils fidèle du peuple algérien, un lutteur courageux, un Bolchevik dont elle craignait l'influence.

Notre Parti communiste algérien fier de Kaddour, entend signifier à la bourgeoisie qu'il fera ce que Kaddour aurait fait : Il poursuivra la lutte jusqu'à la victoire."

Un texte qui forme un parallèle cyclique entre deux dirigeants d'une même structure politique, traversée par deux lignes idéologiquement divergentes. Le "renégat" dont il est question, n'est autre que le Premier secrétaire du PCA depuis sa création à 1939. Il rompt avec le communisme et dénonce le Pacte germano-soviétique, sans en saisir la portée de l'événement, et rejoint les nationalistes du PPA, qu'il avait dénoncé auparavant comme fascistes liés au PPF. Se retrouvant en liaison avec le capitaine Schoen, des services secrets français, il collabore à l'Action algérienne, organe clandestin du PPA interdit. En 1946, il rejoint l'UDMA de Ferhat Abbas qu'il quitte une année après, pour retourner au MTLD de Messali Hadj, et cela jusqu'en 1954. Arrêté puis libéré en 1957, il optera pour un exil forcé en France où il rejoint le MNA et y demeure jusqu'à l'indépendance politique.

Une tumultueuse histoire d'un des pères du communisme en Algérie, aux côtés de Amar Ouzegane qui rejoignit le camp nationaliste pour bien d'autres convictions,. Le revirement politique de ces cadres ou encore les prises de positions de certains d'autres, en contradiction avec la ligne générale du PCA, incombe aux dirigeants du PCF qui ont pratiqués la politique du dirigisme paternaliste, issue de leur refus d'appliquer les directives des différents Congrès de la IIIe I.C. et du Komintern par la suite. Le PAGS et sa cellule parisienne (PADS) formeront la consécration de cette ligne suiviste et révisionniste.

Aujourd'hui et devant la disponibilité des archives du PCA-PAGS, le secteur historiographique n'est-il pas en mesure de revoir ce parcours croisé du PCA-PAGS ? Au-delà d'une simple comparaison, les sources nouvelles ne nous permettent-elles pas d'étudier la trajectoire du communisme algérien en le situant dans une dimension régionale (Tunisie et Maroc), voire continentale aux vues des "dégâts" qu'a causés le PCF dans les rangs des militants(es) syndicalistes et politiques. Il est certainement primordial de proposer des pistes de recherches en ce sens, afin de décrypter les tendances et les attitudes des militants et cadres, tels Boukort (PCA), Ouzegane (ORP-PAGS) et Zenine (PADS). Plus que des individualités, ils répondent bien à un devoir de mémoire. (Fin)

## Notes

1- Interactions entre théorie et pratique dans le mouvement communiste algérien des cinq dernières décennies, Sadek Hadjeres, premier secrétaire du PAGS d'Algérie (Parti d'Avant-Garde Socialiste d'Algérie, clandestin) de 1966 à 1990 et chercheur en Géopolitique (Université Paris VIII).

(Contribution au colloque international pour le 150ème anniversaire du Manifeste à Paris, 1998).

## **Faillite de l'enseignement supérieur : un simple arrêté pour remonter l'échelle !**

**22 Sep 2017**

Les universités algériennes sont absentes des classements mondiaux.

Le ministère de l'Enseignement supérieur et de la recherche scientifique compte rattraper le retard qui subsiste au sein de ses établissements, en remédiant à la honte des déclassements, sur le plan mondial, des universités, instituts et écoles du supérieur. La trouvaille fut celle d'un arrêté (N° 778, du 8 juin 2017), relatif à "l'évolution des activités scientifiques et pédagogiques de l'enseignant-chercheurs".

Le texte est composé, tout juste de 14 articles et accompagné de deux spécimens de grilles d'évaluations, celle à remplir par l'enseignant concerné en fin de chaque (dite Annexe 1) et celle, d'une fiche d'évaluation du conseil scientifique (Annexe 2). Qu'évalue-t-on à chaque fin de parcours annuel, chez un enseignant soumis à la surcharge des groupes d'étudiants, en cette rentrée 2017-2018 ?

Le ministère exige un certain nombre de paramètres pédagogiques (élaboration et édition d'ouvrages, de cours, de photocopiés, de mise en ligne de cours audiovisuel, de participation à des activités d'expertise ou de conception pédagogique, etc.). De même qu'une évaluation de l'encadrement pédagogique, de la participation aux instances, dites pédagogiques, de la production scientifique, de l'encadrement scientifique et enfin, de la responsabilité et animation scientifique.

Un vaste programme que l'enseignant-chercheur soumet à l'appréciation notée sur 20 points, d'une instance scientifique, à savoir le conseil de la fac, de l'institut ou de l'école. Le tout a pour but de "valoriser l'effort, le rendement scientifique et pédagogique et stimuler le mérite et la compétitivité entre enseignants chercheurs" (Art. 2) visant par-là, une amélioration de la performance de l'établissement universitaire. Une série de rapports- synthèses seront élaborés, dans une cadence hiérarchique, pour aboutir au ministère qui remet le tout dans sa data-base nationale.

Une louable initiative qui semble apporter un certain réconfort moral qu'effectif pour les enseignants-chercheurs. Ces derniers demeurent, pour la plupart d'entre eux, attachés à l'idéal de la réussite dans leurs parcours professionnel et scientifique.

La réalité est plutôt choquante et nécessite plus qu'un énième "arrêté" pour y remédier, sur fond de crises économique, social et culturel. L'état de déconfiture de nos campus se gère par des incompétences flagrantes, regroupant affairisme et népotisme, médiocrité et enseignement archaïque dans des espaces nauséabondes.

L'arrêté 778, ressemble bien à une classification de l'avionneur américain Boeing. Et la question qui se pose est certainement celle-ci : Y a-t-il des instruments fiables pour que le transporteur aérien atterrisse sain et sauf ?

Beaucoup perdent espoir dans la philosophie de réparer l'avion en plein vol. Les institutions universitaires ressemblent, aujourd'hui, à nos aéroports, nos administrations, nos banques et même à ce qui nous reste comme espace vert.

Il ne semble nullement, qu'il y ait une urgence à faire appel aux compétences scientifiques, encore dans l'ombre où sévissent des Homo falvus (Homo fauve) qui détruisent tout à leur passage.

L'arrêté en question n'arrêtera certainement pas les responsables directs des déclassements de nos universités, instituts et écoles du supérieur, face à celles qui collectionnent les prix Nobel et autres distinctions du savoir.

Le ministère en charge des universités devrait, pense-t-on, revoir sa copie en tenant compte du management universitaire en abandonnant les vieux réflexes populistes de l'enseignement et de la recherche.

## **L'enseignement de l'italien menacé de disparition en Algérie**

Le ministre italien de l'Intérieur, Marco Minniti, actuellement en Algérie.

La rentrée universitaire 2017-2018 est passée sur le fil à retord avec la menace qui plane sur l'enseignement de l'italien en Algérie.

En effet, les départements d'italien des universités d'Annaba, de Blida et d'Alger n'ont reçu que 141 étudiants (80 nouveaux inscrits pour Annaba, 54 pour Alger et 07 seulement pour une ville comme Blida).

La langue et la culture du second partenaire économique de l'Algérie est menacée de disparition au moment où le ministre de l'Intérieur italien lance des fleurs sur une Algérie "sereine et certaine". Des départements aussi dynamiques se trouvent sur la ligne de mire d'un ministère de l'Éducation nationale qui n'a pas jugé utile d'enseigner la langue de Dante dans les lycées de ces trois grandes agglomérations économique-politique.

La même politique est suivie pour les autres villes et centres économiques où le partenaire italien est très actif.

De son côté, le ministère de la tutelle universitaire se trouve submergé par des vagues de nouveaux inscrits en filières de français, d'anglais et d'allemand avec un total de plus de 2400 nouveaux étudiants pour la seule université d'Alger-2.

Les toutes récentes interventions du ministre de l'Enseignement supérieur n'avaient pas prévu cette cabale très bien orchestrée par la mouvance islamiste du ministère de Benghabrit et œuvre consciemment ou inconsciemment contre les intérêts de partenaires européens qui, eux, défendent leurs propres intérêts à Bruxelles et non à Alger.

Qu'advient-il des enseignants d'italiens promus tout récemment aux rangs magistrales ? De même des milliers d'étudiants d'italien qui sont les rares universitaires diplômés à trouver des emplois puisque leur formation est la seule à s'être adaptée aux lois du marché ? Quelles perspectives peut-on attendre avec des classes universitaires de langues étrangères en surcharge et, pour la plupart, médiocrement encadrées ?

Des questions qui inquiètent la communauté scientifique face à ce regain du conflit d'intérêts qui menace une institution qui se décline mondialement d'année en année.

## **Boubakeur Makhoukh : une âme guerrière**

16 Jui 2017

Peut-on porter son témoignage en mémoire à un ami, avec lequel on a partagé des moments les plus significatifs et des plus instructifs de sa vie. Très difficile de l'avouer.

**Avec Boubakeur, comme il aimait que l'on le lui inscrive, et non Boubaker, un prénom qui "rappelle trop le religieux et la soumission", aime-t-il à me le souligner au fond de son petit et simple kiosque à tabac familial, de la rue Abdelkader Benamiour, du très populaire quartier de La Colonne (Annaba).**

Peut-on être redevable à ce génie de la création théâtrale. Il fallait le voir à l'œuvre pour y croire, lorsque l'on évoque ses lectures, ses livres qui emplissaient sa demeure parentale, jusque dans la petite salle de bain où il avait aménagé un petit espace de lecture "pendant les instants propices de la découverte de soi", me disait-il. Deux ou trois cartons étaient là pour faire face à l'étroitesse des lieux. Des livres partout, jusqu'à sa chambre à coucher, sous le lit des cartons et des valises a craqués.

La lecture était une possession pour lui, il fut l'un des rares Annabi à le voir promener ses magazines, sa presse quotidienne et un ou deux livres, sur le Cours de la Révolution ou retrancher dans un parc public de la ville Donatiste. Il ne portait pas Saint-Augustin dans son cœur, lui fin lecteur de l'Histoire.

En 1979, un ami d'enfance M. Nedjameddine Zerrouk, habitant pas si loin du domicile familial de Bob, m'orienta vers lui et me suggéra d'entamer la pratique théâtrale, vue que j'avais une attirance et un penchant pour cet art que je considérais (je le considère toujours) comme le seul art engagé socialement et politiquement.

Bob était animateur d'Art dramatique à la Maison des Jeunes boulevard Saouli-Abdelkader, où il animait un atelier de théâtre à la salle de la Bibliothèque, transformait pour l'occasion à partir de 17h. C'est avec lui que j'ai appris l'abécédaire de l'art dramatique, de même que l'esprit critique en art de la scène (comme lire une pièce et décrypter une représentation). Comment pourrai-je oublier que c'est lui qui m'a fait connaître Mohamed Boudia à travers une revue palestinienne qui gisait sur un rayon de la Bibliothèque de la MJS. Il m'avait dit : "prend-la avec toi. Cache-la bien en sortant et lie-la une fois à la maison".

La revue en question était *Al-Haddar*, organe du FPLP et pour cette « note » de vigilance, j'apprenais plus tard que les activités de Makhoukh étaient visiblement surveillées par les sbires de Lakehal Ayat (patron de la SM), grâce à une annexe installée non loin de la MJS, dans un immeuble administratif. "Ils aiment le théâtre puisqu'ils en font quotidiennement des jeux de scènes", me dira-t-il un jour.

Boubakeur Makhoukh était un maître dans l'instruction dramatique. Il instruisait ses élèves à la formation dramatique sans la dissocier de l'instruction à la culture politique. Rien ne pouvait aller de l'une sans l'autre. Politiquement parlant, son passage au Service culturel et social de l'entreprise nationale SNS-El-Hadjar était très instructif, puisqu'il avait eu la chance

et le bonheur de se lier avec le militant et syndicaliste Mohand -Salah Rezine, un ancien de l'ORP. PAGES ou pas, Makhoukh n'était pas considéré par Rezine, comme un cadre du parti, mais un artiste progressiste et indépendant organiquement qui est bien lié aux masses.

Il n'était pas fan des théories universitaires. Il était de tout temps en divergence avec Ahmed Cheniki, avec des discussions qui se terminaient en queue de poisson. Mais, ce qui les unissait c'est cette histoire du théâtre algérien : elle ne débutait pas avec Mahieddine Bachtarzi, le "roi" des sketch-chourba.

Makhoukh admirait Kateb Yacine. Pour lui, *Nedjma* est une pièce théâtrale romancée. *Le Polygone étoilé* lui, est un drame tragique digne du théâtre grec. Il théorisait sans être un théoricien. Sa simplicité, sa modestie et son amour pour le petit peuple, lui fit rencontrer ammi Mustapha Djendi, un ami lettré de Kateb Yacine. Il n'habitait pas si loin de Boubakeur, l'aventure de Yacine et les tirades du théâtre de Corneille les unissaient. Boubakeur aimait l'anecdotique, cela enrichissait le quotidien de l'artiste et nourrissait le mythe des incultes. Lors de l'une de nos rencontres privées dans le gourbi de ammi Mustapha, ce dernier nous raconta l'histoire du manuscrit de *Nedjma* :

"Avec Yacine, nous avons trop veillé à organiser le manuscrit du livre. Le lendemain, nous avons rendez-vous avec le directeur des éditions Le Seuil, à 9h pile. Il était 10h et demi et il dormait encore. Une fois debout, il me traita de tous les noms, renvoyant la faute sur moi et il se mit à ranger ses pages qu'il suspendait tel un linge, c'est sa technique pour les relire et les corriger, il les assemblait pêle-mêle, commençant par celles fixées dans la chambre pour finir avec celles dans la salle de bain. Nous étions en retard et il n'avait pas de temps à les ordonner. Je m'étonne aujourd'hui, ajoutait ammi Mustapha, que l'on parle d'une écriture spirale ! C'est l'oblique qui l'intéressait, mais bon c'est à son honneur".

Si le diabète n'avait cessé de ronger Bob, mais c'est la trahison et l'usurpation qui l'ont achevés. Ses amitiés avec les défunts Benaldjia, Kheiri (son fils spirituel et artistique), KKE (Rafik Samed du quotidien *Le Matin* et d'*Alger-Républicain*) et bien d'autres, font de Makhoukh Boubakeur, un dramaturge de sa cité. Fellag, l'autre géant de la scène nationale et ami dévoué de Bob, on sait un long boue, puisqu'il prit à son compte personnel les funérailles de Bob (il faut lui témoigner cette ardeur de l'âme et de l'esprit), de la morgue au cimetière de Sidi-Harb (du nom d'un des chefs de la Résistance anticolonialiste dès le débarquement de la soldatesque française, avec la « plus belle » des complicités des féodaux locaux, à Bouna (Annaba). Repose en paix, âme guerrière, nous veillerons sur le Cap de Garde.



## Si Kaddour Benghabrit ou le loyalisme à l'empire colonial

17 Jui 2017

A l'époque d'Abdelhamid Ben Badis, l'islam de "l'oeuvre de la colonisation en Algérie" était celui des Habous et des Lieux saints du pèlerinage, une administration sous stricte contrôle des Affaires indigènes. Un islam qui reproduisait le canevas rétrograde de l'ex-administration ottomane, pour plus d'asservissement de la population algérienne.

Lors du centenaire de l'occupation, des manifestations ont eu lieu sous le patronage du Gouverneur général, Pierre Bordes, qui décide d'élever "*une grande et glorieuse famille indigène du Sud qui a donné, depuis trois quarts de siècle, tant de témoignages de son loyalisme à la France.*" (*L'Afrique du Nord Illustrée*, du 16 août 1930).

Il s'agit du cheikh Si Bouaziz Bengana, élevé à la "*dignité de Cheikh El-Arab*". il sera de même pour le bachaga des tribus de la région de Larba, Si Djelloul Ben Lakhdar, qui aura la toison de "Khelifa" qui, rappelle-t-on, fût jadis "considérée à quelques grands chefs arabes, mais qui était tombée en désuétude depuis une cinquantaine d'années environ." (*Idem*, 16 août 1930).

Les "Si" en question ont "bellement" bénéficié de récents témoignages de leurs progénitures. L'Histoire, elle, portera à la connaissance de leurs victimes les faits et actes des "seigneuries" de la collaboration toute azimut.

Cette reconnaissance est appelée, en ce temps, celle des faits d'armes contre les insurrections paysannes de leurs propres frères de religion. Le tout, afin de contenir toute tentative d'éveil du sentiment d'appartenance nationale et non, à l'étroitesse nationaliste.

Notabilité des chefferies "indigènes", ouverture de *medersa* et enfin, inauguration de la Mosquée de Paris et de son annexe l'Institut musulman dans la capitale de l'Empire colonial. Des édifices dans le sens d'une Académie de l'enseignement du rite islamique officiel. Une "Evêché de l'Islam de France et de Navarre", voilà en quoi les commis indigènes, s'attelaient à édifier.

La Mosquée tout comme son annexe, sont gérés par la Société des Habous et des Lieux saints de l'Islam, anciennement *Habous et Lieux de pèlerinages de l'Islam*. Une congrégation qui fut, en 2014, au centre d'un scandale judiciaire, était un burnous administratif couvrant la notabilité de Si Kaddour Benghabrit (décédé à Paris, en 1954 et enterré dans la mosquée même). *L'Echo d'Alger* (23/6/1921) fait écho d'une réunion du Comité de l'Institut musulman de Paris, tenue le 22 juin, sous la présidence de M. Herriot, président de la République, de son vice-président M. Deville, conseiller municipal de Paris, de M. Lucien Hubert, sénateur, de Maurice Raynaud, député et ancien ministre et du directeur au ministère des A.E., M. Baumarchais. La présence de Benghabrit comptait tout juste, pour ses démarches faites auprès de la ville de Paris, afin d'acquérir une cession gratuite d'un terrain pour la construction d'une mosquée et de son institut. Il sera, d'ailleurs, désigné comme chargé des subventions et des

souscriptions pour la réalisation des deux édifices, et qui au mois de juillet 1921, la somme a atteint 1 million de francs de l'époque.

En mai 1942 s'est tenu à Alger le Congrès de la Société des Habous, sous les hospices du Gouverneur général vichyste, Yves-Charles Châtel, M. Benghabrit et dans une "*belle improvisation*", note le journal, *remercie au nom de tous ces collègues, le gouverneur*", en lui étant reconnaissant de transmettre "*notre fidélité et notre loyalisme au Chef de l'Etat français, Monsieur le Maréchal Pétain*" (*L'Echo d'Alger*, 16/5/1942).

Un remerciement qui s'adresse à celui qui écrasa, aux côtés de l'Espagne de Franco, la révolte du Rif et sa république antiféodale. Mais cette amabilité et l'accueil hors du commun de Benghabrit a été noté tout le long de son œuvre pour le renforcement et la consolidation des intérêts de l'Empire français en Algérie, tout comme au Maroc. Son nom apparaît le 12/11/1925, sur le Journal Officiel de la République française (page 10880) et qui par décret signé en date du 6/10/1925, "*M. Si Kaddour ben Ghabrit, chancelier hors cadre, a été nommé Consul de 3e classe et maintenu hors cadre*".

Le Consul de 3e classe est aussi l'interprète et chef du Protocole du Roi potiche du Maroc, Moulay Hafid, qu'il accompagne en France et en Belgique, après avoir joué un rôle des plus distingués dans le protectorat français sur le peuple marocain. Ce chef du protocole du Makhzen a été secondé par le précepteur des Princes (dont le jeune Mohammed V), Si Mohammed Mammeri, père de l'artiste peintre Azouaou Mammeri et cousin de Mouloud Mammeri.

Devenant ami du commandant de la place militaire du Maroc, le sanguinaire général Lyautey, qui a fait ses preuves de criminel en Syrie et au Liban, Si Kaddour Benghabrit est auréolé de toutes les distinctions de l'Empire et de ses administrations politiques les plus diverses.

Personnalité ambiguë et controversée, nous dit-on, dans un récent ouvrage<sup>1</sup>apparu sur lui, de même qu'un film<sup>2</sup>s'inspirant de l'ouvrage et défendant un "*Islam de France dénué de tout fanatisme*". Pas si simple, si nous rappelons cette petite notice informationnelle, datée du 8/9/1923 et parue sur le *Le Progrès*, journal d'Orléansville (Chlef), qui note que :

*"Par arrêté de M. le Gouverneur Général de l'Algérie, notre sympathique concitoyen, M. Benghabrit Abdelkader, Chevalier de la Légion d'Honneur, bacha-adel chef à Oued-Fodda, vient d'être nommé cadi à Saint-Denis-du Sig. M. Benghabrit qui appartient à une honorable famille tlemcénienne, est le fils de feu Si Hadj qui fut un instituteur de la première heure et un précieux collaborateur du regretté Décieux. Nous adressons au nouveau Cadi, ainsi qu'à son oncle Si Kaddour Benghabrit, ministre plénipotentiaire, et à ses nombreux amis, nos plus vives félicitations pour cet avancement bien mérité et lui souhaitons bonne chance dans sa nouvelle résidence."*

Ambiguïtés et controverses pour celui qui le 5/11/1940, présidait aux destinées du Congrès du Habous et Lieux saints de l'Islam et recevait l'appui et les bénédictions du général Weygand, le bourreau d'Alep et qui a été tourné en dérision par Jean Genet dans sa pièce *Les Paravents* (1961). A la clôture des travaux, le panel des notables français du gouvernement

vichyste d'Alger et leurs paires indigènes, prirent le thé de l'amitié supra-coloniale en compagnie de dignitaires marocains, tunisiens et le cheikh El Arab Bengana, le bachaga Benaffane et le muphti d'Alger.

Mais lorsque l'on déjeune avec un ministre des Affaires étrangères, tel le républicain-socialiste et l'anticlérical, Aristide Briand, on ne peut que faire le jeu du missionnaire de toutes les bonnes volontés et d'asseoir une Afrique du Nord totalement francisée.

La période 1940-1942 est des plus représentatives dans le parcours de K. Benghabrit et de son fidèle Bengana. Il y a bien d'autres noms, mais lorsque l'on laisse les musulmans d'Algérie se décomposer dans la misère et la famine pour se faire dorloter dans les rendez-vous de l'élégance dans les thermes de Vichy, capitale de la collaboration française avec le nazisme. Il n'y a plus de controverses à relever, mais bien une adhésion consciente avec la bourgeoisie fasciste.

Dans le cadre d'une amitié et d'entraide franco-musulmane, sous la présidence du Ministre de la Défense nationale, M. Daladier et sous la présidence effective du général d'armée J. Buhrer, chef d'état-major général des colonies

*"Si Kaddour Ben-Ghabrit, directeur de l'Institut Musulman, entouré d'un Comité de dames patronnesses, a fondé l'œuvre dite du "Thé à la Menthe", qui remplira, pour les soldats Nord-Africain, un rôle analogue à celui de l'œuvre du "Vin Chaud" pour les soldats français." (Correspondance d'Orient, mai 1940).*

Ledit comité, organisera le 30 avril 1940, au Théâtre de l'Odéon (Paris) une soirée consacrée à l'art théâtral et la chorégraphie orientale. M. Benghabrit présenta même une comédie en un acte, qu'il rédigea lui-même d'après un récit du poète arabe Abou Naouas. Le reste de la soirée était consacrée à une présentation de danses populaires et stylisées de la danseuse kurde Leila Bederkhan et son ballet. Le produit de cette fête et les dons sera consacré entièrement à la distribution de thé à la menthe et de cadeaux aux soldats musulmans du front. Et c'est ce qu'ils attendaient de plus, de la part de la chefferie musulmane !

C'est dans une longue tradition de solidarité événementielle, qui se poursuit de nos jours avec des "associations" qui disent sur leurs comptes et finances, que le 30 mars 1942, la Préfecture d'Alger et en étroite collaboration avec le cadî Chanderli, annonce qu'à l'occasion du Mouloud, des couscous seront offerts "*aux musulmans miséreux*" dans les mosquées de Sidi Abderrahmane, Sidi M'Hamed Cherif et Sidi M'Hamed (Belcourt), cela en dehors du couscous pour miséreux, qui a lieu tous les vendredis à la mosquée de Sidi Abderrahmane. (*L'Echo d'Alger*, 26/3/1942).

L'Histoire ne pardonnera jamais plus ceux qui étaient agents du Quai d'Orsay en 1892, ceux qui tenaient le bâton par le milieu et ceux qui ont traité où sous-traité avec la colonisation génocidaire. Au même instant qu'ils rendaient leurs hommages, de féodaux et de suppôts du capital exploiteur. Rappelons-le, le 22 mars 1942, le Tribunal militaire d'Alger condamnait 06 militants et dirigeants du Parti Communiste Algérien, algériens et européens, à la peine de mort, dont l'enseignante Lisette Vincent (1919-1999), qui a toujours vécu avec humilité et

honneur. De même pour leurs 35 compagnons, condamnés pour des travaux forcés à perpétuité, à temps et à la prison, dont Maurice Laban, Alidine Débabèche et Omar Moulesoui, de même pour ces militants d'origine européenne qui militaient pour une Algérie libre et démocratique.

## Notes

1. Hamza Ben Driss Othmani, *Kaddour Benghabrit : Un Maghrébin hors du commun*, Marsam éditions, 2011, 288p.
2. *Les hommes libres*, film d'Ismael Ferroukhi,(Maroc-France), 2011.

## **Abdelhamid Ben Badis, l'icône du nationalisme religieux !**

Les champs culturels et politiques en Algérie et cela depuis les événements du 19 mai 1981, ne font que conforter des situations d'inertie, de lassitudes et ce positionnement gravitationnel "d'avancer en arrière, s'il vous plait !". Nous y sommes et pour quelques décennies encore.

Nous devons l'actuel état des choses, à une "engeance d'humanoïdes, toxique, radioactive et non recyclable" que nous nommerons les islamosaures, ou ceux qui se maintiennent en dehors de la réalité historique – qui, elle avance – sous couvert d'une religion qui a été un réel produit de l'Histoire de l'humanité. Il n'y a pas lieu à les distinguer les uns des autres, les classés ou les reclassés selon des considérations politiciennes. Ils sont d'une même racine socio-anthropologique : maintenir la culture féodale de la soumission de l'humain.

C'est bien le champ culturel algérien qui a été, de tout temps d'ailleurs, un lieu de rédemption des idées les plus rétrogrades, voire réactionnaires, de notre histoire. Le fait colonial a certes, été pour beaucoup de cette forme de renouveau aliénant, mais il lui fallait des aptitudes nationales pour qu'il aboutisse à ses fins. Une certaine division sociale du travail s'instaure, et la reconversion de la société nationale en entités spirituelles et non-spirituelles, s'ajoute aux autres phénomènes de la misère sociale et économique.

Ce qui est d'actualité, à travers nos propos, c'est ce questionnement sur le rôle qu'aurait joué le semblant d'éveil spirituel, une association d'enseignement religieux agréé par une administration coloniale et dans un cadre politique discriminatoire et répressif. L'exemple des Oulémas est édifiant, historiquement parlant.

### ***Abdelhamid Ben Badis : une relique du nationalisme religieux***

Sur les colonnes du *Courrier de Tlemcen* (N° 1171, du 15 juin 1883), nous lisons qu'un concours d'accès à la Faculté de droit d'Alger, est organisé et comportant des compositions sur le Code civil et le Droit romain (pour la 1<sup>er</sup> année de licence), sur le Droit romain et la Procédure civile (2<sup>e</sup> année de licence), enfin sur le Droit commercial et le Code civil (pour la 3<sup>ème</sup> année). Un concours destinés aux enfants des colons. Les "indigènes" se contenteront du certificat supérieur d'études de législation algérienne et de coutumes indigènes. Il porte sur les coutumes indigènes, le Droit dit musulman est d'ordre coutumier et non une législation en ce temps de la colonisation.

Mais ce qui retint notre attention dans ce numéro, c'est cette pétition émanant d'une Société algérienne pour la protection des colons et l'avenir de l'Algérie, priant les lecteurs d'adhérer à l'initiative. Le texte est adressé aux députés et sénateurs de l'Algérie coloniale, et dans laquelle nous retrouvons le nom de Si El-Mekki Ben Badis, le père du futur cheikh Abdelhamid, qui fut un ancien kadi, assesseur près du tribunal de Constantine, conseiller général et Chevalier de la Légion d'honneur. Le notable musulman, lit-on dans la pétition :

*Demandait dans une brochure publiée en 1875, l'internement par mesure administrative, des indigènes sur le compte desquels l'autorité locale fournirait des renseignements pouvant les faire regarder comme dangereux.*

La pétition, en se référant au texte du père de Ben Badis, demandait une "loi sur la relégation des récidivistes indigènes dans nos colonies lointaines" ; par récidivistes il faut entendre ceux qui ont pris les armes contre l'autorité coloniale. Dans la même loi, il est prévu que dans le cas de vols, la responsabilité de la famille même du "malfaiteur qui habituellement, profite des crimes commis par quelques indigènes de la tente".

Mieux encore, en se référant à ce juriste en Droit et coutumes indigènes demande "la prompte exécution de la loi sur la propriété individuelle, afin de transformer les mœurs du fellah arabe, en l'attachant au sol qu'il cultive et détruire en lui, autant qu'il sera possible, les mauvais instincts développés par la misère et par une mauvaise éducation". Pour y remédier à cela, il est exigé de créer de nombreuses, contrôlées par l'Autorité académique, destinées à faciliter le développement moral et intellectuel des "indigènes".

Pourtant, ce n'est toujours pas exact que "le feu ne donne naissance qu'aux cendres", puisque le fils et futur fondateur des Oulémas musulmans, aura à tirer sa révérence de cette douloureuse expérience familiale. Au-delà de toute subjugation de ce futur cheikh et de son œuvre, il est intéressant de noter l'urgence d'une analyse critique de l'histoire et du parcours du jeune Abdelhamid et de son imprégnation du socle familial, qui reste en premier lieu, de nature féodale. Comme il est intéressant encore, d'évoquer ce paternel totalement inféodé à "l'œuvre civilisationnelle de la colonisation", à travers un événement qui a défrayé la chronique en son vivant : le dossier des forêts qu'a connu l'Est algérien aux débuts de années 1880.

El-Mekki Ben-Badis publia, à cet effet, une brochure intitulée "Réfutation des erreurs et fausses appréciations relatives aux incendies survenus en août 1881", il soutenait la théorie de la combustion spontanée de certains types d'arbres, tout en écartant les méfaits plausibles des habitants locaux ou de celle des colons à la recherche de terrains pour l'exploitation foncière. Il s'exprimait ainsi : "Parmi ces causes nous ne parlerons que de la plus extraordinaire. Il existe dans les forêts deux espèces d'arbres : le Merek (Vindum officinale) et le Affer qui s'enflamment par le frottement, fussent-ils verts. Ce fait est constaté dans le Koran (Sourate de Ia-Sin) chacun peut rechercher ce passage et en prendre connaissance".

Huit ans après la publication de ce réquisitoire du père lettré et agent de l'administration de l'Empire colonial, Abdelhamid naîtra dans un tout autre contexte politique et social. Un contexte qui donnera naissance à des mutations sociologiques au sein des petites couches de la paysannerie algérienne en les transformant (pas tous, évidemment), en dockers, ouvriers-agricoles "khemmas", ouvriers des rails, et travailleurs journaliers. Pour ce qui est de l'instruction et de la formation supérieure ne sont admis que les enfants de la bourgeoisie terrienne, acquise à "l'œuvre coloniale" et à celle qui " ranimaient la flamme sous l'Arc de Triomphe" lors des 14 juillet.

Il est vrai que Abdelhamid Ban Badis est le plus favorisé par l'écriture de l'Histoire culturelle de l'Algérie, version Aboukassem Saadallah et consorts. Mais en la plaçant dans le contexte géopolitique de son époque, nous ne pouvons passer sous silence l'exemple de ce numéro du mois de novembre 1938, du journal *Echihab* où à la une, où Ben Badis rendait un vibrant hommage à Mustapha Kemal, sous le titre "Moustafa Kamal, rahimahou allah". il le qualifié de "moudjahid" qui a rendu à l'Islam ses lumières en anéantissant l'obscurantisme ottoman. Un écrit qu'il serait intéressant d'actualiser dans notre contexte rétrograde. Cela ne fait de Ben Badis un laïc, c'est certain qu'au demeurant il restera imprégné de sa formation religieuse, teintée de la pensée phénoménologique de la fin du XIXe siècle, à l'image de la pensée d'un Afghani ou d'un Abdou.

Mais sur quelle force sociale reposait Ben Badis, afin de mener son combat idéologique ? La petite bourgeoisie commerçante est cette catégorie sociale totalement exclue du circuit économique dominé par le capital financier colonial. Une formation sociale qui ne porte aucune perspective, ni politique, ni économique dans la production dominée par l'alliance de la bourgeoisie coloniale européenne et la féodalité terrienne locale. Cette dernière avait mis aux services de la première, un des instruments les plus audacieux et des plus aliénants de la société colonisée : les zaouïas et les confréries domaniales.

Au-delà du discours moralisateur des tenants de la constance des valeurs sociales et historiques, Ben Badis, réduit aujourd'hui à une simple icône dénuée de tout attache avec l'histoire sociale en Algérie, se retrouve dans l'anti-chambre de la mémoire collective. Pourtant de son vivant, les témoignages et des plus controversés, affluent des uns et des autres. Pour dire que l'homme ne passait jamais inaperçu de part ses actions que ses écrits.

C'est ainsi que l'organe du Parti Socialiste-SFIO, *Le Populaire*, du 02/09/1934, titrait violemment ses pages intérieures par "Pogrom 1934" pour évoquer les sanglants événements de Constantine entre les communautés musulmane et juive. Le quotidien fait acte de l'intervention des différents responsables des deux communautés afin d'apaiser les esprits des uns et des autres.

"Les seules décisions sagement prises, note le quotidien, le furent en dehors des autorités, par M. Lellouche, Conseiller générale et président du Consistoire israélite d'une part, et par le docteur Ben Djelloul et le cheik Ben Badis Abdelhamid de l'autre."

Le premier ordonna aux rabbins de tous les temples de Constantine d'éviter "tout commentaire sur les faits du vendredi, tout rassemblement, toute exagération", tout en se rendant en personne, dans ces temples afin d'exhorter les fidèles à la retenus et au bon sens. De leur côté, Ben Djelloul et Ben Badis rassemblèrent, le samedi 4 août, les musulmans, non dans une salle comme l'exigeait d'eux l'administration, mais devant la Grande Mosquée de la ville et à l'heure de la prière du maghreb et ils convièrent les fidèles "à rester maitres de leurs nerfs", tout en promettant à cette foule montée par l'incendie de la mosquée de Constantine, "que la justice était saisie des incidents de la Mosquée, prononcerait les sanctions nécessaires, et invitèrent leurs auditeurs à rentrer chacun chez soi."

L'intervention des deux membres du Congrès Musulman d'Algérie (CMA) a certainement évité l'entrée du pays dans une véritable guerre civile intercommunautaire, dont le contenu religieux allait handicaper et à jamais, la lutte politique nationale.

Bien que présenté comme un anti-bolchévique et notoirement anti-communiste, Ben Badis n'était nullement un fanatique, bien que dans l'association des Oulémas, le wahhabisme fraîchement ramené par cheikh El-Okbi, commençait à se propager parmi les élèves. Ben Badis était bien un réconciliateur et un pacifiste au regard des forces politiques nationale de son époque.

Dans une lettre, qu'il adressa à la rédaction du *Matin* (N° 18627, du 21 mars 1935) et en réponse à certains des "griefs articulés contre l'association qu'il préside et notamment à situer la part du panislamisme dans le développement du malaise algérien". Il affirmait que les Oulémas musulmans algériens n'ont jamais reçu et ne reçoivent pas d'ordre du Comité syro-palestinien (allusion faite au Prince Chakib Arslan et au muphti Al-Husseini d'Al-Kods de l'époque). Plus loin, il précisera que son association ne régit aucune école coranique et qu'aucune parole hostile à la France n'a été prononcée dans les établissements où enseignent les sociétaires des Oulémas.

Notre apostolat précisait Ben Badis est "essentiellement et limitativement religieux, ne saurait inquiéter la puissance française que dans la mesure où, dans son expression souveraine la plus haute, celle-ci nourrissait le dessein de porter atteinte, dans le gouvernement des musulmans, à la religion musulmane",

Tout en notant que les Oulémas musulmans au sein de cette association, n'ont jamais "pris aucun conseil d'aucun bolchévisant. Le communisme ? Tout le monde cherche à le contenir où à l'intimider. Mais qui le combat ici ? Nous seuls. Nous le défions bien de se servir des masses qui ont reçu notre enseignement."

Nous sommes bien loin de ses dires, sur "le communisme est la levure de l'humanité" selon les "communistes" algériens. Mais le 5/7/1935, le CMA vote une motion de confiance et de sympathie au Front Populaire de France, et le 20 août de la même année, l'enseignant de la mosquée de Sidi Lakhdar (Constantine), se rendait à Paris au siège du quotidien *L'Humanité*, en compagnie de Lamine Lamoudi, directeur du journal algérois *La Défense* et traducteur du cheikh.

C'est dans un paternalisme des plus exorbitants que le quotidien du PCF reprit les quelques propos de Ben Badis, venant déposer un document de propositions de réformes intéressant les domaines sociaux, culturels et politiques. Le même quotidien, qui pris avec attention les revendications des Oulémas, considère que le texte est empreint de "modération et de bons sens politique", en reprenant les propos de Ben Badis qui précise que "si nos modestes revendications étaient admises, jugez quel ascendant précieux la France gagnerait sur l'Islam. Voyez comment l'Angleterre a su céder à la pression en Egypte, en Irak. Quoi ? En Algérie, au Maroc, en Tunisie, en Syrie, la France – dont nous espérons qu'elle a au moins autant de cœur – aurait-elle moins de perspicacité que l'Angleterre".



Mais la tribune "communiste" ne pouvait que reléguer le discours de la nouvelle administration coloniale, puisqu'au même moment où la délégation était à Paris, le muphti d'Alger se fait assassiner et l'accusation fut portée au cheikh El-Okbi comme instigateur potentiel. Sur cette expéditive inculpation, *L'Humanité* relève qu'El Okbi est "l'ascète, haute conscience, un des Ulémas, un des délégués à Paris" et que cette tentative de disculper l'association et le CMA, c'est pour les faire passer pour des bandits, en faisant le jeu de ceux qui voyaient dans le CMA, un contre-pouvoir au sein même de la féodalité coloniale.

L'Islam dans le contexte colonial, soumis aux intérêts financiers et économiques de ceux qui défendaient la tradition des beyliks, fut un tremplin de valeurs contradictoires. De même, pour ceux qui prônent le réformisme au sein de la tradition et le combat contre l'obscurantisme ottoman. N'oublions pas que les uns et les autres sont soumis à l'agrément de la Loi 1901 relative aux associations et formations politiques.

Mais l'affirmation à une appartenance religieuse pouvait-elle contenir une forme de résistance à l'aliénation coloniale, dans une population marquée par l'illettrisme et la misère de classe. L'histoire ne peut léguer à une association à caractère religieux le rôle de cet instrument d'éveil des consciences sociales, alors qu'elle ne fut qu'un instrument supplémentaire de détournement des luttes politiques et sociales. Que les choses soient claires.

Les Oulémas ont formé un outil d'instrumentation du fait spirituel, tout comme l'administration coloniale des Habous, non comme un contenu de libération, puisque le mouvement nationaliste a pris cette tâche pour son compte, mais bien celui de diluer l'appartenance sociale et culturelle dans la seule pratique religieuse. Nous ne pouvons estimer le rôle des Oulémas que dans le contexte d'une lutte entre deux instruments d'une même composante féodale acquise au colonialisme, sans trop le déranger.

## **Mohamed Boudia : une œuvre inachevée (I)**

**13 Sep 2014**

En français, dans le texte – et non dans le contexte, nuance ! – Mohamed Boudia se fait dépouiller de son glaive de démiurge par une meute de conspirateurs et accomplit le tour de force de s'exiler dans le théâtre. Sur 41 ans de son existence, le fondateur du théâtre national en Algérie, dérouté et complexifié les lectures de notre histoire dans laquelle intervenaient les plus grands noms des arts, de la politique, des révoltes et révolutions des cinq continents.

L'auteur de "Naissances et L'Olivier" (1962) se trouvaient toujours au centre de cette praxis. Autour de lui, un silence de plein ciel, dans l'abandon du ciel (Jean Giono, Le grand troupeau, 1931), Ahmed Ben Bella et Bachir Boumaza se sont déjà tus avant leur disparition et ils se refusaient à tout commentaire à la seule prononciation de son nom. L'ex-patron de la Fondation du 8 Mai 45, le disait clairement au forum du quotidien national El-Youm, en réponse à une question sur le "martyr Mohamed Boudia", Boumaza rétorque : "Le temps n'est pas encore venu pour répondre", de même sur le parti RUR (le FLN Clandestin). De même, pour tous ceux qui ont été contactés, à titre ou à un autre, ils tairont le silence de granit.

Pourtant Mouloud Mammeri l'avait écrit dans La Traversée (1982) : "Le destin des héros est de mourir jeunes et seuls. Celui des moutons est aussi de mourir, mais perclus de vieillesse, usés et, si possible, en masse. (...) sautent d'un coup dans la mort, ils y explosent comme des météores dévoyés, les moutons s'accrochent à la vie jusqu'à la dernière goutte de sang".

Les moutons demeurent ceux qui de droit, mais pour ce qui est des héros, ils sont aux nombres illimités, grandissant au quotidien afin d'éterniser la flamme de la libération. Mohamed Boudia faisait partie de ses éternels, exaltés et magnifiés devant ceux qui sont privés de la faculté de se mouvoir, le jour, ce héros tragique, occupe ses instants à taillader des obstacles toujours renaissants et la nuit "à compter les étoiles" pour fraire des chemins d'un lendemain toujours radieux.

Sur un plan chronologique, la mort du héros est à prendre pour un signe, mort immanente ou folie des hommes, tout comme dans le premier roman d'Eugène Ionesco, Le Solitaire, paru en 1973, ou la mort de la fin est, en fait, le tout début ou le personnage, âgé de 35 ans, travaille dans une boîte de quelques employés, bossant un peu mais pas trop pendant quinze ans, un mystique dans la force du mot, dirai : "Je pris pour un signe. J'opte pour la mort", renfermant le roman sur lui-même d'un côté, le monde de l'autre. Au-delà d'une lecture critique de l'œuvre de fiction, il n'y a pas lieu de schématiser l'apport d'un imaginaire voué à l'individuation (Ionesco) avec celui d'un acte matériel subit par le dessein d'une volonté à ne se manifester que par la mort. Cette dernière est une certitude de "l'anéantissement d'un sujet" (Edgar Morin), qui se trouve décomposé et brisant chez l'aimant son Nous le plus intime et ouvre au cœur sa subjectivité, non pas la négation de l'être pour soi (Sujet) mais la contradiction envers le dépassement de cet être "voué au rien" (Idem).

Dans le contexte idéologique de l'Algérie actuelle, la commémoration des morts ou plutôt des non vivants par les vivants, est une valeur d'échange à tout niveau d'un système qui se veut

rationnel mais qui ne survie que du non rationnel. C'est bien sur le mode de la circulation symbolique du groupe des vivants et de l'intimité domestique des cimetières que l'échange à l'histoire s'effectuât depuis l'avènement de l'Indépendance politique. Nous sommes une nation de la culture funéraire, un peuple martyr et par les martyrs que notre identité contemporaine s'effectue au jour le jour, mais c'est sur la gestion de cette sphère imaginaire de la mort que les castes politiques fondent leur pouvoir, ce dernier doit s'appuyer, pour sa survie, sur la mort sécularisée et la transcendance du social. N'est-ce pas que l'Insurrection armée du 1er Novembre a été déclenché (et dans une harmonie nationale) le jour de la Toussaint, la fête de tous les saints de la chrétienté, jour d'évocation des morts et martyrs. Un mois qui porte aussi, dans le calendrier grégorien, le chiffre 11, symbole de l'excès, de la démesure, du débordement, l'incontinence et la violence, un nombre qui annonce un conflit virtuel après celui du cycle complet et de l'abondance. Saint-Augustin le décrivit comme «l'armoire du péché» et son addition, en faisant le total des deux chiffres composants, donne le nombre néfaste de la lutte et de l'opposition. Par néfaste, entendons aux termes théosophiques et non politiques.

Il sera donc question, à travers cette présentation, de rompre avec la tradition qui remonte à la naissance puisqu'elle est, en fait, «le terme pressenti comme une limite par l'espacement, en direction d'elle, des points de souvenirs» (Paul Ricœur, Philosophie de la volonté, 1949, p.416) et que nous voyons surgir depuis quelques années, dans la seule presse algérienne, des articles commémoratifs de l'assassinat de Mohamed Boudia ou des hommages rendus par quelques organismes institués tels Michâal el-chahid (Flambeau du martyr) et des sections locales de la Fondation du 8 Mai 45. Tous ces écrits s'entendent pour dire que les commanditaires et leurs exécutants portent un même sigle: le Mossad.

Sur les colonnes du quotidien parisien du soir Le Monde du 25/09/1985, nous pouvons lire la courte information suivante:

"Parmi les victimes des services parisiens du Mossad, l'Algérien Mohamed Boudia. Des moments tragiques dont on ne perçoit pas la relation avec le thème du « Croissant et de la croix gammée ». En tout cas, l'assassinat de ce militant algérien par les services du Mossad jusque-là simple hypothèse, elle se trouve implicitement confirmée par les auteurs qui désignent Sylvia Rafaël comme chef de l'équipe d'agents qui assassina le 28 juin 1973 à Paris, Mohamed Boudia militant actif de la cause palestinienne. Sylvia Rafaël considérée comme "l'espion n°1" d'Israël sera abattue à son tour par un commando de l'OLP en 1985 alors qu'elle se trouvait avec deux autres agents du Mossad à bord d'un yacht à Larnaka."

Une dépêche qui a fait le tour du monde, pour annoncer que la responsable du commando dit "La Colère de dieu", que Golda Meir envoya pour tuer les responsables palestiniens de par l'Europe, au début des années 1970, a péri dans un attentat fomenté par un commando de fidayîn dans un port de plaisance chypriote.

Aujourd'hui, nous le savons pertinemment que ladite info est une intox médiatique visant à protéger «l'agente n°1 du Mossad» qui en cette période vivait en toute quiétude en Afrique du Sud, auprès de son mari, l'avocat norvégien Anneus Schjodt et ex-procureur auprès de la

Cour suprême d'Oslo, et ceci jusqu'à son décès en 2005 après une longue maladie (cancer). La même année elle sera inhumée au cimetière du kibboutz israélien de Ramat Hakovesh, près de la ville palestinienne de Kalkilya (Cisjordanie). L'attentat de Larnaka, en question, touchant trois touristes israéliens au large du port chypriote aurait été revendiqué, selon la presse, par la Force 17 (le service de protection de Yasser Arafat), un attentat vite élucidé après l'attaque de l'aviation sioniste du QG de l'OLP à Hammam-Chatt (Tunis) survenue le 1/10/1985 et qui fut l'occasion pour l'organisation palestinienne de tirer au clair l'opération du yacht de Larnaka et cela devant les instances internationale. Mais l'opération, en question et au-delà des revendications d'un simple appel téléphonique ou d'un sulfureux communiqué de presse, est à réinstaurer dans un contexte beaucoup plus global afin de déterminer qui a profité direct à tirer les dividendes d'un tel attentat et les conséquences qui suivirent sur le plan de la région. Le parallèle entre un acte de professionnel et son objectif visé dissipe largement une quelconque responsabilité d'un organisme telle la Force 17 demeurait dans sa territorialité de veiller au seul dirigeant du Fatah comme colonne vertébrale de l'OLP. Il y a lieu de rappeler que la plupart, si ce n'est la totalité, des organisations palestiniennes n'ont jamais cessé d'indexer le F17 comme un suprapouvoir qui ne cesse de porter des préjudices à la cause palestinienne par des pratiques immorales de ses éléments.

Sur un tout autre registre, l'opération de Larnaka et l'attaque de Hammam-Chatt portent la signature d'un seul commanditaire. Dans son ouvrage *Terreur et terrorisme* (Flammarion, 1976), Friedrich Hacker détermine quatre points fondamentaux dans l'acte de la terreur qu'elle émane d'un groupe social organisé ou d'un état :

1) La cause et la source de la terreur qui, bien entendu, peuvent être à leur tour le résultat d'autres causes ou d'anciennes causes (psychologiques, politiques, économiques, historiques, etc.) et qui, en remontant jusqu'à l'infini, peuvent être ramenées à l'ultime cause mystique et originelle ;

2) Les terroristes, qui utilisent la terreur pour des raisons politiques, stratégiques, psychopathologiques, criminelles, idéalistes (ou en mélange de ces raisons). Certains actes de terrorismes sont spontanés et impulsifs, d'autres au contraire, minutieusement calculés et préparés. Dans le cas de la terreur organisée, les responsables qui sont à l'origine de la terreur, la justifient et la dirigent, sont généralement strictement séparés des exécutants. En tout cas, ceux qui accomplissent effectivement les actes de terrorisme (et qui peuvent également, dans certaines circonstances, devenir eux-mêmes ses victimes) constituent l'élément actif et agissant au phénomène général qu'est la terreur ;

3) Les victimes de la terreur qui sont simplement choisies et utilisées par les terroristes pour parvenir à leurs fins (obtention d'avantages, chantages et intimidations) ; utilisées comme de simples instruments, elles sont, dans les mains des terroristes, rabaisées au rang d'instruments, de pions déshumanisées. Leur sort n'intéresse les terroristes que dans la mesure où elle peut leur servir à obtenir d'effet désirer ;

4) La cible de la terreur ; le but et l'objectif de toute entreprise terroriste (qu'il ne faut pas confondre avec ses victimes qui ne sont que de simples instruments) est le public, qu'il

s'agisse de sa propre population qui doit être tenue en main par la terreur, de son propre gouvernement ou d'un gouvernement étranger qu'il s'agit d'influencer ou d'intimider par des actes de terrorisme ou du public du monde entier qui doit être alarmé et effrayé.

Autant de points de repaire qui interpellent une profonde réflexion sur l'acte de terreur qui demeure en total contradiction avec celui de la violence révolutionnaire qui est le seule riposte de ceux qui sont opprimés par l'Etat terroriseur et l'année 1985 demeure, dans les annales palestiniens, comme celle de toutes les dérives politiques droitières à commencer par les tractations autour d'un projet jordano-palestinien pour aboutir à la scission de l'Olp afin d'isoler le Fatah et sa direction féodale, qui aboutira aux accords d'Oslo et la «vaticanisation» des territoires occupés.

Un révolutionnaire ne se fixe jamais un but à atteindre dans sa vie, mais bel et bien des objectifs en forme d'itinéraires à surmonter. L'exemple de Mohamed Boudia (24/4/1932 – 28/6/1973) est édifiant par son parcours, d'autant plus riche qu'exemplaire pour l'ensemble des Algériens de sa génération. Nombreux d'entre ses compagnons, sont tombés dans l'autosuffisance du militantisme de salons ou dans le défaitisme petit-bourgeois, lui est demeuré intransigeant dans sa pratique artistique tout comme dans sa praxis révolutionnaire et c'est à travers notre présent ouvrage que nous tenterons pour la première fois et 70 ans depuis sa naissance, de mettre entre les mains de tous ceux qui souhaitent approfondir des pistes de recherches et d'analyses sur la portée spécifique d'une œuvre militante inachevée après être interrompue. (**Lire la suite : Mohamed Boudia, une oeuvre inachevée (II et fin)**).

## Références

1. Boudia. Mohamed, Naissances, suivie de L'olivier. Lausanne, La Cité, 1962. 107 p.
2. Giono. Jean, Le grand troupeau, Paris. Gallimard (9 mai 1972). 256 p.
3. Ionesco Eugène, Le Solitaire, Paris. Gallimard. 1973 (Réed.6 juillet 1976). 207 p.
4. Malbrunot. Georges, Les révolutionnaires ne meurent jamais : conversations avec Georges Malbrunot, Paris. Fayard, coll. «Témoignages pour l'histoire», 2008, 326 p.
5. Ricoeur Paul, Philosophie de la volonté. Tome I: Le volontaire et l'involontaire, Paris. Aubier, 1950.

## **Mohamed Boudia : les manipulations médiatiques de son assassinat (I)**

**27 Mai 2017**

Le journaliste du Times, Aaron J. Klein dans son ouvrage (1), désignait les opérations spéciales menées contre les dirigeants palestiniens et militants arabes du nom d'Opération Colère de Dieu. Nous l'avons abordé dans notre récent ouvrage, intitulé : Mohamed Boudia : "Une œuvre inachevée" (2) et nous ne reviendrons pas sur cette appellation, qui semble acquise par les médias, comme version officielle et vérifier.

Si nous citons le journaliste d'investigation du "Times", c'est bien pour illustrer qu'un même langage, pour rappeler que l'assassinat du militant algérien fut partagé par l'ensemble des titres mondiaux. Dans l'ouvrage en question, Klein évoque l'organisation du groupe d'action des services secrets "israéliens", qui serait dénommé le groupe "Césarée" et que dirigeait Michael "Mike" Harari. Groupe constitué à la suite de l'opération palestinienne de Munich en 1972. Le groupe en question, aux dires du journaliste, était composé de sous-groupes d'agents désignés par les trois premières lettres de l'alphabet de l'hébreu : Aleph, pour les tueurs, Beth, pour les conducteurs de véhicules et agents de protection pour les tueurs, et Chet, pour le couple, se prétendant nouveaux mariés et dont la mission était de louer des appartements pour la logistique du reste du groupe.

Sylvia Raphael faisait partie du 3e groupe. Autour de ce cercle restreint, chargé de la seule "Action", le groupe Ayin (4e lettre), serait composé de 6 à 8 agents qui avaient pour tâches de suivre les victimes et déterminer les moments propices pour l'entrée en action du groupe Aleph. La première apparition de ce groupe du Service Gidon du Mossad, fut le 6/10/1972 avec l'assassinat de Wael Zweiter, représentant de l'OLP à Rome qui fut faussement considéré comme le chef de l'Organisation Septembre Noir (OSN) en Italie. Au soir du 21 juillet 1973 et en pleine attaque sur le QG du Fatah, à Beyrouth, par un commando "israélien" débarquant de mer, Lillehammer (Norvège) voit un citoyen marocain, Ahmed Bouchiki, succomber aux tirs de deux agents du Gidon, devant sa femme enceinte d'un garçon, Toril Larsen Bouchiki et cela à la sortie d'une soirée au cinéma.

Les tueurs du Gidon, en tuant un jeune sympathisant de la cause palestinienne, croyaient avoir abattu Ali Hassen Salameh, le fondateur de la Force-17, de l'OLP. Ainsi, procédait le pays le "plus démocratique du Moyen-Orient", par le feu et le sang qu'il conçoit comme sa seule culture politique de survie.

Il est certainement intéressant de ce tourner du côté de la presse internationale et sur son traitement de l'assassinat du militant algérien Mohamed Boudia. Traitement qui nous permet de comprendre le fonctionnement de cette institution médiaticofinancière et de son allégeance au seul capital mondial. Nous citerons à cette occasion comme exemple, des médias européens et anglo-saxons, afin de montrer le poids de cette institution et son traitement de l'info, à façonner une opinion publique en nourrissant son imaginaire politique. A commencer par le *New York Times* du 3 juin 1984, qui présenta le livre du journaliste canadien Georges Jonas, intitulé *La vengeance : La vraie histoire d'une équipe antiterroriste israélienne*, qui

inspira la réalisation, en 1986, un film *Sword of Gidon* (Le 11<sup>e</sup> commandement) de Michael Anderson. L'article du *NYT*, signé par Ken Follett, considère l'ouvrage comme un travail qui est beaucoup plus proche de l'écriture de John Le Carré, le romancier de la "Guerre froide", qu'une enquête de terrain. Le livre évoque l'agent du Mossad, "Avner" qui, avant d'être un assassin c'est celui "qui traîne dans les aéroports internationaux à la recherche de terroristes", et au journaliste de s'interroger : "Comment diable fait-il pour les distinguer des autres voyageurs ?". L'imaginaire du romancier, dramaturge et poète canadien est sans limite : "En général, ils ont voyagé avec peu de bagages, mais ont tendance à emporter leur sac de sport ou une petite valise, plutôt que de mettre leurs ports, sur des sièges vides ou sur le sol du hall des aéroports. Ils pourraient fumer beaucoup et aller aux toilettes fréquemment. Ils sont de ceux qui avaient peu de temps à se plonger dans un livre ou d'un magazine, mais il serait normal pour eux d'en feuilleter les pages." L'air authentique d'une grande partie de ce livre de 376 pages, tant à rendre plus visible l'odeur incomparable du mensonge qui traverse quelques pages douteuses, remarque Ken Follett. L'"Avner" du livre, s'interroge encore Follett, avait bien accepté la liste des cibles palestiniennes et arabes à abattre, mais comment a-t-on réunis les preuves de leur culpabilité pour les condamner à la mort?

Parmi les noms de cette liste, le poète palestinien Wael Zwaiter, à Rome et le directeur de théâtre parisien Mohamed Boudia. L'auteur canadien de l'ouvrage, indique avec confiance que "les terroristes ne sont pas définis par leurs objectifs, mais par les moyens qu'ils utilisent pour les atteindre." Avant de conclure, l'auteur de *La Vengeance*, considère que les agents secrets sont toujours hors de contrôle et qu'un "Avner", n'ayant dans sa liste que 11 noms, ont bien, son équipe et lui tués d'autres personnes en ajoutant de leurs plein gré d'autres noms à la liste sans consulter leurs maîtres et refusant de mettre fin à l'opération pour que l'on leur ordonne de le faire. C'est à travers cette rhétorique que le lecteur nord-américain façonne son image du terroriste et de celui qui lutte contre, sans lui apporter un quelconque éclairage objectif sur les causes réelles de la terreur d'où quelle émane.

Toujours sur les colonnes 2 du *NYT*, la consultation des archives nous remonte à l'édition du 2/7/1973, qui annonce l'assassinat de l'attaché militaire "israélien" devant sa maison à Washington. L'assassinat avait été revendiqué, selon le journal, par les Palestiniens eux-mêmes et sur les ondes de la Voix de la Palestine, émettant du Caire en affirmant que l'opération "avait été exécuté en représailles à la mort d'un militant arabe à Paris la semaine dernière". Le militant n'est autre que Mohamed Boudia, que le journal américain, considère sous la plume de Bernard Gwertzmann, "comme un leader radical arabe, tué lorsque sa voiture a explosé" (p.57). L'édition du 8/7/1973 revient sous la plume de Lynda Charlton, sur l'assassinat du diplomate "israélien", avec la déclaration de l'Ambassadeur sioniste à Washington, Simsha Dimitz, que "les frontières d'Israël sont partout. Les mains de ceux qui ont essayé de le tuer (le colonel Alon) dans l'air l'ont atteint ici". et le journal new-yorkais de reprendre les propos de la radio palestinienne au Caire que le colonel Alon a été "exécuté" en représailles à "l'assassinat récemment à Paris de Mohammed Boudia, qui est mort quand sa voiture a explosé. M. Boudia est considéré comme un membre du groupe terroriste Septembre Noir" (p.152).

Mohamed ou Mohammed, le quotidien américain ne s'attarde nullement sur la question. Les Palestiniens ne sont cités que par un groupe de terroriste détournant des avions, assassinant des diplomates US ou encore revendiquant dans l'ombre leurs actes. Il faut attendre l'édition du 14/1/1975, pour lire sous le titre "Deux roquettes tirées sur un jet d'Israël à Paris", revendiqué par un groupe de guérilla arabe appelé "Commando Mohamed Boudia", pour apprendre que l'Algérien est un "exilé et sympathisant des Palestiniens qui a été tué par une voiture piégée à Paris en 1973". L'OLP et depuis Beyrouth, avait déclaré qu'elle n'avait rien à voir avec l'attaque d'Orly, elle a même dénoncé l'action en la considérant comme un crime et "un complot contre la cause et le peuple palestinien". Bien que revendiquée par l'OSN, lors d'un appel téléphonique au bureau de l'AFP-Beyrouth, l'Associated Press a rapporté depuis la capitale libanaise, qu'un "porte-parole de Septembre Noir avait affirmé que le groupe a cessé ses activités il y a longtemps", pour ainsi dire que le groupe a été dissous. Dans la même édition, nous lisons que l'avion de la compagnie El Al "israélien" et qui a subi l'attaque à Orly, est partie pour New-York après avoir subi des contrôles techniques. A son arrivée, c'est un autre groupe s'appelant Armée Jeune Croate, anti-régime de Tito qui revendiqua l'attaque lors d'un appel téléphonique à WINS une radio locale de New-York. AFP, Associated Press et Reuters alimentent les colonnes de la presse américaine, par des dépêches qui fustigent la cause palestinienne en la montrant comme celle de vulgaires criminels. C'est le *NYT* du 21/1/1975 et sous la plume de Flora Lewis que nous apprenons que "trois terroristes arabes qui détenaient 10 personnes en otage dans les toilettes de l'aéroport d'Orly pendant 17 heures, les ont libérés (...) et ont volé au loin en direction du Moyen-Orient où six nations leur auraient refusé de les accueillir. » (p.1)

Entre "arabes", "toilettes" et "le Moyen-Orient", l'intention des médias se précise par l'affirmation du commando d'Orly d'être "membres d'un groupe de guérilla nommé Mohammed Boudia, un pro-palestinien algérien tué à Paris il y a deux ans". Aux termes de son assassinat, la nouvelle a fait le tour du monde. C'est ainsi que nous retenons la dépêche de l'Australian Associated Press-Associated Press, envoyée depuis son bureau parisien pour le *Canberra Times* du 30 juin 1973, montrant la photo des pompiers parisiens en train d'évacuer les restes du corps de Mohamed Boudia, considéré comme « membre de l'organisation terroriste Septembre Noir ». L'illustration en question, coiffée une autre dépêche émanant du bureau cairote de la même agence, sur le F-4 Phantom "israélien" qui a été abattu par la DCA égyptienne et tomba la région du canal de Suez. Une fois reçue à l'autre bout du monde, l'info dessine dans l'imaginaire de son lecteur, cet Arabe qui ne sait que tuer et ce faire tuer et qu'il n'est nullement question d'une quelconque cause ou combat une agression ou occupation de territoires arabes. Le titre est bien évocateur, entretenant la confusion avec son "Israeli jet shot down in canal zone by Egypt" montre bien que l'avion ne faisait que passer et que c'est l'Egypte qui agresse l'autre ! (A suivre)

| Lire la suite : [Mohamed Boudia : le document classé "confidentiel" suisse \(II\)](#)



**Note :**

(1) - Striking Back: le massacre des Jeux olympiques de Munich de 1972 et la réponse mortelle d'Israël (2005).

(2)- "Mohamed Boudia : Une œuvre inachevée", édition999, Publié le 11 mars 2017.

## **Mohamed Boudia, une oeuvre inachevée (II et fin)**

**14 Sep 2014**

L'engagement de Mohamed Boudia auprès du peuple palestinien dans sa lutte contre Israël est un exemple unique de militantisme.

En remontant l'histoire de cette pratique militante, aux plans artistiques et politiques, mais dans le sens opposé de la grande horloge du temps, nous pourrions, peut-être, déceler le mécanisme par lequel fonctionne le combat idéologique – toujours d'actualité et ne cessera d'exister - mené contre toute l'œuvre révolutionnaire d'un individu soumis à l'œuvre collective.

C'est une guerre politique et psychologique qui a été et qui continue à l'être de nos jours, basée sur la calomnie, l'intoxication, la provocation, l'exacerbation des contradictions, l'exploitation des contradictions, l'exploitation de divergences et la diabolisation de l'adversaire que mène l'impérialisme «démocratique» depuis 1945.

Au cœur de ce système de la guerre politico-psychologique, une branche à part et extrêmement importante de la guerre totale moderne, on perpétue les crimes mis sur le dos de l'adversaire, à commencer par cette biographie de Mohamed Boudia parue en 2007 sous la signature d'une organisation de sujets français «non citoyens», les «Indigènes de la République», appellation qui cache une déroute idéologique et une instrumentation portant atteinte à l'intégrité d'une œuvre de combat contre l'exploitation et la servilité des hommes par le capital. Le site web en question que dirige la "beurette" Houria Bouteldja (Collectif féministe les Blédardes), s'est orienté vers une formation politique proche du Parti Socialiste français.

En Algérie, c'est tout notre intérêt, le nom de Boudia n'apparaît dans la presse officielle qu'en 1984, sur les colonnes d'El Moudjahid du 27 novembre 1984 et à l'occasion de la Journée internationale de solidarité avec le peuple palestinien. L'article publié sur deux numéros est intitulés : «Martyrs algériens de la cause palestinienne : Mohamed Boudia, la dimension d'un combat», reprend sans la nommée, une ancienne présentation du martyr élaborée, elle, par la direction du parti de Rassemblement Unitaire des Révolutionnaires- FLN Clandestin (RUR-FLN Clandestin), auquel Boudia appartenait comme opposant au coup de force du colonel Boumédiène. Cette initiative nullement innocente, intervient un mois après la décision de Chadli Bendjedid et du parti FLN, totalement déboumédiéniser, de réhabiliter à titre posthume 21 dirigeants du FLN historique dont Abane Ramdane, Krim Belkacem, colonel Chaabani, Mohamed Khider et d'autres. Un acte qui tend à discréditer le régime des «colonels» tout en veillant sur la ligne idéologique de la pérennité du système oligarchique. Dans cet article, repris de l'APS (agence officielle), nous pouvons lire quelques aberrations dans la présentation de l'itinéraire du fondateur du théâtre national algérien.

Pour le régime oligarchique de l'Infatih (ouverture à l'impérialisme français), le 28 juin 1973 est une journée qui «devait être pour lui [Mohamed Boudia] le prélude à une année sabbatique à Damas», plus loin encore nous lisons encore, qu'"après avoir assumé les fonctions de directeur du journal Alger-Ce soir, Boudia abandonne ce poste pour se consacrer au théâtre,

son domaine préféré. En 1965, il émigre en France". En finalité, le ridicule des propos ne tue pas mais déterre les martyrs pour les assassinés une seconde fois.

La dépêche de la pensée officielle de l'Etat comprador intervient en pleine période de décomposition de la Résistance palestinienne, une opération qu'a léguée l'impérialisme américain aux régimes de la réaction arabe. L'Algérie soumise au diktat de l'impérialisme français devait faire allégeance au nouveau partage politique du Monde arabe. Une année auparavant, Alger accueillit le 16<sup>e</sup> Conseil National Palestinien (CNP) (14 février 1983) afin de promouvoir le Plan politique du social-impérialisme soviétique (le Plan Brejnev), chose qui ne dura que les heures de quelques rencontres entre organisations palestiniennes aux horizons tactiques radicalement divergeant.

En 1984, l'OLP est devenue une organisation vidée de sa stratégie combattante et acquise aux thèses du processus de paix qui mènera sa direction féodale (les Al Koudwa, tribu de Yasser Arafat) vers de nouvelles compromissions jusqu'à la liquidation de l'organisation avec les pourparlers de Dayton (USA). Les coups démobilisateurs qu'a reçus l'organisation palestinienne, depuis sa Charte de 1964 à la veille du 17<sup>e</sup> CNP d'Amman (Jordanie), ont fait d'elle une manifestation des pouvoirs arabes en place avec un dirigisme beaucoup plus personnalisé en la personne d'un leader concentrant tous les pouvoirs décisionnels entre ses seules mains.

### ***Boudia et l'héritage révolutionnaire***

Sans aucune extrapolation, de notre part, sur l'apport de l'individu sur un fait collectif, il y a lieu de noter fortement que la rencontre des Forces marxistes-léninistes (FML) palestiniennes et des organisations combattantes internationalistes s'est faite sur la base d'une expérience révolutionnaire qui apparaîtra aussi clairement et au grand jour entre 1985 et 1973.

Fondamentalement, il faut situer cet effort organique autour d'un seul organisme attractif : le MNA-FPLP. Une unicité qui devrait être mis en évidence après tant d'années d'évolutions politiques et programmatiques au sein de cette expérience palestinienne d'avant-garde, qui a eu pour principe fondateur le slogan «le front au service du mouvement», donc un ensemble de structures politico-militaires dépendant du Mouvement des nationalistes arabes (MNA) qui, lui seul, est destiné à la création d'un Etat arabe patriotique menant une lutte réelle pour la libération des territoires occupés et contre le sionisme. A ce titre, des sections du MNA verront le jour de la Tunisie, au Yémen du Sud en passant par le Liban et l'Irak, une organisation, qui datée des années 60 mais avec la défaite des régimes arabes en juin 1967 et la Révolution culturelle chinoise, le MNA verra ses sections libanaise et palestinienne évoluer vers la ligne marxiste-léniniste de la lutte anti-impérialiste, chose qui demandera plus d'autonomie organique et une analyse plus précise des contradictions sociales et économiques afin de mener à termes les objectifs du combat révolutionnaire.

Quelle place peut-on attribuer à Mohamed Boudia au sein de cet univers de luttes idéologiques ? De 1985 à 1973 l'élan de soutiens et de solidarités avec la cause palestinienne dépassé tout entendement de part le monde et une organisation comme le FPLP était considérée comme la seconde force au sein de l'OLP après le Fatah. En 1985, le FPLP fêtait

son 18e anniversaire d'existence et qui fut traversé par des tornades scissionnistes et des houles révisionnistes dans sa stratégie de combat. L'héritage de Boudia est profondément encre dans la structure de cette FML qui abandonne le slogan patriotique démocrate et se positionna sur l'édification d'un parti marxiste-léniniste de la classe ouvrière et tenta même de ce rapprocher du FDLP, son ancienne dissidence, afin d'aboutir à ce PML avec le Pc révisionniste palestinien. Mais au-delà de cette tentative qui mena à l'implosion du Fplp et sa dérive politique à partir du 4e Congrès de 1984, tout l'héritage révolutionnaire du militant algérien se trouve partagé entre l'Organisation de Lutte Armée Arabe (OLAA) et le Front Révolutionnaire de Libération de la Palestine - Chabab Wadie (FRLP-CW) et leurs fonds relationnels avec les organisations internationalistes, notamment le Parti Communiste Combattant – Brigades Rouge (PCC-BR) et Fractions Armées Rouge (RAF). Dans les textes fondamentaux de ses deux organisations européenne, la lutte anti-impérialiste prend le tournant d'une stratégie afin de resserrer l'étau sur les puissances dominantes et desserrer la pression sur les peuples dominés et que toute acte de violence révolutionnaire sert à «développer les luttes de classe, organiser le prolétariat, commencer avec la résistance armée à construire l'armée rouge !». Un slogan développé à partir du texte de la Raf, par exemple, qui expose, dès novembre 1972, la stratégie de la lutte anti-impérialiste qu'il amène dans le centre (pays capitalistes dominants). Le même document analyse la signification du Proche-Orient pour l'impérialisme et conçoit ce dernier comme unité des contradictions, étudie les rapports en impérialisme et tiers-monde, traite des mouvements de libération anti-impérialiste, de l'opportunisme dans la métropole de l'exploitation, de la consommation de masse, des mass médias, de la domination du système 24 heures sur 24, du sujet révolutionnaire, du fascisme et de l'antifascisme, de l'antifascisme et de l'anti-impérialisme.

L'héritage post-boudien se retrouve dans le combat que menèrent ces organisations combattantes et bien d'autres, soit aux côtés ou pour le bien-fondé de la cause arabe. La relation entre les combattants internationalistes et le militant algérien dénote de la spécificité de la stratégie révolutionnaire qu'à entreprise la résistance palestinienne durant son existence autour de la création d'un large front mondial de solidarité avec la cause palestinienne et que coordonnaient des personnalités non-palestinienne, mais acquises à la cause. Des personnalités d'horizons socio-professionnels, culturels diverses et dans le cadre du FPLP, son leader, Georges Habache disait il y a quelques années et à la seule évocation du nom de Boudia, «qu'à lui seul, il valait toute la révolution palestinienne». que lit-on à travers cette phrase prononcée à Alger lors du Conseil National Palestinien (CNP), du 15/11/1988, et pourtant dans son livre-témoignage, rédigé sous la plume du journaliste français Georges Mal Brunot, Habache ne le citera nulle part le long des 234 pages de la traduction arabe.

Une histoire d'héritage que légua Boudia à l'ensemble des organisations palestiniennes, ou un propos bien généraliste tombant le discours politique organisationnel, où encore, la révélation à peine voilée d'un dirigeant qui a tenté d'élever son expérience de révolutionnaire professionnel algérien pour une unité d'action militante entre diverses fractions palestiniennes. La réponse tardera à venir du fait que les principaux acteurs arabes et palestiniens ont disparus et que les archives de cette mémoire historique sont encore prisonnières aux mains de renégats.

## Références

1. Boudia. Mohamed, Naissances, suivie de L'olivier. Lausanne, La Cité, 1962. 107 p.
2. Giono. Jean, Le grand troupeau, Paris. Gallimard (9 mai 1972). 256 p.
3. Ionesco Eugène, Le Solitaire, Paris. Gallimard. 1973 (Réed.6 juillet 1976). 207 p.
4. Malbrunot Georges, Les révolutionnaires ne meurent jamais : conversations avec Georges Malbrunot, Paris. Fayard, coll. «Témoignages pour l'histoire», 2008, 326 p.
5. Ricoeur Paul, Philosophie de la volonté. Tome I: Le volontaire et l'involontaire, Paris. Aubier, 1950.

## **Mohamed Boudia : le document classé "confidentiel" suisse (II)**

**28 Mai 2017**

La voiture de Mohamed Boudia soufflée par l'explosion d'une bombe.

Au cœur de l'Europe, les Suisses viennent de révéler un document officiel, intitulé : "Le Terrorisme palestinien : Genève, Vienne, Paris comme points d'appui".

### ***La documentation suisse : pas très neutres les Helvètes***

Il émane des Services de la documentation diplomatique helvétique et considère que la Suisse a été une plaque tournante pour les mouvements palestiniens et donc, un pays visé par ce qu'ils nomment le "terrorisme arabe". Le document en question a été publié par le Département Fédéral des Affaires Etrangères (DFAE), indexé 39519 en langue alémanique et frappé du sceau de Confidentiel. Une enquête fédérale et minutieuse du Procureur fédéral sur la présence arabe et palestinienne en Suisse, dont Genève est considérée comme une des plaques tournantes pour les organisations palestiniennes. A la différence de la France, la Suisse n'a jamais passé d'accord, direct ou indirect, avec les représentants des organisations palestiniennes sur la présence ou agissements des individus ou groupes palestiniens sur son territoire. La France pour sa part, est passée pour un model européen à travers sa politique d'ouverture sur le Monde arabe.

En Suisse, les Helvétiques en s'enfermant dans la politique de la neutralité positive, ne pouvaient qu'accepter sur le territoire que des représentations d'Etats officiellement membres de l'Onu. C'est ainsi que la Ligue arabe se trouve représentée par M. Amin Daoud Barakat, né le 13 mai 1942 à Jérusalem (Al-Kods) et de nationalité jordanienne. Marié à Monika Schrabbeck, une Allemande de l'ouest, Barakat était aussi représentant du Fatah en Allemagne (RFA). Il est cité, dans le document, comme premier responsable de la relation avec les groupes d'extrême-gauche et même de droite suisses et palestiniens, en liaison avec le Centre d'Information des Mouvements de Libération (CIML) et dont Anne-Marie Bollier (né le 30 avril 1947 à Sion, Zurich) fut la dynamique militante suisse pour le soutien à la cause palestinienne. Le Document évoque la mission de la Ligue arabe à Genève comme un lieu de soutien aux groupes de sympathisants suisses à la cause palestinienne, qui se présentent comme un contrepoids à la propagande "israélienne". Ceci, estime le document pour la partie visible de l'action, mais dans l'ombre, on évoque un autre type de soutien logistique et humain pour des militants palestiniens se déplaçant ou transitant en/par la Suisse pour des opérations antisionistes. C'est le cas pour l'opération palestinienne contre le camp de transit des juifs d'Union Soviétique et des pays de l'Est, au château de Schonau, situé à 46 km au sud de Vienne (Autriche). Opération qui sera reportée par l'OSN, pour des raisons logistiques après avoir recueilli toutes les informations sur le passage des juifs soviétiques, de l'URSS à Vienne, via la Roumanie.

### ***Le Mohamed Boudia du rapport fédéral***

Départageant les "réseaux terroristes palestiniens" sur trois villes européennes, le Procureur fédéral considère Mohamed Boudia comme responsable parisien, de la liaison avec les

groupes et éléments palestiniens, principalement le Fatah. Dans notre ouvrage, cité plus haut, nous avons pu situer le rôle réel de Mohamed Boudia et de son organisation, composée essentiellement d'Algériens du R.U.R. Les services de la police fédérale helvétique et principalement le service secret F.I.S., avaient recueilli une quantité non négligeable d'informations sur le militant algérien, grâce notamment à la présence en Suisse de Bachir Boumaza, un des opposants au régime de Houari Boumediene. Le dossier fédéral en question présente le fondateur du théâtre algérien post-indépendance politique de l'Algérie ainsi : "Il y a depuis quelque temps des indices évidents sur l'existence d'un point d'appui (base) de terroristes palestiniens à Paris. L'une ou la figure-clé du réseau parisien semble être Mohamed Boudia. Qui est Boudia ? Nos informateurs et propres connaissances nous livrent les indications suivantes." (p.21) Informateurs dans les milieux arabes et ceux de l'opposition algérienne, de même pour les services "amis" de la Suisse, aboutissent à une fiche personnelle de Boudia, qui signale : "Boudia Ali (et non Mohamed), né le 24 février 1932, à Alger, marié d'octobre 1968 à janvier 1971. Directeur du "Théâtre de l'Ouest Parisien" à Paris ; depuis aucune profession exercée connue. Dernier domicile connu : Paris, 29, rue Boïnod, 4e étage (jusqu'en avril 1971). Citoyen de nationalité algérienne."

Lors de ses déplacements entre Vienne et Genève, Boudia prit les pseudonymes suivants : "Boyer Maurice André, né le 20 septembre 1931 à Avignon. - Bertin Roland, né le 16 janvier 1931 ou le 16 novembre 1930 à Paris (Détenteur du passeport français n° 387, établi le 16 juillet 1968). - Bertin Pierre, Robert, Rodrigue, Roger. - Ben Ahmed Said, né en 1935, passeport marocain N° 12479/737. - Abu Khalil. - Abu Khaled. - Betanschan." Dans le milieu des militants et sympathisants suisse de la cause palestinienne, Mohamed Boudia était connu sous le nom de Rodrigue Bertin. Le dossier indique, à la partie consacrée à sa formation professionnelle, que Boudia : "Après l'école primaire, cours au Centre Régional d'Arts Dramatique » à Alger. 1953 – 55, service militaire français ; d'abord à Alger, puis à Dijon. Finit son service en tant que Sergent attesté. 1955 – 1957, acteur de scène pour les chaînes arabes de l'ORTF à Paris. Actif en même temps au sein d'une troupe algérienne de théâtre de la région parisienne" (p.22). Sur son activité au sein de la résistance nationaliste algérienne, le Document est un peu plus explicite que certaines informations jusque-là recensées.

On mentionne que son adhésion à la lutte de libération, date du début de 1957 en devenant très vite "directeur" de cellule à Paris. "En mars, muté en tant que chef de la première région vers Marseille. Il avait sous ses ordres 3000 hommes. Apparaît comme collecteur de fonds, chef de groupe de Choc, "tueur", homme de liaison de l'organisation secrète du FLN, et négociateur, éventuellement connu comme étant entremetteur. Fut arrêté le 9 septembre 1958 à Marseille. A son domicile furent trouvés des armes, et autres éléments compromettants. Le 20 mai 1960, il fut condamné à 20 ans de travaux forcés pour haute trahison et complicité. Il put s'évader de prison le 10 septembre 1961 et resta fugitif." (p.22)

### ***"FLN secret"***

A l'indépendance politique de l'Algérie, Boudia fut nommé "Administrateur général des théâtres nationaux" par le gouvernement de Ben Bella, tout en étant membre du bureau politique du FLN et membre de la Commission culturelle du parti. Le Document considère

Boudia comme "ami personnel de Ben Bella". Après le 19 juin 1965, Boudia resta quelque temps à la tête du "Théâtre national algérien". Il fut directeur de l'Opéra d'Alger, précise le Document. "Des armes ont été retrouvées dans les locaux de cet opéra. Sur ce, Boudia quitte l'Algérie et cherche asile en France (automne 1965)", indique le rapport du Procureur fédéral. Présenté comme adversaire de Boumediene, Boudia participe à la fondation du "FLN secret" qui porte aussi le nom de "Rassemblement Unitaire des Révolutionnaires (R.U.R.)". Un groupe politique qualifié de mouvement trotskiste qui aurait donné naissance à un autre mouvement politique, "El-Mitaq". Boudia fut chargé de la rédaction de la déclaration fondatrice du mouvement. Selon le Document, Boudia défendait les thèses suivantes : "La lutte armée des Palestiniens fait partie des devoirs des révolutionnaires arabes, voire de tous les Arabes". Ou encore, "L'Etat israélien, pure invention et main droite de l'impérialisme américain, doit disparaître". Pour le Procureur fédéral suisse, Boudia est un agitateur pro-palestinien de premier ordre.

### | Lire aussi: Mohamed Boudia : les manipulations médiatiques de son assassinat (I)

En novembre 1969, il aurait prit part à Genève à des assemblées de soutien à la cause palestinienne aux côtés de Boumaza Bachir (Directeur du RUR), Belkacem Krim et Ait Ahmed, et dont l'organisateur est un dénommé Ibrahim Haffid. Depuis, il se mit au service de la coordination de la lutte contre le régime de Boumediene. (p.23) Régime, dont la Cour d'Alger-Parquet général, publia sur les colonnes d'*El-Moudjahid* l'ordonnance par contumace, à son encontre où il est dit :

*"Nous Foudil Abdelkader, président de la 4e session ordinaire du 4eme trimestre 1970 au Tribunal criminel d'Alger pour l'année 1970. Vu l'arrêt de mise en accusation rendu par la Chambre d'accusation de la Cour d'Alger le 29 juin 1970 numéro 197 portant ordonnance de prise de corps contre le nommé : Boudia Mohamed fils de Ali ben Said et de Chellel Khadoudja, né le 24 février 1932 à Alger, de nationalité algérienne, ancien directeur général du TNA, demeurant à Alger 3, rue du Petit Thouars, lettré, marié, 3 enfants, non repris de justice, en fuite (mandat d'arrêt du 16 juillet 1967), accusé d'association de malfaiteurs et tentative d'assassinat. EN FUITE Vu les réquisitoires de M. le Procureur Général en date du 9 novembre 1970. Vu l'article 317 du code (écrit "come") de procédures pénale. Attendu que cet accusé s'est soustrait par la fuite à l'action de la justice, qu'il ne s'est pas présenté dans les dix jours qui ont suivi la notification faite par la gendarmerie d'Alger-Recherches en date du 7 octobre 1970 numéro 920 et duquel il ressort que les recherches de ces agents de l'autorité sont demeurées vaines. Ordonnons que ledit Boudia Mohamed est tenu de se présenter dans un nouveau délai de 10 jours à compter de la publication de la présente ordonnance faute de quoi il sera déclaré rebelle à la loi, qu'il sera suspendu de ses droits de citoyen, que ses biens seront séquestrés pendant l'instruction de la contumace, que toute action en justice lui sera interdite pendant le même temps qu'il sera jugé malgré son absence et que toute personne est tenue d'indiquer le lieu où il se trouve."*

Le "vulgaire criminel" avait déjà été condamné par le Tribunal militaire du Fort Saint-Nicolas à Marseille en 1960. Durant l'interrogatoire d'identité, les compagnons de Boudia ne font pas obstruction, mais les choses se compliquent pour le tribunal militaire quand on leur demande de communiquer les noms de leurs avocats. Me Ould Aoudia a été assassiné à Paris et Me



Ben Abdellah suspendu. Mohamed Boudia s'exclame alors : "Je demande une minute de silence à la mémoire d'Ould Aoudia." Le président Perrier, rétorque : "Il n'est pas dans cette affaire. Pourquoi ne pas demander une minute de silence pour toutes les victimes de la guerre d'Algérie ?". Et Boudia de recharger : "Ould Aoudia était l'un de mes défenseurs. Sa mémoire doit être honorée." Le président du tribunal s'énerve et s'écrie : "Si les débats doivent prendre cette tournure, j'interviendrai. Je jugerai les accusés hors leur présence. Nous sommes là pour rendre la justice et non pour faire de la politique." Boudia persiste : "Nous observerons une minute de silence". Et il ordonne à ses camarades de se lever.

**Note :**

(1) Striking Back: le massacre des Jeux olympiques de Munich de 1972 et la réponse mortelle d'Israël (2005).

(2) "Mohamed Boudia : Une œuvre inachevée", édition999, Publié le 11 mars 2017.

## **Université d'Alger-2 : Territorialité et pédagogie de "l'insignifiance comparée" du savoir en caserne**

**29 Avr 2016**

Nous empruntons la notion de l'"insignifiance comparée" à Umberto Eco, dans un contexte qui ne serait nous éloigné du contenu de la présente contribution.

La construction ou la réhabilitation de bâtiments universitaires montrent bien que les territoires ne constituent pas de simples lieux d'implantation et de réception de projets : ils sont, ce que Isabelle Pailliar (1), nomme des acteurs qui influent sur ces projets.

Le cas s'est présenté à nous lors de nos enseignements à l'Université d'Alger-2 (campus central de Bouzaréah), où nous l'avons abordé auprès d'étudiants de méthodologie du travail universitaire (2). Nous orientons nos apprenants en direction d'une recherche monographique sur la genèse et l'histoire de ce lieu, son développement et la fonctionnalité de ce cadre de vie sociale étudiantin. C'est aussi un espace de confrontation et de partenariat dans lequel émergent deux conceptions celle de la société et celle de l'université.

Le travail de documentation et d'information sur le lieu de la formation universitaire (LFU), en question, fait apparaître des niveaux de lectures de la pratique universitaire telle qu'elle est envisagée au sein de cet établissement de formation et d'éducation. Des niveaux de pratiques universitaires ritualisées et codifiées.

### ***1. Du casernement du savoir au savoir en caserne***

L'actuel campus universitaire est situé dans un véritable belvédère de la capitale algérienne, perché à 269 m d'altitude. L'environnement entourant le campus plusieurs institutions pédagogiques et scientifiques de premier ordre : le Centre de Recherche en Astronomie, Astrophysique et Géophysique (CRAAG), un Observatoire astronomique datant de la fin du XIXe siècle, aujourd'hui rénové et équipé, la Télédiffusion Algérienne (le centre TDA), le siège de l'Agence Spatial Algérienne (ASAL) et enfin l'illustre École Normale Supérieure (ex-École Normale d'Instituteurs, datant de 1865).

Le site de l'Université d'Alger-2 fut un territoire que nous pouvions inscrire comme "nouveau lieu de formation" (NLF), toujours selon la réflexion d'Isabelle Pailliar. Historiquement, d'un terrain servant à la DCA des Forces Alliées, lors du débarquement anglo-saxon en Afrique du Nord pendant la Seconde Guerre mondiale, à celui d'un établissement de formation des sous-officiers des Transmissions de l'armée française (EMAT-AFN) pour devenir celle de l'Armée algérienne et ce jusqu'en 1987.

Aujourd'hui, cette ancienne "caserne" des Transmissions ne connaît pas de grands changements par rapport à sa genèse édificionnelle, que par le nombre, toujours croissant, des étudiants qui poursuivent leurs formations dans les domaines des sciences humaines et sociales.

Il est édifiant de signaler que les deux annexes dépendantes du campus central et situées à quelque 2 à 3 km furent des campements militaires durant la présence coloniale française. L'Université d'Alger-2 se territorialise dans un espace initialement pensé sur la base d'une répartition de tâches et configuration des fonctions qui n'adhèrent nullement aux exigences de la formation universitaire.

A cet effet, l'institution universitaire en question finit par délocaliser les départements des langues étrangères, de sociologie, de psychologie, d'histoire et de philosophie, de l'historique Fac centrale en plein cœur d'Alger, vers des hauteurs toujours marquées par le domaine de la signification.

## **2. Blocs et "techniques" de la dispersion**

Le campus universitaire d'Alger-2 est né en octobre 2009 après une autonomisation sous la seule forme de scission de biens immobiliers de l'ancienne Université d'Alger, en 03 "universités" distinctes. En juillet 2010, le présent LFU est destiné aux langues, sciences humaines et sociales. Administrativement, l'espace de formation du supérieur est récent, territorialement il ne fait qu'occuper les lieux d'un casernement qui perdure.

Le découpage administratif est bien éloquent. Le bâtiment B, dit de la Faculté des langues étrangères (allemand, anglais, espagnol, français et italien) est un édifice datant d'août 1958, et qui abritait les services Techniques de l'EMAT coloniale. Les autres, 04 blocs dits des "Troupes" (anciens dortoirs pour élèves en formation et datant d'entre 1955 et 1958), abritent aujourd'hui les départements de philosophie, d'histoire et de bibliothéconomie.

Nous signalerons au passage que 40% du bâti dégagent une urgence de renouvellement et de réhabilitation des moyens de la formation permettant une profonde réorganisation interne, devant l'amplification d'un discours qui entremêle l'idée d'une synergie entre les domaines de la formation, de la recherche et de l'économie locale ou nationale. Un discours qui s'enferme de plus en plus dans le rituel du cérémonial et de l'inaugural.

Ainsi la question est posée. La réalisation des lieux, cités précédemment, en lieux de formation, correspondent-ils à une réelle évolution profonde de l'université qui, souvent appréhendée comme une structure imposée au local, se présente comme un "acteur" d'un développement urbain et devient parturiente de la vie locale. Nous pensons que la territorialisation du secteur universitaire se heurte à des logiques largement extérieures au secteur de la formation et en particulier à ces stratégies qui animent la gestion politique d'un territoire.

N'est-ce pas que depuis les événements qu'a connus l'université algérienne de 1980 à 1986, ont poussé les acteurs politiques à mettre sous haute surveillance les exercices de la formation universitaire. Et la délocalisation des départements et instituts les plus "rebelles" et foyers de la contestation politique et culturelle vers le belvédère démilitarisé de Bouzaréah, entre dans l'esprit du casernement du savoir en délimitant ses champs d'interventions dans son espace social.

Nous croyons que derrière l'importance que l'on accorde au savoir, se manifeste une conception de la société. Mais délocaliser des départements estimés historiques d'une faculté centrale qui a contribué à la reconfiguration de la sphère du savoir au-delà du territoire national, c'est réduire ces espaces de confrontations du savoir et des idées à des nucléides locaux et "vocaux" que personne ne sent, ni écoute, ni entend. Une localisation dépourvue de sa territorialité sociale et économique.

La localisation de l'Université d'Alger-2 aurait dû s'accompagner d'une politique d'équipement en matière de nouvelles techniques d'information et de communication, afin de faciliter l'entretien des relations, non seulement avec d'autres antennes ou même d'autres services au sein de la même université. Rien de cela ne s'est fait depuis 06 années d'existence juridique. Bien au contraire les nouveaux lieux de formation mettent bien en évidence la manière dont les différents espaces et les différents acteurs qui les animent coexistent ces mêmes acteurs (enseignants, enseignés et administratifs) et les stratégies sont bien disparates.

### ***3. Formalisation de l'enfermement***

Nous ne sommes pas sur un campus, mais devant un désert et le sens donné se refuse à nous. Ce n'est ni Babel ou le chacun pour soi, ni Grand récit utopique fédérateur, mais bien un désert qui devient chaque jour notre ordinaire. L'Université d'Alger-2 est l'espace même de la crise, le temps de l'infidélité.

Si le désert est dans sa symbolique première, est cet espace de liberté, introduit par l'épreuve du vide et des silences, la campus en question, conjure l'angoisse, fuyant par les séductions, les divertissements et les délégations à une autorité faisant semblant d'être déjà là. Les illusions d'une maîtrise quelconque indiquent bien des risques qui ne cessent d'être développé par le verbalisme et la dissociation illimitée du savoir.

En tentant d'historiser ce LFU, nous avons été pris d'avance au mois de février 2016 par le classement ministériel (la voix officiel) des établissements de la formation du supérieur. Alger-2 est à la 58e place sur les 84 autres universités, centres universitaires, Instituts et Écoles. A-t-on jeté une pierre dans la marre ? Ou jette-t-on les clefs sous le paillason ?

Loin des propos que nous empruntons à l'édifiante étude de Jean Agnès (3), il y a un vécu qui surpasse tout constat. Le malaise au travail ne se fait plus que ressentir, il est une permanence de la pratique ritualisée au rythme de l'abandonne. Les édifices témoignent d'une cadence de vie organisée aux rythmes des règlements uniformisés, certes, mais enrichis à chaque fois que l'institution militaire évolue dans ses formations (dans le sens le plus large du terme), ses besoins et ses stratégies. En changeant de mains, les présents édifices traduisent aujourd'hui dans leur fond, la réglementation de l'arbitraire, imposée par les nouveaux décideurs ou gestionnaires, indiquant des prescriptions, explicites ou implicites, dont la transgression s'accompagne de sanctions diffuses.

Les règles qu'ils instaurent ne cessent de tracer des limites et des frontières, comme dans l'action entre ce qui est permis et ce qui est interdit, vis-à-vis des identités formées entre des

groupes d'appartenance, métiers, fonctions et qualifications. L'objectif est d'intégrer toutes ces composantes dans une totalisation et donc, la formalisation de la sphère universitaire.

La science sociologique n'a cessé de le montrer et de le démontrer, la formalisation d'une institution sociale, telle l'université, induit une série de conséquences fâcheuses qui prêtent le flan à la critique et provoque un dysfonctionnement organisationnel multiple. La réglementation, devenant fin en soi, se transforme en un "ritualisme" des règles, donnant à la vie universitaire un repli défensif sur les procédures prescrites, non par l'institution de tutelle universitaire, mais par de "gourous", à la solde d'un développement de processus informels qui paralysent, en réalité, le circuit officiel des décisions. Elles ne cessent d'engendrer des fictions, voire même des fissions, laissant le corps enseignants et enseignés complètement détachés des pratiques effectives de la recherche et d'enseignement. Il est certainement nécessaire de penser (et non de repenser machinalement et loin des «assises» qui ne font qu'assoir les assaillants des lieux du savoir) l'institution de la connaissance, qui est basée sur les deux critères fondamentaux, celui du travail partagé et de l'apprentissage collectif.

La question renvoie certainement à des aspects "politiques" de l'institution universitaire. Le campus d'Alger-2 fut aussi le talon d'Achille des faiblesses politiques du renouveau des valeurs du changement social. Il est aujourd'hui, l'expression de la pression que réalise le conformisme intellectuel, par la standardisation des savoirs, l'exclusion des critères de reconnaissance de la recherche scientifique novatrice et l'enfermement cavernicole dans la seule gestion des carrières.

**Note :**

1. Isabelle Pailliar, «Formation universitaire et territorialisation», Études de communication, 19 | 1996, 101-110.
2. C'est dans le cadre d'un travail sur la méthodologie de la recherche universitaire, que deux travaux, en l'occurrence celles de Mlles. Nadine AZIZEN et Imène ARAR (Département de français, Université d'Alger-2), ont brillées par la pertinence de leurs contenus. Travaux dont nous recevions l'aimable autorisation d'utiliser les données historiques cités plus haut.
3. Jean Agnès, «Utopie et pédagogie : le paradoxe du désert», Le Portique, 6 | 2000.

## **Acte citoyen au Campus universitaire de Beni Messous (Alger)**

**30 Jan 2017**

Dans le cadre de son activité en tant qu'enseignement de Méthodologie du Travail Universitaire (MTU), Mme Adiba Guezati de la section d'espagnol du Département d'allemand, d'espagnol et d'italien de l'Université d'Alger-2, a mobilisé le jeudi dernier quelque 200 étudiants et étudiantes pour une journée d'apprentissage à la citoyenneté quotidienne.

La journée en question consistait en une campagne de nettoyage salles de d'études (amphis, compris) au niveau du campus de Béni-Messous. La surprise fut d'autant plus grande, lorsque leurs jeunes collègues des Départements de russe, de turc et d'archéologie, se sont associés dans la mêlée de mettre à net ces lieux qu'ils n'ont pas oubliés, qui forment leurs secondes demeures.

À la pause de midi, les jeunes citoyens et citoyennes ont partagé de petits goûters traditionnels, préparés à la maison, pour l'occasion où des saveurs régionales algériennes n'ont fait que renforcer les liens d'amitiés et d'échanges.

Au-delà de la portée pédagogique de cette action de formation civique auprès des étudiants et du milieu universitaire, Mme Guezati a déclaré simplement vouloir "juste partager cette petite expérience de mon cours de MTU, qui ne se limite pas seulement au savoir et savoir-faire, mais surtout au savoir être que j'essaie d'inculquer à nos enfants, l'élite de demain: valeurs morales, citoyenneté, solidarité...".

Nous signalerons à l'occasion, que les étudiants du Département en question comptent lancer de surcroît, des activités culturelles et sportives comme un journal culturel mural, un montage poétique et rencontres artistiques, "nous avons été toujours encouragés par nos proches responsable", dira un des étudiants de 1er année d'espagnol.

## **Baya et Henri Cachin-Kréa, deux Algériens chez André Breton**

**04 Dec 2013**

Noor Mahieddine, la petite-fille de la "doyenne de la peinture algérienne" Baya (12 décembre 1931- 9 novembre 1998), écrivait sur les colonnes du journal du lycée international Alexandre Dumas (LIAD, n°05/ février 2012) que "je n'ai pas eu la chance de connaître ma grand-mère. J'ai essayé de vous la raconter telle que papa me la décrit, avec sa générosité ; sa douceur, on le ressent dans toute son œuvre. Les histoires qu'elle lui racontait étant petit, papa me les raconte tous les soirs, je suis fier d'être la petite fille de la dame de Blida...".

Ainsi s'achève le témoignage tout plein de couleurs, de la jeune Noor, alors élève en 6<sup>e</sup>, pour que reprenne la jeune Mélissa Issiakhem, élève de la 2.1., du même établissement, évoque La souffrance d'un peintre : M'hamed Issiakhem, son grand-père qui décrivait les gestes terrifiants et émouvants aussi, sur une toile où il est écrit " à ceux qui voudraient passer et sont restés". Un visage hurle, une main s'envole, des fils barbelés entre cette silhouette, ajoutera la jeune Mélissa pour conclure poétiquement par une phrase qui prend à témoin toute l'immensité de l'univers : "M'hamed est encerclé".

Entre les champs de roses qui remplissait les œuvres de Baya, témoignant des gestes que faisait l'artiste en compagnie de sa grand-mère paternelle dans la roseraie des Forges, propriété de Mireille et Jean de Maisonseul, à Blida, et "la main qui a fait tant de mal mais qu'il aurait voulu garder" d'un Issiakhem achevant son tableau intitulé Femme sauvage (1967), Mélissa et Noor se rencontrent sur les pages des témoins de l'histoire de l'art d'une Algérie grossièrement hoyé.

Mais qui témoignera sur celui qui dédia son recueil La leçon des ténèbres (1957) à André Breton en ces termes : "A notre cher André Breton dont la présence réconfortante nous garantit que ce monde n'est pas une misère, que l'homme est perceptible. Cette Leçon des ténèbres avec nos meilleurs vœux pour cette année. Henri Kréa. 5 janvier 1957", ou encore son monumental écrit poétique La Révolution et la poésie (1960), préfacée par Jean Amrouche, par ces mots bien significatifs : "A Andrée Breton, avec l'inébranlable amitié de ce peuple au nom de qui je vous parle sachant que plus que personne vous haïssez les ennemis de la liberté. Henri Kréa. 2 mai 1960 ».

Qui portera la voix de la vérité de dire comment ce petit-fils de Marcel Cachin, un des fondateurs du Parti communiste français, réussit à assembler 121 signatures entre philosophes, écrivains, romancières, dramaturges, cinéastes, intellectuels, linguistes, hommes et femmes d'arts et du verbe libre, autour de la cause nationale algérienne. Aurait-il souhaité que l'on lui remette une distinction méritoire de moudjahid à titre posthume ? La réponse est de l'ordre de l'éthique. Autant la remettre à Dionys Mascolo et Maurice Blanchot ceux qui ont pensé puis formuler ce Manifeste des 121 ou d'avoir une chaire de philosophie existentialiste du nom de Jean-Pierre Sartre, le 103<sup>e</sup> signataire de l'Appel à « la cause du peuple algérien, qui contribue de façon décisive à ruiner le système colonial » et qui « est la cause de tous les hommes libres », une devise bien Surréaliste qui divisa la France en deux et pour la seconde fois après

l'affaire Dreyfus qui bouleversa la société française pendant douze ans, de 1894 à 1906, avec le texte-manifeste "J'accuse" d'Emile Zola.

Que dire encore sur Henri Cachin-Kréa (HCK), aux côtés de Jean El-Mouhoub Amrouche, et sur l'acte de l'ombre et en profondeur afin de préparer le glissement culturel et névrotique par l'art, comme l'appelle Breton, et qui bourgeonna dans l'œuvre générationnelle du Mai 68. C'est sur les colonnes de la revue Etudes méditerranéennes (n° 11, 1963) que l'auteur du roman Djamel et d'un jet de 624 mots, rend hommage au « plus pur des écrivains algériens et des poètes de la Méditerranée », dans un texte où l'auteur s'efface derrière 09 pronoms deixis pour laisser place aux substantifs marquant la cognition, la connaissance, les comportements et les sentiments qu'il avait partagé avec celui qui se voulait "le transcripteur des Chants Berbères de Kabylie", un homme qui incarnait "modestie et souris lucides".

N'est-ce pas que Baya et HCK adhéraient doublement à la Révolution surréaliste et à celle, plus événementielle, de leur peuple. Issiakhem marquait à vie par l'abstraction de l'existence forgeait les amitiés entre les peuples soumis à l'absurde colonialiste. HCK dans l'ensemble de ses œuvres considère qu'il y a bien une voie qui conduit de l'imaginaire au réel et une voie qui quitte le réel pour aller à l'imaginaire.



## **L'enseignement de l'italien menacé de disparition en Algérie**

**04 Sep 2017**

Le ministre italien de l'Intérieur, Marco Minniti, actuellement en Algérie. Photo APS

La rentrée universitaire 2017-2018 est passée sur le fil à retord avec la menace qui plane sur l'enseignement de l'italien en Algérie.

En effet, les départements d'italien des universités d'Annaba, de Blida et d'Alger n'ont reçu que 141 étudiants (80 nouveaux inscrits pour Annaba, 54 pour Alger et 07 seulement pour une ville comme Blida).

La langue et la culture du second partenaire économique de l'Algérie est menacée de disparition au moment où le ministre de l'Intérieur italien lance des fleurs sur une Algérie "sereine et certaine". Des départements aussi dynamiques se trouvent sur la ligne de mire d'un ministère de l'Éducation nationale qui n'a pas jugé utile d'enseigner la langue de Dante dans les lycées de ces trois grandes agglomérations économique-politique.

La même politique est suivie pour les autres villes et centres économiques où le partenaire italien est très actif.

De son côté, le ministère de la tutelle universitaire se trouve submergé par des vagues de nouveaux inscrits en filières de français, d'anglais et d'allemand avec un total de plus de 2400 nouveaux étudiants pour la seule université d'Alger-2.

Les toutes récentes interventions du ministre de l'Enseignement supérieur n'avaient pas prévu cette cabale très bien orchestrée par la mouvance islamiste du ministère de Benghabrit et œuvre consciemment ou inconsciemment contre les intérêts de partenaires européens qui, eux, défendent leurs propres intérêts à Bruxelles et non à Alger.

Qu'advient-il des enseignants d'italiens promus tout récemment aux rangs magistrales ? De même des milliers d'étudiants d'italien qui sont les rares universitaires diplômés à trouver des emplois puisque leur formation est la seule à s'être adaptée aux lois du marché ? Quelles perspectives peut-on attendre avec des classes universitaires de langues étrangères en surcharge et, pour la plupart, médiocrement encadrées ?

Des questions qui inquiètent la communauté scientifique face à ce regain du conflit d'intérêts qui menace une institution qui se décline mondialement d'année en année.

## **Faillite de l'enseignement supérieur : un simple arrêté pour remonter l'échelle !**

**22 Sep 2017**

Les universités algériennes sont absentes des classements mondiaux.

Le ministère de l'Enseignement supérieur et de la recherche scientifique compte rattraper le retard qui subsiste au sein de ses établissements, en remédiant à la honte des déclassements, sur le plan mondial, des universités, instituts et écoles du supérieur. La trouvaille fut celle d'un arrêté (N° 778, du 8 juin 2017), relatif à "l'évolution des activités scientifiques et pédagogiques de l'enseignant-chercheurs".

Le texte est composé, tout juste de 14 articles et accompagné de deux spécimens de grilles d'évaluations, celle à remplir par l'enseignant concerné en fin de chaque (dite Annexe 1) et celle, d'une fiche d'évaluation du conseil scientifique (Annexe 2). Qu'évalue-t-on à chaque fin de parcours annuel, chez un enseignant soumis à la surcharge des groupes d'étudiants, en cette rentrée 2017-2018 ?

Le ministère exige un certain nombre de paramètres pédagogiques (élaboration et édition d'ouvrages, de cours, de photocopiés, de mise en ligne de cours audiovisuel, de participation à des activités d'expertise ou de conception pédagogique, etc.). De même qu'une évaluation de l'encadrement pédagogique, de la participation aux instances, dites pédagogiques, de la production scientifique, de l'encadrement scientifique et enfin, de la responsabilité et animation scientifique.

Un vaste programme que l'enseignant-chercheur soumet à l'appréciation notée sur 20 points, d'une instance scientifique, à savoir le conseil de la fac, de l'institut ou de l'école. Le tout a pour but de "valoriser l'effort, le rendement scientifique et pédagogique et stimuler le mérite et la compétitivité entre enseignants chercheurs" (Art. 2) visant par-là, une amélioration de la performance de l'établissement universitaire. Une série de rapports- synthèses seront élaborés, dans une cadence hiérarchique, pour aboutir au ministère qui remet le tout dans sa data-base nationale.

Une louable initiative qui semble apporter un certain réconfort moral qu'effectif pour les enseignants-chercheurs. Ces derniers demeurent, pour la plupart d'entre eux, attachés à l'idéal de la réussite dans leurs parcours professionnel et scientifique.

La réalité est plutôt choquante et nécessite plus qu'un énième "arrêté" pour y remédier, sur fond de crises économique, social et culturel. L'état de déconfiture de nos campus se gère par des incompétences flagrantes, regroupant affairisme et népotisme, médiocrité et enseignement archaïque dans des espaces nauséabondes.

L'arrêté 778, ressemble bien à une classification de l'avionneur américain Boeing. Et la question qui se pose est certainement celle-ci : Y a-t-il des instruments fiables pour que le transporteur aérien atterrisse sain et sauf ?

Beaucoup perdent espoir dans la philosophie de réparer l'avion en plein vol. Les institutions universitaires ressemblent, aujourd'hui, à nos aéroports, nos administrations, nos banques et même à ce qui nous reste comme espace vert.

Il ne semble nullement, qu'il y ait une urgence à faire appel aux compétences scientifiques, encore dans l'ombre où sévissent des Homo falvus (Homo fauve) qui détruisent tout à leur passage.

L'arrêté en question n'arrêtera certainement pas les responsables directs des déclassements de nos universités, instituts et écoles du supérieur, face à celles qui collectionnent les prix Nobel et autres distinctions du savoir.

Le ministère en charge des universités devrait, pense-t-on, revoir sa copie en tenant compte du management universitaire en abandonnant les vieux réflexes populistes de l'enseignement et de la recherche.

## **"Qu'attendent les singes", un roman de l'effacement**

**09 Mai 2014**

Le déchet humain toxique radioactif non recyclable est à l'honneur dans le dernier texte de Yasmina Khadra "Qu'attendent les singes"

Après Le dingue au bistouri, Morituri, Double blanc et L'automne des chimères, le dernier né s'étale sur 72027 lexèmes sur un espace paginer au nombre des jours de l'année. Roman comportemental ou néo-polar avec une toute petite touche à la Butor, la question est de l'ordre de la géolinguistique qui voudrait interroger la mouture expressive du langage au quotidien, dans nos rues et villages.

Le titre est certes choquant, mais ne concerne nullement les huit simiens qui composent le texte aux cotés des trois chèvres et bique. Yasmina Khadra use de l'ensemble des pronoms personnels par une nette dominance du Il (2304 fois) au coté des 1773 Je, faisant de son roman un texte pronominalisé. L'utilisation successive des différents pronoms personnels, modifiant au fur et à mesure la focale et la distance par rapport aux personnages en scène, dégénère sur une intensité sémantique qui dérouté l'acte de lecture. Khadra l'est à la hauteur du thème central qui le parcourt, à savoir "l'étude des comportements et des sentiments" que porte un narrateur totalement effacé dans les dires de ses personnages. L'écrivain ne s'occulte nullement puisqu'il souhaite la prise de parole tel un maître du verbe, devant les 279 fois auxquelles revient le lexème policier, dont Nora Bilal est l'héroïne d'un dédoublement sexué : la femme et la policière.

Khadra, dans son dernier titre, n'est point adepte du darwinisme. Il n'évoque la préhistoire qu'à travers 62 lexèmes et les 1900 autres pour décrire des "caractéristiques" propres aux agissements de personnages en quête d'un quotidien bien algérois. Yasmina Khadra est bien kantien dans ce texte en faisant dominer le Il aux côtés du Je fondateur de l'acte du pouvoir d'écriture mais projeté dans l'horizon d'un advenir à soi. Y. Khadra se décentre et s'éloigne de son être-source, un double mouvement constituant de la personne et du caractère de l'auteur même. "Je ne suis qu'un Il" semble nous révéler l'auteur et pour le reste ce ne sont que des "êtres", une "espèce humaine" et "des êtres infects". L'auteur de L'attentat finit par être pris en obsession par la trame de sa narration et abdique en réglant de vieux comptes avec "les abrutis du socialisme scientifique dans les années 1970", de même avec "un romancier franco-algérien venu de Paris faire la promotion de son dernier opus» ou encore à travers Baasous Llaz «un écrivain... le terrible pourfendeur de notre plus grand écrivain".

Le texte est un amas d'indices ethnographiques, dans la belle tradition du «primitivisme», où autour du thème de «l'abandon», la phrase suivante "on accède à une sorte de renoncement salutaire : on se dit que c'est ainsi", désigne un désaccord frustrant entre l'auteur et son Moi créateur qui en lisse une personnalité basée sur l'effacement devant les contradictions sociales, économiques et culturelles de ceux qui "mentent par nature", "trichent par principe"

et "nuisent par vocation" et qu'ils ne sont que les lecteurs et lectrices qui ont portés haut l'écriture d'étalage des grands docks.

## Mohamed Iguerbouchène, comme une belle leçon pour nos enfants

14 Jan 2015

André Sarrouy, critique cinématographique et ancien journaliste dans Afrique du Nord-Illustrée (ADNI) et "L'Echo-d'Alger", publia un article intitulé Un Berbère en Espagne, dans "ADNI", n° 670, du 03 mars 1934 et en voici, pour mémoire les propos mesurés et spontanés d'une douceur profonde, intelligente et nostalgique. Des propos qui nous interpellent à plus d'un égard.

"Mon séjour en Espagne, me dit-il, fut, en quelque sorte accidentelle. La patrie d'Albéniz (1) n'était certes, pas mon objectif et j'avais opté pour celle de Pergolèse (2). Mais les génois se sont montrés pour moi d'un tel empressement que j'ai jugé très sage de ne pas séjourner plus de quatre heures parmi eux. Quatre heures durant lesquelles j'ai subi les pires vexations et tous les ennuis possibles. C'est à croire, véritablement, qu'on veut tuer le tourisme là-bas ! Un fait, entre autres. Je n'étais pas plutôt descendre de mon wagon qu'une espèce de sbire à mine patibulaire se précipitait sur moi et me demandait d'un air terrible, en désignant ma valise :

- Quanto peso ? (Combien pèse-t-elle ?-Notre traduction)

Comme je lui répondais, interdit :

- Non saprei dirle (Je ne peux pas vous dire - NDLR)

Il commanda :

- Allora, venga con me ! (Alors, suivez-moi)

La fameuse valise pesait en tout et pour tout 45 kgs. C'était, soi-disant un poids illicite et l'on voulait à tout prix me faire payer une taxe de plus de 60 liras. Cet incident étant clos, je pris le chemin de la ville mais, là encore, je n'allais pas bien loin. Un monsieur, impressionnant de stature et d'uniforme, m'intime l'ordre, en plein boulevard, d'exhiber mes papiers. J'hésitai. Il me menaçait. On m'avait dit : les espagnols sont des gens charmants, allez donc faire un tour chez eux. Je me suis souvenu du conseil, je l'ai suivi et je puis vous assurer que je n'en ai éprouvé nul regret. Quel contraste ! Ici, c'est l'optimisme, la vie ! Il n'est qu'à remonter la «rambla» à Barcelone, pour avoir une première impression de cette Espagne pittoresque, immuable malgré les régimes qui se succèdent, toujours ardente et capiteuse, avec ses fleurs, ses parfums, ses bruits, ses femmes et ses musiques. Le soir, tout le monde danse au son des orchestres de quartier, curieusement installés sur des estrades de fortune, d'interminables «sardañas», auxquelles participent grands et petits, novios (petits amis- NDLR) et jeunes filles à marier qui éclatent de rire à propos de tout et de rien, pour un faux pas, un soulier qui se délasse ou une rose mal plantée qui s'échappe d'une chevelure d'ébène.

C'est dans cette musique espagnole qu'on retrouve le mieux l'atmosphère de notre Algérie. Il y a, par exemple, entre le canto flamenco et le sehli indigène – le "tackmide" des Égyptiens –

une étrange similitude de rythme. Comme la musique arabe, le style flamenco se caractérise par une absence totale de cadence, la coupe irrégulière de la mélodie et la contrariété de rythme. La transmission des traditions flamencos ce fait par "auditions auditives".

Pour ce qui est des mœurs, cette similitude est moins caractérisée sauf, toutefois, en ce qui concerne la discipline qu'on impose à la femme. Jeune fille, l'espagnole ne sort jamais seule. Mariée, elle séjourne à peu près constamment dans son intérieur, mais elle ne s'y déplaît pas. Elle chante...

Quant aux conditions d'existence et à l'organisation du tourisme, tout cela est parfaitement remarquable. Calle Balmes, la rue la plus aristocratique de Barcelone – elle est parallèle à la célèbre rambla Catalunya – j'étais logé, avec tout le confort moderne, y compris une salle de bain indépendante, entièrement nourri et blanchi pour 150 pesetas par mois, taxe et pourboires compris. Et personne ne herche à vous exploiter là-bas. Il semble, au contraire, qu'on se soit donné comme mot d'ordre de retenir le touriste et l'on s'y emploie de la façon la plus habile et la plus honnête. Du portier de l'hôtel au receveur du tramway, en passant par le policeman, tout le monde est serviable, empressé, aimable pour l'étranger. Et je connais certain quartier dénommé «Bariuchino» ou la foule est la plus sympathique du monde. On y voit, à «Bariuchino», oh ! Mon cher, on y voit..."

Iguerbouchène se tut, puis fredonna, les yeux à demi-clos ! Donda esla corazon

- C'est peut-être bien là, après tout, que Granados (3) écrivit cette page sublime qu'il dédia, je crois à la Argentina".

Et se retourna vers son piano, il entama d'un doigté subtil, les premières mesures de l'"Andalusia".

#### Notes :

1. Isaac Albeniz (1860-1909), pianiste et compositeur espagnol.
2. Giovanni Batista Perglesi (1710-1736), compositeur italien de génie au XVIIIe siècle.
3. Enrique Granados (1867- 1916) est un compositeur et pianiste espagnol.

## Rachid Mimouni : d'un "cap" à l'autre

23 Nov 2016

Mohamed Dib, et lors d'une rencontre-hommage sur Kateb Yacine, avec notamment Jean-Pierre Faye et Denise Brahimî, disait avec insistance, sur l'image et le souvenir de le compagnon et l'ami : "Je souhaite qu'un travail soit entrepris sur l'homme et que l'on nous le présente comme il l'a été, l'homme qu'il fut."

C'est bien à travers l'exemple de Rachid Mimouni, cet autre adorateur de Kateb Yacine, qui nous interpelle aujourd'hui, afin de réfléchir sur le parcours d'une courte existence, de celui qui a été qualifié, par le chroniqueur littéraire du quotidien *Le Monde*, Jacques Cellard, d'écrivain "qui évoquait irrésistiblement" Kafka dans *Le Procès* ou dans *La Colonie pénitentiaire*, et même un Camus dans *L'Étranger*. La surprise de Mimouni devant ces propos, pouvait bien égaler celle de Jean Genet, après que Jean-Paul Sartre aie publié son *Saint Genet, comédien et martyr*.

L'horrible destinée de notre écrivain, conduira l'enfant de Boudouaou sur les traces de Jean Genet qui est juste enterré à 95 km de route, au sud de Tanger. Un jour, Ali Zamoum, l'autre ami fidèle de Kateb Yacine rétorquait au maître de *Nedjma* qu'il y a un jeune écrivain qui se dit dans un journal, être influencer par tes écrits. Dans la grandeur de son humilité, Kateb répond : "C'est bien, parce qu'il est Algérien, comme moi."

Anoblîe par de tels propos, l'auteur de *La Malédiction* devait quitter son pays natal et débarquer un 24 décembre 1993 au Maroc et compagnie de sa petite famille : "Le mois de décembre a été terrible en Algérie. Et puis tout s'est précipité en quelques jours."

Un ami lui propose de l'aider et l'information de son voyage est passée pour des vacances. Certains le croyaient en France, d'autres en Tunisie. Même, dans le cercle de ses amis de la presse, ils considéraient avec certitude, qu'il a regagné le Canada, chose qu'ils leurs paraissait plausible vue qu'il a passé deux ans d'études.

Le Maroc fut une destination jalousement gardée, afin de n'attirer aucune attention, ni suspicion.

### ***Octobre 1988 : l'ouverture des plaies***

Dix jours après les événements d'octobre 1988, Rachid Mimouni s'engage dans des actions dites démocratiques, tout en croyant que "la démocratie suppose que soient réunies les conditions qui en permettent le sain exercice." (p.152, *De la barbarie en général et de l'intégrisme en particulier*, Cérès éditions, Tunis, 1992)

Nous le retrouvons dès le 15 décembre 1988 auprès de Tahar Djaout, Baghteche, Khellas et le journaliste Boubakir, en conclave pour la création de l'Union des écrivains libres. Une idée qui avait plu à Mimouni, mais vite avortée en plein état d'urgence et par la maladresse d'une presse étrangère trop voyante. L'auteur du *Fleuve détourné*, fut enchanté par l'avènement du



gouvernement Mouloud Hamrouche, mais sans trop d'illusion, la prudence de ce fils de paysan l'engagea à ne pas dépasser le stade de membre du Conseil national de la Culture, qui est une instance consultative instaurée par le même chef du gouvernement le 18 août 1990. De même, qu'il intégrera la Fondation Kateb Yacine, en tant que membre et non président, puisque la présidence était vouée au compagnon d'art de l'auteur de *L'Homme aux sandales de caoutchouc*, M. Ali Zamoum.

L'écrivain n'était pas un faiseur d'opinion, il n'avait pas acquis la force intérieure de ses propres mots qu'il faisait subir à ses différents personnages de fiction. Sur le plan politique, il était en retard d'une guerre sur *Tombéza*, l'œuvre et le personnage. Dans le chapitre final de son pamphlet sur la barbarie et l'intégrisme, il plaidait pour l'instauration d'un consensus national entre islamistes et démocrates, tout en sachant que c'est utopique. La page 167 l'indique clairement : "Les intégristes doivent renoncer à leur projet totalitaire et accepter que les coreligionnaires qui ne partagent pas leurs convictions aient le droit de vivre dans le même pays et de s'exprimer librement."

Pour la patrie opposée, "les démocrates, ajoute-t-il, doivent se soumettre au principe majoritaire et accepter un éventuel gouvernement islamiste."

À le lire, Mimouni semble épouser les thèses du FFS et du cercle de San'Egidio, de l'époque. Mais, en suivant les traces de son évolution politique jusqu'à son départ à Tanger, Mimouni a toujours été un réconciliateur au nom de la seule valeur de la liberté de l'Homme. Son passage au bureau d'Amnesty International d'Alger y était pour beaucoup, et dans son interview aux *Cahiers de l'Orient* (Liban, février 1992), Mimouni se considère comme un écrivain qui "appartient à cette race d'écrivains militants !" et que son écriture est un acte de "transgression".

### ***De Tanger à Médi-1***

Au petit matin du 27 décembre 1993, Mimouni quitta le sol national pour le Maroc. Fort des distinctions qu'il reçut pour son roman *L'Honneur de la tribu* (1990), à savoir les Prix de l'Amitié franco-arabe, celui de la Critique littéraire pour Ruban de la francophonie et du Prix de littérature-cinéma du Festival de Cannes, les portes semblent grandes ouvertes pour un renouveau littéraire. Au Maroc, il sera soutenu par son ami Georges Morin, un natif de Constantine et ancien chargé des questions du Maghreb au secrétariat international du Parti Socialiste, sous le patronage de Lionel Jospin. Un homme qui joua un rôle distingué dans la coopération universitaire franco-algérienne et c'est lui qui conseilla à Mimouni de s'installer à Tanger.

Le patron de la chaîne franco-marocaine Medi-1, Pierre Casalta, le repère et l'invite à animer des chroniques libres sur les ondes de la radio. À cette époque, beaucoup d'admirateurs, connaissances et hommes et femmes de plumes ont été irrités par le choix de Mimouni, de travailler ne serait-ce par besoin de subvenir à sa petite famille, dans un média connu pour son animosité à l'encontre de l'Algérie.

Avant de se transformer en Medi-1, radio Tanger Internationale était impliqué dans la contre-information en direction de l'Algérie, en accueillant par exemple, M. Kaid Ahmed après son départ du gouvernement et de l'appareil du parti FLN, du temps Boumediene. Le flambeau de la même bataille médiatique se poursuivra après l'annexion du Sahara espagnol par le Maroc.

Mais c'est bien en 1980, que le roi Hassan-II, cherchant un moyen "intelligent" de concurrencer la machine médiatique algérienne, se rapproche du président Giscard d'Estaing, qui y voit lui aussi le moyen d'étendre l'influence française dans cette partie du Maghreb.

Le président français fait débarquer Pierre Casalta, qui a fait le bonheur de radio Monte-Carlo à travers la propagande anti-arabe et anti-Boumediene. Originaire de l'île de Corse et admirateur de Napoléon, Casalta monte le projet et écrit au roi du Maroc pour lui demander de s'installer à Tanger : ancienne ville internationale réputée pour sa neutralité, éloignée du pouvoir et donc plus de crédibilité. Pierre Casalta obtient la faveur du roi de ne plus l'appeler "Sa Majesté" sur les ondes, mais tout simplement "roi Hassan-II", avec un ton résolument moderne. Ce même roi qui détenait 51% du capital, le reste est Français à travers des sociétés publiques et privées.

Pierre Casalta évite les faux pas en franchissant pas les lignes rouges au Maroc, l'homme de confiance du roi est là pour le rappeler (Ahmed Réda Guédira). Mais s'autorise une grande liberté à propos de l'Algérie.

Rachid Mimouni ferait certainement le bonheur de M. Casalta. Un écrivain algérien de renom en exil involontaire, est une aubaine dans une situation algérienne aussi complexe que celle des années 90. Projetait-il de transformer Mimouni en fer de lance d'un programme géopolitique qui dépasserait toutes fictions artistiques. L'expérience échouera devant l'imprévisible Hépatite-B, d'autres journalistes et écrivains, suivront le pas jusqu'à l'éveil des consciences.

## Si Kaddour Benghabrit ou le loyalisme à l'empire colonial

17 Jui 2017

A l'époque d'Abdelhamid Ben Badis, l'islam de "l'oeuvre de la colonisation en Algérie" était celui des Habous et des Lieux saints du pèlerinage, une administration sous stricte contrôle des Affaires indigènes. Un islam qui reproduisait le canevas rétrograde de l'ex-administration ottomane, pour plus d'asservissement de la population algérienne.

Lors du centenaire de l'occupation, des manifestations ont eu lieu sous le patronage du Gouverneur général, Pierre Bordes, qui décide d'élever "*une grande et glorieuse famille indigène du Sud qui a donné, depuis trois quarts de siècle, tant de témoignages de son loyalisme à la France.*" (*L'Afrique du Nord Illustrée*, du 16 août 1930).

Il s'agit du cheikh Si Bouaziz Bengana, élevé à la "*dignité de Cheikh El-Arab*". il sera de même pour le bachaga des tribus de la région de Larba, Si Djelloul Ben Lakhdar, qui aura la toison de "Khelifa" qui, rappelle-t-on, fût jadis "considérée à quelques grands chefs arabes, mais qui était tombée en désuétude depuis une cinquantaine d'années environ." (*Idem*, 16 août 1930).

Les "Si" en question ont "bellement" bénéficié de récents témoignages de leurs progénitures. L'Histoire, elle, portera à la connaissance de leurs victimes les faits et actes des "seigneuries" de la collaboration toute azimut.

Cette reconnaissance est appelée, en ce temps, celle des faits d'armes contre les insurrections paysannes de leurs propres frères de religion. Le tout, afin de contenir toute tentative d'éveil du sentiment d'appartenance nationale et non, à l'étroitesse nationaliste.

Notabilité des chefferies "indigènes", ouverture de *medersa* et enfin, inauguration de la Mosquée de Paris et de son annexe l'Institut musulman dans la capitale de l'Empire colonial. Des édifices dans le sens d'une Académie de l'enseignement du rite islamique officiel. Une "Evêché de l'Islam de France et de Navarre", voilà en quoi les commis indigènes, s'attelaient à édifier.

La Mosquée tout comme son annexe, sont gérés par la Société des Habous et des Lieux saints de l'Islam, anciennement *Habous et Lieux de pèlerinages de l'Islam*. Une congrégation qui fut, en 2014, au centre d'un scandale judiciaire, était un burnous administratif couvrant la notabilité de Si Kaddour Benghabrit (décédé à Paris, en 1954 et enterré dans la mosquée même). *L'Echo d'Alger* (23/6/1921) fait écho d'une réunion du Comité de l'Institut musulman de Paris, tenue le 22 juin, sous la présidence de M. Herriot, président de la République, de son vice-président M. Deville, conseiller municipal de Paris, de M. Lucien Hubert, sénateur, de Maurice Raynaud, député et ancien ministre et du directeur au ministère des A.E., M. Baumarchais. La présence de Benghabrit comptait tout juste, pour ses démarches faites auprès de la ville de Paris, afin d'acquérir une cession gratuite d'un terrain pour la construction d'une

mosquée et de son institut. Il sera, d'ailleurs, désigné comme chargé des subventions et des souscriptions pour la réalisation des deux édifices, et qui au mois de juillet 1921, la somme a atteint 1 million de francs de l'époque.

En mai 1942 s'est tenu à Alger le Congrès de la Société des Habous, sous les hospices du Gouverneur général vichyste, Yves-Charles Châtel, M. Benghabrit et dans une "*belle improvisation*", note le journal, *remercie au nom de tous ces collègues, le gouverneur*", en lui étant reconnaissant de transmettre "*notre fidélité et notre loyalisme au Chef de l'Etat français, Monsieur le Maréchal Pétain*" (*L'Echo d'Alger*, 16/5/1942).

Un remerciement qui s'adresse à celui qui écrasa, aux côtés de l'Espagne de Franco, la révolte du Rif et sa république antiféodale. Mais cette amabilité et l'accueil hors du commun de Benghabrit a été noté tout le long de son œuvre pour le renforcement et la consolidation des intérêts de l'Empire français en Algérie, tout comme au Maroc. Son nom apparaît le 12/11/1925, sur le Journal Officiel de la République française (page 10880) et qui par décret signé en date du 6/10/1925, "*M. Si Kaddour ben Ghabrit, chancelier hors cadre, a été nommé Consul de 3e classe et maintenu hors cadre*".

Le Consul de 3e classe est aussi l'interprète et chef du Protocole du Roi potiche du Maroc, Moulay Hafid, qu'il accompagne en France et en Belgique, après avoir joué un rôle des plus distingués dans le protectorat français sur le peuple marocain. Ce chef du protocole du Makhzen a été secondé par le précepteur des Princes (dont le jeune Mohammed V), Si Mohammed Mammeri, père de l'artiste peintre Azouaou Mammeri et cousin de Mouloud Mammeri.

Devenant ami du commandant de la place militaire du Maroc, le sanguinaire général Lyautey, qui a fait ses preuves de criminel en Syrie et au Liban, Si Kaddour Benghabrit est auréolé de toutes les distinctions de l'Empire et de ses administrations politiques les plus diverses.

Personnalité ambiguë et controversée, nous dit-on, dans un récent ouvrage<sup>1</sup> apparu sur lui, de même qu'un film<sup>2</sup> s'inspirant de l'ouvrage et défendant un "*Islam de France dénué de tout fanatisme*". Pas si simple, si nous rappelons cette petite notice informationnelle, datée du 8/9/1923 et parue sur le *Le Progrès*, journal d'Orléansville (Chlef), qui note que :

*"Par arrêté de M. le Gouverneur Général de l'Algérie, notre sympathique concitoyen, M. Benghabrit Abdelkader, Chevalier de la Légion d'Honneur, bacha-adel chef à Oued-Fodda, vient d'être nommé cadi à Saint-Denis-du Sig. M. Benghabrit qui appartient à une honorable famille tlemcénienne, est le fils de feu Si Hadj qui fut un instituteur de la première heure et un précieux collaborateur du regretté Décieux. Nous adressons au nouveau Cadi, ainsi qu'à son oncle Si Kaddour Benghabrit, ministre plénipotentiaire, et à ses nombreux amis, nos plus vives félicitations pour cet avancement bien mérité et lui souhaitons bonne chance dans sa nouvelle résidence."*

Ambiguïtés et controverses pour celui qui le 5/11/1940, présidait aux destinés du Congrès du Habous et Lieux saints de l'Islam et recevait l'appui et les bénédictions du général Weygand, le bourreau d'Alep et qui a été tourné en dérision par Jean Genet dans sa pièce *Les*

*Paravents* (1961). A la clôture des travaux, le panel des notables français du gouvernement vichyste d'Alger et leurs pairs indigènes, prirent le thé de l'amitié supra-coloniale en compagnie de dignitaires marocains, tunisiens et le cheikh El Arab Bengana, le bachaga Benaffane et le muphti d'Alger.

Mais lorsque l'on déjeune avec un ministre des Affaires étrangères, tel le républicain-socialiste et l'anticlérical, Aristide Briand, on ne peut que faire le jeu du missionnaire de toutes les bonnes volontés et d'asseoir une Afrique du Nord totalement francisée.

La période 1940-1942 est des plus représentatives dans le parcours de K. Benghabrit et de son fidèle Bengana. Il y a bien d'autres noms, mais lorsque l'on laisse les musulmans d'Algérie se décomposer dans la misère et la famine pour se faire dorloter dans les rendez-vous de l'élégance dans les thermes de Vichy, capitale de la collaboration française avec le nazisme. Il n'y a plus de controverses à relever, mais bien une adhésion consciente avec la bourgeoisie fasciste.

Dans le cadre d'une amitié et d'entraide franco-musulmane, sous la présidence du Ministre de la Défense nationale, M. Daladier et sous la présidence effective du général d'armée J. Buhrer, chef d'état-major général des colonies

*"Si Kaddour Ben-Ghabrit, directeur de l'Institut Musulman, entouré d'un Comité de dames patronnesses, a fondé l'œuvre dite du "Thé à la Menthe", qui remplira, pour les soldats Nord-Africain, un rôle analogue à celui de l'œuvre du "Vin Chaud" pour les soldats français." (Correspondance d'Orient, mai 1940).*

Ledit comité, organisera le 30 avril 1940, au Théâtre de l'Odéon (Paris) une soirée consacrée à l'art théâtral et la chorégraphie orientale. M. Benghabrit présenta même une comédie en un acte, qu'il rédigea lui-même d'après un récit du poète arabe Abou Naouas. Le reste de la soirée était consacrée à une présentation de danses populaires et stylisées de la danseuse kurde Leila Bederkhan et son ballet. Le produit de cette fête et les dons sera consacré entièrement à la distribution de thé à la menthe et de cadeaux aux soldats musulmans du front. Et c'est ce qu'ils attendaient de plus, de la part de la chefferie musulmane !

C'est dans une longue tradition de solidarité événementielle, qui se poursuit de nos jours avec des "associations" qui disent sur leurs comptes et finances, que le 30 mars 1942, la Préfecture d'Alger et en étroite collaboration avec le cadî Chanderli, annonce qu'à l'occasion du Mouloud, des couscous seront offerts "*aux musulmans miséreux*" dans les mosquées de Sidi Abderrahmane, Sidi M'Hamed Cherif et Sidi M'Hamed (Belcourt), cela en dehors du couscous pour miséreux, qui a lieu tous les vendredis à la mosquée de Sidi Abderrahmane. (*L'Echo d'Alger*, 26/3/1942).

L'Histoire ne pardonnera jamais plus ceux qui étaient agents du Quai d'Orsay en 1892, ceux qui tenaient le bâton par le milieu et ceux qui ont traité où sous-traité avec la colonisation génocidaire. Au même instant qu'ils rendaient leurs hommages, de féodaux et de suppôts du capital exploiteur. Rappelons-le, le 22 mars 1942, le Tribunal militaire d'Alger condamnait 06 militants et dirigeants du Parti Communiste Algérien, algériens et européens, à la peine de

mort, dont l'enseignante Lisette Vincent (1919-1999), qui a toujours vécu avec humilité et honneur. De même pour leurs 35 compagnons, condamnés pour des travaux forcés à perpétuité, à temps et à la prison, dont Maurice Laban, Alidine Débabèche et Omar Moulesoui, de même pour ces militants d'origine européenne qui militaient pour une Algérie libre et démocratique.

## Notes

1. Hamza Ben Driss Othmani, *Kaddour Benghabrit : Un Maghrébin hors du commun*, Marsam éditions, 2011, 288p.
2. *Les hommes libres*, film d'Ismael Ferroukhi, (Maroc-France), 2011.

## **Le FLN et la mafia italienne : quelle histoire ! (I)**

**15 Mar 2017**

Il est navrant, désolant et même dramatique de laisser entendre aujourd'hui que la lutte armée nationale s'est faite, parmi des alliées de combat, une organisation fondamentalement à caractère criminel, comme celle de la mafia italienne.

Une organisation qui, historiquement prouvée, est de nature criminelle et socialement de caractère féodal, devenant du jour au lendemain l'alliée d'une cause populaire juste et à valeurs humaine et historique comme celle de la lutte du peuple algérien pour son indépendance politique et l'autodétermination sociale et économique.

À entendre certains propos, nous nous demandons si l'Italie antifasciste des années 30 et 40 du siècle dernier, n'avait jamais existé et que l'héritage des luttes et des sacrifices qui a permis de mettre fin à la royauté, en juin 1946, n'est qu'une ombre de l'organisation criminelle qui ne faisait que s'enrichir sur le dos du peuple italien, et cela auprès de l'armée américaine du général Patton.

Pour le FLN-ALN, il y aurait donc une obligation à s'entretenir et pour la justesse de la cause, avec un interlocuteur de cette nature. A la lecture, nous concluons que les composantes politiques et idéologiques du mouvement de libération nationale n'étaient que des bandits de grands chemins !

Si nous avons opté pour cette présentation de notre présente contribution, c'est pour signaler la gravité des propos que nous ne cessons d'entendre et émanant même de milieux dits instruits et éclairés, par rapport aux roublards de rues. Des propos visant d'abord des relations de nature historique entre deux nations, ensuite des militants et des hommes politiques dont la distance géographique qui les sépare est tout juste de 48 km de frontière méditerranéenne.

### ***I. L'encerclement d'Alger : La "bataille" du déshonneur***

Nous employons le terme d'encerclement afin d'évoquer l'idée d'isolement de population au détriment d'une autre. La Casbah ou citadelle d'Alger avait été contenue, elle et sa population dans un guet-apens militarisé. À la Casbah, il faudrait associer les bidonvilles qui entouraient la ville d'Alger et cela en pleine période de la lutte armée.

Le choix de l'heure, le mois et l'année de cette opération ont été décidés en Métropole et dans un contexte national et international bien particulier.

En France, le gouvernement de Guy Mollet démissionne sous l'emprise du début de la guerre coloniale et ce le 21 mai 1957. Une guerre qui absorbait 20% du budget de l'État destiné à «l'effort de guerre», expression qui remonte au début du XXe siècle lors des souscriptions obligatoires imposées au peuple français à la veille de la 1<sup>er</sup> Guerre capitaliste mondiale.

Un second gouvernement est annoncé pour la période du 21/06 au 30/09/1957, avec comme trame de fond, la reconduction des pouvoirs spéciaux en Algérie et Paris passe la main gouvernementale de M. Maurice Bourgès-Maunory à Félix Gaillard et cela jusqu'au 15/04/1958.

La Métropole française est en crise économique des plus hardies. Au mois de novembre 1957, le FMI octroi 650 milliards de francs de l'époque, à une France qui ne fait que doubler les taxes et les impôts d'une population au seuil de la faillite financière. De même, que l'intervention de la Banque de France ne sauve que périodiquement la mise à genoux d'un budget de l'État déficitaire à 30%, elle ingurgitera quelques 250 milliards de francs dans des caisses presque vides. Afin de mener une opération de marketing politique au niveau international, Paris accueille le 1<sup>er</sup> Sommet de l'OTAN, qui sera le premier dans l'histoire de ce pacte militaro-politique du Bloc occidentale (du 16-19/12/1957).

À Alger et vers la fin de l'année 1956, le général Salan est nommé Commandant Supérieur Interarmes de la 10<sup>e</sup> Région Militaire (Algérie) et ce le 15/11, faisant de lui le véritable *imperator* de la colonie. Il s'entoura vite d'un colonel du SDECE (Service de documentation extérieure et de contre-espionnage), M. Léon Simoneau (décédé le 7 avril 1993) qui faisait partie des Services des renseignements du CFLN gaulliste durant l'occupation nazi. Recherché par la police vichyste, il regagne l'Espagne pour rejoindre le QG du renseignement gaulliste à Alger, rue Charras. Ce "résistant" coordonnera le Centre de Coordination Interarmées (CCI) avec celui déjà mis en place au niveau du Gouvernement Général d'Algérie, avec comme arme de choc, la 11<sup>e</sup> Demi-brigade Parachutiste de Choc (11<sup>e</sup> DBPC), créée le 4 juin 1955 et commandé par le lieutenant-colonel Pierre Decorse.

La méthode Simoneau était la reprise du schéma indochinois du RAP (Renseignement, Action, Protection), à travers l'organigramme du CCI et carte blanche de celui qui deviendra le patron du SDECE, en juin 1957, le général Paul Grossin.

Le général Jacques Massu, chef de la 10<sup>e</sup> Division Parachutistes, mettra en exécution «l'Opération Champagne» est ce, en deux phases répressives, la première de janvier à avril, la seconde de juin à octobre, de la même année afin de déloger la Résistance algéroise et de démanteler tout réseaux de soutien, de financement et de propagande du FLN. Les opérations de cette répression de masse coûteront la vie à 6000, dont 3000 disparus à nos jours, et que le colonel Godard du SDECE et du 2<sup>e</sup> Bureau de l'état-major, qualifiait avec cynisme ce nombre «*d'individus sortant*» des centres de détentions (1).

Pour la répression des populations, la région militaire avait mobilisé toute l'armada en sa possession, à savoir : les 9<sup>e</sup> Régiment de Zouaves, le 13<sup>e</sup> Sénégalais, les Artilleurs, les Unités Territoriaux, les CRS, les Gardes mobiles, les soldats du Génie, du Train, les polices (RG, DST, PJ et Sureté Urbaine), Sécurité Militaire, Police d'Etat, Gendarmerie nationale, 2<sup>e</sup> et 5<sup>e</sup> Bureau, enfin les collaborateurs et les traîtres, appelés "Bleus de chauffe". Le général Massu, qui s'est installé depuis juillet 1955 au QG de Bouzaréah, échappera à un attentat monté par deux anciens membres de Combattants de la Liberté (combattants communistes), MM. Briki Yahia et André Castel, dit Mourad.



C'est dans ce contexte de répression fasciste et génocidaire que le monde découvre une question nationale revendicative d'une indépendance politique et d'affirmation identitaire. Si l'opinion internationale dans les pays du bloc soviétique et la Chine étaient favorablement acquiescent au combat algérien, celui des pays de l'Ouest est demeurait dans l'expectatif et sous l'emprise de l'hégémonisme «atlantiste» français.

L'Italie de 1957 est sous l'emprise américaine devenant un réel porte-avion US pour le flanc sud de l'Europe, avec un champ d'intervention sur le continent africain et le Proche-Orient. Le 25 mars, ce conclu à Rome le Traité européen qui donnera naissance la Communauté Economique Européenne (CEE) sous l'emprise de la doctrine Eisenhower. C'est le début de la refonte d'une Etats-Unis d'Europe.

Sur le plan intérieur, le gouvernement Antonio Segui démissionne après avoir été lâché par les sociaux-démocrates du PSI et cela le 15 mai de la même année. Le Président de la République Giovanni Gronchi, nomme alors le démocrate-chrétien Adone Zoli qui forme un gouvernement homogène, mais finit par démissionner après avoir été «piégé» par l'appui que les partis fascistes, dont le MSI de la fille de Mussolini, lui ont apporté le 19 mai.

## ***II- L'Italie de Tayeb Boulahrouf***

L'histoire contemporaine des relations italo-algérienne retiendra le nom d'Enrico Mattei, le Pdg de la société pétrolière ENI, de son côté la relation algéro-italienne retiendra le nom de Tayeb Boulahrouf, alias "Saddek", alias "Pablo", alias "Augusto".

Tayeb Boulahrouf (TB), originaire d'Oued-Zenati (Guelma) est un pur produit du nationalisme révolutionnaire des années 1930. Un des premiers membres de l'Organisation Spéciale (OS) qui naîtra à l'ombre du PPA-MTLD, sous la houlette d'Ahmed Bouda, de Mohamed Belouizdad, des luttes syndicales, des événements du Viêt-Nam, de Chine avec l'apogée de l'URSS de Staline formeront la trame de fond d'une formation politique combattante de qualité avec les expériences des luttes antifascistes de France, d'Italie et d'Espagne que Zighout Youcef transmettait comme formation politique.

Roder à la vie et à la lutte clandestine, TB rejoint la France après le procès de l'OS à Bône (Annaba). Il intégrera sous la couverture du Comité Fédéral du PPA-MTLD de France, la cellule de Mohamed Boudiaf, de Didouche Mourad, M'hamed Yazid et bien d'autres (2). Le cercle fédéral des jeunes militants entrera en rébellion contre le zâamisme de Messali Hadj, et verse dans le combat militaire pour se retrouver dans le premier noyau de la direction du Comité Fédéral du FLN en France avec Ahmed Doum, Mohamed Mechatti, Abderrahmane Guerras, Ahmed Taleb, Salah Louanchi et Fodil Bensalem. C'est avant le mois de mars 1957 que TB assurera la direction du Comité Fédéral de FLN de France en tant que chargé de l'information avec notamment Mohamed Harbi, Moussa Boulakraoua, Abdelmalek Benhabyles et bien d'autres encore. Au mois de mars de la même année, Tayeb Boulahrouf assurera la direction du CF à un moment crucial de la cause algérienne. **(A suivre)**

**Lire la suite :** Le FLN et la mafia italienne : quelle histoire ! (II)

**Notes**

1- Yves Godard, Les Paras dans la ville, Paris, Fayard, 1972. P.390.

2- Ali Haroun, La 7e Wilaya, Alger, Rahma édition, 1992. P.16.

## **Le FLN et la mafia italienne : quelle histoire ! (II)**

**16 Mar 2017**

Nous ne pouvons aborder la relation algéro-italienne dans un contexte révolutionnaire, sans une réflexion sur la conception que se faisait la direction collégiale de la lutte armée nationale (LAN), du monde de la diplomatie.

### ***III. L'architecte du soutien international***

À entendre dire que par la conception d'une direction collégiale, une certaine démocratie pouvait régner lors des prises de décision, ce n'est qu'un leurre dans le contexte de combat révolutionnaire.

Après plus de 60 ans du début de cette expérience de LAN, il est temps d'approcher la question d'un point de vue idéologique et saisir toute l'importance de l'émergence des individualités militantes au sein de cette expérience qui reste de nature révolutionnaire. Penser un directoire révolutionnaire collégial (DRC) était peut-être valable à l'instant où il fallait répondre à une crise organique et politique qu'avait connue un parti politique, structuré et organisé comme le PPA. Mais, au moment d'un saut qualitatif telle que l'abondance des luttes politiques et l'exigence d'une lutte armée, une tâche révolutionnaire et une responsabilité historique imposaient une réflexion approfondie d'ordre politique et organique, menée avec des outils d'analyses à la hauteur de la tâche même. La LAN payera de lourds tributs en vies humaines dans l'attente des cadres-militants de qualité, des erreurs d'appréciation et d'ordres organiques vont suivre. Il se trouve que cette opinion a été mainte fois soulevée par des militants révolutionnaires arabes et étrangers, amis de la LAN algérienne.

Tayeb Boulahrouf (T.B.), sera responsable politique à un moment où la lutte armée passe, disons-le, sur le sol étranger, donc à un niveau international et la tâche est bien lourde en termes de conséquences. La direction collégiale de la LAN, n'a jamais faite un quelconque bilan critique où autocratique à l'évolution des événements qui la concernée. Elle était réellement incapable de réaliser quelconque réflexion théorique sur ce plan, aux vues des limites politico-idéologiques qu'elle trainait de son passé nationaliste.

Pour Frantz Fanon, il faut déconstruire la colonisation dans les esprits. Il finit par rejoindre les rangs du Front de Libération Nationale en Algérie, soutenant ouvertement sa ligne subjectiviste et sa violence aveugle contre tous les colons de manière indiscriminée.

Frantz Fanon justifie sa position par la mise en valeur de l'individu, et non de la classe : l'individu a souffert mentalement et il ne peut se libérer qu'en renversant individuellement sa situation, sans considération de l'ensemble. Cette vision totalement subjectiviste de l'individu aura bien entendu un grand succès dans la gauche antimatérialiste dialectique. Voici un exemple de la conception ultra-individualiste de Frantz Fanon :

"La première chose que l'indigène apprend, c'est à rester à sa place, à ne pas dépasser les limites ; c'est pourquoi les rêves de l'indigène sont des rêves musculaires, des rêves d'action,

des rêves agressifs. Je rêve que je saute, que je nage, que je cours, que je grimpe. Je rêve que j'éclate de rire, que je franchis le fleuve d'une enjambée, que je suis poursuivi par une meute de voitures qui ne me rattrapent jamais. Pendant la colonisation, le colonisé n'arrête pas de se libérer entre neuf heures du soir et six heures du matin. Cette agressivité sédimentée dans ses muscles, le colonisé va d'abord la manifester contre les siens. C'est la période où les nègres se bouffent entre eux et où les policiers, les juges d'instruction ne savent plus où donner de la tête devant l'étonnante criminalité nord-africaine."

Frantz Fanon est ici le théoricien de "l'homme nouveau", le même concept utilisé dans les pays du tiers-monde par les "mouvements de libération" en fait liés au social-impérialisme soviétique, le même concept utilisé par Ernesto Che Guevara, qui selon Jean-Paul Sartre était "l'homme le plus complet de sa génération". On est ici dans la mythologie révolutionnaire rupturiste, sur un mode vitaliste.

On retrouve ici l'ombre d'Ali Chari'ati (1933-1977), son équivalent iranien. Voici ce que Frantz Fanon lui écrit :

"Même si je ne partage pas les mêmes sentiments que toi vis-à-vis de l'Islam, j'accepterai ton propos en disant que dans le Tiers Monde (et, si tu le permets, je préfère dire dans le Proche et Moyen-Orient), l'Islam a, plus que toutes les autres puissances sociales et idéologiques, une capacité anticolonialiste et une nature antioccidentale."

Ce principe de colonialisme à déconstruire sera généralisé dans le prolongement de la "French theory", et va donner naissance au "queer" et à la théorie du "genre".

T.B semble très avancé sur les plans de la formation politique et organique par rapport aux nombreux autres militants et cadres de LAN, et avoir sous coupe un Kaddour Ladlani, c'est bien se mettre au devant de la scène politique internationale afin d'annoncer que la Révolution algérienne passe à un niveau supérieur, celui de la guérilla internationale. La Métropole française n'est plus un pays colonisateur, il est lui-même un champ de bataille. Les coups durs qu'avaient reçus les organisations de FLN en France, de la part des services de sécurité français d'une part, de l'autre le MNA messaliste devaient donner à réfléchir sur les tâches à poursuivre pour la lutte libératrice.

Les services spéciaux de la lutte armée nationale devraient intervenir fortement de part leurs structures. TB en fera partie pour le compte de la Direction de la Documentation et du Renseignement (DDR), dont le patron était Tahar Khelladi. Le service en question était sous l'égide suprême de Krim Belkacem, ministre de l'Armement et des liaisons générales.

Après avoir accompli ses missions d'organisations et de directions du FLN en France, Tayeb Boulahrouf est désigné par le directoire révolutionnaire installé à Tunis, comme responsable du bureau de liaison du FLN à Rome, avec la Suisse comme lieu de résidence, plus exactement à Lausanne sous le pseudonyme de "Pablo". Ce dernier ne ménagera aucun effort et même plus, pour tisser des liens des plus sûrs pour le soutien de la cause nationale et dans divers milieux sociopolitiques en Suisse tout comme en Italie.

Sur la contribution suisse au combat algérienne, il y a lieu certainement à inscrire une honorable page d'histoire dans le chapitre relationnel entre les deux pays et les deux peuples, tout comme nous insisterons sur le rôle de TB qui n'a nullement "chômé" au sein de la Confédération helvétique. C'est à Yverdon, à la frontière franco-suisse, que s'établit une zone de passage clandestine et c'est le militant anarcho-syndicaliste, André Boesiger qui s'occupait du transfert des Algériens recherchés en France vers le territoire suisse. Le point de rassemblement et de rencontre était la ville de Macon, plus précisément à Pontdin, un ancien camp de concentration nazi. Quelque 800 militants algériens ont été transférés de 1956 à 1962, témoigne-t-il.

La contribution des militants et militantes suisses au combat algérien s'inscrivait dans une conviction militante bien particulière au sein d'une société marquée par l'indifférence ou le soutien au soutien à la vision française sous couvert de pacifisme ou de neutralité. Mais des partis politiques, tel le Parti Ouvrier Populaire (communiste), s'est nettement démarqué de son "frère français" en apportant sa part, non négligeable, d'aide et de soutien aux militants nationalistes algériens.

C'est le cas de Louis Ohrant, un soldat français déserteur et de conviction communiste, ayant fuit l'armée après une permission qui s'installa en Suisse en contribuant dans les réseaux Jeanson et Curiel. De même pour le pasteur Rouget, un infirmier-parachutiste au départ, qui sera un agent de liaison entre les militants algériens et l'éditeur Niels Andersson. Serge Frochot, un imprimeur spécialisé dans la réalisation des faux-papiers pour le réseau Jeanson, avait recruté à lui seul, 50 membres pour le soutien du combat algérien. Christian Mottier, un cinéaste appartenant au réseau Curiel, après l'arrestation de Francis Jeanson, s'occupait du transfert d'argent des contributions militantes du FLN, de la Suisse vers la Tunisie. Il sera arrêté et condamné à un an de prison à Fresnes, tout en gardant dans ses pensées cette phrase du militant internationaliste, Henri Curiel : "Messieurs, maintenant l'indépendance de l'Algérie est acquise pensant à la révolution".

Nous citerons encore la contribution des journalistes helvétiques dans la mise à nu de la répression colonial et par le seul respect de leur métier d'hommes de presse. Claude Richoz, qui fut le seul journaliste étranger à s'introduire dans La Casbah, décrivant la vérité des faits, des pressions et des souffrances que subissait la population. Benjamin Romieux, le journaliste de la Radio Suisse Romande, ou encore Jean-Pierre Goretta qui assistait en direct, à une attaque d'une ferme de colons, sans oublier le correspondant de *La Tribune de Lausanne*, Jean-Pierre Moulin qui sera un des rares journalistes à contrecarrer la propagande des médias français avec une dignité du style de presse tout à faire particulier et marquant. De même, pour Charles-Henri Favrod, de *La Gazette de Lausanne*, qui donne une interview à Ferhat Abbas, l'année de son ralliement au FLN en 1957. Favrod qui a été à l'origine de la première rencontre entre le haut fonctionnaire des Affaires étrangères français, Claude Chayet et Saâd Dahlab, qui avait une maladie pulmonaire suite aux séquelles de la Seconde guerre mondiale et qui sera le futur ministre des AE du GPRA. La rencontre aura lieu à l'Hôtel d'Angleterre à Genève, le 2/02/1961.

Si Ferhat Abbas se déplaçait fréquemment en Suisse, c'est pour s'héberger chez sa belle-famille qui habitait à Montreux, alors que Ahmed Francis et Saâd Dahlab descendaient à Genève, chez Raymond Nicolet, l'avocat genevois dont le père, à son tour, accueillait Lénine au début du XXe siècle après 1905.

Pour le cas de Tayeb Boulahrouf, alias "Pablo", la ville de Lausanne fut son lieu de résidence helvétique lorsqu'il n'était pas à Rome. Nous noterons par-là que la délégation algérienne négociatrice des Accords d'Evian habitaient, officiellement à Yverdon, sous la protection du membre du Conseil communal et militant du P.O.P., Jean Mayerat, l'homme qui transportait une centaine d'exemplaires d'*El-Moudjahid*, dont une version est imprimée en Suisse et destinée pour la Tunisie. Jean Mayerat sera arrêté avec sa femme à Besançon (France) et c'est en prison qu'il fera connaissance d'Algériens, dont il dira sur leurs conditions qu'"ils étaient 90 dont 80 ne savaient ni lire, ni écrire, c'est étonnant après 130 de présence française".

Afin de les soutenir, il leur faisait de la dictée et c'est le poème *Un enfant ira à l'école*, de Charles Péguy qui fut le support. De même, que nous signalerons tous ceux et celles qui ont apporté leur petite pierre à l'édifice de la solidarité algéro-helvétique. A commencer par les sœurs Grether (Marcelle et Fanny) qui ont hébergées 60 à 70 militants entre 3 à 4 jours, à Isabelle et Marie-Madeleine Brumgnac, qui ont fait de même. Au docteur Jean-Pierre Girard, qui n'appartenait à aucun réseau de soutien, mais par humanisme héberger des militants algériens, à l'imprimeur genevois de Résistance, plus tard *El-Moudjahid*, M. Jacques Lehman et qui tirait entre 5000 et 6000 exemplaires avant de transférer à Tunis le siège du bulletin.

Nous relevons à partir de ce bref exposé que la Suisse n'a jamais été le pays de la dernière heure, mais bel et bien la nation qui savait offrir son aide à un moment des plus cruciaux.

### ***L'homme de l'ombre des Accords d'Evian***

A travers l'historiographie algérienne, imprégné par les traditions Udmiste (UDMA, Mahfoud Kaddache) ou trotskyste (Harbi), nous lisons que c'est sous la pression économique et financière que la IVe République entame des négociations secrètes avec le FLN. En effet, il y a eu cinq rencontres avec des émissaires du gouvernement Guy Mollet au Caire (une rencontre), à Belgrade (deux) et à Rome (deux autres). La dernière des rencontres occupa une période du seul mois de septembre 1956.

Pourquoi 1956 ? Est-ce réellement le gouvernement "socialiste" de guerre, qui souhaitait en finir avec la rébellion algérienne ou est-ce une des tendances de la LAN qui cherchait une issue politique, afin d'asseoir son hégémonisme ?

Nous pensons qu'il devient nécessaire de se poser de telles questions, afin d'approfondir notre réflexion sur la LAN et d'éviter une personnalisation de la lutte armée et une schématisation d'ordre généraliste, qui occulte une réelle lutte de classes au sein même du mouvement national.

En 1956, la LNA entre dans une phase de guerre totale que l'armée française, forte par l'Alliance atlantiste, impose au peuple des paysans. La France officielle n'était pas prête à la

politique du bâton et de la carotte. Au bout d'une année, la tendance réformiste de la LNA semble épuisait et l'année 1957 fut celle de la «décapitation» de nombreux cadres révolutionnaires de valeur. Réformisme oblige, la voie est ouverte à la négociation et la tête pensante de ce courant est certainement Ferhat Abbas, un homme qui s'est distingué par ses manifestes transmis à l'adresse des forces de l'Axe tout comme celles des Alliés, pendant la Seconde guerre capitaliste mondiale.

Ferhat Abbas étant marié à une Franco-Suisse, devait fréquemment séjourné à Montreux où habitait sa belle-famille. En septembre 1958, le GPRA est proclamé au Caire et dès le mois de novembre, il entre en contact avec M. René Humbert, inspecteur du Service de police du Ministère Publique Fédéral Suisse (l'Intérieur) en lui exposant sa "conviction que les négociations avec le gouvernement français sont nécessaires et que le général De Gaulle devait les accepter avant d'être débordé par les extrémistes de droite ou confronté à une rébellion algérienne soutenue par les Etats communistes." (3).

A la connaissance du rapport de l'inspecteur de police en question, chargé de la surveillance de Ferhat Abbas en Suisse, le président du GPRA, lui aurait clairement signifié, que le GPRA "renoncerait aux bons offices de la Tunisie et du Maroc et préférerait que les négociations se fassent dans un pays neutre, en Suisse si possible, et ceci sans avoir recours à l'intervention des Nations unies." (4)

Si Ferhat Abbas, demeure une des figures de proue du mouvement national anticolonial, il n'empêche que son militantisme et sa formation politique sont éloignés de la composante majoritaire de la LNA, qui reste teintée et fidèle au nationalisme révolutionnaire, et ceux qui se battent à l'intérieur du pays déterminent la politique que doivent mener ceux de la représentation politique à l'extérieur. TB avait saisi la nature du conflit de classes qui se préparait à l'horizon pour le devenir de la lutte armée.

Le natif de Oued-Zenati, était en Suisse après avoir fuit la France. Il sera, à son tour, surveillé par le Service de police helvétique, de décembre 1957 à juin 1958. De là, il regagnera Rome puisque son nom figure sur une liste de militants algériens interdits d'entrée en Suisse et dès le 17 mai 1960. TB demandera un sauf-conduit afin de rencontrer son avocat à Genève, il lui sera accordé par de Département Fédéral de Justice et Police, pour une durée d'un mois. TB rencontrera Me Raymond Nicolet qui lui demandera d'intervenir auprès des autorités de la Guinée Conakry, afin de libérer un citoyen suisse détenu dans ce pays. Au-delà du geste humanitaire, Boulahrouf fructifia le geste en terme politique en informant le chargé des Affaires politiques au Ministère de l'information du GPRA, Me Ahmed Boumendjel, sur la relation étroite que l'avocat genevois avait auprès de M. Olivier Long, chef de la délégation suisse au sein de l'Association Européenne de Libre-Echange et qui entretenait des relations personnelles avec les ministres français Louis Joxe et Michel Debré. C'est à ce niveau que les prémisses d'un contact avec le FLN et Paris allaient voir le jour pour aboutir aux rencontres d'Evian.

Mais il est connu que TB opérait depuis Rome après son séjour à Lausanne. Un chapitre italien de la résistance algérienne, certainement à écrire. Il résidera à la rue de Savio, dans le

quartier de Montesacro, non loin des ambassades d'Égypte et de Libye, où il échappera le 5 juillet 1959 à un attentat commandité par l'organisation fasciste La Main Rouge (affiliée au 2<sup>e</sup> Bureau du SDECE) et tuant et blessant deux enfants italiens : Rolando Rovai (mort) et Paolo Paladino (blessé). Habib Bourguiba, qui était à Rome à l'époque des faits et pour des soins médicaux à Salsomaggiore, dénonça clairement l'attentat en indexant l'organisation fasciste qui avait, auparavant assassiné le leader syndicaliste Ferhat Hachad. De son côté, la réaction allemande ne s'est faite pas attendre, avec la désignation par le Ministre Public allemand Heinz Wolf, de la responsabilité de l'organisation fasciste du crime qui a eu lieu à Paris, au mois de mai 1959, contre l'avocat algérien Ould Aoudia, en annonçant l'arrestation des agents tueurs, Jean Vlary, Christian Durieux et Jean Baptiste Van Cottem. Le même TB et sous l'identité de citoyen et journaliste tunisien, poursuivra son activité politique et militante jusqu'aux accords d'Évian. Mais après cet attentat manqué, TB devait s'installer au sein de l'ambassade tunisienne qui lui offrit protection et devenant par là un pays que ciblerait la France coloniale.

Redha Malek, qui fut à l'époque directeur d'*El-Moudjahid* à Tunis, raconte que TB connaissait personnellement le Président de la République italienne G. Gronchi, et qu'il lui avait évoqué la possibilité de le rencontrer grâce à l'entremise du PDG de la société ENI, Enrico Mattei et cela à quelques jours avant la visite commémorative que compte faire De Gaulle à la péninsule italienne. Mais le territoire italien n'était pas totalement acquit à la cause algérienne, les services secrets français étaient fortement mobilisés dans la contre-offensive, et de tout azimut, à l'encontre des militants et ceux des Italiens, qui les soutenaient.

TB, en agissant avec le concours de Mattei, savait que ce personnage clé du pouvoir italien représentait le courant politique dominant dans le décisionnel romain avec son socialisme humaniste au sein de la Démocratie chrétienne (première force politique de l'après-Seconde Guerre mondiale). Un courant programmatique social et politique qui menait le "Grand boum" de la reconstruction de l'Italie de l'après-fascisme et dont les communistes joueront un rôle primordial dans ce renouveau socio-économique.

Il est vrai que pour E. Mattei, le patron de l'ENI, la politique énergétique est une priorité pour la reconstruction nationale italienne, mais la stratégie de l'ENI devait se distinguer en dehors des trusts pétroliers anglo-saxons, en recherchant de nouveaux territoires d'exploitations. Éviter les griffes et les greffes des pétroliers des années 1950 et 1960, c'est ce classer aux yeux du regard étatsunien, dans le bloc soviétique, d'où l'intérêt pour Mattei d'avoir la "carte" algérienne qui est devenue un maillon faible de la politique Atlantiste. C'est dans cet ordre des choses, que l'Etat-ENI ouvre une représentation spéciale à Tunis et au Maroc afin d'assister techniquement les deux pays, nouvellement indépendant et se substituer aux entreprises françaises qui ont désertées les domaines miniers et énergétiques à l'indépendance politique des deux pays. Au bureau de Tunis, Mattei place son dynamique Directeur de l'office de presse pour l'Afrique du Nord, Mario Pirani, avec les prérogatives d'être représentant de l'ENI auprès du GPRA. Le bureau des services secrets britanniques à Paris, avait même fait une note confidentielle en ce sens, afin d'alerter la British Petroleum des avancées sur terrain de la concurrence italienne.



Du côté algérien, TB fut chargé par le MALG de "suivre de près les agissements de l'Ambassade de France en Italie, de ses réseaux formels et informels et de diversifier ses actions en direction de la société civile italienne, afin d'élargir le front de soutien à la cause nationale. Il n'était pas seul à faire tout ça. Mais, il a élargie le cercle des amis, des sympathisants et de ceux qui ont aidés sans jamais être cité. C'est un rôle monumental qu'il ne faut jamais oublier" (5).

En effet, l'action de TB était sur plus d'un front entre "l'action de l'ombre" et celle du travail de masse, de l'apparent et du mobilisateur. C'est ainsi que des écrivains, cinéastes, peintres et poètes, tous italiens et de renommée mondiale, s'est retrouvés aux côtés de la lutte algérienne, grâce à la force de conviction, la maîtrise de l'expression et de la culture personnelle de Boulahrouf. Autour de lui, des noms comme Renato Guttoso, Alberto Moravia, Elio Vittorini, Pier Paolo Pasolini et bien d'autres encore, se sont associés aux membres et aux organisateurs du Comité Italien pour la Paix en Algérie pour soutenir la lutte du peuple algérien et celle du Monde arabe. **(A suivre)**

### **La première partie : Le FLN et la mafia italienne : quelle histoire ! (I)**

#### **Notes**

3 - Les propos ont été recueillis auprès d'un Ancien officier du Service des Transmissions du MALG. Ancien des Transmissions des AE sous le ministre Bouteflika et qui finit par être le responsable des Trans de l'Ambassade d'Algérie à Dacca (Bengladesh) durant les années 1980.

4 - Le rapport de l'inspecteur du MPF René Humbert, 15.8.1959, AF E 2001 (E) 1976/17, vol. 49. Les séjours de F. Abbas en Suisse provoquent de nombreuses interventions des diplomates français.

5 - Idem.

## **Le FLN et l'Italie : quelle histoire ! (III)**

**17 Mar 2017**

De 1958 à 1961, la lutte de libération nationale algérienne avait réussi à faire un saut qualitatif, utilisant le territoire italien comme une réelle plate-forme politique et diplomatique tout en s'engageant, devant les autorités du pays d'accueil, de ne mener aucune action pouvant mettre en danger la population ou les intérêts de l'Etat italien.

### ***Tayeb Boulahrouf et Giorgio La Pira***

C'est ainsi que le Comité italien pour la Paix en Algérie organisa, en présence de Tayeb Boulahrouf, le 11/12/1961 au Théâtre dei Satire (Rome) une rencontre-débat animée par le sénateur Maurizio Valenzi, Paolo Vittorelli et Dino Del Bo. Celui-ci fut un militant antifasciste et un proche du Président Gronchi. Quelques jours après, se tenait dans la même salle une conférence de Jean-Paul Sartre intitulée "Démocratie française et le problème algérien", animée par Ferruccio Parri aux côtés d'Alberto Moravia. A Milan et plus précisément à la Maison de culture de la capitale économique, la résistante antifasciste Rosanda Rosanda prit l'initiative d'organiser une journée de sensibilisation publique sur le drame algérien, action qui sera animée par l'écrivain et historien Giovanni Pirelli. Tayeb Boulahrouf apportera son soutien à ces actions et autres durant les longues années de la révolution. Il le fera aussi et surtout sous forme de soutien informationnel.

De son côté, l'ambassade d'Egypte allait organiser une journée commémorative du déclenchement de LAN, mais le ministère des AE italien avait rejeté l'initiative sous la pression française. N'empêche que dans la sphère politique italienne, la LNA a bouleversé la cartographie politique italienne et Boulahrouf devait jouer à fond avec les relations qu'il avait nouées, en compagnie d'autres militants algériens qu'il est nécessaire de nommer aujourd'hui. Comme Nordine Tidafi qui était déjà en Suisse lorsqu'il prit contact avec Boulahrouf.

L'auteur du recueil de poèmes, *Le Toujours de la patrie* (P. J. Oswald, Tunis, 1962) et dont la préface est de l'autre militant, Henri Cachin-Kréa, était déjà en Suisse lorsqu'il prend contact avec Boulahrouf. Nordine Tidafi est issu d'une famille de lettrés et de juristes musulman de Hadjout (Blida). Son grand-père Hadj Boukhari Tidafi, enseignait l'arabe coranique, avait transformé sa demeure en une réelle zaouïa pour les enfants qui venaient s'abreuver du savoir ancestral. Ancien caïd, ancien instituteur, il fut oukil et conseiller municipal depuis 1893 jusqu'à son décès survenu le 21/09/1942, à l'âge de 74 ans. Le père de Nordine, Touhami fut magistrat à Mostaganem, défendant les intérêts du petit peuple et avait même établi des correspondances avec le général De Gaulle, durant la Résistance antivichyste. Nordine, tout comme son frère Madjid, a eu cette chance inouïe d'être encouragé par son père dans la poursuite des études comme seul moyen de promotion sociale dans le cadre de la colonisation. Après des études de droit, il se consacre au journalisme (en Suisse, et en France). Il sera de tous les grands événements du 1er Congrès des Ecrivains et Artistes Noirs, en 1956, des réseaux Jeanson, à la traversée de la "piste Ho Chi Minh" et aux Congrès panafricains et fut, à l'indépendance, un des avocats défendant les intérêts des banques algériennes en Suisse

durant les années 1970. Il sera conseiller juridique à la Présidence de la République algérienne et décédera dans l'humilité en 1990.

Une des chevilles ouvrières de ce nous nommerons, "le Groupe Boulahrouf", N. Tidafi sera un des artisans de la participation algérienne dans l'action culturelle internationale durant les années 1958 et 1961, une action qui réunira Jean Amrouche, Henri Cachin-Kréa et Frantz Fanon. Le 1er Congrès des écrivains et artistes noirs de Paris qui se tint à la Sorbonne, du 19 au 22/09/1956 où Fanon intervient à travers une conférence sous le titre "Racisme et culture". A Paris, Fanon avait été chargé par Boussouf et Krim Belkacem d'entrer en contact avec des personnalités africaines pour le soutien au combat national. De même pour le 2e Congrès des cultures africaines qui se tient à Rome, du 26 mars au 1er avril 1959.

Mais c'est bien le cas Giorgio La Pira (GLP) qui retient notre attention, du fait que cette personnalité politique italienne soit mal connue en Algérie. Né à Pozzallo en Sicile, en 1904, GLP entame après le bac des études de Droit et de jurisprudence. En 1925, il s'engage spirituellement après avoir été un anticlérical notoire, dans l'ordre des Dominicains. Il quittera alors la Sicile natale pour l'université de Florence où il est diplômé en Droit romain dès juillet 1926. En 1936, il décide de demeurer dans le couvent dominicain de San Marco, tout en restant sur ses positions laïques. GLP est connu pour être un fervent adversaire du fascisme dès 1928, et entre 1939 – 1940, il participe aux réunions clandestines des antifascistes à Milan avec notamment, Giuseppe Dossetti, un partisan communiste, Giuseppe Lazzati (qui sera dès 1968, recteur de l'université catholique de Milan) et Amintore Fanfani, historien, économiste et plusieurs fois Président du conseil italien. En 1939, GLP fonde à Florence, la revue antifasciste *Principi* (Les Principes) et qui défendra la liberté individuelle et la valeur de la personne humaine. A l'hiver 1942, il écrira sur le thème de la valeur humaine : "L'Homme n'est pas fait pour l'Etat, mais l'Etat est une construction juridique, ayant des fondements naturels, faite au service de l'Homme". Tout comme il écrira dans le dernier numéro censuré de sa revue militante, que "si je suis vraiment un être humain, je ne peux pas être solidaire de systèmes politiques qui nient la valeur de la personne humaine". A la chute de Mussolini, GLP aura l'occasion de défendre ses convictions et à mettre sur pied sa nouvelle architecture de l'Etat italien qui se résume à travers sa devise qui stipule, non pas l'homme et la société qui sont au service de l'Etat, mais bien ce dernier et la société qui sont au service de l'Homme.

En 1939, GLP fonde à Florence, la revue antifasciste et antiraciste, *Principi* (Les Principes) et qui défendra la liberté individuelle et la valeur de la personne humaine. A l'hiver 1942, il écrira sur le thème de la valeur humaine "L'Homme n'est pas fait pour l'Etat, mais l'Etat est une construction juridique, ayant des fondements naturels, faite au service de l'Homme". Tout comme il écrira dans le dernier numéro censuré de sa revue militante, que «Si je suis vraiment un être humain, je ne peux pas être solidaire de système politique qui nient la valeur de la personne humaine». à la chute de Mussolini, GLP aura l'occasion de défendre ses convictions et à mettre sur pied sa nouvelle architecture de l'Etat italien qui se résume à travers sa devise qui stipule, non pas l'homme et la société qui sont au service de l'Etat, mais bien ce dernier et la société qui sont au service de l'Homme.

Mais GLP, qui affirmait, depuis l'été 1945, que le monde a réellement changé et que la guerre nucléaire n'a rien d'une guerre "classique", mais celle de la fin de l'histoire et de l'humanité qui se devait de remettre au service de son action politique sa philosophie de la "théologie de l'histoire".

*"Nous avançons désormais entre deux frontières, deux extrêmes: d'un côté, la frontière de la destruction du genre humain; de l'autre, celle de la paix" (6).*

Il était bien conscient des grands défis internationaux qui attendaient la seconde moitié du XXe siècle. Et c'est là, qu'il projettera de mettre sur rails son idée "programmatique" d'"abattre les murs, de construire des ponts entre les peuples", en 1949 jusqu'à son décès en 1977. De même, qu'il était convaincu que la ville de Florence pouvait jouer un rôle historique afin de rassembler les hommes de bonne volonté, puisqu'elle l'a fait en 1439 et réussit à réunir (pour un temps, certes) catholiques et orthodoxes). Florence et son "saint-maire", comme on le dénommait, allaient être mis dans le cœur de la géopolitique méditerranéenne. L'agression tripartite contre l'Égypte en 1956, la question palestinienne et les indépendances des pays du Maghreb sont autant de questions que La Pira estimait que seul un dialogue pouvait rapprocher les uns avec les autres et dissiper les malentendus.

A travers cette idée, GLP entretenait un réseau dense de contacts jusqu'à ce qu'en 1958, il lance l'idée des Colloques de la Méditerranée, autour du dialogue entre les trois familles religieuses (juifs, chrétiens et musulmans) qu'il considère comme une contribution fondamentale à la paix mondiale. Contribution qu'il élargira par la suite à l'Afrique subsaharienne qui se libérera petit à petit, à partir des années 1960. Quatre colloques sont organisés et un cinquième prévu pour 1965, mais le changement survenu à la tête de la mairie de Florence, mettra fin à cette initiative humaniste.

Les quatre premières rencontres se déroulèrent sous les hospices du Prince héritier du Maroc, futur roi Hassan II, avec comme membres des différentes éditions, le philosophe Martin Buber, Taha Hussein, Jean Amrouche et le président sénégalais Senghor.

### ***Genèse et réactions autour du 1er Colloque méditerranéen***

Depuis 1950, les pays du Maghreb sont sous domination internationale de puissances qui voyaient dans cette région une géographie d'hégémonisme face à l'Union Soviétique et à la Chine populaire qui s'est installée en Méditerranée avec sa base de sous-marins de Vlore, en Albanie. La France au Maroc, en Algérie et en Tunisie, l'Espagne au Maroc, l'Angleterre et les USA, en Libye font de la *Mare Nostrum*, un lac bien fragile de la paix mondiale, et GLP le savait bien, avec l'émergence du "néo-Atlantisme" chez les décideurs politiques italiens, Amintore Fanfani en tête.

Mais le Maghreb est aussi un terrain de rencontres des cultures et civilisations occidentales et orientales, La Pira se mit en œuvre afin de lancer une première rencontre entre les protagonistes du "conflit algérien". En septembre 1958, le GPRA est proclamé au Caire, GLP était à Paris recevant l'appui de De Gaulle pour sa "noble initiative afin de favoriser la stabilité dans la région Méditerranée". Le généralissime français, en fin politique, ne perdait pas de vue que la rencontre de Florence pourrait être une occasion de prise de contact avec les

responsables de la "rébellion algérienne" en terre neutre. C'est Jean Lacouture, membre du Comité de rédaction de la revue *Etudes Méditerranéennes*(EM), (7) qui témoignera plus tard que De Gaulle en dépêchant à Rome le ministre du Travail et des transports, Robert Buron, un invité à ce 1er Congrès, cherchait une occasion de prise de contact politique direct et sans toucher à la sensibilité des ultras de la colonisation.

La réaction ne s'est pas faite attendre, puisque l'ambassadeur de France, Palewski, informa le Quai d'Orsay sur la présence d'un ministre du gouvernement face à une délégation de rebelles. Pour lui, le Colloque en question n'avait d'autres objectifs que "servir les objectifs immédiats de la politique arabe du gouvernement Fanfani", Robert Buron et Roland Pré, présents à Rome, ont été bel et bien invités par La Pira afin de participer à la rencontre de Florence. Et c'est le chargé d'affaires de l'Ambassade de France, Arnaud Walper, qui entre en jeu avec une correspondance bien particulière à l'adresse de La Pira et dans laquelle il précise, que la présence de membres du Gouvernement de Paris ne peut avoir lieu si des Algériens, affiliés au FLN, seront présents.

Robert Buron subit les pressions du Quai d'Orsay qui lui demandait de préciser la position du Gouvernement à l'encontre de l'initiative du maire de Florence. Il lui écrit, en date du 26/11/1958, qu'il devenait "impossible à un quelconque membre du gouvernement français de participer à une initiative qui inviterait officiellement une organisation se prétendant un Gouvernement, que votre pays n'a d'ailleurs pas reconnu, et qui accepte la responsabilité de faits de guerre et de terrorisme contre le mien". (8).

Rassuré avec sagesse par un militant politique humaniste, le ministre français finit par accepter l'invitation de GLP, pour le 1<sup>er</sup> octobre 1958, à deux jours de l'ouverture du Colloque.

Préoccupé par cette agitation française, GLP désignera le groupe d'organisation du Colloque autour de la revue EM, notamment Pierre Corval et Joe Golan, des catholiques progressistes favorables à l'autodétermination des peuples africains, avec la participation militante du Tunisien Bachir Ben-Yehmad et du Marocain, Mahdi Ben- Barka, alors président de l'Assemblée marocain.

Le Congrès s'ouvre dans l'après-midi du 3/10/1958, pour une durée de trois jours, jusqu'au 6/10/1958. Le premier jour de l'inauguration a vu la présence de la délégation italienne représentée par le Président de la République Gronchi, le Président du Conseil et ministre des Affaires étrangères, A. Fanfani, le sous-secrétaire aux Affaires étrangères, Alberto Folchi, le Directeur général des affaires politiques à la Présidence du Conseil, Carlo Alberto Stranco et l'ancien président du Conseil, Adono Zoli.

Côté organisateurs, il y avait en plus de la rédaction de la revue EM, d'éminents spécialistes du monde oriental, à savoir, Jacques Berque, Charles-André Julien, Louis Massignon du Collège de France, le sénateur Edgar Pisani, Jean Rous, Pierre Corval et le Père jésuite Jean Daniélou. Jean Amrouche était assis entre les représentations des organisateurs, sous l'identité française et dont la mission est de soutenir la question nationale parmi le monde intellectuel français.

La délégation française est composée dans sa totalité entre les 04 et 05/10 du Consul général à Florence, Jean Félix Charvet, du ministre Robert Buron et du gouverneur de l'office minier de la France d'outre-mer, Roland Pré.

La délégation algérienne a pour sa part, dépêchée MM. Boualem Oussedik, Mohamed Cherif-Sahli, Abdelkader Chanderli et Ahmed Boumendjel. Il y a lieu de noter, que Ferhat Abbas, Président du GPRA devait participer au colloque, mais il fut bloqué à l'aéroport de Ciampino (Rome) en provenance du Caire. De même que l'on évoque la présence de TB et de Frantz Fanon sous le nom d'"Omar".

### ***L'incident...***

Le 4/10/1958, le Prince héritier du royaume du Maroc Moulay Hassan fut désigné comme président d'honneur du colloque. En prenant la parole, il s'indignât du fait que la délégation Algérienne ne soit pas invitée dès la journée inaugurale d'ouverture du colloque. Au même moment, arrive en salle, Ahmed Boumendjel et la délégation algérienne qui, à sa vue, les représentants français et "israéliens" quittèrent la grande salle du Palazzo Vecchio (Mairie de Florence).

Le père Daniélou et pour ne pas abandonner les travaux du colloque, décline sa prise de parole selon le programme officiel. Le député communiste italien et Vice-Président du Conseil mondial pour la Paix, Velio Spano, pris la parole pour demander, comme le réclame l'opposition, au Gouvernement italien la reconnaissance du droit du peuple algérien à l'indépendance, ce à quoi faisaient allusion les interventions de Ben Barka et Charles-André Julien. Le dernier à intervenir fut Ahmed Boumendjel qui soutiendra le caractère inéluctable de la reconnaissance à l'indépendance de l'Algérie. Son intervention sera reprise par le quotidien communiste *L'Unita* du 06/10/1958.

En guise de conclusion, l'Italie et la lutte armée nationale algérienne ne pouvaient que réunir les conditions de la réussite d'un combat social et de classes dans les conditions de la colonisation en tant que contradiction fondamentale de l'époque. Dans ce contexte, la mafia avait choisie son camps : celui des groupes fascistes italien et des manipulations des Services secrets de la colonisation française.

A travers la relation politique que la LNA avait tissée dans les sphères de l'Etat et au cœur de la société italienne, les militants algériens avaient-ils réellement mené une quelconque action violente pour se faire entendre ?

Nullement, ceux qui se sont engagés (hommes, femmes, vieillards et enfants) dans un cadre mobilisateur massif autour de la question nationale et coloniale, ne pouvaient trahir l'espoir d'un rêve populaire et ceux des sacrifices de plus de deux millions de martyrs.

**La première partie : Le FLN et la mafia italienne : quelle histoire ! (I)**

**La deuxième partie : Le FLN et la mafia italienne : quelle histoire ! (II)**

**Notes**

1 - Yves Godard, Les Paras dans la ville, Paris, Fayard, 1972. P.390.

2 - Ali Haroun, La 7<sup>e</sup> Wilaya, Alger, Rahma édition, 1992. P.16.

3 - Les propos ont été recueillis auprès d'un Ancien officier du Service des Transmissions du MALG. Ancien des Transmissions des AE sous le ministre Bouteflika et qui finit par être le responsable des Trans de l'Ambassade d'Algérie à Dacca (Bengladesh) durant les années 1980.

4 - Le rapport de l'inspecteur du MPF René HUMBERT, 15.8.1959, AF E 2001 (E) 1976/17, vol. 49. Les séjours de F. Abbas en Suisse provoquent de nombreuses interventions des diplomates français.

5 - Idem.

6 - G. La Pira, Il sentiero di Isaia. Scritti e discorso, 1965-1977, (En italien) préfacé par Mikael Gorbatchev, Cultura Nuova Editeur, 3<sup>e</sup> édition, 1996.

7 - Jean Lacouture, De Gaulle 2. Le politique, 1944-1959, Paris, Seuil, 1985. Pp. 613-614. Cité par Bruna Bagnato L'Italia e la guerra d'Algeria (1954-1962), Soveria Mannelli, Rubettino, 2012, 799 p.

8 - Lettre personnelle de Buron a La Pira. Cité Bruna Bagnato L'Italia e la guerra d'Algeria (1954-1962) Soveria Mannelli, Rubettino, 2012, 799 p.

**Sources**

BAGNATO. Bruna, L'Italia e la guerra d'Algeria (1954-1962), Soveria Mannelli, Rubettino, 2012, 799 p.

BAGNATO. Bruna, «La Pira, De Gaulle e il primo Colloquio mediterraneo di Firenze», in Giorgio La Pirae la Francia. Tem e percorsi di ricerca. Da Maritain a De Gaulle, (en italien, sous la Direction de Pier Luigi Ballini), Firenze, 2005, pp. 99-134.

DJERBAL. Daho, L'Organisation Spéciale de la Fédération de France du FLN. Histoire de la lutte armée en France (1956-1962), Alger, Chihab éditions, 2012.

TEGUIA. Mohamed, L'Algérie en guerre, Alger, OPU, 1990.

## **Abdelhamid Ben Badis, l'icône du nationalisme religieux !**

**13 Jui 2017**

Les champs culturels et politiques en Algérie et cela depuis les événements du 19 mai 1981, ne font que conforter des situations d'inertie, de lassitudes et ce positionnement gravitationnel "d'avancer en arrière, s'il vous plait !". Nous y sommes et pour quelques décennies encore.

Nous devons l'actuel état des choses, a une "engeance d'humanoïdes, toxique, radioactive et non recyclable" que nous nommerons les islamosaures, ou ceux qui se maintiennent en dehors de la réalité historique – qui, elle avance – sous couvert d'une religion qui a été un réel produit de l'Histoire de l'humanité. Il n'y a pas lieu à les distinguer les uns des autres, les classés ou les reclassés selon des considérations politiciennes. Ils sont d'une même racine socio-anthropologique : maintenir la culture féodale de la soumission de l'humain.

C'est bien le champ culturel algérien qui a été, de tout temps d'ailleurs, un lieu de rédemption des idées les plus rétrogrades, voire réactionnaires, de notre histoire. Le fait colonial a certes, été pour beaucoup de cette forme de renouveau aliénant, mais il lui fallait des aptitudes nationales pour qu'il aboutisse à ses fins. Une certaine division sociale du travail s'instaure, et la reconversion de la société nationale en entités spirituelles et non-spirituelles, s'ajoute aux autres phénomènes de la misère sociale et économique.

Ce qui est d'actualité, à travers nos propos, c'est ce questionnement sur le rôle qu'aurait joué le semblant d'éveil spirituel, une association d'enseignement religieux agréé par une administration coloniale et dans un cadre politique discriminatoire et répressif. L'exemple des Oulémas est édifiant, historiquement parlant.

### ***Abdelhamid Ben Badis : une relique du nationalisme religieux***

Sur les colonnes du *Courrier de Tlemcen* (N° 1171, du 15 juin 1883), nous lisons qu'un concours d'accès à la Faculté de droit d'Alger, est organisé et comportant des compositions sur le Code civil et le Droit romain (pour la 1er année de licence), sur le Droit romain et la Procédure civile (2e année de licence), enfin sur le Droit commercial et le Code civil (pour la 3eme année). Un concours destinés aux enfants des colons. Les "indigènes" se contenteront du certificat supérieur d'études de législation algérienne et de coutumes indigènes. Il porte sur les coutumes indigènes, le Droit dit musulman est d'ordre coutumier et non une législation en ce temps de la colonisation.

Mais ce qui retint notre attention dans ce numéro, c'est cette pétition émanant d'une Société algérienne pour la protection des colons et l'avenir de l'Algérie, priant les lecteurs d'adhérer à l'initiative. Le texte est adressé aux députés et sénateurs de l'Algérie coloniale, et dans laquelle nous retrouvons le nom de Si El-Mekki Ben Badis, le père du futur cheikh Abdelhamid, qui fut un ancien kadi, assesseur près du tribunal de Constantine, conseiller général et Chevalier de la Légion d'honneur. Le notable musulman, lit-on dans la pétition :



*demandait dans une brochure publiée en 1875, l'internement par mesure administrative, des indigènes sur le compte desquels l'autorité locale fournirait des renseignements pouvant les faire regarder comme dangereux.*

La pétition, en se référant au texte du père de Ben Badis, demandait une "loi sur la relégation des récidivistes indigènes dans nos colonies lointaines" ; par récidivistes il faut entendre ceux qui ont pris les armes contre l'autorité coloniale. Dans la même loi, il est prévu que dans le cas de vols, la responsabilité de la famille même du "malfaiteur qui habituellement, profite des crimes commis par quelques indigènes de la tente".

Mieux encore, en se référant à ce juriste en Droit et coutumes indigènes demande "la prompte exécution de la loi sur la propriété individuelle, afin de transformer les mœurs du fellah arabe, en l'attachant au sol qu'il cultive et détruire en lui, autant qu'il sera possible, les mauvais instincts développés par la misère et par une mauvaise éducation". Pour y remédier à cela, il est exigé de créer de nombreuses, contrôlées par l'Autorité académique, destinées à faciliter le développement moral et intellectuel des "indigènes".

Pourtant, ce n'est toujours pas exact que "le feu ne donne naissance qu'aux cendres", puisque le fils et futur fondateur des Oulémas musulmans, aura à tirer sa révérence de cette douloureuse expérience familiale. Au-delà de toute subjugation de ce futur cheikh et de son œuvre, il est intéressant de noter l'urgence d'une analyse critique de l'histoire et du parcours du jeune Abdelhamid et de son imprégnation du socle familial, qui reste en premier lieu, de nature féodale. Comme il est intéressant encore, d'évoquer ce paternel totalement inféodé à "l'œuvre civilisationnelle de la colonisation", à travers un événement qui a défrayé la chronique en son vivant : le dossier des forêts qu'a connu l'Est algérien aux débuts de années 1880.

El-Mekki Ben-Badis publia, à cet effet, une brochure intitulée "Réfutation des erreurs et fausses appréciations relatives aux incendies survenus en août 1881", il soutenait la théorie de la combustion spontanée de certains types d'arbres, tout en écartant les méfaits plausibles des habitants locaux ou de celle des colons à la recherche de terrains pour l'exploitation foncière. Il s'exprimait ainsi : "Parmi ces causes nous ne parlerons que de la plus extraordinaire. Il existe dans les forêts deux espèces d'arbres : le Merek (Vindum officinale) et le Affer qui s'enflamment par le frottement, fussent-ils verts. Ce fait est constaté dans le Koran (Sourate de Ia-Sin) chacun peut rechercher ce passage et en prendre connaissance".

Huit ans après la publication de ce réquisitoire du père lettré et agent de l'administration de l'Empire colonial, Abdelhamid naîtra dans un tout autre contexte politique et social. Un contexte qui donnera naissance à des mutations sociologiques au sein des petites couches de la paysannerie algérienne en les transformant (pas tous, évidemment), en dockers, ouvriers-agricoles "khemmas", ouvriers des rails, et travailleurs journaliers. Pour ce qui est de l'instruction et de la formation supérieure ne sont admis que les enfants de la bourgeoisie terrienne, acquise à "l'œuvre coloniale" et à celle qui "ranimaient la flamme sous l'Arc de Triomphe" lors des 14 juillet.

Il est vrai que Abdelhamid Ban Badis est le plus favorisé par l'écriture de l'Histoire culturelle de l'Algérie, version Aboukassem Saadallah et consorts. Mais en la plaçant dans le contexte géopolitique de son époque, nous ne pouvons passer sous silence l'exemple de ce numéro du mois de novembre 1938, du journal *Echihab* où à la une, où Ben Badis rendait un vibrant hommage à Mustapha Kemal, sous le titre "Moustafa Kamal, rahimahou allah". il le qualifié de "moudjahid" qui a rendu à l'Islam ses lumières en anéantissant l'obscurantisme ottoman. Un écrit qu'il serait intéressant d'actualiser dans notre contexte rétrograde. Cela ne fait de Ben Badis un laïc, c'est certain qu'au demeurant il restera imprégné de sa formation religieuse, teintée de la pensée phénoménologique de la fin du XIXe siècle, à l'image de la pensée d'un Afghani ou d'un Abdou.

Mais sur quelle force sociale reposait Ben Badis, afin de mener son combat idéologique ? La petite bourgeoisie commerçante est cette catégorie sociale totalement exclue du circuit économique dominé par le capital financier colonial. Une formation sociale qui ne porte aucune perspective, ni politique, ni économique dans la production dominée par l'alliance de la bourgeoisie coloniale européenne et la féodalité terrienne locale. Cette dernière avait mis aux services de la première, un des instruments les plus audacieux et des plus aliénants de la société colonisée : les zaouïas et les confréries domaniales.

Au-delà du discours moralisateur des tenants de la constance des valeurs sociales et historiques, Ben Badis, réduit aujourd'hui à une simple icône dénuée de tout attache avec l'histoire sociale en Algérie, se retrouve dans l'anti-chambre de la mémoire collective. Pourtant de son vivant, les témoignages et des plus controversés, affluent des uns et des autres. Pour dire que l'homme ne passait jamais inaperçu de part ses actions que ses écrits.

C'est ainsi que l'organe du Parti Socialiste-SFIO, *Le Populaire*, du 02/09/1934, titrait violemment ses pages intérieures par "Pogrom 1934" pour évoquer les sanglants événements de Constantine entre les communautés musulmane et juive. Le quotidien fait acte de l'intervention des différents responsables des deux communautés afin d'apaiser les esprits des uns et des autres.

"Les seules décisions sagement prises, note le quotidien, le furent en dehors des autorités, par M. Lellouche, Conseiller générale et président du Consistoire israélite d'une part, et par le docteur Ben Djelloul et le cheik Ben Badis Abdelhamid de l'autre."

Le premier ordonna aux rabbins de tous les temples de Constantine d'éviter "tout commentaire sur les faits du vendredi, tout rassemblement, toute exagération", tout en se rendant en personne, dans ces temples afin d'exhorter les fidèles à la retenus et au bon sens. De leur côté, Ben Djelloul et Ben Badis rassemblèrent, le samedi 4 août, les musulmans, non dans une salle comme l'exigeait d'eux l'administration, mais devant la Grande Mosquée de la ville et à l'heure de la prière du maghreb et ils convièrent les fidèles "à rester maitres de leurs nerfs", tout en promettant à cette foule montée par l'incendie de la mosquée de Constantine, "que la justice était saisie des incidents de la Mosquée, prononcerait les sanctions nécessaires, et invitèrent leurs auditeurs à rentrer chacun chez soi."

L'intervention des deux membres du Congrès Musulman d'Algérie (CMA) a certainement évité l'entrée du pays dans une véritable guerre civile intercommunautaire, dont le contenu religieux allait handicaper et à jamais, la lutte politique nationale.

Bien que présenté comme un anti-bolchévique et notoirement anti-communiste, Ben Badis n'était nullement un fanatique, bien que dans l'association des Oulémas, le wahhabisme fraîchement ramené par cheikh El-Okbi, commençait à se propager parmi les élèves. Ben Badis était bien un réconciliateur et un pacifiste au regard des forces politiques nationale de son époque.

Dans une lettre, qu'il adressa à la rédaction du *Matin* (N° 18627, du 21 mars 1935) et en réponse à certains des "griefs articulés contre l'association qu'il préside et notamment à situer la part du panislamisme dans le développement du malaise algérien". Il affirmait que les Oulémas musulmans algériens n'ont jamais reçu et ne reçoivent pas d'ordre du Comité syro-palestinien (allusion faite au Prince Chakib Arslan et au muphti Al-Husseini d'Al-Kods de l'époque). Plus loin, il précisera que son association ne régit aucune école coranique et qu'aucune parole hostile à la France n'a été prononcée dans les établissements où enseignent les sociétaires des Oulémas.

Notre apostolat précisait Ben Badis est "essentiellement et limitativement religieux, ne saurait inquiéter la puissance française que dans la mesure où, dans son expression souveraine la plus haute, celle-ci nourrissait le dessein de porter atteinte, dans le gouvernement des musulmans, à la religion musulmane",

Tout en notant que les Oulémas musulmans au sein de cette association, n'ont jamais "pris aucun conseil d'aucun bolchévisant. Le communisme ? Tout le monde cherche à le contenir où à l'intimider. Mais qui le combat ici ? Nous seuls. Nous le défions bien de se servir des masses qui ont reçu notre enseignement."

Nous sommes bien loin de ses dires, sur "le communisme est la levure de l'humanité" selon les "communistes" algériens. Mais le 5/7/1935, le CMA vote une motion de confiance et de sympathie au Front Populaire de France, et le 20 août de la même année, l'enseignant de la mosquée de Sidi Lakhdar (Constantine), se rendait à Paris au siège du quotidien *L'Humanité*, en compagnie de Lamine Lamoudi, directeur du journal algérois *La Défense* et traducteur du cheikh.

C'est dans un paternalisme des plus exorbitants que le quotidien du PCF reprit les quelques propos de Ben Badis, venant déposer un document de propositions de réformes intéressant les domaines sociaux, culturels et politiques. Le même quotidien, qui pris avec attention les revendications des Oulémas, considère que le texte est empreint de "modération et de bons sens politique", en reprenant les propos de Ben Badis qui précise que "si nos modestes revendications étaient admises, jugez quel ascendant précieux la France gagnerait sur l'Islam. Voyez comment l'Angleterre a su céder à la pression en Egypte, en Irak. Quoi ? En Algérie, au Maroc, en Tunisie, en Syrie, la France – dont nous espérons qu'elle a au moins autant de cœur – aurait-elle moins de perspicacité que l'Angleterre".

Mais la tribune "communiste" ne pouvait que reléguer le discours de la nouvelle administration coloniale, puisqu'au même moment où la délégation était à Paris, le muphti d'Alger se fait assassiner et l'accusation fut portée au cheikh El-Okbi comme instigateur potentiel. Sur cette expéditive inculpation, *L'Humanité* relève qu'El Okbi est "l'ascète, haute conscience, un des Ulémas, un des délégués à Paris" et que cette tentative de disculper l'association et le CMA, c'est pour les faire passer pour des bandits, en faisant le jeu de ceux qui voyaient dans le CMA, un contre-pouvoir au sein même de la féodalité coloniale.

L'Islam dans le contexte colonial, soumis aux intérêts financiers et économiques de ceux qui défendaient la tradition des beyliks, fut un tremplin de valeurs contradictoires. De même, pour ceux qui prônent le réformisme au sein de la tradition et le combat contre l'obscurantisme ottoman. N'oublions pas que les uns et les autres sont soumis à l'agrément de la Loi 1901 relative aux associations et formations politiques.

Mais l'affirmation à une appartenance religieuse pouvait-elle contenir une forme de résistance à l'aliénation coloniale, dans une population marquée par l'illettrisme et la misère de classe. L'histoire ne peut léguer à une association à caractère religieux le rôle de cet instrument d'éveil des consciences sociales, alors qu'elle ne fut qu'un instrument supplémentaire de détournement des luttes politiques et sociales. Que les choses soient claires.

Les Oulémas ont formé un outil d'instrumentation du fait spirituel, tout comme l'administration coloniale des Habous, non comme un contenu de libération, puisque le mouvement nationaliste a pris cette tâche pour son compte, mais bien celui de diluer l'appartenance sociale et culturelle dans la seule pratique religieuse. Nous ne pouvons estimer le rôle des Oulémas que dans le contexte d'une lutte entre deux instruments d'une même composante féodale acquise au colonialisme, sans trop le déranger.

## **Djamila Debèche : au pays du non-dit !**

**21 Nov 2013**

"Patience, patience,/ Patience dans l'azur !/ Chaque atome de silence/Est la chance d'un fruit mur !" Palme, Paul Valéry

Les grandes absentes des différents Sila demeurent nos écrivaines qui ont fait le bonheur des librairies et bibliothèques à travers le monde. L'une d'elle se nomme Djamila Debèche (1926-2011 ?) qui disparut dans le silence le plus total, à son domicile parisien rue Raffaëlli. Journaliste à Radio-Alger, conférencière, militante des droits de la femme musulmane, éducatrice et première romancière algérienne. La native du Ghriss (au nord-ouest de Sétif) n'a eu droit qu'à la postérité monographique d'un Jean Déjeux, le "policier de la littérature algérienne" (Kateb Yacine) ou à des études "idéologiques" de certaines universitaires du cercle algérois ! Elle demeure mal lue et donc "méconnus" puisqu'elle ne reçoit pas l'attention qu'elle mérite en regard de l'intérêt que le milieu universitaire et la critique littéraire en général accordent à l'œuvre d'écrivains "consacrés".

La critique médiatique, réalisée pour la plupart du temps par des journalistes-femmes, rejoignent la savante hiérarchie universitaire pour n'octroyer que de bons points à un panel d'écrivaines couronnées par la consécration outre-continent. Le reste ne reçoivent aucune attention qu'elles méritent et déclinent vers l'outre-tombe. C'est les questions d'abondant et d'exclusion qui se posent à nous une fois de plus. Entre Leila, jeune fille d'Algérie, Aziza, et Le droit de vote des femmes musulmanes, une voix nationaliste s'est élevée en pleine contradiction principale entre impérialisme coloniale français et nation colonisée qui nous incites à faire face au discours facilitateur de l'assimilation dans le moule du maître assimilateur, en appelant à relire les écrits de Debèche sur la base des nouvelles approches critiques, notamment socio-anthropologiques, loin de toute pratique de compartimentalisation du texte littéraire qui ne cesse d'établir "un dialogue permanent avec le milieu social et culturel où il se produit". Les travaux jusque-là de notoriété académique certes, mais largement insuffisants en termes de nombres d'écrits touchant à une période largement suffisante pour mener des prospections approfondies, ne serait-ce qu'au seul niveau de la documentation disponible en Algérie dont le préalable méthodologique s'impose avec acquiescement.

### ***Coexistence culturelle ou discursive***

Il y a lieu de situer la production de Debèche dans son contexte historique, un préalable de rigueur. Trois essais, deux romans, une dizaine d'articles et des émissions radiophoniques forment la production textuelle et non-textuelle de l'auteure, étalée sur vingt-ans selon notre décompte et qui débuta dès l'âge de 19 ans avec le conte Les Ben Lockri, conte d'après une histoire vraie, publié dans la revue Terre d'Afrique du 1/1/1947, ce premier texte de fiction est précédé en 1946, par un article sur La femme musulmane dans la société, dans la même revue aux côtés de Me Paul Buttin (1893-1966), de Me Augustin-Belkacem Ibazizen (1897-1980) et de Claude-Maurice Robert (1895-1963), une présence très remarquée parmi des personnalités de renom et certainement qui n'attendait l'intervention d'un "grand-père qui était un ami du

prince Louis de Monaco", comme le signale Ch. Achour dans son article du mois de mars 2013, tout en faisant apparaître Debèche comme cet être de luxure féodale au sein d'un univers de misères. Une écrivaine dont le sort a été ficelée par une certaine critique monographique. En s'arrêtant sur l'une des plus rares interviews que donna Debèche en 1990 à une universitaire algérienne installée en Allemagne dans le cadre d'une thèse, travail bien méritoire, auprès de l'université de Stuttgart, Christiane Achour tente une sorte de procès d'intention à la seule condition sociale de la première auteure maghrébine puisque sur les 4556 mots qui composent le texte d'Achour, nous relevons deux thèmes principaux traversant cette réflexion, à savoir la «géographie» et les «groupes sociaux» en termes de famille et hérédité, avec un total de 341 mots faisant référence à des lieux, des territoires, des pays, des oncles, des tantes et fratrie.

Autour de notre première écrivaine et militante de la condition féminine, il y a lieu de relever qu'une seule thèse universitaire lui a été consacrée en 1993 à l'université de Francfort-sur-Main, précédée par un article de soutenance dans le numéro spécial de la revue Cahier d'études maghrébines, en 1990. Depuis, nulle trace d'écrits scientifiques ou de réflexions analytiques et le pourquoi de la question est à chercher dans la situation actuelle de la recherche universitaire qui est soumise aux exigences des nouveaux médias quant aux critères de solvabilité d'un auteur par rapport à d'autres.

### *Quatre-vingt-sept ans après...*

Quatre-vingt-sept ans se sont écoulés depuis la naissance de l'auteure de Leila et Aziza, cette nuit de la chair juvénile, soumise/insoumise à l'ordre culturel considéré comme séculaire. Que dire ou écrire sur le silence de la fondatrice de la littérature féminine en Algérie, si non qu'elle s'est tue devant la dérive de ses frères et sœurs de combat. A l'indépendance politique, elle a opté pour un coléreux positionnement de ne blâmer personne, ni dans sa vision des choses, ni dans son amour propre. C'est un silence qui méditait la mémoire face à cet ensemble qui partait, en formation hétéroclite, à l'assaut d'une indépendance totale. Enfants de fellahs, de petits commerçants et, d'ouvrier de propriétaires terriens, ils accumulaient tous un même savoir hétérogène: la double aliénation de l'être et du devenir. L'école de la république coloniale et les medersas féodales se joignaient en une intersection de l'histoire sociale en faisant de cette futur petite-bourgeoisie patriotique révolutionnaire, à l'assaut du ciel, une formation politique sans perspective socio-économique de classe de loin devant la proche expérience de la lutte de l'affirmation nationale dans une ère impérialiste, qu'était la lutte du peuple vietnamien. "Nous étions jeunes et nous n'avions pas une formation politique requise pour être des révolutionnaires professionnels", diront-ils, oubliant que seul un parti programmatique de la classe ouvrière pouvait déterminer la forme d'un professionnalisme de combat. La question fut de l'ordre des absents au sein d'un PCA européenisé et un nationalisme réformiste bien imitateur d'une société à deux vitesses.

Pour notre auteure, la question cruciale de l'identité de soi est posée en termes de croyance historique. Une jeune femme algérienne issue de la féodalité et assise au banc de l'école coloniale ne peut qu'être confrontée à la double réalité de l'exploitation sociale, d'un côté avec son lourd héritage moyenâgeux, et de l'autre, économique le tout dans une société à mode de

production semi-féodale et semi-capitaliste que dirigent les monopoles européens. A travers l'existence même de Debèche c'est une Algérie de l'errance qui se déploie le long de ses écrits et face à cette réalité une force, issue de cette composition, émerge dans les contradictions sociales et économiques que traverse la métropole coloniale, une force nationaliste que dirige une des tenants de la féodalité algérienne, l'Emir Khaled, au sein du mouvement Jeune Algérie où il sera beaucoup question de réformes et d'associations avec le peuple français que d'indépendance politique. Un nationalisme rompant mettant en exergue la valeur spirituelle afin d'idéaliser une nation matériellement exploitée.

Si Zineb Ali-Benali reconnaît que "usqu'en 1954, et en dehors de Djamilia Debèche, aucune Algérienne ne prend part au débat public" (p.477), elle n'hésitera pas de gratter "la séparation de classe" qui marque cette riche musulmane (Zineb A. Benali) de ses sœurs de l'indigénat. Propos qui introduisent la perplexité dans toute lecture à faire sur l'œuvre de Debèche, qui pourtant, devrait s'exercer aujourd'hui à la lumière des nouveaux outils d'analyses du texte littéraire.

### *Sous le soleil d'un nouvel Humanisme*

Redéfinir le parcours littéraire de notre première écrivaine est une entreprise des plus périlleuses et surtout éloigner du carcan idéologique dont elle a été soumise depuis les années 80 du siècle précédent pour en faire une oubliée en somme de l'histoire littéraire, cette dernière qui reste à revisiter et à placer dans le contexte de l'époque de l'écriture de Dahmane, enfant de la Casbah (août 1946) et Les Béni Lockri (février 1947), une fin de guerre qui s'ouvre à la valeur d'un Nouvel humanisme permettant l'apparition d'une Littérature de l'intranquillité (Fernando Pessoa) qui n'est autre que la pratique langagière de l'écrivain francophone qui « est fondamentalement une pratique de soupçon » (Lise Gauvin, 1990 ; p.17).

Les régimes de Léon Blum (16/12/1946 – 16/1/1947) et de Vincent Auriol (16/1/1947 – 16/1/1954) ont été marqués, à première vue, par le chiffre 16, la cosmogonie de la IV<sup>e</sup> République avec une Constitution qui instaura la Régime de l'Indigénat (27/10/1946) et la distinction des Collèges électoraux, pratiques émanant d'un ensemble de réflexions «sociologiques» et «philosophes» que menaient des ethnologues-médecins et autres missionnaires qui évolueront dans l'administration politique de l'empire colonial, et dont l'intervention dans de multiples domaines génèrent une circulation des concepts. L'exemple le plus usité est «l'assimilation» qu'il faut préciser à la lumière des récentes études, notamment celles d'Emmanuelle Saada, qui assimile ce concept à celui de «l'imitation» au degré de la singerie. Selon les usages communs «l'assimilation» est l'application intégrale des lois françaises aux colonies à une forme de centralisation administrative et enfin, plus globalement à une œuvre de transformation sociale et culturelle. Par cette dernière, il faut relever une polysémie du contenu :

Il peut s'agir de transformer les indigènes à l'image des colonisateurs ;

Ou au contraire de les laisser «évoluer dans leur civilisation», c'est-à-dire à un rythme et dans une direction propre.

L'écrivaine algérienne a-t-elle assimilée l'institution coloniale au point de l'imiter au profit de ce transformé elle-même en colonisatrice à la peau bronzé ? Il n'est pas de notre compétence de répondre, à partir de cet angle, à une démarche jusque-là teintée « d'universalisme » mais au contenu radicalement nationaliste. Debèche s'est nettement assimilée aux valeurs de l'idéologie coloniale qu'elle a eu la force de plume de convoitises tout un savoir qui la porterait au haut de l'échelle d'une conceptrice de la colonisation en tant que machine à exploiter son propre genre humain. Nous ne pouvons assimiler une telle grossièreté, alors que les études historiques les plus sérieuses par leur objectivité et intransigeance méthodologique montrent qu'une culture peut essayer d'en dominer une autre, sans pudeur et agressivement et l'enseignement a été le terrain de prédilection pour l'affrontement de ces deux cultures (l'écrasante et l'écrasée, dirons-nous).

Le fait historique le plus marquant est que l'empire colonial français s'est stabilisé entre la fin du XIXe siècle et la Seconde Guerre mondiale. Cette stabilité s'est dotée de moyens coercitifs de plus en plus performants face à des populations hétéroclassées qui pensaient que le fait de la domination coloniale est insurmontable historiquement. Au sein même de ce mode de pensée est née et évolue Debèche, un contexte culturel dominé par un certain retour à l'humanisme du XVIe siècle que renouvela Karl Jaspers et le Cercle des rencontres philosophiques de Genève, juste après 1945, sous la dénomination de Nouvel humanisme. Dans ce texte intitulé Conditions et possibilités d'un nouvel humanisme, il est surtout question de politique, d'évolution de l'homme à travers l'histoire, d'existence et de causalité. L'homme et sa condition sont au centre d'intérêt de la pensée de Jaspers et que la prise de conscience est provoqué par «la liberté» et «la transcendance», que cette dernière s'adresse à l'homme à travers la liberté de l'individu qui « n'est qu'une réalité évanescence » et qui en devient le centre de la préoccupation universelle. C'est au sein de cette instance philosophique qu'une pensée littéraire a nettement dominé dès la fin du XIXe siècle colonial (notamment en 1895), par Stéphane-Georges Lepelletier de Bouhéliier, dit Saint-Georges de Bouhéliier (1876-1949) qui déclara la mort du Symbolisme en s'inspirant par le «désir de concilier la vérité et la beauté dans l'art en exaltant les mystères et les splendeurs de la vie et la vertu du civique», en rédigeant Le Manifeste naturaliste, qu' Emile Zola encouragea la rédaction et la publication puisqu'il s'y inspira sur le plan philosophique. Eloignant toute abstraction et mysticisme nébuleux dans l'art et la littérature, le mouvement de Bouhéliier prône un retour à la sensibilité immédiate et à la vie dans son quotidien et sa simplicité et nous compterons bien parmi les écrivains inspirés par cette école, sans y être comptés parmi ses représentants, André Gide avec Les Nourritures terrestres, Joachim Gasquet, Francis Jammes et Paul Fort. Dans son Manifeste (1897), Bouhéliier écrivait : «Nous chanterons les hautes fêtes de l'homme. Pour la splendeur de ce spectacle, les poètes convoqueront les plantes, les étoiles, les vents et les graves animaux. Une littérature naîtra qui glorifiera les marins, les laboureurs nés des entrailles du sol et les pasteurs qui habitent près des aigles. De nouveau, les poètes se mêleront au tribus».

Se mêler à la tribu est aussi un retour aux racines du ressourcement culturel où le personnage Leila, d'origine saharienne, ne s'empêche pas de fréquenter une école catholique pour fille à Alger, ni d'être adopter par une famille européenne (les Larmont) afin de poursuivre, en fin de



parcours du roman, sa mission d'éducatrice au sein de ses consœurs de ce grand sud algérien. Le premier roman de Debèche est certainement le couronnement de textes précédemment publiés, à savoir Dahmane, enfant de la Casbah (in, Méditerranée, 3/8/1946) et Les Ben Lockri (1947) sur les colonnes de la revue Contacts en Terre d'Afrique (Meknès, Maroc), dans la même revue Debèche publia La Femme musulmane dans la société, (été 1946), aux côtés de Maître Ibazizen (1890-1980) et Me Paul Butin.

L'engouement pour les questions féministes place certainement notre première romancière aux rangs des rangs des chantres de ce même combat en cette première moitié du XXe siècle, à savoir l'égyptienne Huda Sharawi (1879-1947) et la tunisienne Bchira Ben Mrad (1913-1993), la fondatrice de l'Union Musulmane des Femmes Tunisiennes (1936-1956). C'est encore l'unionisme féministe qui traduit ces valeurs humanistes en cours durant l'entre-deux-guerres, qui permit à l'auteure algérienne d'être proche de l'équipe de la revue Les Cahiers du Nouvel Humanisme (CNH), initié par S.-G. Bouhélier et que dirigeait Lucien Poyet et le peintre Jean Arzac. Une publication qui ouvrit largement les portes à des Algériens comme le poète Ameer Hanafi, le philosophe Koribaa Nabhani et lança le romancier Mouloud Feraoun qui édita son premier roman à compte d'auteur avec comme premier titre Menrad instituteur kabyle (205 pages).

Il y a lieu de rééditer Aziza (imprimerie E. Imbert, 1955. Alger. 181 pages) et Leila, jeune fille d'Algérie (Imprimerie Charras, 1947. Alger. 191 pages), deux textes à la portée de notre jeunesse afin d'instruire pour mieux construire.

## **Théâtre algérien: un exemple d'ostracisme**

**08 Avr 2015**

Le théâtre est d'abord un lieu de l'histoire avant de se transformer en acquéreur du lieu de mémoire et le besoin pour tout peuple d'un "fictionnement" du politique par l'art, et les dangers que ce besoin représente. Le phénomène est désormais incontournable pour les sensibilités des différentes populations et de leurs cultures.

La "muséalisation" et la "mémorialisation" des événements au-delà de leur inscription dans un contexte d'attachement à un événement précis, nous interrogent sur la vaste optique interculturelle de questionner, ce qui est fondamental dans ce genre de problématique, à savoir l'histoire culturelle.

L'histoire du théâtre algérien s'inscrit par l'absence d'historiens du 4e art. Les articles de presse, pour l'essentiel, quant aux thèses et mémoires universitaires confortent l'incertitude chronologique de l'apparition de cette gestuelle scénique en Algérie.

Six dates sont proposées aux chercheurs cloisonnés dans un débat, jusque-là, de nature formelle. En effet, 1920, 1926, 1947, 1958 et 1963 sont proposés comme dates butoirs de la première manifestation théâtrale omettant certainement, que cette même première représentation s'est faite dans "le lieu où l'on voit", cet hémicycle entourant l'orchestre, selon la définition de mot grec théatron. Il n'y a donc pas de représentation sans un espace de jeu.

L'histoire du 4e art algérien est à inscrire aussi dans les années d'édifications des premières salles d'opéra et les premiers cercles de formations dramatiques, des lieux où l'homme était au centre de la mise en scène, de la gestuelle, du jeu et de la lecture. Sur ce plan, rien n'a été enregistré par tous ceux qui se sont intéressés au théâtre algérien à travers ses trois expressions notamment. De cette histoire de l'art dramatique algérien découle un ensemble de faits peu connus, au sein desquels un certain nombre de noms de comédiens et dramaturges ont été soit ignorés volontairement, soit rayés par méconnaissance méthodologique en théâtrologie. La seule critique, restant en vue en Algérie, est d'ordre journalistique, enfermée dans des limites et contradictions contraignantes.

L'absence d'écrits en termes d'analyses sur cette expérience dramatique fait que toute tentative d'écriture de l'histoire du théâtre algérien est vouée à une absence de rigueur et soumise à une imprécision documentaire flagrante. La présente contribution traduit toute la difficulté de collecter certaines données sur cette histoire. "Théâtre en Algérie" et "théâtre algérien" sont des appellations intimement liées par une construction-destruction d'un phénomène artistique que le fait historico-idéologique a imposé dans une tradition socioculturelle "étrangère" à l'architecture de "l'orchestre".

Le 4e art en Algérie est une réelle nouveauté culturelle, tout comme le cinéma ou le roman dit d'expression française imposée par un siècle et demi de colonisation génocidaire. La réflexion historiographique impose d'abord l'appropriation des faits et de déceler ensuite les mutations

les plus productives de cet art de scène. La désignation "théâtre algérien" fait oublier à certains chercheurs (1), le long processus de la fondation du théâtre dans cette ancienne colonie française, à l'instar de la Tunisie et du Maroc. Un chapitre de l'Histoire qui permet de saisir le rapport entre les notions d'histoire et de dramaturgie dans un contexte particulier.

### *Naissance d'une scène théâtrale*

Loin des débats controversés, sur l'apparition du théâtre en Algérie, il semble intéressant d'évoquer la date de mai 1853 où le maréchal Randon, Gouverneur général d'alors, ordonna la construction d'une salle d'opéra, devenant par la suite Opéra Impérial d'Alger qu'il inaugure le 29/09/1853, avec à sa tête une femme comme directrice, Madame Curet de 1853 à 1859. Autour de l'édifice de la place Tantonville, d'autres salles de spectacles verront le jour, accueillant des danseuses, musiciens, orchestres classiques, ballets et troupes de vaudevilles composées d'amateurs essentiellement issus de familles de colons.

Entre l'orchestre de l'Opéra d'Alger et les cafés-chantants, l'expérience théâtrale en Algérie suit son chemin dans une autonomie culturelle vis-à-vis de la métropole. Tout comme le mouvement de la littérature des Français d'Algérie, le théâtre œuvrait à l'édification d'une scène "algérienne" qui se suffisait par sa production dramatique et sa thématique spécifique en rapport avec une "Afrique du Nord française et chrétienne". L'histoire des salles de spectacles et d'opéras en Algérie est à réécrire dans la perspective de lever toute équivoque idéologique qui plane sur les deux rives de la Méditerranée.

Dans cet esprit, nous signalerons la contribution, combien ignorée en Algérie, d'un groupe d'hommes et de femmes qui se sont voués à l'action dramatique que certains comparent, à tort, avec le «théâtre pontin» de William Ponty, en Afrique noire, pendant les années 30 et 40 du XIXe siècle. Nous évoquerons la contribution de Jean-Marie Combe, un comédien qui interpréta, en 1953, le rôle principal dans Soldat fanfaron de Paul Granjean et son rôle dans la création du théâtre amateur en Algérie de 1946 à 1954. Pour cet Algérieniste, les troupes théâtrales françaises se produisaient dans des salles, en plus de l'Opéra d'Alger, comme le «Colisée», le «Casino de la rue d'Isly», «Alhambra», «AGEA» et le théâtre des «Trois Baudets».

### *De Combe à Ronfard*

En 1950, Jean-Marie Combe rencontrait Georges Sallet à l'«Otomac» (rue Michelet, Alger) le fondateur, en 1949, du Centre Culturel Interface (CCI) afin de recruter des étudiants de la Faculté d'Alger, du Conservatoire municipale et des Beaux-Arts. G. Sallet, un chargé de cours à la même fac, fréquentait à Paris les cénacles de Jean-Paul Sartre, de Boris Vian, d'Henry de Montherlant et celui de Jean Cocteau. Combe faisait partie de la troupe «Théâtre de la Rue» dont le directeur et metteur en scène n'est autre que Paul Granjean, alias Génés, un professeur de français et de latin dans un lycée d'Alger qui a traduit Plaute aidé de Jean-Pierre Ronfard (1929-2003) et de sa femme, Moussia-Marie Cardinal, décédée en 2001.

Parler de Sallet et de Combe, nous invite à évoquer le Centre Régional des Activités Dramatiques (CRAD) fondé par Henri Cordreaux aux côtés de François Becht et Geneviève

Bailac, cette dernière animait la troupe Le Théâtre des copains. Parmi les proches de Cordreaux, nous citerons J.-P. Ronfard, un Français de naissance et Québécois d'adoption, qui peut-être considérer Algérien de formation théâtrale. Lui qui avait poursuivi une agrégation de philologie et de grammaire à la Faculté des lettres d'Alger où il a aussi enseigné. Durant les années 50, J.-P. Ronfard fera partie de l'équipe théâtrale de Cordreaux, au sein du Service des mouvements de jeunesse et d'éducation populaire aux cotés de Philippe Clément et d'Abdelkader Alloula.

Toute cette expérience est évoquée par Cordreaux, dans un article datant de 1955 (2), dont la création en 1952 de l'équipe théâtrale et sa réception au sein du public français et arabe. J.-P. Ronfard était aux cotés de Cordreaux à Alger, en 1955, lors de la création de l'Association des «Amis du théâtre d'expression arabe», sous les hospices de M. Aguesse, chef du Service de l'Education Populaire en Algérie. A la question «Qu'est-ce que le théâtre ?», le fondateur du théâtre Québécois, répondait : «C'est une célébration du mensonge et le plaisir que l'on a c'est quand on nous y fait croire». ce «modèle d'artisan culturel», novateur de la forme et de la matière théâtrale a bien fait ses débuts au sein de l'école dramatique algéroise en partageant les tournées de la troupe à travers salles, écoles et petites villes de la plaine de la Mitidja, à 60 km d'Alger.

J.-P. Ronfard a certainement fait d'heureuses rencontres avec un Mustapha Gribi, un Mustapha Kateb et du futur dramaturge Abdelkader Alloula. J.-P. Ronfard aurait pu contribuer énormément à la création du Théâtre national algérien tout comme l'était son œuvre à Montréal à partir de 1960. L'expérience algérienne de Ronfard mérite plus qu'un occasionnel rappel. Une page de l'histoire du théâtre canadien est désormais enrichie par l'évocation de l'expérience théâtrale algérienne.

La construction des salles d'opéra a, certes, pour objectif de divertir les Européens d'Algérie, mais au-delà du simple parterre d'accoutumance, la présence même de cet ensemble architectural est une annonce en soit d'un renouveau historique de l'art dramatique. Cela n'empêcha nullement des Algériens de créer des troupes de délassement que l'administration coloniale favorisera en gardant un strict contrôle policier sur le choix des représentations. C'est la période «moliérienne» pour certains Algériens exerçant sous la coupe de Mahieddine Bachetarzi (1897-1982) et qui finiront par se tourner en direction de la contestation sociale et politique tout en restant fidèle aux choix dramaturgique. Ce sont ces comédiens qui jetteront les prémisses du Théâtre national algérien à travers l'expérience de la Troupe artistique du FLN, donnant naissance, en 1963, du Théâtre National Algérien (TNA) avec Mustapha Kateb, Mohamed Boudia et Jean-Marie Boeglin.

### ***Laconisme et ostracisme vainqueurs***

Marcel Maréchal considérait que pour le comédien de théâtre, il s'agit «d'acté» sur scène. Les premiers mois de l'indépendance politique algérienne ont été un rude labeur pour les ex-animateurs de la Troupe théâtrale du FLN. Regagnant Alger via la Tunisie, M. Aziz Saïd Selma évoquait, récemment, les six premiers mois de la naissance du TNA qu'Abdelkader Safir dirigeait à partir de juillet 1962. «C'est bien la troupe théâtrale du FLN, dont je faisais

partie, qui formera le premier noyau d'un théâtre moderne dans le pays. Un premier stage d'art dramatique a été organisé en collaboration avec le Centre Culturel Français, qui a fait venir de France un dénommé M. Perinas pour une durée de six mois». C'est à cette période que le premier recrutement de jeunes comédiens et comédiennes a eu lieu, en avril 1962, par annonce dans un journal de la direction du TNA. Quarante candidats, dont 12 seulement seront sélectionnés, comprenant 08 femmes, formeront la première promotion de ce qui allait devenir l'Ecole Dramatique de Bordj-El-Kifan (ex-Fort-de-l'Eau).

Mais au-delà de la riche histoire du théâtre moderne algérien, nos propos se limiteront aux noms de ceux dont les œuvres dramatiques, généreuses soient-elles ont été soit ignorées, soit «condamnées» à emplir les poussières des années d'oubli dans des rayons de bibliothèques pour initiés. Six personnalités demeurent toujours largement méconnues du large public. Ahmed Djelloul Benhamed est en premier de cette liste et dont les informations biographiques difficilement recueillies, nous ont permis d'établir la datation estimée proche de la réalité. Né le 14 juillet 1910, à Guelma (Est de l'Algérie) et non Tlemcen (à l'Ouest). Typographe de son état dans un quotidien colonial, Le Petit Gaulois, il fut un des principaux Algériens de l'Est du pays à adhérer au sein de l'Etoile Nord-Africaine en 1933, le premier parti indépendantiste d'obédience nationaliste-révolutionnaire. Plus tard, membre de la direction du Parti du Peuple Algérien (PPA) aux côtés de Messali Hadj, il sera arrêté en 1939 après la dissolution du parti par l'administration coloniale.

Le 17 mars 1941, Ahmed Djelloul sera condamné par le Tribunal militaire d'Alger, sous administration du Gouvernement de Vichy, à cinq ans de prison, vingt ans d'interdiction de séjour dans le chef-lieu départemental et perte des droits civiques. Il décédera, en 1962, à Bab-El-Oued (Alger) dans l'anonymat le plus absolu après avoir marqué son itinéraire politique par un ensemble d'activités culturelles, une des qualités de bons nombres de militants nationalistes. M. Djelloul s'intéressait à l'écriture dramatique et certainement à l'activité même. Sur ce chapitre aucun travail historique de rigueur, ni témoignage sur l'homme, si ce n'est quelques indications bibliographiques éparpillées de certains auteurs. Ces derniers évoquent le titre d'une pièce, Haroun Er-Rachid, (en arabe) datant de 1936 et publié en Tunisie tout en mentionnant qu'il s'agit d'une «épopée poétique». Enfin un autre ouvrage est évoqué et portant le titre de La Kahina publiée à Paris chez Debresse éditions et portant deux dates d'années d'impression : 1954 et 1957, qui croire !

Le second étant Robert Belghanem qui travailla quelques mois au TNA après 1962, est un homme qui vécut le restant de ses jours à Strasbourg dans la plus grande humilité. Il serait né à Paris vers 1925 où il fréquenta un centre d'apprentissage après avoir interrompu ses études à 14 ans. Cet autodidacte laissa derrière lui une dizaine d'ouvrages, entre poésie et théâtre, demeurant méconnus du grand public. Si Ahmed Djelloul Benhamed s'est intéressé au personnage de la reine amazigh, le second publia en 1970, Spartacus, autre personnage historique qui défia l'Empire romain et qui fut porté comme symbole de tous les peuples en lutte contre l'oppression. L'homme continua à publier pièce sur pièce de 1966 à 2001, de Charge creuse à L'Ange, chien d'ivrogne, en passant par Pour Gilles de Rais, El-Gabal ou la nuit de l'erreur enfin L'Eau parleuse, n'en demeure qu'il sera ignoré en Algérie jusqu'à l'écriture de ces lignes.

Au troisième nom, nous citerons le brechtien Hadj Omar, né à Alger en 1930, débutant ses premières années d'artistes à la radio pendant les années 40. Son abnégation et son volontarisme attira chez lui l'admiration de Geneviève Bailac, fondatrice de Radio Alger-Jeunesse et André Assus, un comédien confirmé à la même chaîne. A partir de 1944, il rejoint la troupe de Mohamed Touri comme animateur du spectacle musicale où il chantera son célèbre texte Les Cireurs. En 1948, il rejoindra la troupe de Mustapha Kateb, La Joie, rebaptisée El Masrah El-Djazairi, (le théâtre algérien). Il est à Paris, en 1952,, où il s'inscrit aux cours dramatiques de Fernand Le Doux (1897-1993) à la salle Dullin. Elève de Jean Vilar, Hadj Omar l'assistera dans des spectacles de rues, tels Trèfle fleuri de R. Alberti et Dommage qu'elle soit une catin, un spectacle happening. Très affecté par la mort de son demi-frère Missoum et de sa mère, Hadj Omar sombra dans la douleur et le pessimisme le restant de ses jours. Il devait beaucoup à son demi-frère qui fut un militant de la première heure du combat algérien en France, puisqu'il sera arrêté en 1956, en Haute-Savoie avec son camarade Hadj Saadaoui. La même année Hadj Omar sera à son tour arrêté par la police française dès son retour de Varsovie où il participait au Festival mondial de la jeunesse au sein de la troupe de Mustapha Kateb. A sa sortie de prison, il rejoint la troupe de Jean-Marie Serrau en plein montage du Cadavre encerclé de Kateb Yacine. A l'indépendance, Hadj Omar rejoint le TNA que dirigeaient A. Safir, M. Kateb et M. Boudia. La scène occupe tout le restant de sa vie, oscillant de 1963 à 1979 entre l'interprétation et la mise en scène occasion, pour lui, de mettre sur pieds les enseignements de Le Doux. Il se lancera en 1963 dans le texte brechtien avec l'adaptation du Cercle de crée caucasien, qu'adapta Mahboub Stambouli (1925\_2000), en clôturant ses jours sur scène, tel Molière, par une dernière apparition dans la pièce Stop (1979), de M'Hamed Benguettaf.

L'héritage dramatique de l'homme est composé de treize textes et au soir du 28 juillet 1982, il tombera dans une totale ignorance et depuis, son nom s'éloigne de plus en plus de la mémoire théâtrale algérienne, sauf, peut-être la récente appellation d'une salle, portant son nom, au grenier du TNA ! Le quatrième et dernier dramaturge, fut Hocine Bouzaher (dit, Salim un nom de guerre du temps de la lutte armée), né le 5 janvier 1935 à Liana près de Biskra, fils du Cheikh Zoheir Ezzahiri, un érudit de l'association des Oulémas réformistes durant les années 30 et 40 du siècle passé. Décédera à Alger le 22 août 2010. «Il partait écumer les centres d'archives et bibliothèques, fouinant archives et documentation en vue de livres toujours en préparation. Il s'oubliait à la tâche, si bien qu'en rentrant chez lui le soir, il n'avait presque pas mangé de la journée. Ce rythme qu'il s'était imposé lui a été fatal», témoignait de lui l'ex-Directeur de la bibliothèque nationale et ami, M. Badjadja. Bouzaher a étudié le latin pendant six ans au lycée Saint Augustin de Annaba, où il a présenté le Bac série B. Lui, qui était responsable de la section UGEMA de Bordeaux, avait accueilli Mandouze au meeting organisé à l'Aiglon, le 21 février 1956).

Bouzaher, était le principal rédacteur de Résistance Algérienne, édition B. Il avait continué à contribuer à EL-Moudjahid tout au long de la Guerre en militant à la fédération de Tunisie en 1958 et 1959, avant de rejoindre la fédération de France, où il était le collaborateur d'Ali Haroun, membre du comité fédéral chargé notamment de l'information et de la détention). Bouzaher a publié chez Maspero, en 1960, le premier ouvrage de la collection «Voix», Des

voix dans la casbah, pièces de théâtre et poèmes libres, aussitôt saisi par le Gouvernement de de Gaulle.

Bouzaher est co-fondateur de l'Ugema, (l'Union Général des Etudiants Musulmans) membre du Conseil National de l'Ugema. Dès l'ordre de grève lancé, en mai 1956, il avait quitté clandestinement la France, où il était étudiant, pour éviter d'être arrêté. Bouzaher avait commencé à militer en 1950, à Guelma, au sein du PPA/MTLD. Il était l'ami personnel de Mohamed Boudiaf. Il fut l'auteur d'un roman, *Le printemps vient en hiver*, de *L'indépendance au jour le jour*. Dates, dits et documents, Préface de B. Benkhedda et *La justice répressive dans l'Algérie coloniale*, Préface de Ali Haroun. Bouzaher prépara un autre ouvrage sur l'empire colonial français, et regroupe tous les articles dont il est l'auteur, et qui avaient été publiés dans *Le Jeune Musulman* (1953-1954), *El-Moudjahid*, *Résistance Algérienne* édition B, *Révolution Africaine* (jusqu'en 1994).

**Notes :**

1. Bencheneb, Rachid. «L'Islam», in *Histoire des spectacles*, Paris, Gallimard, collection «La Pléiade», 1965.
2. Landau, J.-M. *Etudes sur le théâtre et le cinéma arabes*, Paris, Maisonneuve, 1965.
3. Bouzar, Wadi. *Culture en question*, Grenoble, Silex éditions, 1982.
4. Bendimred, Kamel. *Théâtre algérien entre hier et aujourd'hui*, Congrès de Marsala, 1988.
5. Cordreaux, Henri. «Théâtre et public algériens», in *La Revue théâtrale*, n° 31, 1955.

Grand Angle

## Mohamed Dib et l'écriture militante (I)

- **Vendredi 5 janvier 2018**

Nombreuses sont les voix d'universitaires algériens à s'exclamer sur Mohamed Dib. Dib est-il un mystique ou non ? Leur commune réponse est incertaine, même s'ils décèlent dans son œuvre la présence de thèmes et références à des textes de grands soufis (mystiques sunnites et chiïtes dans l'Islam. Pourtant M.D. avait bien écrit que « l'écriture est une forme de saisir du monde » (1) et que "l'écrivain (...) vient à l'écriture avec le désir inconscient de créer un espace de liberté dans l'espace imposé à tous par des contraintes" (p.61).

Mohamed Dib est à l'écriture avec « ses propres références » (p.61), avec la sensation de tomber de « l'autre côté du monde » (p.91) et frôler des univers étrangers (et non de l'étrange). L'écriture, chez Dib est faite de jeu et de représentations qui traduisent une densité d'appartenance culturelle et de vie chargées de complexité, de noblesse, de mystère « et de sa dimension humaine qui reste existentiellement universelle » (2). Dib passe, selon la perspective universitaire algérienne, jusque-là prédominante, de la dimension géographique et historique, à une « énonciation plus générale, plus dense et plus existentielle » (p.3), montrant une préoccupation ouverte, de la part de l'auteur de *La Grande maison* (1952), sur une écriture puisée et choisie dans une langue de riches (le français), pour retranscrire dans une langue de pauvres (Dib).

Depuis 1976, date de la première lecture d'une prétendue lecture du mystique dans l'œuvre de M.D., nous nous trouvons en face à une réflexion contradictoire et que nous qualifierons de serments d'allégeance à une perspective sans issue. Nous ne pouvons que nous inspirer du texte de Philippe Régner (3), afin de ne pas se plier, une fois pour toutes, sous les officines des commentateurs (ces) des textes canoniques.

### ***Mohamed Dib et la genèse d'un ancrage social***

Aux tenants du clergé des programmes canoniques, nous devons remonter aux sources de la praxis dibienne afin de dénuder les quelques « croyances officielles » (Philippe Régner) voulant faire de Dib, coûte que coûte, non un lecteur au regard critique du soufisme d'Ibn Arabi, mais un adepte de plus du talisman obscurantiste.

Le 18/01/1958, Mohamed Dib donna une interview à *La Gazette de Lausanne*, sous la plume de Georges Piroué (1920-2005) et intitulée « L'Algérie sans théories ». L'auteur de *L'Incendie* (1955) a été auparavant accueilli positivement par la critique littéraire parisienne, notamment Maurice Nadeau, qui remarquait que « Mohammed Dib était peut-être, parmi les romanciers nord-africains, celui qui, pour l'instant, risquait de nous toucher le plus ».

A la question relative à ses trois premiers romans, qualifiés par G. Piroué de triptyque, Dib précise :



"Ce qui vous apparaît comme un triptyque, je le sens comme un tout cohérent, dont les éléments se tiennent et se prolongent l'un à travers l'autre."

La question d'une « trilogie Algérie » a été tranchée par l'auteur lui-même et depuis 59 ans déjà, et la cohérence évoquée par son écrivain, relève d'une continuité dialectique du fait esthétique où l'organisation textuelle s'est réalisé « autour de thème : l'enfant, la ville » (Dib). En se référant à une expérience et à une situation réelle et non plus « qu'à une vue intellectuelle » (Dib), l'auteur parle pour les autres à travers des personnages qui ont leurs propres idées et options.

Une fois publié, Dib ne relie jamais ses propres œuvres, mais il sait que son lecteur, "respire de mieux en mieux en passant de *La Grande maison* à *L'Incendie* et qu'arriver au *Métier à tisser* on est plongé dans l'angoisse", précise-t-il.

Afin d'expliquer la présence de cette dernière, Dib procède à sa propre analyse des choses. Une angoisse vécue et née de la réalité coloniale qui impose à l'écriture un mouvement réagit par plusieurs phénomènes. L'écrivain algérien les décrypte en deux tons :

"1. L'ordre social : Les paysans sont au nombre de 8 millions environs, ils sont à la base de tous les problèmes, ils ont une conscience claire de ces problèmes, ils détiennent les moyens de défense appropriés, leurs débats débouchent sur de l'espoir, toujours.

2. L'ordre psychologique : Quitter une maison énorme et peuplée telle *Dar Sbitar*, et aller à la campagne, quelle délivrance pour n'importe qui, et à plus forte raison pour un enfant sensible comme mon personnage Omar ! De plus, pour Omar, c'est aussi là où l'on mange à sa faim, découvrir un monde sain et fraternel, où se révèle une poésie cosmique. Où l'on se sent tout bonnement au large. Ensuite, avec *Le Métier à tisser*, on retombe dans le monde étroit, mesquin, plein d'émanations, délétères, plus aggravées, de *La Grande maison* transposée dans un atelier de tissage ».

Mohamed Dib ne fera qu'énumérer les marques de souveraineté d'une seule et unique réalité fondamentale qui organise la puissance de la soumission coloniale. L'ordre social est déterminé par la puissance d'une classe sociale qui ne détient pas les moyens de production, mais le moyen de s'affirmer comme telle, face à celle qui les possède. L'ordre social est marqué par l'analyse que mène l'écrivain, en tant que militant formé à l'école des matérialismes dialectique et historique. La poésie cosmique dont il est question, est ce rythme structuré et structurant les éléments de la matière sociale, de l'ordre de l'Univers et de la présence des règles et des lois dialectiques qui le régissent.

Poursuivant ses propos démystificateurs, l'auteur du futur *Été africain*, prolonge sa réflexion sur l'état de l'individu qui est soumis à la machine exploitatrice de l'Etat colonial et dont la souveraineté n'est qu'une marque articulée dans un diagramme de pouvoir, pour reprendre Michel Foucault, s'exerçant sur un territoire bien exclu des autres.

Omar est cette marque qui se délocalise d'un espace à un autre. Une instabilité graphique dans le diagramme de l'ordre concret et réel et que, sous la plume de Dib devient une problématique collective, celle de la société colonisée d'entre 1939 et 1942, celle aussi qui "n'a pas seulement brisé certains espoirs, mais fait davantage : elle a octroyé un destin à l'Algérie", rappelle l'auteur.

La Seconde Guerre mondiale est l'événement historique qui s'ajoute à d'autres (le fascisme, le gouvernement de Vichy, etc.) afin d'enclencher un déclic de la sensation d'une

appartenance identitaire, même si le « silence de l'ère vichyste » (Dib) est venu tenter de ralentir l'émergence.

Les personnages du *Métier à tisser* forment ce lot humain qui assume le nouveau destin de l'Algérie, et « ce n'est par une petite affaire. De là, leur angoisse » (Dib), puisque la tâche est ardue et dont l'objectif premier est de détruire l'ordre colonial et non la France. Dib est clair, le but principal est celui de "détruire l'ordre odieux de privilèges qui s'appelle la colonisation et cette tâche peut-être entreprise en dehors de considérations d'origine".

Le combat n'est pas celui d'effacer une communauté au détriment d'une autre. Dib est convaincu que la contradiction fondamentale qui traverse l'Algérie des années 1950 est celle de la colonisation en tant qu'institution politique et économique face à la masse paysanne et les démunis des villes. L'écrivain parle pour les autres et « c'est un simple acte de solidarité humaine », estime-t-il, et ne peut en être autrement. La communauté de son côté, à laquelle il appartient « ne peut ni ne doit lui imposer des limites », puisque sa tâche est d'implanter sa fiction dans la réalité. L'écrivain impose son ordre et sa théorie d'une prise de conscience politique évoluant de la revendication sociale à celle de la question nationale.

Une autre appréciation de l'œuvre de Mohamed Dib émane, cette fois, sous la plume du chroniqueur littéraire de *La Gazette de Lausanne*, Jean Bloch-Michel (JBM), qui dans le numéro du 31/01/1959, intitulait son quart de page « Les frères ennemis », pour évoquer la parution du roman de Dib *Un été africain* (UEA) et de celui de Jean Pelegri, *Les oliviers de la justice*.

*Un été africain* est le quatrième roman de la formation socio-historique d'une identité politique. Avec ce dernier né du quatuor dibien, les choses continuent à se dire comme elles sont « pour que la dénonciation soit faite » (JBM). Le critique helvétique considère que Dib, "gonflait ses ouvrages d'intentions politiques qui étaient respectables mais qui en diminuant l'intensité et la valeur exemplaire" et que l'Algérie qui est montrée par les faits, rend la description à la fois « moins frappante et moins efficace », selon le critique journalistique.

Néanmoins, on reconnaît que cette Algérie qui se montre à travers ces romans est celle qui fait face à un double problème, « celui, bien entendu, de la répression », celle des Français et celle des Algériens qui y répondent à celle qu'ils y subissent.

A en juger l'auteur de la « critique », *Un été africain* est le roman des Algériens, seules les personnes de l'affirmation nationale y dialoguent et s'y révèlent, par leurs noms, leurs pensées et sentiments. Les Européens, les seuls qui « existent en Algérie, les seuls dont parle l'ouvrage, sont les policiers et les soldats ».

Un roman de la continuité de la geste dibienne qui pourrait rompre avec le modèle monographique dominant notre histoire littéraire, en incarnant une étude historique et théorique et politique du genre romanesque dibien, de ces thèmes et des problèmes qu'il pose ou interroge. C'est aux membres de la corporation de chercheurs de soulever des questionnements sur les codes de la lecture idéologique qui sont à retrouver. Il est inconcevable de couper l'herbe sous le pied de l'histoire littéraire, par des analyses littéraires limitées dans le temps et l'espace de leurs déclarations.

Nous entendons déjà des voix intérieures s'exclamer sur un dépassement des idéologies ou de pensées désuètes. Est-ce certain ? Le concept de lecture idéologique nous paraît porteur d'un projet et de méthodes d'analyses et d'investigations dont l'histoire des représentations littéraires et artistiques mêmes a tant besoin.

C'est dans UEA et les trois premiers romans qu'une composante sociale et politique est annoncée. Le quatuor dibien ne s'écrit pas dans le réel social, il le dépasse par les questionnements de leurs personnages, leurs attitudes au quotidien, leurs pensées les plus intimes et les projets dont ils rêvent ou souhaitent accomplir.

JBM s'est interrogé sur l'Algérie de Mohamed Dib, et il l'aperçut comme « pliée sur elle-même, dans sa révolte et ses souffrances », une Algérie « plus déchirée que partagée », un pays où les Français en armes, ne laissent aucun instant à la parole, et où le seul contact entre colons et colonisés s'entretient dans la violence.

Mais quelques visites hors des sentiers balisés par le catéchisme universitaire algérien, nous livrent quelques instances de réflexion sur l'homme dont l'œuvre a cependant « jeté un pont entre la conscience possible de la classe et les pensées empiriques individuelles » (4). Un écrivain primé en 1953, du Prix Félix Fénéon pour son premier roman et qu'il lui sera remis au niveau de La Sorbonne, un haut lieu idéologique de la distinction et de la consécration institutionnelle. Il sera le second auteur algérien (Indigène musulman, depuis le Statut de 1946) à recevoir, la même année un prix littéraire, après Mouloud Mammeri (1917-1989) qui reçoit à son tour le Prix des Quatre-Jurys, pour *La Colline oubliée*. Bien que Mammeri le refuse suite à la polémique médiatique de la part de ses concitoyens. Avant eux, ce fut Mouloud Feraoun qui avait reçu le prix littéraire française de la Ville d'Alger, en 1950, pour *Le Fils du pauvre*.

Primer c'est aussi priver l'écrivain d'un certain nombre de libertés de ne créer que dans le cadre de l'institution littéraire administrée par ses bailleurs de fonds et son lectorat, conditionné à recevoir l'œuvre de celui qui « contenait une promesse, et déjà quelque chose de plus qu'une promesse (...) et même, un Romain Rolland algérien » (Ch.-E. Ravnssin).

Mais le lecteur qui s'attend à une sorte de réincarnation de Romain Rolland, de Zola ou de quelque autre maître de la pensée française, risque d'être déçu, poursuit l'auteur de la note de lecture sur *Le Métier à tisser* de Mohamed Dib. Il est vrai que ce dernier trouvait dans la nostalgie de l'enfance des souvenirs, des matières inépuisables à régénérer son acte d'écriture, en s'interrogeant sur le secret les mécanismes du vécu quotidien à travers les espaces les plus diversifiés. De LGM jaillit l'immense et l'immuable désignant d'une symbolique universelle : celle où doivent se débattre les habitants de la Terre entière. L'auteur des *Terrasses d'Orsol*, n'est ni possédé par les esprits de ses aïeux, ni n'est entré en transe pour les émouvoir. Il ne culmine pas par le fait de l'écriture, dans une symbolique kabbalistique, faisant de lui un écrivain obscur et messianique. (A suivre)

**Note :**

1 – Dib, Mohamed et Bordas. Philippe, Tlemcen ou les lieux de l'écriture, in *Revue Noire*, octobre 1994, Paris.

2 - Ghebalou, Yamilé, Ep Haraoui , Esthétique de la difficulté et poétique du devenir dans l'oeuvre de Mohammed Dib et celle d'Abdelwahab Meddeb, Lyon 2, Charles Bonn, 2005, Thèse - DNR.

3 – Régnier, Philippe, Littérature, idéologie (s) et idéologie de la littérature : Un combat toujours d'actualité, in *Revue d'Histoire Littéraire de France*, Paris, 3/2003, Vol. 103.

4 – Mury. Gilbert, « Sociologie du public littéraire », in Escarpit Robert, *Le Littéraire et le social*, Paris, Flammarion, 1970, p.206.

5 – Shapiro Gisèle, La guerre des écrivains (1940-1953), Paris, Fayard, 1999.

6 – Parus dans La Nouvelle Revue française, les numéros 09, 10 et 12, Paris, Gallimard, 1953

Grand Angle

## Mohamed Dib et l'écriture militante (II)

- Samedi 6 janvier 2018

### *Mohamed Dib de formation communiste*

De 1952 à 1959, huit années se sont écoulées dans la rédaction, la correction et la publication du quatuor romanesque. L'année 1953 marque la fin de l'après-guerre pour la littérature française, comme le précisait Gisèle Shapiro (5), le Comité national des écrivains, que présidait Louis Aragon passe exclusivement sous le contrôle du PCF de Maurice Thorez. Une année après la mort de Staline et le début de la dérive du communisme soviétique, l'Algérie prépare les dernières préparations d'une lutte armée de sept années sanglantes. Cette lutte modifiera profondément la notion de l'engagement des intellectuels. J.-Paul Sartre rompt avec Albert Camus, se rapproche du PCF et re-politise son « organe existentialiste » *Les Temps Modernes*.

Mohamed Dib, militant du Parti communiste algérien (PCA), a reçu la formation idéologique et politique la plus adéquate, avec une activité syndicale des plus enrichissantes auprès des ouvriers-agricoles de la région de Tlemcen. Dib évolua politiquement, dans un parti communiste en pleine mutation organique avec une certaine « algérianisation » du directoire tout en restant sous l'emprise des thèses opportunistes et paternaliste du parti de Thorez. La présence de cadres algériens, venus surtout de la mouvance nationaliste, allait poser de nouvelles perspectives pour la question nationale. Le jeune écrivain-militant, se trouve au milieu de la tourmente politique, tant nationale qu'internationale et cela donne libre cours à ses facettes d'artiste, de journaliste et de cadre du Parti.

- Lire la première partie : Mohamed Dib et l'écriture militante

Ayant eu son certificat d'études primaires en juin 1933, Mohamed Dib se retrouve, en 1939, instituteur dans le petit village frontalier avec le Maroc (à Zoudj Bghal), une affectation qui lui annonce que le monde rural est bien à la limite des cités historiques et de l'histoire tout court. Nous connaissons son « aventure » avec le quotidien *Alger-Républicain*, où il était chargé des reportages aux côtés de Kateb Yacine, chargé de la politique étrangère. Le quotidien communiste des masses fut aussi l'exemple du frontisme politique du PCA après le génocide du 8 mai 1945. Mohamed Dib trouva le long de sa trajectoire militante, dans le PCA, un réel soutien pour son émergence littéraire. Son passage à *La Nouvelle Critique* (revue culturelle du PCF, fondée en 1948) confirme le stature politique de l'écrivain, très remarqué en France, mais très mal connu dans son pays.

*« Le clerc et les colonialistes » à sept mois du séisme »*

Au mois d'avril 1954 et à sept mois du déclenchement de la lutte armée, Mohamed Dib publie sur les colonnes de La Nouvelle critique (n° 54, pp. 97-108), un article intitulé Le Clerc et le colonialiste, en réponse aux trois parties de l'article que publia le polémiste et linguiste français, René Ernest Joseph Eugène Etiemble (1909-2002), sous le titre Barbarie ou Berbérie ? (6).

Un article de 11 pages et en 2622 mots répondant à cet « essai inattendu sur quelques écrivains nord-africains (p. 97) et dans lequel Mohamed Dib a été fustigé par des propos du genre

« Mohammed Dib raille, ces instituteurs qui enseignent aux yaouleds, aux gamins, que la France pour eux est « la mère patrie », et de conclure, avec hardiesse, que « Si je l'entends bien, la mère patrie du petit Kabyle, ce serait plutôt l'Arabie Séoudite » et à Mohamed Dib de s'interroger avec sarcasme en direction du transfuse de la pensée de la droite conservatrice, épousant par occasion le marxisme et le maoïsme à certaines étapes de sa vie, pour y revenir au libéralisme bourgeois en fin de son tumultueux parcours, lui qui pense naïvement « que l'Algérie est la patrie du petit Kabyle » (p. 97).

M. Etiemble faisait, à une certaine époque, le « bonheur » de nos universitaires catéchistes des ordres, en enseignant son Rimbaud totalement travesti par ce « maître », fini par prononcer le mot de l'irréparable en termes de négationnisme historique : ce peuple qui n'existe pas encore. Et à Dib de répondre à cette fabrique coloniale de l'histoire de l'Algérie, par « la vraie », faite de descendants Berbères, de Grecs, de Latins, d'Espagnols, de Turcs et « d'Arabes tout de même... » (p.99). La fondation s'est faite dans la population africaine, dès la première époque, rappelle Dib, en faisant « un ban en arrière de 12 siècles » (p. 100). de 710 à la colonisation en passant par la chrétienté féodale et « la République d'Alger » (p.100), en insistant sur le rôle du Dey Hussein pendant la révolution française et l'aide financière qu'il a attribuée au gouvernement de la République naissance et qui s'élevait à 250000 franc-or de l'époque.

C'est bien grâce aux Algériens que « La révolution française est parvenue à nourrir le peuple et l'armée (...) au même moment que les fermiers-généralistes affamaient de la France » (p. 102). Et « voilà déjà trop, pourrait-on penser, pour un peuple « qui n'existe pas encore », signale Dib en pointant du doigt l'esprit colonialiste qui n'a cessé d'étouffer la recherche libre, jeter un voile de mensonge et d'oubli sur la vérité historique.

Poursuivant un rappel historique bien matérialiste, Dib relève que les historiens de la pensée colonialiste "passent entièrement sous silence les rapports qu'entretiennent la Régence d'Alger et la Révolution française sous la Révolution, c'est dans l'ordre (...) d'une certaine culture en décomposition ne peut être sauvée que par des massacres, où, à la limite, elle devient elle-même une arme de répression" (p.103).

Pour le linguiste Etiemble, que Dib désigne par « le clerc adonné aux spéculations désintéressées », un mandarin passionné de littérature et d'érudition, ne se révèle en fait, qu'un humaniste débordant d'attendrissement quasi paternel devant l'œuvre coloniale en direction des yaouleds. Mohamed Dib rappelle les chiffres du labeur colonial qui réjouissait M. Etiemble dans son article :

« Sur les 1 million 526.000 petits musulmans d'Algérie, 183.850 ont accès aux écoles ! L'hygiène ? Voilà un pays de 9 millions d'habitants : combien de médecins y trouvent-t-on ? 1481 en tout et pour tout, c'est-à-dire 1 médecin pour quelque 60.000 habitants : et je vous

laisse imaginer la répartition réelle des soins entre la population européenne et la population musulmane. Ce n'est pas tout : ici, sur 114.320 personnes décédées, on constate 56.684 de moins de 4 ans. » (p.105)

Poursuivant ce coût au peuple algérien (et l'expression est de Dib), de la parodie coloniale sur la scolarisation et l'hygiène, l'auteur du recueil de nouvelles *Au café* (1955), cite qu'un "million 438.000 hectares des meilleures terres (groupées entre les mains de 1.500 latifondiaires), toute la production minière (contrôlée par 3 banques : Rothschild, Mirabeau, Union des Mines) » (idem).

Les yaouleds et autres marmots du « menu peuple » n'ont pas été épargnés par les tribunaux coloniaux. Mohamed Dib rappelle à « l'attendrissant » essayiste qu'en 1951, « 7 siècles et 70 ans de prison, plus de 35 millions d'amendes. L'année 1953 n'est pas encore close: on vous en présentera le bilan. » (p.105) et que dans « les terres de blé du Constantinois », expression d'Etiemble, ces marmots ont vu 45.000 des leurs assassinés, le 8 mai 1945, et depuis, « bon an mal an, une dizaine de tués laissent tomber dans les petits cœurs leur poids sombre », relève Dib.

Dans un langage clair et à des instants, bien crus, Mohamed Dib soulève avec amertume que la réalité coloniale est nettement liée à l'expansion de l'impérialisme, cette opération de banditisme qui étouffe et ruine les cultures nationales dans « les pays qu'il a réduit en colonies, comme il a plongé leurs populations dans la misère la plus inhumaine. » (Idem).

Dib est profondément imprégné des luttes que mène la classe ouvrière française et son avant-garde politique, le PCF. Le Mohamed Dib marxiste-léniniste reconsidère les positions erronées d'un Roblès ou d'un Jacques Robichon, sur l'apparition ou non d'une « école algérienne » de littérature. Puisque les œuvres, qui ont pour auteurs des Algériens, « n'ont pas toute une portée nationale » (p.107), il est injustifié de rejeter ou refuser l'existence d'écrits, dont les auteurs « ont compris et senti » d'une manière approfondie d'inscrire l'Algérie dans l'avenir et non dans un simple décor du sol et des images ardentes.

La « culture » défendue par M. Etiemble « admet et incorpore dans ces catégories le colonialisme, elle saurait être elle-même libre et libératrice. » (p.108), conclut-il. Et que du côté des authentiques écrivains nationaux, ceux pour qui « la colonisation et son administration, sa presse, ses services de publicité montent en épingle » (Idem). Pour devoir s'imprégner de la vie qu'ils ont pour tâche de peindre, « connaître et aimer notre peuple, telle est la voie royale qui leur ouvrira les plus belles perspectives. » (Idem).

Mohamed Dib refuse et rejette que l'écrivain s'enlise et tombe dans l'esthétisme vain. Il appelle, dans son article, à réfléchir à l'inhumaine horreur du colonialisme, « à son cortège de haine, d'abus et de brutalité honteuses » en s'inscrivant dans le gigantesque combat que livre tout le pays afin de se débarrasser de cette abjection. Où peut-on donc situer une quelconque brindille de mystification chez un esprit matérialisé par la clairvoyance ? Certainement chez certaines de ses lecteurs avides de Tlemcénisme et du repositionnement dans le tremplin de l'appareil idéologique dominant.

Nous sommes face à une expérience politique dans la projection d'une transformation sociale et nous nous demandons pourquoi n'a-t-on pas vu dans Habel ou *L'Aube d'Ismaël*, une réécriture du fictionnel du fait religieux à la lumière de ses rencontres avec son ami Mohamed Arkoun, par exemple ? Mohamed Dib est un grand lecteur moderniste et anticonformiste.

**Note :**

- 1 – Dib, Mohamed et Bordas. Philippe, Tlemcen ou les lieux de l'écriture, in Revue Noire, octobre 1994, Paris.
- 2 - Ghebalou, Yamilé, Ep Haraoui , Esthétique de la difficulté et poétique du devenir dans l'oeuvre de Mohammed Dib et celle d'Abdelwahab Meddeb, Lyon 2, Charles Bonn, 2005, Thèse - DNR.
- 3 – Régnier, Philippe, Littérature, idéologie (s) et idéologie de la littérature : Un combat toujours d'actualité, in Revue d'Histoire Littéraire de France, Paris, 3/2003, Vol. 103.
- 4 – Mury. Gilbert, « Sociologie du public littéraire », in Escarpit Robert, Le Littéraire et le social, Paris, Flammarion, 1970, p.206.
- 5 – Shapiro Gisèle, La guerre des écrivains (1940-1953), Paris, Fayard, 1999.
- 6 – Parus dans La Nouvelle Revue française, les numéros 09, 10 et 12, Paris, Gallimard, 1953



Interview oubliée

## **Kateb Yacine : Le docker de Bab-Dzira**

- **Mercredi 14 mars 2018**

Le 1er mars 1962, Kateb Yacine est au Caire pour assister au 2e Congrès des écrivains afro-asiatique, auquel ont participé 150 écrivains et intellectuels de 50 pays des deux continents. Le président de la délégation algérienne n'est autre que Mostefa Lacheraf, qui venait d'être libéré de prison. L'auteur de Nedjma, était vice-président de la Commission dite du Rôle de la traduction dans le renforcement de la solidarité afro-asiatique et le développement de l'échange culturel entre les peuples afro-asiatique, du Congrès.

La journaliste, poétesse et critique littéraire égyptienne Malak Abdelaziz Abdallah (1921-1999) s'est rapprochée de lui pour réaliser cette interview, parue dans la revue cairote, Al-Majala, n°62, du 1er mars 1962, p. 45-47 :

### **Question : À quel moment débuta votre rapport avec le mouvement national algérien ?**

Kateb Yacine : J'avais quinze ans c'était lors de manifestations populaires à Sétif et auxquelles j'ai participé, on m'a arrêté et j'étais définitivement exclu des écoles.

### **Q : Quand est-ce que ces manifestations ont eu lieu ?**

K.Y. : C'est vers la fin de la Seconde guerre mondiale que les Algériens ont commencé à se réunir et à manifester dans l'ensemble des villes de l'Algérie afin de revendiquer leur indépendance, après avoir contribué largement aux côtés de la France, dans sa lutte contre le nazisme.

### **Q : Quand est-ce que vous avez commencé à écrire de la poésie ?**

K.Y. : À l'âge de seize ans, avec mon premier recueil intitulé Soliloques.

### **Q : Qu'avez-vous fait une fois exclus des études ?**

K.Y. : Je suis resté et j'ai continué à appeler à la lutte en animant des conférences et rédigeant des poèmes. Puis, je suis parti à Paris et j'ai vécu parmi les ouvriers Algériens en menant la vie du poète militant.

### **Q : Après cela, vous n'êtes pas retourné en Algérie ?**

Kateb Yacine. : Je suis revenu en 1948, et j'ai travaillé à Alger-Républicain, puis comme correspondant de presse, à cette période je me suis déplacé dans plusieurs pays. Mais au décès de mon père, en laissant derrière lui une famille nombreuse, j'étais obligé de retourner en Algérie où j'ai travaillé comme ouvrier dans la construction du port et après l'achèvement des travaux, j'étais obligé de retourner encore à Paris, à la recherche de moyens de survivre, là, j'ai travaillé dans le goudronnage des routes, dans les travaux pour bâtiments ; j'ai fait n'importe quel autre boulot qui se présentait à moi et où il était permis aux Algériens d'y travailler.

C'est là où j'ai fait la connaissance du livre, et j'ai commencé à écrire dans des journaux libres, de même que j'ai achevé, certains des livres dont j'ai débuté la rédaction. J'ai donc publié une pièce de théâtre poétique, Le Cadavre encerclé, par la suite le roman Nedjma. Au déclenchement de la révolution algérienne, j'ai quitté la France et je me suis déplacé de pays en pays appelant au soutien de la cause nationale.

**Q : Nous remarquons que, même si vous vous exprimez en arabe, vous écrivez en français, et c'est le cas de nombreux écrivains algériens célèbres et dont certains ne trouvent aucune difficulté à s'exprimer en arabe, pourquoi ce phénomène ?**

K.Y. : Le colonialisme a voulu anéantir tout patriotisme en faisant la guerre à la langue arabe et d'une façon systématique, il a procédé à la fermeture et destruction même, des écoles qui enseignaient l'arabe et persécuté les enseignants et écrivains, brûlé des livres, ce qui obligeait tous ceux qui voulaient apprendre ne serait-ce le peu de connaissances, à aller vers les écoles françaises, chose qui a fait que beaucoup d'intellectuels ne pouvaient s'exprimer en arabe.

**Q : Mais quel est l'impact de cette littérature algérienne écrite en français sur le combat contre le colonialisme ?**

K.Y. : Nous nous accaparons des armes françaises afin de combattre les Français et les renvoyer de chez nous. De même pour cette arme qui est la langue française, qui n'est qu'un outil avec lequel nous faisons parvenir nos idées révolutionnaires aux intellectuels Algériens qui, comme nous, ont été privés d'y goûter et à s'exprimer avec l'arabe classique. Tout comme elle est un outil avec laquelle, nous mobilisons l'opinion mondiale afin qu'elle soutienne notre cause. Par son biais, nous attirons dans nos rangs, quelques Français libres, de cette manière nous renverrons cette flèche empoisonnée à son archer.

**Q : Est-ce que ces écrits qui sont publiés en France, arrivent en Algérie ?**

K.Y. : Oui, ils arrivent en sous terre et d'une façon clandestine, tout comme pour les armes.

**Q : Quel statut a cette littérature algérienne écrite en français ? N'est-elle pas perçue par certaines personnes comme une composante de la littérature française ?**

K.Y. : Non.. Cette approche est certainement erronée. La littérature algérienne écrite en français est une littérature indépendante de la laquelle elle s'exprime, libre de tout lien sentimental ou ethnique. Elle exprime une réalité qui subsiste d'elle-même, une âme authentique qui a les caractéristiques de la sagesse du peuple algérien et de sa volonté révolutionnaire à vouloir anéantir des situations coloniales pourries par de nouvelles réalités ayant des assises solides.

**Q : Mais, n'y a-t-il pas d'auteurs algériens qui écrivent dans la langue arabe classique ?**

K.Y. : Oui, il y a quelques écrivains comme le docteur Mostefa Lacheraf, membre de notre délégation dans ce Congrès. Mais la difficulté à éditer le livre en arabe, en Algérie, se pose avec acuité entre nombreux d'entres eux et l'édition.

**Q : Vous n'avez pas pensé à publier de tels écrits dans un pays arabe ?**

K.Y. : En réalité, la bataille de l'action violente que nous menons, peut nous détourner de cette question. Mais les écrits militants en langue arabe se limitent aux publications clandestines que la Commission des publications diffuse parmi les forces combattantes et au sein du peuple.

**Q : Si les masses populaires ont été privées d'apprendre la langue arabe, peuvent-elles comprendre ces écrits ? Et comment peut-on les mobilisées dans ce combat ?**

K.Y. : Le peuple reconnaît sa voie, le jour où on lui a interdit de s'exprimer dans la langue arabe classique, il s'est retourné vers la langue parlée, où des poètes populaires, troubadours et conteurs se sont illustrés par un travail, très risqué d'ailleurs, de mobilisation des esprits en direction de la révolution anticolonialiste. Et l'Emir Abdelkader que la masse paysanne combattante avait choisi comme émir de la lutte contre l'agression française à la fin du siècle

passé, fut en son temps, un des plus grands poètes de la langue classique, en plus de sa grande connaissance de la culture traditionnelle et de l'histoire. Il était connu pour être fier de sa langue arabe classique, mais en tant que moudjahid et chef révolutionnaire du combat libérateur, il savait pertinemment tout l'intérêt que portait cette production populaire dans la langue parlée, c'est pour cela qu'il l'a encouragée et l'a soutenue en tant qu'une arme efficace de combat et par laquelle il diffusait la prise de conscience et enflammait les cœurs de la masse. Et ce phénomène de la poésie populaire, ne faisait que s'amplifier et d'une façon accrue, durant les insurrections qui s'en suivirent.

**Q : Lors des débats, au sein de la Commission de la traduction, il était question du choix des livres à traduire et est-ce que nous commençons par la littérature de combat ou par celle du patrimoine populaire qui représente l'âme du peuple, son caractère et son authenticité, et je vous ai vu plutôt adepte de la première. Comment expliquez-vous cela ?**

K.Y. : Le Congrès afro-asiatique est une institution révolutionnaire et militante, il est donc tout à fait naturel qu'il débute par la traduction de la littérature militante qui sert, d'une sorte de combustible dans la bataille que mènent aujourd'hui les peuples d'Asie et d'Afrique. Pour ce qui est du patrimoine ancien, des institutions culturelles de ces mêmes pays peuvent poursuivre sa traduction, bien que je ne sois pas contre une traduction de ce patrimoine sous l'égide du Congrès Afro-Asiatique, je me réserve la primauté pour la littérature de combat.

**Q : Avez-vous d'autres publications en plus de celles que vous avez cités ?**

K.Y. : Oui.. Un roman Le Cercle des représailles, d'autres sont en voie d'édition, comme : La Guerre de cent trente ans, traitant de la lutte de l'Algérie durant la colonisation qui a duré cent trente ans. Une étoile amnésique, La Femme sauvage (\*) et Le Polygone étoilé.

**Q : Où vivez-vous en ce moment ?**

K.Y. : Comme vous voyez.. Aujourd'hui, je suis au Caire ! Après quelques jours, je serais en Chine.. je parcours les quatre coins du monde défendant la cause de mon pays.

(\*) – La Femme sauvage, sera traduite en arabe, avant sa publication grâce à l'amitié qu'entretenait Kateb Yacine avec le poète Syrien Adonis (de son nom Ali Ahmed Said), qu'il rencontra à Paris. La pièce théâtrale sera publiée en deux parties dans la revue libanaise Adab, n°1, de janvier 1962 (1ère partie) et la revue Chiyr (Poésie), n°21, du 1/1/1962, (2e partie).

**Traduction : Mohamed-Karim Assouane, université d'Alger-2.**

Assassiné à l'indépendance par l'OAS

## Mouloud Feraoun l'incompris

- **Vendredi 23 février 2018**

Le 16 mars 1962, une dépêche de l'AFP (bureau de Tunis), annonce le départ du président du GPRA, M. Benyoucef Benkhedda, pour Rabat afin d'accueillir M. Ben Bella et ses compagnons libérés. Un départ qui sera précédé par une proclamation sur la fin des négociations d'Évian.

Le même jour à Alger, deux attentats ont été commis par les groupes fascistes du commando *Delta* de l'OAS. Le premier s'est déroulé le matin devant une station d'autobus, entre El-Harrach et Hussein-Dey où deux réverbères éclairaient faiblement

*" La file des personnes, une vingtaine (pour la plupart des algériens) qui attendent dans le matin froid l'autobus qui doit les conduire à leur travail. Soudain, une voiture, précisaient les témoins, freine et s'arrête le long du trottoir à deux mètres de la guérite. Un homme descend. Il y tient, à la hauteur de la hanche, un pistolet mitrailleur ».* (1)

L'homme ouvre le feu et de droite à gauche, vide un chargeur puis un second. Il fera dix morts et six blessés. Les victimes sont de modestes travailleurs algériens.

Dans le courant de la matinée, un autre commando fasciste fait direction au Château Royal, siège du centre social éducatif d'El-Biar (aujourd'hui siège des Services des retraites de l'Armée National Populaire), où six éléments du commando du lieutenant Roger Delgueldre, armés de mitraillettes descendent de deux voitures et se dirigent vers une des baraques préfabriquées dressées dans le parc, où se tient une réunion des inspecteurs des centres sociaux éducatifs. La porte est fermée à clés, un des assaillants fait sauter le ventail. Le chef du groupe, le lieutenant Olivier Picot d'Assignies, en criant, l'arme au point abdique ; *« Six d'entre vous ont été condamnés à mort, MM. Marchand, Basset, Eymard, Hammoutele, Ould Aoudia et Feraoun. Suivez-nous ».* (2)

Les six victimes désignées sortent. L'un d'eux écrase sa cigarette sous sa semelle. Ils seront conduits vers la sortie du parc devant le dernier bâtiment, ils seront alignés contre le mur et froidement exécutés. L'opération du « traitement impératif et urgent » terminée, le commando fasciste rembarque dans les deux voitures, laissant leurs victimes allongées dans une marre de sang.

Quarante six ans après cet acte terroriste, Jean-Jacques Susini (mort en 2017) et lors d'une réponse à la question si l'OAS regrelait ses actes, il répond :

*« Politiquement oui. (...) Tout comme l'opération des centres sociaux d'Alger où sont tués six éducateurs, dont l'écrivain Mouloud Feraoun. Mais les derniers mois tout devenait de plus en plus difficile à maîtriser. La montée de l'angoisse nourrissait les décisions les plus radicales. »* (3)

Les résultats mortuaires de cette « angoisse » pour la seule journée du 16 mars étaient édifiants. 45 attentats dans toute l'Algérie faisant 41 morts et 45 blessés, entre Européens et Algériens. Mouloud Feraoun qui disait, lors de la mort d'Albert Camus que *« c'est une chose triste, que de devoir parler de la mort de ses amis ! »* et qu'aurait dit, l'ami Camus à l'instant même de cette tragédie algérienne ? Un sujet qui pourrait intéresser M. Kamal Daoud, non ?

La presse suisse de son côté, et lors des négociations entre l'Etat français et le GPRA, qualifiait la perte prématurée de Mouloud Feraoun, de disparition même de l'acte de fraternisation entre les deux peuples et que si « *la paix est là, juridiquement : cependant le sang ne cesse de couler* » (4) mettant en cause ceux qui sont chargés d'appliquer les moyens de sécurités renforcées, et leur absence d'esprit loyaliste, le plus total.

Le fils des pauvres chemins qui montent a été réellement exécuté sur la base d'un travail minutieux de relais fascistes au sein même de la police coloniale. Son appartenance au Parti Socialiste Autonome (futur PSU à partir de 1960) de MM. Daniel Mayer, Savary, Verdier et Depreux, un groupe marxisant issue du Congrès de la SFIO à Lille (1956), est certainement un choix qui a pesé sur son exécution, puisque la phalange du général Salan considérait tous ceux qui sont à gauche, sont forcément rouge et ceux de droite, des gaullistes et des traîtres.

Son compagnon d'études à l'Ecole normale de Bouzaréah, l'écrivain Emmanuel Roblès estimait « *qu'il n'était pas visé lui-même* » mais bien le centre, que l'OAS considérait comme « *un nid d'agitateurs FLN* ». Des propos qui nous interrogent aujourd'hui sur la pensée même de ces natifs de la terre algérienne. Pour Roblès, Feraoun est un homme « *sans haine* » et qu'il accusait « *certaines forces d'argent qui, selon lui, avaient truqués ce pays* ».

Le pensait-il réellement ainsi ? La mollesse exquise (Roblès) de Feraoun est à chercher dans la traversée de ses idées politiques et son adhésion au socialisme humaniste. Les quelques enregistrements qui existent de lui, se décryptent par le regard, les souffles instantanés et discrets qu'il montrait à peine et par pudeur, devant les questions relatives à Albert Camus. Il est toujours intéressant d'interviewer un écrivain Algérien à l'ombre de Camus. Feraoun, tout comme Kateb, est claire : Camus « *n'arrivait pas à voir claire en lui-même, une issue* », pour ainsi rappeler la faillite politique du Prix Nobel, et que nous le considérons, tout comme l'avait estimé Feraoun, « *une gloire algérienne* » puisqu'il est né sur notre terre et rien de plus.

En quarante-neuf ans, Feraoun a bien mûri. Il a lu tout les ouvrages de la bibliothèque de l'Ecole normale « *puisque'il préférait envoyer sa bourse d'étude, aux membres de sa famille que de la dépensée inutilement* » (Ali Feraoun). Ce fils de la pauvre terre de sang aimait lire *Alger-Républicain* depuis le reportage de Camus sur la Kabylie. Un reportage bien présent dans ses romans.

Mais le hic venait de l'initiatrice de centres sociaux éducatifs, la Germaine Tillon du *Plan de Constantine* et de la *Paix des braves*, qui considérait Feraoun comme « *un très grand écrivain français. Très attaché à sa Kabylie, mais aussi à la France* ». Hélas ! Le Feraoun que nous connaissons et que nous entretenons, est celui qui a été entretenu et présenté par les faits, actes et dires de ceux qui ne cessent de ce nourrir de leur seul eurocentrisme.

#### Note

1 – *La Gazette de Lausanne*, du 16/03/1962.

2 – *Idem*.

3 – Interview du 22 mai 2008, *Le Point*, N° 1862.

4 – *La Gazette de Lausanne*, du 21/03/1962.

Fake-news à l'ENTV

## **Joseph Staline en Algérie !**

- **Lundi 26 février 2018**

Une fake-news qui a certainement dès sa parution, irrité les chancelleries française et russe. Ville de Ténès en 1951. Les présidents français et le leader soviétique étaient devant le phare de Sidi-Merouane, après avoir visité la ville et ses splendeurs. MM. Vincent Jules Auriol, président de la République française du 16/1/1946 au 15/1/1953 et le leader soviétique Joseph Staline, décédé le 5 mars 1953, furent admiratif des rivages de la cité phénicienne et de son prestigieux sémaphore, datant de 1861. Les « hôtes » retracèrent même quelques agréables propos sur le Livre d'or du phare.

L'information a fait le tour de l'Algérie, après qu'un correspondant local du quotidien El-Watan, l'ai publié dans sa livraison du 26/7/2012. La très sérieuse revue du Centre de recherche sur le mouvement national et la guerre de libération nationale, Mémoire, reprend la même info sous la plume de la consœur Hassina Amrouni (2016), de même pour la très officielle Canal-Algérie (2017), qui abordera la question lors d'un reportage sur la ville côtière en donnant la parole à la source de la fake-news, M. Sefta, un guide touristique « exceptionnel » local qui fut à l'origine de l'info, sans être vérifiée par la chaîne.

L'intention est certainement bonne et aurait même fait grandement sourire aux éclats, les services de presses des deux chancelleries accréditées en Algérie. Mais l'Histoire, c'est du sérieux.

En 1951, le président Auriol était en visite officielle aux Etats-Unis, puis au Canada en ce mois d'avril. Il est vrai qu'il a été dans un avion d'Air-Algérie (la filière coloniale de l'époque), un Lockheed Constellation, L 749, immatriculé F-BAZJ, mais son déplacement en Algérie fut bien antérieur. M. Auriol est venu en Algérie à partir de Toulon, à bord du croiseur Georges Leygues, escorté par le navire Gloire au port d'Alger, fin mai 1949. Il sera accueilli par les autorités coloniales de l'époque, pour un périple qui le conduira simultanément à Bône (Annaba), Constantine, Tlemcen et Oran d'où il regagnera la France par mer. Lors de son dernier périple vers la Bahia, il fut accompagné du président de l'Assemblée algérienne, M. Abdelkader Sayah, du 2e collège, tout en traversant Orléanville (Chlef), mais aucun document, ni info, n'attestent du passage du président français, cet ancien résistant antifasciste qui a passé, auparavant, deux ans à Alger à organiser le comité de libération national anti-vichyste.

Au port d'Alger, à l'hôtel Saint-Georges ou au Palais d'Eté, nulle trace aussi d'un Staline aux côtés de M. Auriol, qui ne pouvait quitter Moscou pour regagner un territoire colonisé, à peine sortie d'un génocide fasciste que de celui du 8 mai 1945. La Révolution chinoise et le début de la guerre froide étaient aux portes d'un URSS qui se préoccupait plus à la reconstruction d'un pays ravagé par les armées et collaborateurs nazis.

Il y a certainement des choses à dire sur cette visite de M. Vincent Auriol et sur l'admiration des Algériens de l'époque, pour le Maréchal Staline et son Armée Rouge, dont l'hommage rendu par Bachir Hadj-Ali à la mort du leader atteste d'un sentiment éprouvé par les masses colonisées pour ce type de leadership. Mais au-delà des vérités historiques, les infos

fabultrices tiennent d'une forme d'aliénation de la mémoire collective dont l'Algérien n'a nul besoin pour l'éveil de sa conscience politique.

COUP DE GUEULE

## L'Algérie votera sur Ubu roi

- **Dimanche 27 janvier 2019**

*La tragi-comédie du dramaturge français Alfred Jarry (1873-1907), interpelle notre conscience collective et nous alerte sur notre devenir. Sommes-nous devenus une caricature mondiale ou se laissent-ils conduire vers le mur de l'humiliation ?*

Plus de 100 candidats et candidates à la candidature veulent concourir à la magistrature suprême et se bousculent pour le siège du palais d'El-Mouradia. Le chiffre est tellement alléchant que l'observateur étranger serait séduit par cet Algérie qui n'a pas succombé à « l'automne arabe », devenant une terre de libertés démocratiques !

Sommes-nous réellement ainsi devenus ou allons-nous nous réveiller le 20 avril prochain dans une scène du film de John Krasinski, une journée intitulée Sans un bruit, avec des créatures mystérieuses et ultra-sensibles aux sons ?

Le hic de l'Algérie, une belle 4<sup>e</sup> puissance africaine, du moins sur le plan économique, est qu'elle devient de plus en plus un exemple de la dérive politique qui n'honore en rien ses 3000 ans d'histoire sociale et culturelle. Des formes de vie envahissent notre toile web, prétendant être les futurs premiers magistrats du pays, commandant au devenir des 43 millions d'être humains. Ces êtres ne font qu'exalter et extérioriser leurs frustrations et dérives de carnassiers, de lumpenproletariat, de marginaux, de fougues et d'irréfléchis. Ils donnent l'impression de sortir tout juste du film *The Thing* (La Chose) de John W. Carpenter, datant de la terrible année de 1982.

Qui a bien lâché ces créatures des ruines calcinées de l'Histoire de mon pays ? Ce n'est certes pas, une main étrangère, puisqu'elle est parmi nous, si ce n'est en nous. Mon pays est devenu une caricature cybernétique, des éclats de rire dans un laisser-aller stupéfiant, des ricanements qui se font entendre dans un apolitisme religieusement entretenu et conservé. Par qui ? Par ceux et celles qui veulent régner sur des parcelles de terrain et non sur un pays d'avenir. Il n'y a pas lieu de les nommer, ils ne forment qu'un déchet humain, toxique et radioactif non recyclable. Ils ne sont que des « choses », ils se reconnaissent par leur dévouement aux maîtres penseurs de la déstructuration et de l'anéantissement de mon Algérie.

Annihiler le plus grand pays du continent africain, c'est charmer les intérêts de ceux qui en veulent à sa jeunesse, à son génie, ses richesses, ses langues et ses cultures. Déstructurer mon antique Algérie en 6 ou 7 Etats ou émirats ubuesques, en des « algerilands » que dirigeraient la haine et le nihilisme. Rester dans l'expectatif, c'est donner la main forte à la besogne en s'associant à la mise à mort de ma nation, mon Etat et non ses régimes.

Le roi Ubu avait bien éliminé les nobles afin d'enrichir son royaume. Mais dans le pays des Numides, des Maures et des Tel Tamasheq ce qu'il faut anéantir, ce sont ceux, qui prennent mon peuple pour une masse d'aliénés mentaux, des idiots de l'Histoire, des gueux et des bellâtres.

Une campagne électorale n'est pas un champ d'herbes sauvages. Partir en campagne politique c'est respecter le genre humain algérien, un humain de 3000 ans de civilisation qui ne cessa de se renouveler pour que cette terre demeure Tamurt U Mazigh : El-Djazair avec toute son



heureuse mosaïque. La campagne qui m'entoure ne dure qu'une saison, mon pays lui, est éternel. Voir et écouter ces « choses » piétinés notre sol, nos cultures et notre lendemain, c'est partir en expédition avec eux pour un sale labeur. Les faire taire, c'est leur imposer le silence et à jamais.

DECRYPTAGE

## **Le Mouvement du 22 février : bilan à perspectives ouvertes**

- **Mercredi 10 avril 2019**

*Le mouvement de contestation populaire du 22 février (M 22), semble n'ouvrir aucune perspective politique à l'avènement d'une « seconde » ou d'une « nouvelle » république. Mais ceux qui avaient appelé à l'une ou l'autre, avaient-ils en tête une 1ère république qui aurait réellement existé ? C'est à eux de l'expliquer devant les masses contestataires du M 22.*

De notre part, le mouvement contestataire est un fait pour les sciences : il n'y a pas de matière immobile ; même au zéro absolu, le mouvement ne disparaît pas. Le déplacement des millions de catégories sociales et professionnelles est un résultat quantitatif d'accumulation de contradictions, de dégradations et de changements laissant émerger une forme nouvelles de lutte dans un espace-temps bien déterminé. Le M 22 est le résultat en même temps que la source de la contradiction sociale et politique qui avait débuté un certain octobre 1988.

Le système politique et économique contesté par le M 22 est celui qu'avait instauré le président Chadli en 1982, 20 ans après l'indépendance politique. Il fut une réponse à ces luttes entre les fractions de la bourgeoisie dirigeante du temps du colonel Boumediene. Le M 22 porte en lui les séquelles des contestations populaires, structurées ou non, qui agitaient la société algérienne.

Le M 22 est un mouvement résultant d'une source de contradictions économiques, que l'on ne peut séparer de l'interaction de cet ensemble de faits accumulés à travers notre récente histoire.

Le M 22 est une réaction au « système Bouteflika », non en tant que mécanisme ayant été élaboré depuis 2000, mais comme une totalité dont les parties se sont déterminées mutuellement à travers des interactions sociales, économiques et politiques et qui continuent à se développer. Ils englobent l'évolution et la dégradation, les changements qualitatifs, la disparition et l'émergence de formes nouvelles et ils s'identifient au devenir. C'est ce que nous enseigne la dialectique de l'histoire.

### ***Le Mouvement du 22 février en avant-garde***

Le M 22 est le mode même d'existence de forces sociales qui forment l'expression de forces existantes aussi dans la nature. Il est une force de la nature. Le seul cri du verbe « dégage », prononcé par des millions d'Algériens et d'Algériennes et dans toutes les expressions du pays, n'est qu'une résonance physique de la matière qui gravite dans l'univers. Retirer ce qui a été donné en gage, c'est se libérer et prendre l'engagement avec de nouvelles responsabilités. C'est dans ce verbe que la parole devient action vers une prise de conscience politique nouvelle.

Après avoir « vendrediser », les masses populaires du M 22 se sont accaparées des journées cosmiques de la semaine pour les transformer en verbes de l'agitation, un acte créateur de cet

imaginaire en perpétuelle transformation. Le M 22 est aussi un mouvement de création par le verbe.

Nous avons été certainement attristés par le fait que le M 22 ne soit pas organisé et encadré. Nous n'avons, certainement pas, bien vu de nos propres yeux. Le M 22 porte en lui une nouvelle dynamique, celle de revoir les anciennes formes d'organisations et d'interpeller de nouvelles exigences à l'organisation. Le M 22 remet en cause l'organisation a-historique du pouvoir en place, par l'effacement (Dégagé, tous !) de structures qui ne répondent plus à l'attente de ceux qui ont entre 6 et 35 ans et qui ne veulent plus séparer la matière humaine de son mouvement vers l'avenir. Les millions de particules humaines n'étaient jamais inerte, l'énergie qu'elle porte en elle, est extraordinaire et inépuisable. Elle est de l'ordre de la pensée qui se renouvelle dans une dynamique enrichissante.

Le M 22 s'est saisi de l'ordre nationaliste, de ses symboles, ses martyrs, ses chants patriotiques et ses slogans d'avant 1954, pour les réinitialiser dans les espaces urbains, suburbains et campagnards. Il veut être le mouvement de la terre algérienne, ouvert sur le reste du monde des hommes. En plus de nos richesses en sous-sol, le mouvement semble dire que nous pouvons exporter nos nouvelles idées et nos imaginaires.

### *Le pouvoir politique de la décadence*

Face au M 22, le pouvoir politique règne par le fourmillement des adjectifs. Abaissement, affaiblissement, affaissement et déchéance forment le lot de ses actions de retraits. Il s'est réduit lui-même en voulant réduire tout l'univers qui l'entoure en une contradiction entre matière et esprit. Baignant dans les propos du dépassement des réalités sociales et économiques bien dynamiques. Le pouvoir n'entend que son propre écho et ne réagit qu'à ses gestes. Séparer la masse des Algériens de son mouvement novateur, conduit ce pouvoir à sa propre idéalisation.

Le pouvoir en place tente de se renouveler, en tissant de vieilles étoffes sur des modèles vétustes et croulants. Lorsque nous entendons dire que le pouvoir en Algérie se nourrit de vieux réflexes, il y a lieu de se demander sur les sources mêmes qui le prononcent et le qualifient ainsi. Le pouvoir en question s'est retrouvé dans l'impasse de se nourrir de quoique ce soit, puisqu'il a puisé son verbe depuis l'avènement de Chadli et de la tentative de la mise en accusation de Bouteflika, en 1979.

Le pouvoir politique et ses auxiliaires de la politique se nourrissent tous d'un même suc : le nationalisme réactionnaire. Le nationalisme révolutionnaire a fait ses épreuves en conduisant le pays à la seule indépendance politique. Les autres tâches d'indépendance économique, culturelle et sociale, n'ont jamais le souci du pouvoir en place depuis 1962. Le nationalisme réactionnaire a ouvert de larges failles, pour que glissent dans ces crevasses, des individus et forces les plus obscurantistes qui existent dans le pays.

Ils contrôlent puissamment l'économie de bazar, ils manipulent une large frange du M 22 et ils se maintiennent en attente, en entrant par la fissure de la violence réactionnaire.

Algérie 1914-1918

## Les zaouïas appellent à l'enrôlement des Algériens sous le drapeau français

- **Lundi 28 mai 2018**

Le patrimoine historique des zaouïas en Algérie n'est pas aussi luisant que l'on veuille bien nous le faire croire. Aux déclenchements des hostilités inters-européennes de la Première Guerre mondiale, ces institutions de la superstructure idéologique ont commis l'irréparable. Elles ont une lourde responsabilité génocidaire à l'encontre de milliers de jeunes paysans algériens.

En décembre 1914, ils étaient une quinzaine de chefferies religieuses à "*recommander*" la défense "de la Patrie adoptive" qu'est la France, la puissance coloniale menacée par les Empires centraux (Allemagne, Autriche-Hongrie, la Turquie ottomane et la royaliste Bulgarie). L'appel à l'union sacré rejoignait les forces regrouper dans la Triple entente (la France, l'Angleterre et la Russie tsariste). A la tête de cette chefferie féodale, les deux muftis de la colonisation à savoir MM. Ben El-Mouhoub, du rite malékite et Bachtarzi Abdelkrim, du rite hanafite de Constantine, rejoints dans le même communiqué par "*des notables de la ville et des personnalités les plus notables de la population*".

Les recommandations de ces seigneurs terriens portaient le titre, composé d'une partie d'un verset coranique qui avertit le fidèle de "*ne pas se précipiter par soi-même dans la catastrophe*".

Le numéro de décembre 1914 de la *Revue du Monde Musulman* avait publié la teneur et les fac-similés de cette collaboration au génocide d'une partie du peuple algérien. Sur cette population de 4,5 millions d'âmes de déshérités, plus de 17500 seront envoyés aux enfers de France et du Moyen-Orient afin que les notables de la colonie en profitent de la Belle-époque. A l'appel des muftis, s'associeront les cheikhs de la tarîqa Tidjaniya, les sieurs Sidi Mohammed El-Kebir Ben Sidi Mohammed El-Bechir, fils du grand pôle Sidi Ahmed El-Tidjani, de Sidi Mohammed El-Bachir, de la descendance de Sidi Mohammed El-Tidjani, cheikh de la zaouïa de Temasin, qui notera que

*"Le gouvernement turc s'est placé lui-même en dehors de la religion musulmane, en accomplissant des actes répréhensibles qui tendent à la perte de l'Islam et des Musulmans"*.

La tarîqa Chadlya de la zaouïa de Ksar El-Boukhari et par le biais de son chef Sidi Mansour Abderrahmane Benheikh El-Missoum considère que "*l'Allemagne est en train de se noyer, et la Turquie va se noyer sûrement avec elle, car celui qui s'accroche à un noyé se noie lui aussi*". De la région de Méchria, le *mokkadem* de la tarîqa des Darkaoua, Sidi El-Hadj Ahmed Ben El-Mekhout, estime que "*les Turcs prétendent appartenir à la religion musulmane, mais ils n'ont de l'islam que le nom*".

Enfin, pour ce qui est de Sidi Daoudi Ahmed Benmohammed, chef de la zaouïa de Sidi Mansour des Beni Djennad, il sera question d'invoquer Dieu à ce qu'il extermine l'Allemagne et "*ceux qui se sont placés dans sa sinistre campagne*". Un pieux souhait qui sera vite exhaussé avec 26 000 Algériens morts ou disparus, sur les 80 000 appelés et les quelques 60 000 engagés dans l'armée coloniale française. Ceux qui ont refusé de faire partie de ce génocide programmé, se sont révoltés contre l'enrôlement forcé et béni par ces loges soufies, et l'exemple héroïque est venu des Beni Chougrane de la région de Mascara ou encore ceux

des Aurès. La Classe 1917 a pris les armes pour repousser les militaires, les caïds et leurs sbires venus porter à la mort. De fières résistances ont eu lieu devant leurs familles qui gémissaient et récitaient la prière pour les morts, témoigne-t-on à l'époque.

Cette brève page de l'histoire des confréries de la colonisation s'ajoute à celle du mouvement Les Jeunes Algériens du féodal Emir Khaled, dont la famille et ses alliées possédaient à l'époque des terres en Syrie et en Palestine, et dans un discours ludique appelaient tous les "*civilisés*" à barrer la route à la "*barbarie*" allemande. Pour ce qui est de celle de la France, la mouvance du dignitaire réactionnaire ne voulait rien voir les exécutions sommaires et sous forme de décimation, que des Algériens des 45e, 37e et 38e Divisions d'Infanteries subissaient sur les champs de batailles face à des armées étrangères et sur des terres qui ne sont pas les leurs.

Il y a lieu de rappeler que tous ceux qui ont programmé leur "*grande attachement la France*" ont exprimé aussi leur foi religieuse de continuer à vivre "*sous les plis de son glorieux drapeau*" comme il a été sobrement écrit dans l'appel des muftis.

Ne pourrait-on pas ajouter ce geste de la haute et distinguée loyauté de M. SI Kaddour Benghabrit, patron des Habous de l'islam de France, qui en 1916, sera l'émissaire de la patrie adoptive auprès du "turbulent" Hassan Ben Ali du Hedjaz (Arabie) pour apporter le soutien fe Paris à sa "révolte arabe" contre les Ottomans qui ont pillé la Mecque et volé les quelques objets personnels du Prophète des musulmans. Le dignitaire algérien avait préparé le terrain à l'expédition militaire du colonel De Bremond qui entérina le partage du Moyen-Orient entre influence britannique et Française pour un jour sans lendemains, au génocide du peuple palestinien.

Guerre d'indépendance

## Et si on relisait la déclaration du 1er Novembre 1954 ?

- **Mardi 31 octobre 2017**

Trois textes fondamentaux ont marqué l'Algérie de la seconde moitié du XXe siècle. La Déclaration du 1er Novembre 1954 (1 novembre 1954), la Plate-forme de la Soummam (PLS) et le Congrès de Tripoli en juin 1962 (CT62). A la lecture de ces trois textes fondamentaux de la lutte armée algérienne, une remarque socio-historique s'impose d'elle-même : le nationalisme autonomiste régnant.

Le texte 1er Novembre 54, dit "fondateur" de la nation algérienne tout le long des 1077 lexèmes composant le discours basé sur le pronom "nous", au nombre de 16 face à 4 «vous». Une pronominalisation appropriant l'acte identitaire qui laisse le destinataire en dehors de la communication idéologique, l'acte étant de s'affirmer que «nous FLN» vous disons que le "mouvement" pour réaliser une nation identitaire, est née et à vous de suivre. L'acte des signataires de la Déclaration est certes celui de la rupture historique, mais à perspective temporelle tout d'abord (le choix de la date) et ensuite mythologique (la Fête des martyrs de la chrétienté).

Sur le plan programmatique, le 1er Novembre 1954 inscrit 5 fois le mot «libération» et 4 fois pour le mot «autonomie». Libérer pour autonomiser une nation ? Ou juste territorialiser un «peuple» ? Les mêmes rédacteurs de la Déclaration semblent se maintenir dans la confusion politique entre l'"autonomie" et l'"indépendance", n'est-il pas écrit aussi clairement dans le texte que «notre mouvement national, terrassé par les années d'immobilisme et de routine, mal orienté, privé de soutien indispensable de l'opinion populaire, dépassé par les événements», propos qui dénotent une attitude bien fébrile à vouloir tout exclure et effacer comme acquis de la lutte sociale et politique nationale et ne s'en remettre qu'à l'état de l'immédiat. C'est aussi la juvénilité de cette nouvelle expérience qui s'annonce à travers ce texte, «nous étions jeunes et sans expérience», témoignait récemment la moudjahidat Zohra Drif-Bitat, qui reflétait aussi la jeunesse du directoire révolutionnaire.

A la lecture morphosémantique du texte français du 1er Novembre 1954, auquel il y a lieu d'ajouter l'Appel de l'ALN, nous remarquons que le grand absent des classifications sémantiques propre aux déclarations des organisations révolutionnaires combattantes est le volet organisationnel et programmatique. En effet, les deux passages concernant «la restauration de l'Etat algérien souverain, démocratique et social dans le cadre des principes islamiques» et la conformité «aux principes révolutionnaires et compte tenu des situations intérieures et extérieures de la lutte» ne répondent à aucune norme de l'édification d'une société nouvelle ou d'un Etat de type nouveau par rapport aux textes du même genre à travers les expériences révolutionnaires combattantes qui ont précédé, à la même époque, la déclaration algérienne.

Précipitation dans l'état de fait ou absence d'une formation politique chez les animateurs de la Déclaration ? Ni l'une, ni l'autre. Les limites de l'idéologie nationaliste qui a régné en maître sur la scène du combat politique en Algérie sont bien manifestes dans le texte du 1er Novembre 54. Il faudrait attendre le second texte de l'insurrection nationale armée, la Plateforme de la Soummam (PLS), qui sera cette fois un outil de décryptage programmatique

des congressistes de la Soummam qui se sont marqués par une ambivalence national-marxiste à la seule référence aux luttes des peuples de Syrie, du Liban, du Viêt-Nam et de Fezzan (Libye).

Le texte organique de la Soummam s'enferma, à sa clôture, dans la référence géographique, qui précise un peu plus la référence idéologique sur laquelle reposent les concepteurs du PLS. Historiquement, il eut trois foyers du nationalisme arabiste pour l'essentiel dont la composante religieuse est d'ordre culturel et non fondamentaliste comme le laissent entendre les tenants «algériannistes» de l'islamo-nationalisme. Trois lieux géographiques, à savoir Le Caire, Damas-Beyrouth et Bagdad, qui s'imposaient par leur détermination à renouveler la cartographie d'un monde arabe en formation sur les bases de la patrie, l'ordre, le travail, la religion et la famille, au sein desquelles scintillait l'étoile d'un Chakib Arslan et d'un Abu Khaldun Sati al-Husri. La référence à la lutte des peuples du Maghreb dans le discours révolutionnaire algérien est le prolongement de la pensée nationaliste arabe des années 30 du siècle dernier, même si en Algérie le courant réformiste des Oulémas interrompra l'évolution étoiliste de l'ENA vers une revendication nationaliste sociale sur le modèle du PNSS d'Antoun Saada qui considérait déjà la lutte contre les colonialismes français et anglais ne pouvant s'affirmer que dans le cadre de la Grande Syrie et de même pour le Grand Maghreb uni.

Une question s'impose à ceux ne cessent de diviniser la PLS sur le seul seuil programmatique sans en lire la dimension idéologique. Y avait-il un marquage nationaliste social sous couvert d'une généralisation du discours nationaliste chez les congressistes de la vallée historique ? La réponse est à émettre par la communauté des historiens.

Le long des années de combat armée libérateur sur le seul plan politique, il faut noter que la Révolution algérienne est la seule lutte armée au XXe siècle qui a été marquée par une pauvreté flagrante de productions idéelles pour la simple raison que la collégialité du directoire politique empêchait l'émergence d'une élite qui s'adonnerait à la réflexion et à l'analyse des actions révolutionnaires et à des stratégies futurs, bien au contraire la collégialité ou mieux le collectivisme directionnel aboutit à chaque étape de la lutte armée à un travestissement des questions idéologiques et politiques dont nous (générations de l'Indépendance politique) continuons à payer le prix d'une dégénérescence de cet Etat qui se voulait être issu d'une Déclaration et qui ne fait nullement mention d'une construction ou d'un quelconque projet politique et économique ou d'une Plate-forme qui est teinté de pan-maghrébisme occultant la réalisation d'un Etat national.

Les dérives institutionnelles avec leurs composantes idéologique, politique et économique ne trouveront leurs réponses que dans le choc des contraires, celui de la large paysannerie qui fut le maître-d'œuvre de l'émancipation politique et que l'on tente de travestir en bourgeoisie nationale ou rentière pour faire d'elle une nouvelle chair à canon à la veille d'une profonde crise politico-économique qui s'annonce à nous.

REGARD

## Mohammed Dib selon Anouar Abdelmalik

- **Mardi 20 novembre 2018**

*Mohammed Dib à Paris en 1963.*

Lorsque le sociologue et penseur marxiste égyptien, Anouar Abdelmalik (1924-2012) évoque Mohammed Dib en 1957 ce n'est pas avec un regard du traditionnel lettré arabe qui s'est alité sur le discours nationaliste creux d'une bourgeoisie arabe ne reproduisant que le discours de la culture des maîtres colonisateurs. Bien au contraire.

Anouar Abdelmalik, enfant de la communauté Copte et ex-élève des Jésuites, se décarcasse l'esprit de toutes les pensées nihilistes et obscurantistes en abordant le réel en le décortiquant comme reflet de la matière et un acte historique du vécu des hommes.

C'est sur cet angle qu'il écrira dans les colonnes de la revue culturelle-égyptienne Al-Majalah (n° 8 du 1/8/1957) un article sur Mohammed Dib, sous le titre bien significatif de Lumières sur la littérature d'Algérie. Le numéro suivant, du 1/9/1957, sera consacré à Mouloud Mammeri.

Dans un arabe simplifié et usant de concepts qui traduisent un certain engagement de l'intellectuel, vis-à-vis de la pensée matérialiste dialectique, version du XXe Congrès du PCUS (1956), le jeune Mohammed Dib est qualifié d'exemple prometteur de cette littérature algérienne née dans le front du combat libérateur. Une littérature occultée par ces dépêches d'informations françaises qui ne relèvent que les situations où ne coule que du sang, remarque-t-il (p.65), tout en signalant que la naissance de cette littérature algérienne contemporaine est un plus qu'il faut ajouter à l'ensemble des littératures modernes.

Anouar Abdelmalik relève dans son article que « la colonisation française était – et le demeure encore – en train d'assimiler l'Algérie au sein même de la France, comme si l'Algérie ne représentait que les trois départements du territoire français » (Idem), en réussissant à éliminer toute forme d'expression au patriotisme algérien indépendant, en lui interdisant l'utilisation de la langue arabe comme expression des autochtones du pays.

Il est à noter que la culture des marxistes arabes au Moyen-Orient des années 50 est encore marquée par la vision idéologiste arabiste, au point où l'on décèle difficilement l'outil marxiste dans cette amalgame entre patriotisme et nationalisme ou encore bourgeoisie, capitaliste, coloniale et bourgeoisie coloniale colonisée à cette même époque.

Il est d'autant clair pour Anouar Abdelmalik que la langue française en Algérie est devenue la langue des correspondances officielles, des échanges commerciaux et financiers, de l'administration, de l'enseignement, de la presse, de l'université et même... des casinos, note-t-il avec humour et amertume.

« L'arabe ne devenant que la langue d'expression quotidienne du peuple, notamment dans les campagnes, il ne s'exprimait que dans le parler algérien » (Idem), question qui, de jour en jour, affaiblit l'existence de la langue arabe. L'insistance des propos de cet article sur la question linguistique et de la part d'un marxiste arabe, laisse un peu perplexe certains observateurs face à cette insistance sur la question linguistique comme forme identitaire fondamentale au sein de la question nationale.



***Mohammed Dib se distingue, néanmoins, par le fait de son appartenance à une génération, la seconde selon Abdelmalik, qui s'imposait comme hors la littérature française qui ne voyait en l'Algérie et ses habitants, qu'un décor plein d'exotisme et de « mystères ».***

Mohammed Dib, Mouloud Feraoun, Mouloud Mammeri et bien d'autres sont aussi, pour Abdelmalik, des auteurs ayant cette double culture qui se résume en leur « formation française et mariés à des Françaises » (p.66). Appartenir à cette culture du colonialiste et non à sa civilisation, estime-t-il encore, est une marque de divergence et d'opposition de la part de ces écrivains, à la culture même du colonisateur et constitue une forme de dire son appartenance à la civilisation arabo-musulmane et à un patrimoine spécifiquement nationale.

***Mohammed Dib est d'abord un poète***

Anouar Abdelmalik place l'auteur de "L'Incendie" au sein de cette génération née entre 1939 et 1955, la génération d'entre la Seconde Guerre mondiale et la Conférence de Bandoeng, cette génération d'écrivains qui font du peuple leur matière d'écriture et d'esthétique. Mohammed Dib est certes un écrivain réaliste mais il est surtout un poète :

« Il n'observe pas le réel tel qu'il est et ne le décrit nullement comme état de stagnation ou d'immobilisme, mais comme un réel qui prend tout son sens par les sensations. Il représente son peuple dans la forme d'images vivantes et confuses même, s'adressant à nos cœurs et soulevant les émois de son lecteur. Il est un écrivain réaliste dans le sens le plus précis du terme » (Idem).

Le sociologue égyptien avait lu Dib en français et il précisait qu'à la rédaction de son article, aucune traduction arabe n'est encore parue au Moyen-Orient. Il décela en lui, un écrivain très enraciné dans le sol algérien, dans sa terre meurtrie et n'use d'aucun imaginaire cosmique afin de s'élever vers les cimes de l'irréel. Il est parmi des paysans qu'il a connus. Il parle leur langue, respire leur air, ressent leur douleur et écrit pour eux et sur eux, poursuit Anouar Abdelmalik.

Il est cet écrivain qui reste plein d'espoir, Dib ignore ce que stagnation veut dire, de même pour le mot abdication et l'espoir chez lui n'est pas une série de slogans ou d'intempestifs applaudissements, mais le résultat d'interactions au sein de ce peuple, qui reste en étroite relation avec son Histoire millénaire et ses événements les plus douloureux. Mohammed Dib, dira Abdelmalik, est cet écrivain qui affronte et se confronte à chaque angle, un coin sombre ou sanguinaire de toute vie qu'il décrit.

Nous signalons par ailleurs, qu'Anouar Abdelmalik peut susciter quelques déboires à travers certaines de ses prises de positions, à l'égard d'un écrivain algérien n'écrivant que dans la langue du colonisateur. Mais, nous ne devons oublier que nous sommes en 1957 et que l'idéologie du Panarabisme du colonel Nasser est à ses heures de gloire avec comme modèle le «socialisme arabe». A cette époque, les « communistes arabistes » d'Egypte développaient ses thèses, en rompant dans un antimarxisme flagrant. Anouar Abdelmalik évoluera, lui-même, vers un sociologisme made in Althusser, autour du jeune Karl Marx encore Hégélien. Mais il n'en demeure pas moins que l'article sur Mohammed Dib relève de la critique sociologique intéressante à plus d'un point de vue et toujours d'actualité. Anouar Abdelmalik le qualifie à juste titre de « maître incontesté de l'expression romanesque et poétique » (p.67).

Chose rare chez les écrivains de sa génération qui, pour la plupart, ont échoué par le fait d'une guerre mondiale au point de rater leur propre existence.

Le hic de cet article est la courte notice biographique de Mohammed Dib, Anouar Abdelmalik évoque la rencontre de Dib avec Jean Cayrol, lors du Séminaire de Sidi-Madani au moment où il mettait en œuvre *La Grande maison*. Une rencontre qui marqua notre écrivain tout comme ses lectures d'Aragon, de Stendhal, de Tchekhov et de Gogol. Abdelmalik rappelle que Dib était sur le point d'achever le troisième roman de sa « Trilogie » Algérie, intitulé *Frères de l'humanité*, de même qu'un autre roman, *Hommes sans but* et dans lequel il est question de l'histoire d'une famille conservatrice et propriétaire terrienne. La présentation d'Anouar Abdelmalik, mentionna des passages bien significatifs de *L'Incendie*, du recueil de nouvelles *Au Café* en citant l'exemple des textes, *La Petite cousine* et *Terres interdites*, avec une lecture de l'esthétique dibienne à travers le choix des personnages, leur état d'âme et la force de Dib d'intégrer l'ensemble dans le seul espace de vie.

REGARD

## David Galula, l'éloge américain de l'Algérie coloniale

- Mercredi 5 décembre 2018

*Lorsque le Département d'Etat yankee fait l'éloge a une expérience algérienne sur sa lutte antiterroriste, ce n'est nullement pas pour nous chanter les exploits des forces sécuritaires combinées dans leurs luttés contre la terreur islamiste ou encore pour saluer une coopération avec une Police ou une sécurité d'Etat algérien avec leurs confrères américains.*

Les éloges trouvent leurs sources dans une certaine histoire algérienne qui ne s'est révélée au grand public qu'en 2006, avec le lieutenant-colonel John A. Nagl qui reçut l'aval de sa hiérarchie afin de rédiger "Le manuel de la contre-insurrection". Nagl est un ancien officier des opérations de bataillon en Irak et dans son « manuel » il fait grandement référence au modèle de cette guerre secrète appliquée au Viêt-Nam et en Irak sur la base d'une « expérience algérienne d'un officier français » de l'Algérie coloniale.

Il s'agit du lieutenant-colonel David Galula, né le 10/1/1919 dans une famille juive de Sfax (Tunisie) et mort le 11/5/1967 à Arpajon (France). Ayant vécu quelques années à Casablanca au Maroc, il intègre Saint-Cyr et prend part au débarquement Alliées du 8 novembre 1942 après une mission d'espionnage à Tanger, alors ville internationale ouverte. Il participe, en tant que Gaulliste, à la libération de la France et de l'Allemagne. Poursuivant sa carrière militaire, il se retrouvera en tant que volontaire à Nankin, capitale de la Chine nationaliste de Tchang-Kai-Tchek où il rencontre sa femme Ruth Morgan, une diplomate à l'Ambassade US. C'est là qu'il étudia la guerre populaire du Parti communiste chinois et sa victoire finale. Après 1949, on le retrouve au sein de la Commission des Nations-Unis pour les Balkans pour « observer » la révolution yougoslave et la guérilla communiste grecque de l'ELAS, avant d'être envoyé comme attaché de la Sécurité de l'Armée française à Hong-Kong. Il avait pour mission de suivre de près la lutte des peuples du Viêt-Nam, des Philippines et plus spécialement la lutte des islamistes indépendantistes de Malaisie.

Une longue expérience dans l'observation et l'étude des opérations de la « contre-insurrection » (COIN, dans le jargon US Army), va lui être d'un grand apport lors de son engagement en Algérie face aux nationalistes du FLN-ALN.

En Algérie et durant deux ans, David Galula a commandé la 3e compagnie du 45e Bataillon d'infanterie colonial dans la région des Ath-Aissa Mimoun (Tizi-Ouzou), puis à Bordj-Menaïel. Enfin, commandant-adjoint du même bataillon à Tigzirt et à Dellys.

### *Les Américains ne s'intéressent qu'à l'Algérie coloniale*

Mais pourquoi cet intérêt américain pour David Galula ? Le pragmatisme yankee à ceux qui décrivent leurs expériences militaires puisque les USA se considèrent en guerre permanente depuis sa guerre de Sécession. Les écrits d'officiers français entre 1954 et 1962, intéressent les stratèges militaristes et géopoliticiens US à plus d'un égard. Les écrits de la partie algérienne, nationaliste ou marxiste ne sont pour les yankees qu'un discours nationaliste sur-

idéologisé et d'aucun intérêt « pratique » et ne forme qu'un amas de « règlements de comptes entre partisans », selon la vision anglo-saxonne.

A l'indépendance politique algérienne, les Américains se sont intéressés à ce saint-cyrien qui avait déjà participé au Maroc à l'élaboration des Sections Administratives Spéciales (SAS) contre le combat de l'Armée de libération marocaine. Une idée qu'il transportera en Algérie avec les Bigeard et Salan. Du 16 au 20 avril 1962, David Galula est invité à la RAND Corporation du Département d'Etat yankee pour une conférence sur la COIN et à laquelle assiste Stephan Hosmer, un membre influent de la RAND CO, qui l'invite à décrire son « expérience » dans un livre. En 1963 apparaît *Pacification in Algeria ; 1956-1958* et une année apparaît son récit avec étude et réflexion, intitulée *Théorie et pratique de la Contre-insurrection*, un ouvrage de réflexion sur la lutte anti-révolutionnaire.

Aujourd'hui, les idées de Galula font l'objet d'un grand intérêt et d'enseignement dans les différentes écoles de guerre US et en « Israël ». Cette dernière l'enseigne au côté de Yaakov Amidor, le spécialiste de la lutte anti-Hamas. Le 22/10/2008, le commandant des Forces de l'OTAN à l'est de l'Afghanistan, le général Jeffrey Schloesser, dira que « le théoricien militaire français David Galula nous est bien utile », en évoquant la politique des regroupement des populations Pachtoun, afin de les couper de toutes influences des Talibans pakistanais.

Le général américain David Petraeus confirmait quant à lui « *qu'ayant été érigé en lecture obligatoire au Command General Staff College, Contre-insurrection sera un jour considéré comme le plus grand des écrits militaires français du siècle dernier* ». Le chef de guerre US en Irak, avait préfacé l'édition française de 2008 et il écrivait :

*« On peut dire de l'ouvrage de Galula qu'il est à la fois le plus grand et le seul grand livre jamais écrit sur la guerre non conventionnelle... car il s'agit vraiment d'une pépite : tout comme De la guerre, de Clausewitz cet ouvrage est à la fois une réflexion philosophique sur la nature de la guerre et un précis de doctrine ».*

Un général qui considère surtout que l'expérience de la guerre « *non complétée par la réflexion intellectuelle n'est qu'une longue succession d'honneurs obscures* ». Gagner les cœurs et les esprits, disait Galula qui collabora avec le tortionnaire Roger Trinquier et c'est l'essence de la guerre moderne selon lui. Une méthode de la contre-insurrection qui vise à traiter les populations avec gentillesse afin de les détacher des mouvements révolutionnaires. Il a obtenu des résultats dans sa guerre avec le FLN-ALN et sa vision a été amplement utilisée en Irak, par le général Petraeus.

Frapper préventivement une insurrection naissante est un stratagème évident dans une guerre révolutionnaire, « *la force doit être évaluée à l'aune du soutien de la population, mesuré en termes d'organisation politique à la base* » écrit-il. Le contre-insurgé acquiert une position de force lorsque son pouvoir est incarné par une organisation politique « *émanant de la population et fermement soutenus par celle-ci* », écrit encore cette matière grise du sinistre Service d'Action Psychologique et d'Information (SAPI).

***Au sein de cet organisme du SDECE, David Galula initiera la création d'une radio française internationale ( ce qui deviendra par la suite RFI) émettant de France en arabe et en kabyle dans le but de contrecarrer Radio Voix des Arabes (Caire) et les puissants émetteurs de Radio-Moscou.***

David Galula intègre la RAND CO., et devient même un conseiller de Kissinger, il sera vite rejoint par le général Paul Aussaresses qui s'occupera d'enseigner aux futurs commandos Delta à Fort-Bragg, Californie, l'art de la torture. Avant de décéder, Galula rejoindra l'OTAN en Grande-Bretagne pour y parfaire ses « enseignements » dans la lutte anti-IRA sur le sol britannique.

Mais au fait que cherchait le Pentagone en projetant, il y a quelque temps, le film algéro-italien *La Bataille d'Alger* ? Les tenants de la « guerre des couffins » de la Zone Autonome d'Alger ou encore de saisir la stratégie de la lutte antiguérilla urbaine du colonel Trinquier, qui sera invité en 1972 sur les plateaux de la télévision française en compagnie de Yacef Saadi ? Les yankees s'intéressent à tout ce qui entoure l'histoire de l'Algérie ancienne ou moderne, mais selon le télescope français et rien d'autres.

PUBLICATION

## **Mansour Bekhti Dahmour, un jeune idéologue du «Hirak algérien »**

- **Jeudi 25 avril 2019**

*Mansour Bekhti Dahmour est certainement un nom à retenir. Poète, il s'intéresse grâce à ses études de master en histoire, aux mouvements de contestations politiques du monde arabe.*

Il vient de publier aux éditions électroniques, Zakhat Achohob (Pluie de météorites), un essai sous le titre bien pompeux de *Philosophie de la révolution : Vision de la société algérienne à la création de la Deuxième république*. (La phase de pré-fondation).

L'ouvrage est libre et gratuit à tout téléchargement, il est mis à la disposition de tous les Algériens et Arabes de par le monde, écrit l'auteur. Il est même téléchargeable sur le site arabe, Dialogue de civilité (Al-Hiwar al-mutamadin) qui regroupe des intellectuels et militants laïques, athées et militants progressistes de gauche de par le Monde arabe.

Sur 134 pages et 8 parties, le petit ouvrage de Mansour Bekhti Dahmour s'ouvre sur deux photos commémoratives de son frère, Rabah, en tenue de combat et kalachnikov au bras, mort aux combats face aux hordes terroristes islamistes, durant la décennie rouge. Une évocation qui mérite tout le respect de la part de la dignité humaine.

Le livre de M. B. Dahmour, et selon son auteur, a été suscité suite aux propos qui mettaient sous la forme d'alertes et d'avertissements sur les médias sociaux, en direction de l'opinion algérienne, sur une probable ingérence d'une « main interne et étrangère » dans la manipulation ou la déviation du mouvement populaire de 22 février. L'essai de M. B. Dahmour se veut une réponse intellectuelle à cette machination émanant d'un pouvoir en déboire.

L'ouvrage est subdivisé en huit chapitres, allant de L'insurrection populaire et le changement des mentalités, à la Révolution populaire et la destruction des régimes, en passant par des questions philosophiques et politiques sur les notions, d'idéologies, de la nation, de l'identité nationale, de la révolution populaire et celle des individus.

Au premier chapitre, Dahmour évoque la question du soulèvement populaire en relation avec ce qu'il nomme, changement des mentalités où un débat pourrait se situer en rapport avec l'aspect social et la question du changement subit au niveau de « l'esprit collectif des peuples ». le jeune auteur, parle d'une « récession du stade de la conscience révolutionnaire » que constitue une révolution en quête de liberté, contre les formes de tyrannies.

Il fait référence à ce qu'il appelle « les nouveaux révolutionnaires » et aux luttes généralisées, en observant en elles, un nouveau type de changements qui émerge afin de s'aligner sur ce qu'il nomme « les guerres de la cinquième génération », en révolte contre celle qui a trahie la lutte contre la tyrannie. Les moyens de cette nouvelle lutte sont le pacifisme dans « une unité de l'esprit du peuple ».

M. B. Dahmour évoque les conditions sociales et historiques de cette « industrie des révolutions dans son ensemble », qui selon ses propos, sont formés de « révolutions pacifiques de l'accumulation historique » permettant à la formation d'un sentiment collectif chez ces peuples en révolte et qui ne demandent que le changement.

Au quatrième chapitre de Philosophie de la révolution, le militant du « hirak algérien » parle de révolution subjective et de révolution dirigée ou orientée. Il affirme que « l'étape de la direction d'une révolution constitue le plus grand danger pour le mouvement populaire algérien, di elle ne prend pas en considération l'unité des rangs et les principes de cette même révolution », tout en critiquant le rôle des médias, des intellectuels, de l'argent sale, enfin tout ce qui peut être exploité par le pouvoir tyrannique ou même les pays étrangers voulant manipuler la rue et briser la révolte.

M. B. Dahmour ne ménage aucun effort à donner des directives et orientations sur comment résister et détourner les visés de ces forces contre-révolutionnaires. Pour lui, la révolution peut prendre deux formes : une révolution populaire et une révolution des individus. Il évoque la révolution en tant que conception sociale, de son avortement et de sa fin, reléguant cette dernière à celle des dirigeants mêmes de ce mouvement.

Il estime qu'une révolution populaire ne peut être anéantie qu'à une condition, celle où les peuples se sachent comment la diriger. Au sixième chapitre, le théoricien du « hirak algérien » évoque le conflit entre « identité nationale aux autres identités » en rappelant le danger que peut accourir « une philosophie du Soi » face à l'intervention, de ce qu'il appelle « les mains de la trahison » visant à diviser le pays dans des luttes ethniques et linguistiques. Il conseil le mouvement algérien de prêter un peu plus d'attention à la gravité de cette question. Le chapitre suivant traite du « danger des idéologies dans une révolution populaire » qui peut créer des conflits et des guerres confessionnelles à l'intérieur de la révolution même. Il considère que ces idéologies ne peuvent que créer des illusions au sein de ce mouvement populaire. La solution est d'adopter une « idée d'un patriotisme » unificateur, permettant d'éviter tout danger menaçant le pays, arabe ou musulman soit-il et dans son intégrité. En fin de l'essai « révolutionnaire », le jeune Mansour Bekhti Dahmour, né en 1989 et ayant fait des études à Cambridge, à l'université d'El-Medina (Arabie-Saoudite) pour atterrir à l'université de Baghdâd avec une spécialité en géostratégie bien mérité des services spéciaux anglo-saxons, aborde les dangers qui guettent le « hirak algérien » une fois le régime de la tyrannie évincer du pouvoir. Selon lui, la solution réside dans un retour à l'idée de l'unité nationale et à la valeur de la défense de l'intégrité territoriale de la patrie. Il croit en le modèle algérien qui ouvre une nouvelle ère pour des révolutions à venir, qu'il nomme « révolutions conscientes » donnant naissances à des « républiques de gouvernances ».

L'auteur de Philosophie de la révolution, considère que les années à venir connaîtront la chute de ce qu'il qualifie des « royaumes arabes et de la fin des monarchies ». L'Europe ne sera certainement pas épargnée face à une débâcle généralisée afin de constituer de nouvelles républiques. Et le jeune idéologue du catastrophisme généralisé, déclare que nous assisterons dans les 10 prochaines années, à la création d'une Union des républiques islamiques ou à un Commonwealth islamique dans lequel le conflit entre Orient et Occident sera inévitable, laissant présager une tragédie humaine dans les années qui suivent.

Philosophie de la révolution est un manifeste pour un mouvement de masse hétérogène, refusant toute forme d'organisation et se limitant à la criarde des vendredis et des mardis, n'aboutissant qu'au seul recyclage des institutions tyranniques. L'ouvrage renfloue des concepts bien amplis d'idéologèmes faisant de l'écrit de Dahmour un panier à crabes pour une aliénation politique.

La formation culturelle de l'auteur est certainement pour beaucoup dans sa disponibilité d'accepter d'être un docile instrument d'un programme élaboré par une intelligence artificielle. Nos bancs d'écoles et nos amphis universitaires pèsent lourdement sur l'embrouillement des idées et des pensées politiques. Il a bien fait une licence universitaire en histoire, dans un département totalement vidé de perspectives rationnelles et critiques. La dimension subjectiviste de l'auteur, nous la décelons au sein de certains acteurs du « hirak algérien », un nihilisme aveuglant qui veut remplacer, à tout prix, toute implantation d'une réelle pensée de ce mouvement populaire. Ce dernier pourrait durer dans le temps, mais étant bien poreux, il ne pourra agir contre les idées décadentes et réactionnaires. Déjà un cercle des Black-Bloc est en formation sous l'étiquette subjectiviste des anarcho-gauchistes.

Nous noterons que l'écrit de Dahmour est dans un arabe à portée d'une jeunesse qui aime les textos d'alertes numériques, il occulte un certain nationalisme-fasciste qui se développe à l'ombre d'un catastrophisme mondiale arrangeant les tenanciers du capital mondial et nullement les futurs prolétaires du chaos.



La Guerre de 1914 -1918

## Omar Racim et l'histoire du soldat Cheikou Cissé (I)

- **Dimanche 15 juillet 2018**

Le soldat Cheikou Cissé a été telle une ombre, qualifié de «sauvage » du continent noir, dans le plus terrible des polars de l'écrivain Vladimir (de son nom Vladimir Bolansky) ans "Monsieur Afrique et le rat de brousse" (1) à la page 78.

L'*encyclopédie* ouverte Wikipédia et de nombreux *journaux* européens et africains le qualifiait de « *tirailleur sénégalais, mort en 1933, en Nouvelle-Calédonie* », alors qu'il était encore vivant, ne respirant qu'un air qui n'a jamais été le sien, ni celui de sa famille qui cherche encore, ni de ceux de ses vigoureux et nobles ancêtres de cette partie de l'Afrique des royaumes du Sahel, qu'une géographie coloniale française, dénommée abusivement le Soudan français. Nous évoquons aujourd'hui cette figure emblématique de la mémoire africaine, le soldat Cheikou Cissé dont l'existence mérite d'être portée sur les grands écrans tant elle concentre les ingrédients d'une tragédie hellénique des plus représentatives.

Cheikou Cissé est né en 1892 à Sarobougou (Sérobougou, Mali), Cercle de Bandiagara dans le Haut-Sénégal selon la cartographie coloniale, alors que l'on situe abusivement son lieu de naissance à Chorboze dans un éphémère Soudan français, actuellement le Niger. Au village, il a laissé une femme et deux enfants. Envoyé au Maroc, il sera blessé trois fois, puis comme des milliers de soldats des colonies, il sera encore une fois envoyé pour se battre aux Dardanelles (Turquie) au sein de sa compagnie des Tirailleurs sénégalais.

Il sera ramené au Soudan français avec son unité. Au lieu de le renvoyer chez lui dans son foyer, il est expédié à Keyes (Sénégal). Le journal *Le Matin* du 21/12/1931 évoque le cas Cheikou Cissé comme étant un « *tirailleur et bon soldat. Pendant la guerre, il se laissa monter la tête par des agents des soviets. On lui persuada de se révolter. Le bon nègre se révolta, après avoir soulevé la petite garnison d'un poste. Il fut condamné à Dakar.* »

Cissé ne savait ni lire, ni écrire et devant la Cour de Dakar, il sera jugé avec ses camarades pour avoir participé à un complot ayant pour but d'appeler à la guerre civile, suivie d'actes de vol (17 fusils militaires) commis avec effraction. Il sera condamné à la déportation perpétuelle dans une enceinte fortifiée. Ses neuf camarades, ils ont été condamnés à des peines allant de 5 à 10 ans ferme.

L'enceinte fortifiée à laquelle Cheikou Cissé sera interné à la prison Barberousse d'Alger (aujourd'hui, Serkadji). Le héros noir de 1914 se retrouve en compagnie de trois détenus politiques, deux Syriens et le futur miniaturiste algérien Omar Racim. C'est ce dernier qui alerta l'opinion de l'existence du jeune soldat malien condamné par le Conseil de guerre de Dakar.

### ***Le détenu Omar Racim déclenche la campagne Cheikou Cissé***

Le 4 octobre 1922, La Lutte sociale, organe communiste de la Section SFIO-Algérie, publie la liste des détenus politiques de la prison Barberousse dans laquelle figure le nom de Cheikou Cissé. Omar Racim est certainement à l'origine de la «fuite» des noms, puisqu'il fut lui-même

incarcéré et condamné pour les mêmes faits que son codétenu ; en effet, le 6 novembre 1915, le Conseil de guerre permanent de la Division Territoriale d'Alger, déclarait  
« *Indigène musulman non-naturalisé, Omar Racim ben Ali, dit « Sanhadji » demeurant à Alger, coupable d'avoir pratiqué des machinations et avoir entretenu des intelligences avec des agents de puissances étrangères pour engager celles-ci à commettre des hostilités ou à entreprendre la guerre contre la France et ses alliées, et que de ce chef, il sera condamné à la peine de la déportation dans une enceinte fortifiée. Le jugement sera confirmé le 26 du même mois.* » (2)

Omar Racim (né le 3/1/1884 et décédé le 3/2/1959) et à la différence de son frère Mohammed Racim (24/6/1896 - 30/3/1975), était un fervent anticolonialiste et sympathisant du mouvement Les Jeunes Algériens de l'Emir Khaled, petit-fils de l'Emir Abdelkader. Le panislamisme et la culture arabe, formèrent son tremplin culturel et idéologique qui s'exprimera à travers ses conférences, articles et œuvres d'art, entre miniatures et calligraphies. Qui feront de lui, plus tard un des mouvements de l'art maghrébin et arabe. En 1912, Omar Racim demandait et dans une lettre envoyée à l'organe de la *Société Fraternité Musulmane-Union et Progrès* de l'Ile Maurice, *L'Islamisme* un organe de langue française des Musulmans mauriciens et que dirigeait M. Noorooya, à faire partie de l'association en tant que musulman africain.

A sa sortie de prison, il entamera son activité artistique et se distinguera par sa profonde connaissance de l'art et de la musique arabe et musulmane, tout en fréquentant les cercles politiques et culturels les plus progressistes de son époque. C'est ainsi qu'au mois de juillet 1923, il sera invité par l'association culturelle et artistique d'Alger la *Rachidia*, pour une conférence sur l'art musulman (3), il définira l'art en général en expliquant sa genèse à travers diverses manifestations et la place qu'occupe l'art arabe en Afrique du Nord et son influence andalouse, tout en expliquant la place importante qui avait existé en Arabie dans les parties habitées par des sédentaires. A l'âge de 39 ans, Omar Racim a mûri ses connaissances de l'art musulman et la maîtrise des techniques de son exécution, des tons et les effets modernes qu'il introduisit dans son œuvre. Cette conférence fut accompagnée de projections cinématographiques représentant les monuments arabes de Fez, Marrakech et Grenade. Une primeur pour un conférencier « musulman non-naturalisé » en ce début du XXe siècle.

Deux années après la conférence d'Omar Racim mourrait le communard hongrois Pierre Kovacs qui a été condamné au bagne par un Conseil de guerre français et juste à la publication d'un décret de remise de sa peine, en date du 12/8/1925, le militant de 1870 décède de la faim le 1er juillet 1925. Mais pour le cas de Cheikou Cissé, il y a lieu de signaler que le journal des communistes d'Algérie fera de son cas une de ses campagnes les plus en vue, notamment après la mort en prison des huit compagnons de Cissé condamnés à Dakar et l'évasion d'un d'entre le groupe des révoltés. Le député communiste André Marty, fera de Cheikou Cissé son combat au sein du Secours Rouge International (plus tard, le Secours Populaire français) en demandant l'amnistie immédiate du soldat malien et sa réhabilitation. De 1925 à 1933, Marty et le SRI ne cessaient de prendre l'opinion française et mondiale à témoin devant une mort lente et programmée du soldat Cissé. Andrée Marty a reçu en 1925, une lettre du ministre de la Guerre, disant que « *nous avons pris bonne note de votre demande concernant une mesure gracieuse, mais il nous faut plusieurs semaines avant qu'une décision intervienne* » (4).

Huit années plus tard, c'est au tour du ministre des Colonies de faire savoir que l'administration pénitentiaire avait proposé Cheikou Cissé pour une mesure gracieuse. Mais dans les faits le même ministère et son Gouvernement de l'Afrique coloniale française, redoutaient le retour de celui que les militants des droits de l'homme et ceux du monde syndical nommaient *le camarade Cissé*. Déjà avec la publication par *La Lutte sociale* de son nom comme étant un détenu d'opinion et illégalement condamné, Cheikou Cissé sera transféré de Barberousse (Alger) à Nouméa (Île Nou), et de là vers Cayenne où *Les Annales Coloniales* (du 17/3/1936), confirment sa déportation à vie en Guyane. (A suivre)

1– Roman paru en 1995 dans la série Fleuve Noir, collection « Aventures sans frontières », N° 7, 228 pages.

2– In, *Le Courrier de Tlemcen*, Algérie, du 10/12/1915.

3– In, *L'Echo d'Alger*, du 1/7/1923.

4– La revue *La Défense*, organe du Secours Rouge International – Section française, numéro du 17/8/1934, p.3.

La Guerre de 1914 -1918

## Omar Racim et l'histoire du soldat Cheikou Cissé (II)

- **Jeudi 19 juillet 2018**

Huit années plus tard, c'est au tour du ministre des Colonies de faire savoir que l'administration pénitentiaire avait proposé Cheikou Cissé pour une mesure gracieuse. Mais dans les faits le même ministère et son Gouvernement de l'Afrique coloniale française, redoutaient le retour de celui que les militants des droits de l'homme et ceux du monde syndical nommaient *le camarade Cissé*. Déjà avec la publication par *La Lutte sociale* de son nom comme étant un détenu d'opinion et illégalement condamné, Cheikou Cissé sera transféré de Barberousse (Alger) à Nouméa (Île Nou), et de là vers Cayenne où *Les Annales Coloniales* (du 17/3/1936), confirment sa déportation à vie en Guyane.

### *Cayenne, le bateau blanc, l'Île du Diable et la mort qui s'oublie*

A la fermeture du bagne de la Nouvelle-Calédonie en 1931, le territoire de la Guyane se transforme en terre française de déportation. De cette transposition d'une aire géographique en un vaste espace pénitencier, Georges Ferré du journal *Le Matin*, publie une série de reportages sur les bagnes et prisons de la France coloniale et au numéro du 13 décembre 1931, il est en Guyane, face à des constructions qui n'ont plus de toit et où «à l'intérieur des cours, la brousse s'enfle et grandit. Entre les blocs de cette maçonnerie rouge et blanche, pétrie de sang et d'ossements, qui, de la Guyane à l'Île Nou, en passant par Poulo-Condor, caractérise infailliblement l'architecture pénitentiaire, des lianes jaillissent comme une poignée de couleuvres » (p. 2).

Et de poursuivre, à la vue de l'hôpital et du cimetière :

« Un étrange champ de morts, une terre truffée d'ossements qu'on heurte du pied et qui font des taches blanches parmi les ronces. La mer battait doucement cette rive macabre ».

Le long de cette contrée, le ministère des colonies en a fait un espace où se matérialise l'imaginaire de centaines de millions d'individus. Bien au-delà de cet imaginaire, le territoire de la Guyane avait accueilli quelque 67000 déportés entre 1852 et 1938 entre bagnards transportés de prisons de la Métropole et ceux que l'on appelait *les relégués* (les multirécidivistes). Parmi les transportés de France un homme enclenchera les vérités vécues sur la Guyane pénitentiaire, le long d'un ouvrage-témoignage de 64 pages qui mettra à nu l'idéologie carcérale de l'œuvre humaniste de la colonisation.

Nous parlons de l'ouvrage de l'ex-détenu Paul Roussenq (5), qui a brûlé son treillis de 50 francs en 1908 alors qu'il se trouvait en 1929 toujours en Guyane après avoir expiré intégralement sa peine de 20 ans et qu'à sa libération n'arrivant pas à se réadapter complètement à sa nouvelle vie, il se suicide, en 1952, en se jetant dans l'Adour à Bayonne (Pays basque français). Cet ex-bagnard fut cité dans un ouvrage d'Antoine Mesclon (6) et où il écrit :

« Albert Londres apprend au public que vous avez pu, pendant quinze ans infliger trois mille sept cent soixante !dix !neuf jours plus dix-ans et quatre mois de cachot à Roussenq » (p. 308).

Albert Londres fut journaliste au Petit Parisien qui mena en 1923, une enquête sur le bagne de Saint-Laurent-du-Maroni (Guyane) et qu'il dénommé le « cul-de-sac du monde ».

Mais revenant au cas Cheikou Cissé : il semble que son devenir dans cet univers de l'oubli carcéral, est lié à un navire qui le transporta la première fois d'Alger à Nouméa via le Canal de Suez et la seconde fois de Nouméa à Saint-Laurent-du-Maroni. Ce « pied de biche », comme l'on nommé les relégués et qui s'est inscrit aussi et à jamais dans le parler algérien (*kraâ lemiz*) embarquait sur *La Martinière* (le Bateau blanc, comme le surnommé l'imaginaire populaire algérien, *El-babour labyad*). Le cargo-prison en question appartenait à la Compagnie Nantaise de Navigation à Vapeur (CNNV) et qui dès le mois de mai 1932, remplaça *La Loire*, il accostait toujours à l'entrée du port d'Alger devant la darse du Feu Rouge. Le navire fétiche de Cheikou Cissé – hasardions-nous de le nommer ainsi- fut aussi l'objet d'un roman inédit de Georges Simenon, *Le Locataire* (1934) et publié en séries sur la revue littéraire *Marianne*, de même qu'un reportage signé par Albert Camus sur *Alger-Républicain* du 1<sup>er</sup> décembre 1938, sous un titre évocateur, *Ces hommes qu'on raye de l'humanité. 57 relégués ont quitté avant-hier Alger pour le bagne*. La cargaison de forçats était en route pour Cayenne.

Le nom de Cheikou Cissé s'est aussi associé à un bon nombre de militants internés ou déportés. Un Français notamment, Léon Chareyron, mobilisé en 1914, quitte les tranchées et se réfugie en Suisse. Revenant en France, il sera arrêté et traduit devant un Conseil de guerre pour *intelligence avec l'ennemi en temps de guerre*, rappelant le cas de l'Algérien Omar Racim. Lui évitant la condamnation à mort, il sera envoyé à l'Ile du Diable (Iles du Salut, Guyane), tout comme l'officier Dreyfus. Le 6 avril 1933, le SRI français et à travers son secrétaire, Jean Chauvet, une lettre est adressée avec quelques secours à Cheikou Cissé qui fut parrainé par la ville de Bondy, région parisienne. La lettre, expédiée du bureau de poste de Paris le 7 avril 1933, arrivait à Cayenne le 26 mai 1933 et elle en repartait le 24/6/1933 pour revenir au siège du SRI avec une mention imprimée et manuscrite de l'administration carcérale: DECEDE.

Au plus tard le 28 juillet 1933, le Comité local du SRI -Bondy recevait une lettre de Cheikou Cissé. Etait-elle de lui? S'interroge-t-on à l'époque. Le 1<sup>er</sup> février 1933, il avait bien envoyé une lettre écrite par un de ses compagnons de bagne, où il disait entre autres :

*« Je crois qu'après quinze ans de captivité pour n'avoir en fait contre la France, il serait temps de penser que l'on est venu me chercher dans mon pays pour la défense. J'espère, camarades, que vous ferez ce qu'il est possible de faire pour me faire revenir près de ma femme et mes miens ».* (7)

Le député communiste de l'époque Jacques Doriot, devenu un fasciste notoire en 1936, avait posé la question au ministre des Colonies, à savoir si Cheikou Cissé est toujours vivant ? Le 29/9/1933, le ministre répondait qu'il n'a pas été avisé du décès et qu'il vient d'être proposé par l'administration pénitentiaire pour une mesure gracieuse. Le ministre en question n'était autre que l'amiral Darlan (enterré à Oran en Algérie) et ainsi le Front populaire faisait le terrassement du front fasciste de Vichy qui avançait aussi sur le corps du soldat Cissé.

1933 semble être l'année de la mort pour ce citoyen malien du 4<sup>e</sup> Régiment des Tirailleurs Sénégalais. Tout laisse croire que son souffle de vie s'est éteint en cette année comme étant le dernier bagnard de la Nouvelle-Calédonie. Et pourtant ? L'histoire le liera à jamais à un autre Algérien et cette fois en Guyane.

**Note :**

1 – Roman paru en 1995 dans la série Fleuve Noir, collection « Aventures sans frontières », N° 7, 228 pages.

2 – In, *Le Courrier de Tlemcen*, Algérie, du 10/12/1915.

3 – In, *L'Echo d'Alger*, du 1/7/1923.

4 – La revue *La Défense*, organe du Secours Rouge International – Section française, numéro du 17/8/1934, p.3.

5 – Paul Roussenq, *Vingt-cinq ans de bagne*, Préface de François Vittori, Paris, édition La Défense, 1934. 64 p ; Réd. En 2009, *L'enfer du bagne*, Préface de Jean-Marc Delpech et une postface d'Albert Londres, Paris, Libertalia, 129 p.

6 – Antoine Mesclon, *Comment j'ai subi quinze ans de bagne*, Editions « France et Humanité », A. Mesclon, éditeur, Paris (18e), 1932, 438 pages.

7 – In, *L'Humanité* du 4/10/1933.

Littérature

## Mohammed Dib : à l'origine de la "trilogie"

- **Lundi 19 mars 2018**

À l'origine de l'écriture romanesque de Mohammed Dib, une trajectoire politique qui s'inscrit par son parcours de militant communiste. Former à l'école du Parti communiste algérien (PCA), son premier contact avec l'idéologie révolutionnaire fut certainement M. Roger Bellissant, son enseignant et futur beau-frère. Tout comme l'on évoque dans ce cycle de la formation politique personnelle chez Dib, M. Emile Janier, un militant catholique et disciple de Louis Massignon et animateur des Enquêtes Sociales Nord-Africaines, durant les années 1930.

Mohammed Dib n'a, de son vivant, jamais renié son appartenance philosophique et politique, son entourage le plus pro-Parti communiste. Son imaginaire renfloué, lui, de matières issues de sa formation, ses lectures et son militantisme syndical.

En 1955, Dib rédigea un texte pour la revue culturel du Parti communiste français, *La Nouvelle Critique* (1), sous le titre de *Prolétaires algériens. Éléments d'enquête*, traitant sur 19 pages et 62 paragraphes, du contexte économiques, du travail des femmes et du travail des hommes, ceci en plein déclenchement de la lutte armée. Dans ce contexte, l'article devient une contribution militante s'ouvrant par une précision au lecteur, que l'intention de son auteur, n'est celle de brosser un tableau général de la situation laborieuse des Algériens, « loin de moi l'idée d'un projet aussi ambitieux » (p.173), mais de livrer quelques observations directes, « prises sur le vif » (Idem) se rapportant aux travailleurs musulmans, dont essentiellement « les travailleurs femmes de villes » (Idem).

### *Les « femmes » de Mohammed Dib*

La lecture attentive de cette enquête sur Le travail des femmes, nous éclaire un peu plus sur les personnages de Dib a réellement connu, le long de son parcours de militant et qu'il intégra dans ses différentes fictions littéraires.

1) Rhadidja : Une grande femme « à la charpente puissante (paraît avoir 45 ans) » (p. 180). Le visage ressemble à celui d'une sculpture védique, « mais sans en posséder la sérénité : une expression crispée est fixée sur tous ses traits » (p.180). Une femme qui vit seule, « n'a de charge qu'elle-même » (Idem). Elle est mariée, mais son mari la quitta il y a plusieurs années. Elle a une fille mariée, avec enfants et

« De temps en temps, les petits-enfants viennent demander à leur grand-mère un morceau de pain, discrètement pour ne pas éveiller la curiosité des voisins » (Idem).

Nous devinons, à travers cette pauvre femme, le personnage d'Aïni du quatuor romanesque dibien. Une femme soumise au diktat de son propriétaire en lui augmentant chaque mois, de 400 francs à 800 francs de l'époque. Rhadidja travaille tous les jours et ne se nourrit que d'un morceau de pain et d'une tasse de café à midi et le soir, le temps de s'acquitter de sa dette qui s'élève à 6 mois de loyer non payé.

Rhadidja (Aini) n'obtient que 15 jours d'ouvrage sur 30 et elle passe des mois sans travail. Au mois de Ramadan, elle jeûne presque 24 heures. « C'est à peine si elle mange, à l'heure de la

rupture du jeûne, un peu de couscous au beurre qui tiendrait dans le creux de la main» (p. 181).

C'est la femme qui travaille durant toute son existence (Dib) et le jour où elle deviendra complètement aveugle, « mieux vaudrait pour elle qu'elle meure » (Idem).

2) Menoune : A une vingtaine d'années, grande blonde, bien en chair « avec quelque chose d'une Flamande » (p. 182). Elle est orpheline de père depuis l'âge de 10 ans. Son père, un conducteur de camion à chevaux est mort laissant derrière lui une femme et six enfants. Dès l'âge de 10 ans, Menoune a travaillé dans une fabrique de tapis. Elle vit avec sa mère et ses deux frères de moins de 13 ans.

Elle a trois sœurs plus âgées qu'elle, qui sont mariées. La mère de Menoune fait différents petits travaux qui lui rapportent 1.000 à 1.500 francs. Les quatre personnes occupent une seule pièce dont le loyer est compté à 1.000 francs par mois, 400 francs en gros pour l'électricité. L'eau potable est prise au niveau d'une fontaine publique, pour le reste, il y a l'eau du puits à l'intérieur de la maison commune. Les besoins quotidiens, pour ces quatre personnes, s'élèvent à 8.000 fr. pour le travail à deux.

3) Safia : Une veuve qui vit avec sa fille qui travaille dans une manufacture de tapis. Elle travaille 8 heures par jour et gagne 225 francs. Safia, elle, travaille dans une huilerie et fait partie de l'équipe de femmes qui manipulent les olives destinées aux conserves. Celles avec qui elle travaille ont toutes au-delà de 45 ans, 60 pour la plupart. La tâche de ces ouvrières consiste à décharger les camions, qui arrivent pleins, dans des paniers de 20 kilos environ qu'elles transportent sur leurs épaules. Un travail de saisonnières, qui ne dure que 6 mois /année, de novembre à mai. « Impossible de figurer comment s'effectue ce labeur de forçat, ni les horribles conditions qui l'accompagnent » (p.184), écrit Mohammed Dib.

4) La domestique : Au départ, Mohammed Dib se pose des questions sur l'origine de cette catégorie sociale, « d'où viennent-elles, d'où sortent-elles ? » (p. 185) ces femmes qui travaillent dans les maisons et bureaux privés. Les faits sont là, les uns sont originaires de peuplés quartiers indigènes comme par exemple la Casbah d'Alger, les autres de villages nègres ou de bidonvilles, d'autres enfin sortent de grottes de troglodytes. Et Mohammed Dib de décrire, «voilà un être qui émigre pour quelques heures d'un monde souterrain, grouillant, déchiré et déchirant, vers un monde clair et rayonnant, où règne l'ordre, la netteté, le confort » (p.185).

Cette domestique gagne 200 francs pour cinq heures de travail par jour et son salaire varie entre 3.000 et 6.000 francs le mois.

Mohammed Dib n'omettra pas de rappeler que ces femmes, faisant partie du système de l'exploitation coloniale, répondant en fait, à ceux qui invoquaient les traditions islamiques, les prescriptions religieuses, les institutions familiales, afin « d'embastiller la femme musulmane dans son foyer » (p.187), et ce sont ceux qui méconnaissent tout simplement la réalité et continuent à développer des théories qui n'ont rien à voir avec les faits, explicite l'écrivain-journaliste.

### ***Le travail des hommes***



L'expansion coloniale et sa grande industrie européenne, note M. Dib dans son article, n'a cessé de chercher des débouchées afin d'assurer ses marchés et favoriser l'accumulation accentuée de son capital. Face aux mêmes caractéristiques que celle de tout prolétariat de n'importe quel pays, « les travailleurs musulmans, en Algérie, sont uniformément classés dans les catégories inférieures de l'échelle professionnelle » (Idem).

Au premier constat, Dib indique que la formation professionnelle est refusée aux travailleurs musulmans, qui ne sont pas moins aptes que quiconque à remplir n'importe quel emploi, insiste-t-il dans son enquête.

Ils sont 80.000 travailleurs dans les services publics, 300.000 dans l'industrie et le commerce, touchant entre 70 et 86 francs par heure, contre 115 francs en France. Sur 100 travailleurs musulmans, on compte 48 manœuvres, alors que sur 100 travailleurs européens, en Algérie cette fois, on en compte que 8 manœuvres. La discrimination et l'esclavage sont de rigueur dans cette économie coloniale, qui en encourageant les dépeuplements des campagnes, bénéficient d'une main-d'œuvre à bon marché dans le but de parfaire son exploitation dans la culture des vignes (410.000 ouvriers agricoles, plus les saisonniers), le bâtiment, le terrassement et la réfection des routes.

Enfin, Mohammed Dib s'interroge sur les solutions, les mesures et les remèdes à porter à cet état d'exactions des choses, « en dehors des gestes, conclut-il, de charités, individuels ou collectifs, des secours distribués par les bureaux de bienfaisance ou par des organismes officiels » (p.191), la solution s'est nettement formulée ailleurs, elle a été enclenché par les événements qui suivirent la rédaction et la parution des *Éléments d'enquête*, automne 1955 et en pleine recrudescence de la lutte armée pour l'affirmation de l'identité politique nationale.

#### Note

1 – La Nouvelle Critique, numéro 68 (7e année), de septembre-octobre 1955, pp. 173-191.

DEBAT

## Les «néo-algérianistes » de la littérature algérienne

- Samedi 8 décembre 2018

*Depuis quelques années, nous sommes envahis par une marchandise livresque qui fait renaître dans l'esprit de nos jeunes consommateurs et consommatrices de livres, une ambiance qui remonte aux années 1940 sous la forme d'agitation scripturale avec une nette excitation pour les années de l'inertie et de l'arrêt du temps.*

La marchandise en question a été conçue sur la seule base commercialement rentable puisqu'elle forme un investissement à court terme qui permet une rotation rapide du capital de ces éditions qui table sur des noms encore jeunes, vigoureux et surtout qui n'attendent pas des années pour une consécration littéraire ou une reconnaissance académique après leur décès.

Nous les nommerons volontiers de «néo-algérianistes », un terme que nous empruntons et sans réserve à notre ami Salah Guemriche, en lui mentionnant avec reconnaissance que le concept est lancé et nous comptons le faire notre.

Aujourd'hui, au sein de notre institution littéraire algérienne dite d'expression française interviennent des concepteurs software de la machine commerciale de l'édition. Après défiguration du paysage culturel et littéraire entamé durant les années 1980, les voici qui arrivent avec une campagne de salut de la fiction, remodelée et renouvelée durant les années 1990 avec une « littérature » des services d'urgence !

L'édition française ouvre quelques portillons à des noms sûrs idéologiquement et commercialement fiables à la vente au seul premier tirage. Boualem Sansal fut le maître garant à cette assurance culturelle et financière. Ancien fonctionnaire d'une entreprise étatique, farouche critique du système économique et social semi-capitaliste qu'il a vu naître. Il s'inscrit par son livre *Le village de l'Allemand* dans une cartographie d'état-major d'une soldatesque coloniale. Ce dernier terme est totalement banni dans cette écriture aux saveurs intemporelles.

Sansal influe et regroupe par son verbe, une représentation de scribes générateurs et génératrices d'auteurs (ces) qui amusent la galerie des copistes, au point de nous drainer dans des eaux usées d'un imaginaire, qui n'est le leur, ni de leur âge ni de leur devenir esthétique : ils ne sont là que pour fournir une matière première pour un produit médiatiquement élaboré.

Le plus initié du « groupe » Sansal, signe un manuscrit re-corrige, retravaillé et relu d'une Kahina qui pourrait les tuer tous. Salim Bachi se réclamant être un lecteur envahi par la Nedjma de Kateb Yacine, mais préféra un petit détour par Circé de la Numidie et c'est tout à l'honneur de cette narration qui nous a permis de lire un monde d'acculturation envers l'Histoire et de ses acteurs réels. A lire Salim Bachi, nous plongeons dans les abîmes les plus sombres de ces couloirs dédaliques d'une édition à valeur du correctement écrit. Après avoir vomi les quelques composantes historiques d'un pays natal, nous le revoyons de retour à la recherche du vomiquier qui apaiserait les douleurs survenues lors d'un premier survol du monde de l'écriture. Maître Camus n'y est pour rien. Et pourtant on s'acharne à ce mettre sur ces pas.

Si M. Bachi se dévoile à notre lecture par son appartenance camusienne, héritage indiscutable de ces lectures de collégien et de lycéen, c'est Meursault qui ne veut pas mourir seul et arrivant à grand galop, qui inquiète nos lectures avec Kamel Daoud décidé de rompre avec le cours de l'Histoire, d'ignorer qu'il y a eu mouvement, des forces sociales en marche et changements dans le quotidien. Non Meursault préfère se fixer au texte de son initiateur, de mourir seul, sans sépulture, ni larmes. Le Camus de Daoud trompe son sceau dans l'immobilisme de l'imaginaire, libellé ses pages dans une puanteur qui rappelle les exactions des paras de Bigeard au soir de son arrivé à Saïda.

Albert Camus est conforté par ce «néo-algérianisme» qui brille par son occultation volontaire du fait colonial. Pas de madame Camus à l'horizon, mais des plumassières qui donnent du vertige à nos jeunes lectrices. Les années 1940 forment le rêve de vivre dans la joie. Ce temps «où nous fûmes modernes» où tout aller bien, au point où toute revendication indépendantiste, nous eûmes les honneurs des camps d'exterminations du Sud algérien ou les noyades par balles sur la nuque.

L'univers au masculin de ces «néo-algérianistes» est fait de mots que la linguistique appliquée traduit par un concentré comportemental et des verbes et adjectifs à contenir le réel et non la réalité. Lorsque Rachid Boudjedra s'est mêlé et avec raison, dans le seul champ de la polémique littéraire, il savait qu'il avait en face de lui des textes totalement désarmés, d'où le recours de certains à l'un des appareils répressif d'Etat contre qui ? Althusser lui-même. Boudjedra est conscient que les «néo-algérianistes» ne saisissent rien de l'intérêt d'une polémique littéraire qui fait avancer les idées et booster les archaïsmes et autres vieux réflexes. Certes que nous on voudrions à notre aîné d'être pris entre les tenailles de l'islamisme médiatique, mais nous ne pouvons lui soustraire sa fidélité et sa permanence dans les entreprises de l'Histoire de ce pays, tant politiques qu'esthétiques. Il n'aime le terme «constant», un mot qui relève de l'immuabilité, il est plutôt durable dans la dialectique du quotidien. Nous le citons, parce qu'il nous a éclairé sur ce qui se tramait derrière ces écritures qui jettent des pensées sulfureuses et vitrioleuses mêmes.

L'écriture du groupe du nouveau algérianisme débute en 1942 et s'achève en 1954, il était destiné à des étrangers en promenade, un soir d'été. Elle éloigne l'actuel de la réalité et se rapproche d'une mémoire dont les images s'inscrivent dans l'Ailleurs et l'anéantissement.

Côté dames, voici Leila Marouane qui se ballade d'un nid à un autre à la recherche d'une quelconque apaisante et confort d'écriture... sans pouvoir y laisser sa plume. La Fille de la Casbah est généreusement encadrée dans un souhait cosmologique d'un paradis qui n'existe qu'au bout de la bille d'un stylo à 0,85 centime euro. Elle ne décrivait que le tropisme de cette Algérie mal comprise, ne générant que des monstres à la barbe fourchue et les Hadda qui les accompagnent n'est que de nouvelles Fatma. Merci à l'écriture qui se tait et se tue à longueur de journée depuis 50 ans de traversée du détroit de Magellan.

De vague en vague, il y a lieu de s'interroger. Qu'est-ce que cette écriture en forme de bloc-notes qui nous impose de revoir de plus près le calendrier grégorien ? C'est celle d'une fileuse de tapisserie toujours en vente chez le plus archaïque d'Alger. Kaouther Adimi en traversant son rêve (cauchemar ?) le long de la rue Charras, n'aperçut qu'une seule existence, celle de l'imprimeur Charlot. Un des éditeurs de la noblesse coloniale en Algérie. C'est certain qu'à cette même rue la librairie ouvrière et progressiste de Dominique le Rouge est invisible, obscure et sans mémoire.

A les lire ou à les entendre parler, ils sont tous passés par l'école de la lecture de Camus. Il devient leur gourou et leur prophète. Ils s'excitent avec lui dans leur propre exil intérieur en disloquant les mots et les phrases, croyant faire du nouveau-roman de l'après-guerre incivil. Mais c'est bien leur propre romance qu'ils renouvellent.

Ils inventent et s'inventent des géographies, des ponts et des chemins à la rencontre de l'Autre qu'ils saisissent à peine. Entre Alger et Paris, ils survolent leurs désespoirs, leurs caprices et leur fatigue, colorés par des goûts spirituels et à des sensations névrotiques. A la première descente d'avion ils s'essoufflent d'un long voyage en compagnie de ces Autres. Ils se comblent de leur désarroi juste après leur passage de la PAF française. Ils renouvellent le geste de leurs ancêtres : s'exiler avec leur exil.

A la première station, nos «néo-algérienistes» se rappellent d'avoir lu, un jour, dans ce pays de l'ailleurs, les quatre nouvelles «algérienne» de L'Exil et le Royaume et qu'ils sont les hôtes du pays qui a vu Camus mourir. Sont-ils là pour assister à son ultime salve ou les leur ? Leur bagage n'est fait que de souvenirs émiettés, qu'ils tenteront de recoller à une identité qu'ils se sont inventés eux-mêmes.

Les «néo-algérienistes» recoudront et recomposeront sans cesse les néfastes années du Travail- Patrie - Famille et ils s'éloigneront de nous en devenant, de jour en jour, des images satellitaires se désintégrant dans la magnétosphère.

REGARD

## **Mehdi Amel, un Althusser libanais**

- **Mardi 6 novembre 2018**

Beyrouth le 18 avril 1987, rue d'Algérie en plein centre de la capitale phénicienne, des balles assassines atteignent un des plus brillants intellectuels marxiste arabe libanais : Hassan Abdallah Hamdan, futur Mehdi Amel.

La cible réelle étant la pensée rationaliste d'un internationaliste convaincu. Le tireur n'est autre qu'un islamiste sorti tout droit d'une djahilia. Le commanditaire n'est autre que celui qui a ordonné les assassinats de Souheil Taouil, Khalil Noua, Hussein Maroua et les 40 membres et cadres du Parti communiste libanais (PCL) et enlevés 17 militants sans aucune traces jusqu'à nos jours. Ce même commanditaire qui se vante aujourd'hui d'être le front de la résistance antisioniste depuis 2006, un seigneur de la guerre qui ne faisait qu'exécuter les plans des services secrets du bazar et des mollahs d'Iran, avant de s'allier aux services d'un maître syrien de la place libanaise, est le sieur Ghazi Kanaan. Le PCL et son Mouvement national de la résistance libanaise des années 1980 échappaient aux contrôles de la famille Assad qui ne souhaitait pas remettre en cause le système féodal et confessionnel du Liban.

Hassan Abdallah Hamdan est né en 1936 dans le village de Harouf, district de Nabatiyeh, sud du Liban. Après de brillantes études secondaires, il décroche son baccalauréat à Beyrouth afin de poursuivre ses études supérieures au sein de la Faculté des lettres de l'université de Lyon.

### ***Lyon, l'UEC, Althusser et la lutte algérienne***

Entre 1956 et 1959, Hassan A. Hamdan est à Lyon, la ville de tous les conservatismes politiques et de classes, une cité marquée à cette période d'après libération par les années de la collaboration française avec le nazisme. Le Paris des écrivains et penseurs libanais, égyptiens et syriens du XIXe siècle semble s'éloigner de lui de jour en jour. Ce fils de commerçant de textile ne pouvait que se mettre dans le monde de la lecture, d'apprendre la langue de Voltaire et de s'armer d'outils de ce savoir qui faisait défaut dans un Moyen-Orient en ébullition. L'agression franco-anglo-saxonne contre l'Egypte de Nasser, l'intervention militaire au Liban et la guerre de libération algérienne, font la toile de fond du climat quotidien du jeune Hamdan, un jeune Arabe du sud Liban qui ne pouvait y résister longtemps aux seuls regards accusateurs de la population locale, une population entièrement conditionnée par les médias de l'époque, les affiches politiques appelant à une mobilisation guerrière et dans un langage de nouvelles croisades.

A Lyon, Hassan Hamdan n'a pas encore évoluer en Mehdi Amel, le penseur marxiste, moderniste et éclairé, mais prépare sereinement sa licence de philosophie et s'inscrit en thèse de doctorat 3e cycle avec un intitulé grandement révélateur, Praxis et projet : Essai sur la constitution de l'Histoire. Un travail de recherche qu'il poursuivra tout en étant enseignant en Algérie, en touchant presque l'ensemble de la pensée philosophique française. Maxime Rodinson et Louis Massignon étaient d'actualité à cette époque tragique du Maghreb et du Moyen-Orient. Hassan Hamdan va vivre en témoin privilégié de la recomposition du mouvement estudiantin français qui sera d'une portée mondiale. Dans la région du Rhône-

Alpes et à Lyon particulièrement, le mouvement syndical étudiant est encore dominé par le courant catholique de l'Association Générale des étudiants (AGE) au sein de l'Union National des Etudiants de France (UNEF). Les deux pôles universitaires de l'époque étaient Besançon et Lyon et leurs sections furent l'AGEB et l'AGEL.

La lutte armée algérienne prenait de plus en plus de l'importance dans la politisation des plus larges secteurs de la population française et donc, la politisation des syndicats étudiants et lycéens.

En s'installant à Lyon, Hamdan décèle le processus de mutation politique et social de cette rue française vis-à-vis de la question coloniale algérienne, en premier lieu le recul que subira l'UNEF en étant un syndicat corporatiste. Au sein de cet appareil syndical, une minorité d'étudiants s'agite sur les questions politiques de l'heure. La minorité communiste prend acte de la grève des étudiants et lycéens algériens et son appel du 19 mai 1956 en se rapprochant de la section UGEMA de France.

De son côté l'AGEA des Français d'Algérie implose d'elle-même et par la force de la matérialité de l'histoire, question qui conforta énormément Hassan Hamdan et le mit sur la sellette d'agir de son côté. L'AGE-Grenoble ouvre le bal en critiquant de fait l'apolitisme de l'UNEF. Toutes les situations mûrissent de fait afin d'annoncer la prochaine création d'un nouveau syndicat offensive et politique en milieu universitaire. Les étudiants tunisiens ont devancés tout le monde en créant et dès juillet 1956 l'Union Général des étudiants Tunisiens et appel leur confrères marocains et algériens à faire de même. Pour les étudiants moyen-orientaux (Syriens notamment), Hamdan se rapproche d'eux en mettant sur pied une organisation informelle qui avait pour tâche de soutenir le combat anticolonial des Maghrébins : la première organisation communiste arabe est née en Europe.

Cette expérience apprend à notre jeune étudiant libanais toute l'importance de l'existence d'une avant-garde politique qui oriente et structure toute initiative organisationnelle de la façon à aller de l'avant. De plus en plus, Hassan Hamdan s'imprègne de l'organisation des Algériens qui, en terme de lutte pour leur indépendance politique, avaient alliés l'universitaire et le travailleur syndiqué ou non sur un même terrain de combat.

### *Avec la cause algérienne*

Il est vrai que Hassan Hamdan ne rejoindra le PCL qu'en 1960 et ne deviendra son membre du Comité central qu'en 1987 (la dernière année de sa vie), mais c'est bien ce parcours d'étudiant qui enclenchera, en lui, le déclic de l'engagement politique. Mais pas uniquement, les événements internationaux joueront un rôle de catalyseur.

En 1956, le virement révisionniste du XXe Congrès du PCUS à Moscou, ouvre les portes à une image bien néfaste de la patrie du socialisme. L'intervention militaire soviétique à Budapest et le déclenchement du conflit sino-soviétique, pose au jeune Hamdan de nouvelles interrogations sur le mouvement de l'Histoire et l'action des peuples dans la suite de ses événements.

Autour de Hassan Hamdan, la jeunesse française s'agite, s'organise, se révolte contre l'ancien ordre social. Une jeunesse qui a trouvé dans la question algérienne le contenu de son émancipation. On rejette les anciennes structures syndicales estudiantines pour en créer de nouvelles et c'est ainsi que l'Union des étudiants communistes (UEC) voit le jour en mars

1957. Cette région du nord-est de la France, la fédération de France du FLN avait dépêché M. Ali Laouedj dit «Si Ali», pour s'occuper de la réorganisation des réseaux militants allant jusque dans le territoire Suisse. Hassan Hamdan, quand à lui, adhéra pleinement au soutien de la cause algérienne dans la région lyonnaise, et à travers le climat organisationnel cité plus haut, lança une organisation clandestine et informelle pour le soutien de la cause algérienne et la propagande arabe en direction de la lutte armée, reliant le territoire français et le Liban.

### ***Mehdi Amel le lecteur de Frantz Fanon***

A l'indépendance politique de l'Algérie, Hassan Hamdan est au Liban avec sa femme Evelyne Brun, dont la première rencontre fut dans le bus de la ligne 13 à Lyon. Le Liban traversait à cette époque une situation des plus difficile dans un pays en proie d'une anarchie politique et confessionnel juste après l'interventionnisme américain en 1958 et sur appel du parti fasciste des Katayeb (Phalanges). La tentative du coup d'état du 30 au 31 décembre 1961 du PNSS (Parti de la Grande Syrie) et l'accès de Fouad Chihab, n'ont fait que plonger le Liban dans une situation politico-militaire qui ne trouvera sa solution que dans les accords de Taëf en octobre 1989.

Corruption et formation des milices confessionnelles ont poussé Hassan Hamdan à se retrouver en Algérie durant ses premières années du régime socialisant de Ben Bella et de la quitter après le coup d'Etat du colonel Boumediene.

Armé de sa nouvelle carte de militant du PCL et de sa formation idéologique à travers les écrits et interventions de Louis Althusser et de son cercle de l'ENS de la rue d'Ulm, Hassan Hamdan est en Algérie du « socialisme autogéré» de 1963. Ce n'est nullement facile pour un militant communiste de passer sous la loupe de la police politique de l'homme de confiance de Ben Bella, Brahim Kerkeb. On lui attribue un poste à Constantine, sa femme enseignera le français à l'Ecole des institutrices de la Kouodya, lui s'occupera des cours d'analphabétisation du soir.

Le matin, Hamdan se déplaçait dans la ville et sa région, côtoyant la misère et le fracas de la colonisation de peuplement française.

### ***A Skikda***

Dans la région de Skikda, il rencontre des fellahs, des cafetiers et des dockers. Ali El Kenz est dans les parages c'est son futur ami et élève de pensée. D'observation en observation, de lecture en lecture, la théorie du mode de production coloniale prend forme dans son esprit. Et la théorie nihiliste de Frantz Fanon lui vient à la rescousse dans un climat de Panafricanisme traduit par la revue Révolution Africaine de Jacques Vergès. Il fera d'ailleurs quelques contributions, sur ses colonnes, écrits méconnues au Liban mais appréciés dans le cercle du Parti communiste algérien, bien que dissous par le « frère » Ben Bella.

Ce dernier n'apprécie guère les théories du troublant Althusser, ni le Tiers-mondisme de Fanon. Hamdan devient un « rejeton du renégat du PCF » et Althusser, Poulantzas et Charles Bettelheim, trouvent grands échos chez lui. Il sera fidèle organiquement au PCL tout en ne reniant en rien sa formation lyonnaise en tant que structuralo-marxiste.

Les cercles marxistes arabes et dans une rhétorique bien historique et culturelle propre à la culture du Moyen-Orient, ont bien étiqueté Mehdi Amel de « Gramsci arabe » à défaut de le lire en profondeur.

Mehdi Amel est avant tout une expérience algérienne qui a donné naissance à de nouveaux horizons de lire le social, le culturel, le politique et l'économique dans la perspective d'enrichir la science et non le dogme marxiste.



Théâtre et polémique

## Mahieddine Bachtarzi : "Mustapha Kateb m'accuse d'être mercantiliste"

- **Jeudi 3 mai 2018**

Mahieddine Bachtarzi (1897-1986), le ténor de la scène théâtrale algérienne, évoquait en 1964 une page d'histoire du 4e art en Algérie. Un peu d'histoire et quelques déboires, font de cet homme, un énigmatique artiste et dont *Les Mémoires* (1968) ne font que rouvrir d'autres pistes de recherche et investigations dans le domaine de l'histoire du théâtre algérien.

En effet, Bachtarzi donnait, en 1964, une interview à la revue littéraire et artistique syrienne, *Al-Maarifa (Le Savoir)*, n° 34 du 1/10/1964 et ce dans sa résidence parisienne de Clichy. C'est là où le comédien et l'ex-directeur de la troupe artistique "Al Moutribia", débuta la rédaction de ses mémoires avec l'aide de son ami Emmanuel Roblès, témoigne-t-il.

Avec Mahieddine Bachtarzi, nous serions en face d'une mémoire manipulée, non comme l'entendait Paul Ricoeur, mais dans le sens que lui donnait T. Todorov à travers une manipulation de la mémoire en usant des stratégies de victimation et revendiquer la position de victime, c'est placer le reste du monde en position de redevable à une victime qui a la légitimité de se plaindre, de protester et de réclamer.

Il y a toujours des dates, des lieux et des noms à prendre avec pincettes lorsque nous lisons Bachtarzi. Lors de cette interview, il a bien évoqué les premiers contacts du public algérien avec la visite des premières troupes arabes. Il cite la troupe égyptienne d'un certain Suleiman Al-Ferouassi, c'est ainsi qu'il le nomme, alors qu'il est question de Suleyman Al-Kerbahi qui s'est installé en Tunisie à la fin de 1908 ; devenant une des références de l'historiographie théâtrale de ce pays. Est-ce un oubli ou une manipulation de l'histoire du 4e art ? A la parution de ses mémoires nous ne pouvons qu'être étonnés par la déformation, presque voulue du nom de Mohamed Boudia, qui devient chez Bachtarzi, Boudia Mesli ( un nom qui sera largement repris par certains auteurs et monographes algériens du théâtre).

L'interview de Bachtarzi, une des rares d'ailleurs, est d'un ton très personnalisé. Pour lui « les Algériens ne présentaient que quelques sketches humoristiques » en ce début du XXe siècle et que les «*choses sérieuses avaient débuté en 1920* », où il présenta avec quelques amis des pièces en arabe classique

« *Dont La Conquête de l'Andalousie (Fath al-andalous), de Mustapha Kamel et La Noblesse arabe (Chahamat al-arab) d'Anouar Ali et Pour l'amour de la patrie (Wa fi sabil el-watan)* ».

Bachtarzi encore jeune avait débuté par l'incarnation des rôles de personnages féminins, vu la difficulté sociale et culturelle de l'accession de l'élément féminin sur scène et en public. Son premier rôle masculin, il le devait au dénommé Mohamed Ali Tahar Chérif dans sa pièce *Le fantastique (al-badie)*, un texte traitant des méfaits de l'alcoolisme. M. Bachtarzi évoque dans cette interview, la présence du spectateur et relève qu'il n'y avait pour tout et en tout « que 3000 spectateurs lettrés en arabe classique qui assistaient », entre élèves de medersas coraniques, des écoles franco-musulmanes et quelques lettrés indépendants.

Il n'oublie pas de signaler toute l'importance de la venue de Ali Sellali-Allalou et de Rachid Ksentini au théâtre. En 1924, Allalou écrit *Djeha* et sa représentation à la salle Kursaal

d'Alger (1200 places), fut un événement majeur pour la communauté algérienne, puisque le texte est profondément ancré dans l'imaginaire culturel et social. Bachetarzi poursuit : *«Jusqu'à l'apparition de Rachid Ksentini, c'était Sellali qui nous rédige les textes. Avec Ksentini, c'est l'artiste et le génie qui rejoint notre troupe. Il est né en 1887, il était un ouvrier dans une usine de munitions parisienne, puis il avait été un marin et voyageait beaucoup. en plus de ses connaissances de plusieurs langues étrangères, c'est un fin connaisseur de la culture populaire arabe. De retour à Alger, il ouvrit un petit commerce et de 1930 jusqu'à son décès en 1944, il était parmi nous dans la troupe. »*

Bachetarzi évoque bien Ali Sellali et Ksentini comme faisant partie de sa troupe Al-Moutribia, mais les documents attestent autre chose et malheureusement le ténor semble être imbibé de sa petite personne en oubliant de mentionner la troupe de Ksentini, Al-Andaloussia, qu'il créa en compagnie de Marie Soussan, après une rupture brutale entre les dramaturges. De la campagne de Ksentini, Bachetarzi dira, que *“c'était une juive algérienne avec un désagréable accent arabe, qui dérangeait l'ouïe du public local »*. Autour du théâtre de Ksentini, Mahieddine Bachetarzi estime que Rachid a écrit environ 50 pièces du type Commedia del'arte et qui ne contenaient que 40 pages de textes. Mais sur scène, elles dureraient jusqu'à 3 heures de jeux. De ce patrimoine *« il ne reste que 8 à 9 pièces de son répertoire »*, ajoute-t-il.

L'interview de Bachetarzi est plus qu'instructive sur un personnage que l'on qualifie de « père du théâtre algérien ». Revendiquant à lui seul, un peu plus de 50 pièces, Bachetarzi, dans son retrait parisien, était en train de rédiger une pièce théâtrale sur la vie de l'Emir Abdelkader. Reportons les propos qui suivent et laissons aux historiens du théâtre national le soin d'en apprécier leurs contenus et ce à juste titre. *« Je me suis trouvé dans une situation inconfortable après que les responsables de la Révolution ordonnèrent aux Algériens de boycotter le théâtre dans son ensemble. J'ai présenté alors à la Municipalité une proposition me concernant, disant ma décision d'arrêter toute activité pour une raison financière, à savoir la faillite de mon entreprise, la réaction de l'administration fut celle de m'élever la subvention à la somme de 30 millions de francs de l'époque.»*

Le ténor reconnaît dans son interview, qu'il avait cessé toute activité artistique à partir du 1/10/1956. Qu'il avait été soumis à une pression policière des plus inhabituelle. En 1957, son domicile sera sauvagement perquisitionné à la recherche de son gendre (membre du FLN), delà Bachetarzi choisit le chemin de l'exil parisien, évoquant que de plus *« je suis d'un certain âge »* ne pouvant apporter aucune aide à la cause.

Abordant le sujet de Mustapha Kateb, Mahieddine Bachetarzi dira :

*« Mustapha Kateb avait 17 ans, il était mon élève et a travaillé avec moi. Il a constitué la Troupe du Théâtre Arabe (TTA) après avoir reçu l'accord de la Municipalité d'Alger et après avoir convaincu des élus musulmans de créer une telle troupe, alors qu'il y avait en face d'elle, une troupe française »*.

La création de cette troupe s'est faite, alors que Bachetarzi était en tournée dans les pays du Maghreb entre 1946 et 1947, aime-t-il à le préciser. Et il poursuit : *«Au déclenchement de la Révolution, Kateb était en France, il créa une troupe qu'il a nommé troupe du Théâtre National Algérien (TTNA) et faisant de Tunis son siège. Il a fait des tournées à travers le monde afin de soutenir la cause algérienne. Il visita le Caire et Bagdad. Il n'est pas étonnant qu'il soit aujourd'hui directeur du TNA. »*

Lors de cette rencontre, Bachetarzi évoque son salaire annuel en tant qu'artiste dramatique et qui s'élevait à 15 millions d'anciens francs dans une Algérie nouvellement indépendante, alors que Mustapha Kateb, « avait réussi d'avoir un budget annuel et pour la seule saison 1963-1964, quelques 700 millions de francs Je le félicite pour cela. Mais le public déserte encore ses pièces théâtrales ! »

Chargeant le premier directeur et un des fondateurs du TNA, il ajoutera qu'il *« ne fait que traduire et adapter, alors qu'il s'agit de présenter des textes d'auteurs algériens. Il prétend qu'il n'y a pas d'auteurs dramatiques en Algérie et ce n'est pas vrai. Au sein du syndicat des auteurs dramatiques, il y a 442 auteurs dramatiques algériens déjà inscrits. »*

Et il ajoute : *« Le statut de ce syndicat ne peut accepter que les auteurs dont le texte a été joué sur scène ou interprété à la radio. Mais Kateb refuse de travailler avec ces auteurs du fait qu'ils sont nés ou vécus durant la période coloniale. »*

Et avec une certaine amertume, il assène : *« Ces artistes n'ont jamais fait un quelconque louange à la France et que certains d'entre eux sont prêts à écrire des pièces théâtrales socialiste et de grandes valeurs, puisqu'ils se sont professionnalisés à travers leur métier et qu'ils connaissent mieux que quiconque ses spécificités. »*

Mahieddine Bachetarzi remarque que la pièce Rose rouge pour moi, de Sean O'casey, traduite par Mustapha Kateb et mise en scène par Allal El-Mouhib, est un échec. Coûtant quelque 4 millions de francs, le public algérien *« ne réagit nullement avec ce genre de théâtre étranger »*, précisant qu'il n'est pas contre le contenu progressiste de ce théâtre et qu'il le trouve même nécessaire *« pour une Algérie qui a choisi sa voie du socialisme »*, mais il pense que le contenu seul, ne peut suffire à lui-même. Et il relève qu'il y a une nouvelle tendance qui apparaît chez les jeunes, à se pencher vers le théâtre de Brecht et qu'il est lui-même, admiratif du dramaturge allemand.

*« Mais Brecht a créé un théâtre populaire purement allemand, orienté vers le public allemand, qui analyse leurs problèmes, tels que le nazisme, le fascisme et autres. »*

Pour le dramaturge algérien, le TNA avait bien présenté Les Fusils de la mère Carrar, mais ce n'était pas une réussite, pour autant combien de mères algériennes *« se sont-elles sacrifiées même plus que les actes de la mère Carrar »* et il ajoute :

*« Fatma et Aïcha, des femmes et des mères algériennes qui ont bien présenté leurs enfants dans l'élan du sacrifice pour la Révolution. Il y a des histoires qui surpassent l'héroïsme de la Mère Carrar et si on avait demandé à des auteurs algériens de les écrire, ils l'auraient fait. »*

Citant le *« Concours Rachid Ksentini »* du meilleur texte dramatique, Bachetarzi en veut à Mustapha Kateb d'avoir débloqué 500 000 francs pour un prix qui n'avait récolté que trois maigre textes de théâtre, après 5 mois d'attente et pour cause, nous étions une nation en pleine formation, dira-t-il et qu'il fallait *« se tourner vers des écrivains qui acceptent de présenter des œuvres beaucoup plus intéressante et à moindre frais »*.

Mahieddine Bachetarzi, dans cette interview, ne ménage nullement son ex-élève et il haussera le ton sur une accusation qui lui a été faite de la part de Mustapha Kateb, l'accusant de mercantilisme.

Réfutant l'accusation, Bachetarzi dira que «*moi je ne cherche qu'à être réaliste*». Qui a tort ? Qui a raison ? C'est bel et bien un climat de tension politique et qui s'est annoncé au théâtre, avant de nourrir quelques appétits de pouvoirs. L'été 1962 avait fait déjà son chemin vers une pièce bien tragique de 55 actes et quelques décennies de sanglantes scènes.

Impressions

## Monte Cassino, une école de guerre pour les Algériens

- Samedi 1 septembre 2018

Humiliante et révoltante France coloniale sont les premiers mots qui vous reviennent à l'esprit lorsque l'on se prosterne devant les tombes des 4800 soldats musulmans du Sénégal, de Tunisie, du Maroc et d'Algérie, enterrés au cimetière «français» de Venafro, à 157 km au sud de Rome. Le cimetière compte 4922 sépultures de soldats du Corps expéditionnaire français (CEF) que commandait le général Juin, dit L'Africain.

Les tombes musulmanes portent toutes les noms, prénoms et le régiment militaire d'affiliation du défunt, avec l'injurieuse inscription «*Mort pour la France*». Nous citerons parmi ces victimes de la seconde guerre intereuropéenne Benyoub Baadouche, 3<sup>e</sup> Régiment de tirailleurs algérien, Dahmani Abdelkader, tirailleur tué le 15/7/1944 ou encore Boudjaballah Aissa, du 9<sup>e</sup> Régiment de tirailleurs algériens, tué le 16/5/1944. Au plus haut de leurs sépultures orientées vers La Mecque, un minaret d'architecture maghrébine, contenant le corps d'un soldat musulman inconnu. Ceux qui sont enterrés à Venafro sont considérés comme «volontaires», indique une des plaques commémoratives pour ce combat contre le fascisme et le nazisme européen.

Rituel pour rituel, le minaret en question est l'œuvre de la famille marocaine Ben Rahlate dont l'un des membres est président-fondateur de l'Union Nationale des Anciens combattants musulmans, «*morts pour la France*» sur le sol d'Italie. Le cimetière «français» de Venafro est une portion du territoire de France sous bannière tricolore et à 25 km au nord, s'élève l'abbaye de Monte Cassino, vulgairement traduite par les Français en Mont-Cassin. A 520 m. d'altitude, l'abbaye a été totalement reconstruite après avoir subi l'enfer du bombardement de quelque 250 avions américains, tout juste pour déloger 14 soldats nazis, nous affirme-t-on.

Une page bien douloureuse pour les populations italiennes et les quelques témoignages écrits ne pourront décrire le courage et la bravoure des soldats tunisiens du 4<sup>e</sup> Régiment de tirailleurs tunisiens qui ont été décimés à 60 % de leur effectif lors de l'assaut du mont Belvédère (en italien), un col de 718 m. d'altitude, une attaque hivernale qui eut lieu les 25 et 26 janvier 1944.

C'est à s'interroger si les Italiens, aujourd'hui, se rendent-ils compte de ces affres langagiers que la France coloniale leur a infligés à jamais sur leur propre terre ? Mourir pour la France et non pour la libération de l'Italie et le reste de l'Europe du joug fasciste et nazi.

### ***Monte Cassino : le « Stalingrad » pour les Algériens***

L'abbaye surplombant le mont Cassino est une autre page de l'histoire contemporaine italienne, qui n'ose pas dire son nom, sauf sous couvert de chuchotement : la collaboration du Vatican avec les Nazis. Ne jamais le rappeler aux Italiens puisqu'ils sont «sujets» de *larepublica vaticana*. Le monastère bénédictin dépend directement de l'autorité du Vatican. A l'installation de la ligne de fortification militaire, nommée «Gustav» et dont 20000 ouvriers

italiens y participèrent à sa construction, le premier responsable du monastère de l'époque du débarquement Alliés avait reçu l'ordre du Saint-Siège de transférer les biens et les archives du monastère vers Rome et sous protection des S.S. Le Vatican et son service secret, Opus Dei, étaient très collaboratif avec tous les mouvements politiques antibolchéviques et dans un contexte de guerre mondiale. Les « volontaires indigènes » d'Afrique et d'Afrique du nord n'étaient que de la chair à canons, puisque nous enregistrons 16000 Algériens tués pendant cette folle guerre sous la responsabilité des généraux de France et de Navarre. La même abbaye reçut en 1995, la visite de l'ex-tirailleur marocain du 5e Régiment de tirailleurs marocains, Ahmed Ben Bella, venant de Rome où il assistait à la rencontre réactionnaire de Sant'Egidio sur l'Algérie d'après 1992. Ben Bella ne se rendra pas au cimetière de Venafro pour ne pas être gêné sous la bannière tricolore.

Au-delà du monastère, c'étaient les reliefs qui ont vu débarquer les Algériens de la 3e Division d'Infanterie algérienne (D.I.A.) et son célèbre 7e RTA, regroupé par la suite au sein du 4e RTA, qui avait fait ses preuves de jeunes combattants de la survie, durant la campagne de Tunisie. Une fois cette dernière libérée, les tirailleurs algériens de la 3e foulèrent le sol italien à partir de la Sicile pour se retrouver sur les plages de la Ciociara (au nord de Naples). La 3e DIA est une véritable école militaire pour les futurs nationalistes-révolutionnaires algériens. Les opérations militaires vécues au sein des 3e et 7e régiments, les embuscades, les assauts nocturnes contre les fortifications nazis et les batailles de tranchées seront retenues par des milliers d'enfants de paysans Algériens.

Du 25 mai 1944, entre les monts Belvedere et les monts Abate (915 m. d'altitude) les Aurès et la Petite Kabylie ne sont pas si loin. Comment ne pas reconsidérer à sa juste mesure cette grande école des prises de conscience d'une future lutte armée d'indépendance politique ? De l'Italie à l'Allemagne, en passant par la France, ces Algériens des bataillons se retrouvèrent aussi à Madagascar (on n'en parle jamais) et au sein d'un autre corps expéditionnaire d'Indochine cette fois. Les cours s'achèvent par une expérimentation finale au sein d'une ALN de paysans et remises à l'heure des pendules de la France et de l'OTAN.

Au sein de cette armée du général Juin, on compte 230 000 hommes dont seulement 17800 d'origine européenne des colonies. Leurs officiers étaient des Français, entre anciens des promotions vichystes et gaullistes libéraux tous étaient animés par une seule mission : libérer l'empire coloniale du nazisme et le prévenir de la « coqueluche bolchévique ». Durant ce « Stalingrad » italien, d'autres armées de paysans étaient enrôlées pour défendre des couronnes coloniales. Indiens, enfants de fermiers néo-zélandais, Canadiens et Américains de toutes les couleurs humaines, se retrouvèrent unis dans de nombreux cimetières d'Italie. A chacun son cimetière et à chacun son arrêt du temps.

Mais la Ciociaria est aussi ce souvenir bien douloureux encore présent et que l'on remémore à chaque fois que l'on évoque Monte Cassino. Les Italiens le nomment *laciociaria* ou *marochinaria* (maroquinades). De la Toscane aux confins de la Sicile, on n'évoque que cela en assimilant les Algériens à travers le terme de *maroccini*, tout en sachant que la communauté marocaine en Italie est de 150 000 habitants et dont la troisième génération est entièrement assimilée au pays de Garibaldi. Nos concitoyens ne forment que les quelques 3000 et ils sont à la première génération et sans aucun signe d'adaptation avec la culture de Dante.

Depuis l'accession au pouvoir du populisme fascisant, la question de la Ciociaria revient à l'ordre du jour. On s'attaque certes à la France et Dieu seul sait combien ce coq hardi est aimé en Italie ! Les Bourbons et les Lombards du parti de la Liga Nord (néo-fasciste) sont totalement assimilés au sud au point où Prince Salvini exhaussé le volcan Vesuvio (Vésuve) de laver les gens du Sud. Au mois de juin dernier, les douloureux événements des villages de la Ciociaria sont désignés comme des actes commis sur des femmes, enfants et adultes, par les tirailleurs algériens, après avoir indexé les Goumiers marocains. Les Italiens que nous avons rencontrés dans cette région voulaient comprendre le pourquoi de toute cette bestialité, violence et homicide qui s'étaient abattue sur des êtres innocents et désarmés. Les innocentes victimes qui ont subi l'innommable avaient leurs pères, maris et frères sous l'emprise des travaux militaires forcés des légions nazis.

Les Goumiers marocains avaient-ils fait, à eux seuls et en une soudaine prise de conscience, le lien entre les nazis qu'ils combattaient et la considération que ces villages italiens sont ceux des collaborateurs fascistes ? Est-ce que les campagnes italiennes étaient aussi acquises aux nazis, au point qu'elles constituaient une réelle entrave à l'avancée des tabors marocains du général français, Augustin Guillaume ? Les crimes de la Ciociaria est une affaire franco-italienne et le point de vue algérien est difficilement admissible dans une question de bestialité tout humaine à la fin.

Ceux qui a été clairement accusés ce sont les Goumiers avec leurs convois de mules, transportant armes et vivres dans la bataille des monts Aurunces, réputés infranchissables et qui se trouvent derrière la Ligne « Gustav » des nazis. Evoquer les Goums et les Muliers, c'est revenir sur l'organisation militaire de l'époque et de son effectif sur le terrain. Les Goums marocains faisaient partie des Régiments de tabors marocains et dont l'état-major du commandement des goums marocains est appelé aussi 2e Goum et dépendait directement du général Augustin Guillaume, sans intervention du 1er responsable du CEF, le général Juin. Cette armée de « baroudeurs », répondait uniquement aux adjoints du général Guillaume, à savoir le colonel Piatte, qui sera remplacé par le colonel Jacques Hogard (1918-1999), tristement célèbre durant « sa » guerre d'Algérie. Les soldats Goums sont subdivisés en régiments tabors, regroupés au sein de trois unités présents sur les champs de batailles, sauf pour le 2e Groupe de Tabor marocain commandé par le colonel de La Tour qui ne participera qu'à la bataille de l'île d'Elba et ne dépendait pas directement du général Juin.

Ces tabors formaient la force de frappe du CEF du général Juin dans cette campagne. Ils étaient composés pour la plupart de Rifains et de jeunes condamnés délaissés par le makhzen de l'époque, à leurs instincts de survie dans de rudes conditions climatiques et sociales. Les razzias et les « expéditions » punitives sont des techniques de la colonisation française « expérimentées » précédemment, de 1832 à 1920 en Algérie. Comment ne pas appliquer ces mêmes pratiques en Sicile et en Ciociaria face à une autre barbarie des Germains, aurait bien dit un colonel comme J. Hogard à son supérieur. Le résultat est édifiant, 2000 femmes et 600 hommes violés, selon un rapport de Sénat italien daté de 1996, 12000 victimes au total selon une association italienne des femmes résistantes. Aujourd'hui la communauté marocaine en Italie est indexée « d'enfants de violeurs » et leurs jours sont comptés par la nouvelle orientation politique migratoire en Italie.

Si l'imaginaire collectif italien déborde sur ce crime de guerre, il passe sous silence ceux des Américains perpétrés sur leur patrimoine culturel. Pourquoi ne rappelle-t-on pas à cet

imaginaire insoucieux, que nous devons bien aux généraux du Duce Mussolini ce qu'est la Libye d'aujourd'hui : un désert où s'entretuent les 12 tribus.

### ***La face cachée de Formia-Gaeta***

Les Rifains des Tabors de la France coloniale sont ceux de l'insurrection armée de Abdelkrim Khatabi et ceux qui luttèrent aux côtés des Républicains d'Espagne, mais l'Italie des années 40 occulte bien des choses sur son histoire. Aujourd'hui il y a parmi les classes moyennes italiennes, un net retour au populisme avec une fixation sur la période fasciste du Duce et sur la côte sud de la région de la Lazio, qui est celle aussi de la façade maritime de la Ciociaria, que « l'œuvre » de ce seigneur de la guerre apparaît. De nouvelles villes et des terres agricoles, jadis des marées asséchées, voient le jour, dont Latina, le chef-lieu de la région et se concentre aussi une communauté algérienne venant récemment de Annaba aux côtés de Libyens et Tunisiens.

A Scauri (appartenant à la commune montagneuse de Minturno), une cité balnéaire sur la côte dite d'Ulysse, les quelques anciens évoquent un « quartier de indigènes » ou ceux qui retournèrent des campagnes coloniales de la d'Abyssinie (Ethiopie) et d'Erythrée. Affamés et habillés en haillons, les déshonorés de cette guerre ont été vite assimilés à des autochtones de la Corne d'Afrique. Distante de 8 km, apparaît la ville au long front de mer : Formia. Une ville sans identité historique et que les habitants conservateurs et nettement religieux, ont inventé un site disant qu'il représente la Tombe de Cicéron ou encore la villa de l'orateur romain, une dérision à l'italienne avec une histoire qui s'écrit avec le « *on dit que* ». Si la ville est d'un charme époustouflant, et le Grand Hôtel Miramar est bien là pour raconter une page de la royauté italienne. Il fut la propriété de la reine Hélène de Savoie dite Hélène du Monténégro) et épouse du roi Victor-Emanuelle III, qui laissa son trône en 1946, à son fils Hubert II d'Italie. La somptueuse résidence fut aussi une résidence d'été pour le dernier roi d'Egypte, Farouk.

Traversant la Via Appia allant jusqu'à Naples, une route bien romaine à l'origine et distante de 500 km allant jusqu'à l'extrême sud de la « botte italienne », nous regagnons Gaeta qui ouvre ses registres sur l'après-guerre de 1939-1945. Entre 1945 et 1948, 40000 à 50000 anciens déportés juifs des camps de concentrations nazis en Pologne ont transités par Formia-Gaeta pour l'occupation de la Palestine. Sur place l'organisation sioniste, *Alyah Bet*, s'occupait de la logistique vers les ports palestiniens de Jaffa et Haïfa. Les promontoires de Gianola de Formia et celui de Gaeta ont vu embarquer les colons sionistes avec l'appui des gouvernements italiens et américains, avec une certaine réticence des Anglais. Rome n'avait aucun intérêt à contrarier le puissant monde sioniste. Après avoir hébergé durant les années 20, l'organisation de la jeunesse sioniste le Bétar, c'est autour du Mossad qui évolua en Italie en toute impunité entre Formia et Gaeta. Une base secrète lui a été ouverte au lieu dit The Hill, aujourd'hui occupée par les Américains de la National Security Agency (NSA) et le commandement de la 6e Flotte US. C'est à Gaeta que le premier noyau de la marine « israélienne » a vu le jour, ainsi les commandos sous-marins du Mossad, qui envoya par le fond le navire-école de la marine égyptienne, de même que beaucoup de cargos qui transitaient aux ports italiens de Bari et de Tarente, pour le compte de résistance arabe et palestinienne jusqu'en 1967.



De Monte Cassino à Formia-Gaeta, l'histoire italienne se refait et se défait au bon vouloir des maîtres de l'Italie qui ont même, aux dernières nouvelles, hébergés 12 familles d'un clan mafieux de la Camorra sur les hauteurs de Formia et de luxueuses villas. Allez voir ce que nous réserve l'avenir d'un pays en ébullition social et politique.

MEMOIRE

## **Pétrus Borel : romantique en France, colon en Algérie**

- **Dimanche 21 octobre 2018**

L'Algérie de la Révolution de 1848 est officiellement dénommée "Territoire français", sous le commandement d'un Gouverneur désigné par le Ministre de la Guerre. La Révolution de 1830 la considère déjà comme Territoire de la Méditerranée française. Au mois de novembre 1847 arrive à Alger via Marseille, l'écrivain romantique Joseph-Pétrus Borel d'Hauterive, dit Le Lycanthrope, né à Lyon le 29/6/1809.

Cet enfant de la noblesse du Dauphiné était le poète français le plus troublant du cénacle romantique parisien. C'est bien lui qui présenta le jeune Théophile Gautier à son ami Victor Hugo et c'est encore lui qui mena la bataille pour la défense de son théâtre face à une société et son archaïque justice dans une démocratie naissante.

Sur conseil de Théophile Gautier ami du général Bugeaud, l'auteur des Rhapsodies (1832) découvre un pays en pleine « conquête ». Le Gauthier que nous connaissons dans les lettres, n'est nullement celui du missionnaire colonialiste. Lié d'amitiés avec le bourreaux d'Algérie, il interviendra pour son ami Pétrus Borel afin qu'il occupe le poste d'Inspecteur de la colonisation dans cette contrée africaine.

*Borel, anticonformiste, romantique ringard et antibourgeois, est un pur produit social d'une France en gestation, se cherche et se métamorphose politiquement en dissimulant toutes ses contradictions économiques dans le seul acte de la colonisation de l'Algérie.*

A 30 ans, il est fonctionnaire de l'inspection des colonies agricoles de peuplement, d'abord à Constantine où il fera la connaissance du chansonnier et poète René Ponsard (1826-1894) qui faisait partie de la lutte contre la révolte des Zaatcha en 1894. Pétrus Borel inspectera les colonies d'El-Khroub et celle de Mondovi à Annaba. De ces déplacements, il en découle des rapports fulgurants sur la première organisation de la colonisation agraire qui fut initiée par le général Bugeaud, sous la formule de colonisation agricole et militaire, en transformant les soldats en fin de contrat, en paysans et agriculteurs sur des terres spoliées sur des domaines de tribus algériennes anéanties ou déplacées.

Après son passage au Constantinois, l'auteur de Champavert, contes immoraux (1833), se marie avec Gabrielle Claye dite Béatrix et ils auront un garçon Aldéran-André Borel d'Hauterive qui sera interprète judiciaire auprès du tribunal de Laghouat, puis à Morris (sud de Annaba) et il décédera en 1882 à Souk-Ahras. Une certaine noblesse en terre algérienne se fait vite remarquer.

Un romantique converti en inspecteur de la colonisation en Algérie, est certainement un passage forcé pour quelqu'un qui a été marqué d'un individualisme outrancier à l'encontre de l'esprit étatique des Jacobins et contre celui de Napoléon Bonaparte. Il regagne l'Algérie après bien des vicissitudes, des misères et une vie de bohème. Le plus romantique des romantiques et le poète le plus réaliste est aussi un « furibond et désarçonné » (1), mais aussi le représentant de la protestation

« De la sentimentalité contre le rationalisme révolutionnaire, revanche de la liturgie catholique contre l'athéisme d'Hubert et le culte de l'Être Suprême. » (2)

Son itinéraire algérien fut celui des différents centres de colonisation de peuplement et l'Algérie de Borel est surtout celle des lois qui la régissent de 1830 à 1840 où la colonisation était qualifiée de libre où des Français fortunés s'établissaient sur les terres environnantes des villes occupées. Ils créèrent de grands domaines à un moment où le général Clauzel préparait les ébauches d'une colonisation sous le contrôle de l'administration de l'Etat sur le modèle type de cette nouvelle politique agraire est le domaine de Boufarik.

Le 9 juin 1846, l'inspecteur Borel avait délivré à une veuve, Mme Alloy, une concession provisoire d'un terrain situé à El-Achour. Ce fut sa première marque de fidélité à la colonisation qui lui permit de se lier davantage au maréchal Bugeaud et à sa politique de peuplement. Le romantique du Petit Cénacle parisien, devint un fonctionnaire du grand programme de la spoliation terrienne et de la mise en place des centres agricoles formés par une immigration venue de régions les plus déshéritées de France et auxquels se sont joints les déportés politiques de 1848 et ceux de l'Empire. Après la Commune de 1871, ce fut le tour des Alsaciens-Lorrains de créer de nombreux villages, devenant des communes de regroupements.

En 1856, l'Algérie comptait 159 000 européens, dont 92 000 Français. Déjà en 1841, la colonisation s'est personnifiée en la personne de Bugeaud qui avait appuyé le comte Guyot dans sa politique de fixation des périmètres des villages de colons en attribuant les concessions avec obligations de valorisations, une limitation du droit de vente et d'hypothèque avec une légère redevance à l'Etat. L'Algérie de 1848 comptait déjà 42 centres de peuplement avec 13000 ouvriers des ateliers parisiens, recevant 2 à 20 ha, une maison et des semences. Inspectant ces nouvelles implantations de colons, Pétrus Borel bénéficie à son tour d'une concession agricole à 20 km au sud-est de Mostaganem, au lieudit Blad-Touahria, devenant entre 1851 et 1852, son premier maire. En 1936, la commune comptait 350 Européens et 2413 « indigènes ». Blad-Touahria, ex-Blad-Touaria, ex-Bekkak fut la propre création de Borel avec un grand esprit d'organisation. Elle faisait partie de l'arrondissement de Mostaganem et comptait, en 1856, 04 familles installés de 11 personnes comme premiers colons, à laquelle s'est jointe une émigration d'Alsaciens-Lorrains de 11 familles au départ, dont 03 d'entre-elles seront évincés définitivement de cette « petite communauté ».

Devenant propriétaire terrien, Pétrus Borel se distinguera à travers différentes expositions et manifestations agricoles organisées en France. C'est durant l'Exposition universelle de 1856 que l'on pouvait lire dans un rapport adressé au préfet du département de La Somme sur les instruments et les produits agricoles, ce qui suit :

*«Les orges n'ont pas parus égalés les blés en beauté ; elles ne pourraient même pas être comparés à l'orge à six côtés qui est cultivée par quelques personnes dans notre département. En revanche, nous avons admiré le roi des seigles, ou seigle romain de M. Pétrus Borel, à Mostaganem, dont les magnifiques grains sont d'une grosseur extraordinaire, presque semblable à des froment. » (3)*

Il sera même distingué d'une médaille d'argent pour la qualité de son produit céréalier.

La femme de Borel, de son côté, s'occupait d'apiculture et elle a fait à l'époque, l'objet d'une attention particulière de la part de la Société centrale d'apiculture en France (4) et la revue L'Apiculteur (n° 11, d'août 1857, p.128), note que :

*«Mme Pétrus Borel, de Bad Touaria, a présenté une ruche vulgaire parallélépipédique, en sondins accolés, appelée ruche-arabe, qui a sa raison d'être en Afrique. »*

La ruche et sa production de miels seront exposées durant l'Exposition universelle de 1855 et lors du Concours agricole universel de Paris en 1856.

### ***Pétras Borel à Ain-Benian***

Les 31 juillet et 25 octobre 1846, le traducteur de Robinson Crusoé de Daniel de Foé en 1846, est dans la région d'Ain-Benian afin de contrôler les travaux et les états de la concession coloniale. Sur place, il n'y trouve qu'un

*« Pauvre diable nommé Gascou, un Béarnais, veuf avec deux petits enfants, qui, installé depuis quelque temps, n'avait pas voulu quitter une terre qui lui avait déjà coûté sa femme ; il vivait là misérablement d'un peu de charbon brûlé dans le maquis. » (4)*

La concession en question est du nom de M. Tardies qui a réellement manqué à ses engagements de colons et donc les maisons abandonnées de la concession Pétras Borel fait la rencontre d'un :

*« Vieil Arabe : singulier personnage original et pratique que cet indigène ! Pêcheur à la ligne, il vivait depuis quarante ans dans une grotte du rivage : vie solitaire et de privations. Quand on eut construit ces vingt petites cabanes et qu'il les vit désertes, il abandonna sa caverne pour une résidence plus somptueuse, s'y installe. Sa vieillesse y trouvait plus de confort et sa misanthropie même solitude. » (5)*

devant les dires du bénéficiaire de la concession coloniale, sur les raisons qui ont fait que le projet échoue, Pétras Borel n'était nullement convaincu et il avait constaté que le monsieur Tardies n'a pas mis en culture une seule parcelle de terrain, pas de débarcadère en bois pour les bateaux. Une concession qui donnait sur un large front de mer et les réponses du bénéficiaire était évasive, l'inspecteur Borel indique plus loin dans son rapport :

*« Qu'à la place des calles projetées, une lourde échelle inutilisable. Aucune trace de corps-morts ou de bouées. Et comme parc aux huîtres, un trou naturel profond de trois mètres d'une superficie dérisoire. » (6)*

Totalement déconcerté par cette découverte, M. Pétras Borel, qui avait se rompre le cou plusieurs fois lors de cette visite, « remarque sur un ton de colère que ce trou n'était tout au plus bon qu'à mettre quelques douzaines d'huîtres. » (7)

C'est dans son rapport sur cette concession d'Ain-Benian, qu'il demandera l'éviction et avec énergie, du concessionnaire et sans compensation. Il notera que « c'est un exemple à faire que la colonie attend et qui sera d'un effet excellent et salutaire. » (8)

Une sanction qui donnera beaucoup à penser, relève-t-il, aux actuels et aux futurs « aventuriers de la colonisation » (Borel), qu'il est strictement interdit de jouer avec « les derniers de l'état et de la bienveillance de l'administration » (Borel) et donc finir le scandale par une trait moral, conclut-il.

### ***Pétras Borel à la Réghaia***

M. Pétras Borel est dans la région de Réghaia et cela entre septembre 1846 et avril 1847. Il rédigera un rapport d'expertise détaillé sur l'état de la concession de M. Fortin d'Ivry qui entra en possession du domaine dit de Bordj de La Réghaia, le 1er septembre 1846. Le domaine était entièrement « inculte et abandonné » par les anciens propriétaires coloniaux.

Les bâtiments écroulés ou dévastés « ne se composaient guère que de décombres et de ruines » (9).

Entre mars et avril 1847, Borel relève tout l'effort et la grandeur, écrit-il, des travaux aménagés par le nouveau propriétaire et dont l'effort et le sérieux avaient plus fait pour le présent et pour l'avenir que les anciens propriétaires (colons). Il note scrupuleusement dans son rapport que

*« Par les propriétaires anciens de la plaine, il va sans dire que nous n'entendons parler que des propriétaires exploitants, car ce n'est pas nous qui feront jamais l'injure à M. Fortin d'Ivry de le comparer, même pour son avantage, aux détenteurs funestes et improductifs de la Mitidja. » (10)*

Avant Réghaia, Pétrus Borel avait visité les trois centres ruraux de la région du Sahel, à savoir Mehelma, Fouka et Méred (aujourd'hui Beni-Méred) dont le projet de colonisation agraire a été lancé par le maréchal Bugeaud en 1842. Après trois ans, « ces trois villages étaient de beaucoup les plus prospères du Sahel », remarquait Bugeaud en personne et c'était à Borel de relever dans son rapport que les colons de Méred qui avaient pour 5 à 6000 francs de bestiaux en tous genres, d'autres n'avaient même pas conservé ceux qui leur étaient octroyés en partage des concessions.

Le rapport de l'auteur de roman immoral Madame Putiphar (1833) fait les éloges du noble Fortin d'Ivry qui donna vie aux marécages de Bordj la Réghaia en instaurant une organisation bien exemplaire pour tout ceux qui travaillaient sur son domaine. Afin d'éviter les rixes entre Européens (Français, Italiens, Allemands, Majorquins et Espagnols), il supprima absolument toute boisson alcoolique et limita la consommation du vin. Pour fournir la base alimentaire indispensable aux Européens, note Borel, le propriétaire installa une boulangerie.

Mais le rapport, en positivant ce seigneur proche de la famille de Napoléon, évoque les familles "arabes" formant la population du domaine de Fortin d'Ivry. Elles étaient 122 et se composait essentiellement de serveurs, manœuvres pour les travaux, jardiniers, gardiens-bergers et muletiers. Parmi elles, des Kabyles, des Marocains et des Arabes. Sur la question du mode d'établissement de ces « indigènes », Borel évoque le bail qu'exigeait le propriétaire de cette communauté, dans le cas de l'exercice 1846-1847 prenant et finissant en juillet 1847. Il est stipulé :

« - Nulle redevance d'argent :

- obligation de fournir des gardiens et des bêtes de transport, partie non payées, partie payées à prix convenu (2 francs par mule) ;
- obligation de construire des gourbis, de cultiver une étendue déterminée (30 ha) et de veiller sur la propriété ;
- défendre de passer certaines limites, d'avoir des chèvres, etc., etc. ;
- faculté de pâturage sur 300 ha ou environ » (Idem, p.121)

Pour ce qui est des salaires pour les membres des familles « indigènes », Pétrus Borel relève que :

« Le précédent bail des Arabes a été renouvelé à des conditions encore meilleures, et l'empressement qu'ils ont mis à renouveler par avance est un signe de leur bien-être et de leur confiance. » (Idem).

Ainsi pour 60 voyages de mules du domaine en direction d'Alger, le propriétaire offrait 400 francs en pièce d'argent et les gardiens, qui sont aussi berger, sont payés comme khemas

touchant leur horaire en denrées alimentaire entre blé et orge. Si les Arabes du domaine voulaient chassés des étourneaux, ils n'avaient qu'à payer 60 francs de droit.

L'Algérie est un royaume arabe, une colonie européenne et un camp français, disait le généralissime Napoléon-III. Joseph-Pierre Pétrus Borel d'Hauterive qui mourut le 17 juillet 1859 à Mostaganem, d'insolation pour certains et de famine après avoir tout perdu pour d'autres, n'était en réalité des faits qu'un révolté en France et un réactionnaire en Algérie tout comme son ami Victor Hugo et ces romantiques frénétiques et petits-bourgeois.

**Notes :**

1 – Revue Europe, n° 75, du 15/03/1929, p. 403.

2 – Idem, p. 403.

3 – Rapport sur les instruments et les produits agricoles de l'Exposition universelle, Amiens, Imprimerie de E. Yvert. 1856, p.54.

4 – Bulletin de la Société géographique d'Alger et d'Afrique du Nord, Huitième année, 1er trimestre, Alger, 1903, p. 144.

5 – Idem, p. 144.

6 – Idem, p. 145.

7 – Idem, p. 145.

8 – Idem, p. 145.

9 – Algérie. Colonisation. Des travaux exécutés : La Réghaia, Province d'Alger. Article de Théophile Fortin d'Ivry, In Revue de l'Orient et de l'Algérie, Tome 2, paris, 1847, pp. 112-136.

10 – Idem, p. 114.

DECRYPTAGE

## Le Mouvement populaire du 22 février dans la presse internationale

- **Lundi 15 avril 2019**

*A une heure et demie de vol d'Alger, Rome, le 1er partenaire économique et culturel du régime algérien, s'enterre dans un mutisme bien ecclésiastique, vis-à-vis des événements populaires qui secouent le pays depuis le 22 février.*

Au départ, le commun des mortels parmi les Algériens croyait à la traditionnelle politique « romaine » de ne s'ingérer nullement dans les affaires des autres afin de sauvegarder les intérêts des uns et des autres. Pourtant c'est à Rome que nous avons appris que des sociétés italiennes, partenaires de nababs algériens et dans des secteurs diverses, se sont faits rouler en ne touchant aucun rond durant plusieurs mois et ce malgré la signature des engagements bilatéraux. Il est même question, à Rome, de saisir les tribunaux commerciaux milanais de compétence.

Au niveau de l'opinion publique italienne, les médias audiovisuels ne s'intéressent qu'à des événements qui touchent directement le balbutiement des graphes de la Bourse de Milan. L'Algérie est un modèle financier du XIX<sup>e</sup> siècle, donc pas de risque, même si la prime « de pays à haut risque » est livrée aux Italiens travaillant en Algérie, nous informe-t-on à Rome. Deux titres de la presse italienne ont attiré notre attention : *La Repubblica* et *Il Manifesto*.

Le premier, un prestigieux canard au large lectorat, tombe finalement dans les filets tendus par la presse française et marocaine, sur la situation en Algérie.

C'est ainsi que l'édition du 23/2/2019, voit dans le régime algérien une « triade » exerçant un contrôle sur le pays et qu'ils sont tous dirigés par des militaires. Un premier groupe est celui que dirige le général d'état-major, Gaid Salah, le second est composé du patron de la DSS et de Saïd Bouteflika et le troisième, celui de l'ancien « maître de l'Algérie » (certainement, après Sidi Abderrahmane ! – NDLR), le général en retraite, Mohamed Médiène.

*La Repubblica*, et afin de s'imprégner davantage des premières manifestations en Algérie, donna une interview à l'écrivain algérien de France, Kamal Daoud qui évoquera la recrudescence de la « violence en Algérie » par le seul fait que « la peur est passée » et que le peuple vient tout juste de faire le deuil de la décennie noire.

Jusqu'au 9 avril dernier, le grand quotidien des cercles intellectuels italiens, n'avait recueilli qu'un reportage exclusif du journaliste et photoreporter des zones de « guerres », Giovanni Porzio, après avoir eu un visa de très court séjour à Alger, ne pouvait voir dans ce soulèvement du 22 février qu'une suite aux acclamations footballeuses après un match derbies entre le MCA et l'USMA. C'est de là que l'étincelle a démarré, selon son observation. Autant rester à Rome et savourer son plat de salade à la mozzarella e pomodori (mozzarella aux tomates), que de venir piétiner nos plats de couscous !

La presse italienne, poursuit au 8e vendredi de la colère populaire, à s'imprégner des médias Français tout comme durant les années 1990, malgré la présence d'une représentation l'agence officielle ANSA. Mais le hic est venu d'*Il Manifesto*, un journal très engagé politiquement envers les luttes populaires, faisant appel à une ancienne journaliste et

correspondante à Alger, Giuliana Sgrena, afin de commenter les événements populaires et politiques, allant jusqu'à décevoir ses lecteurs et amis traditionnels.

### *Des relations entre l'Algérie et Israël*

Il est peut-être intéressant de faire un petit tour d'horizon et consulté quelques écrits qui nous interrogent sur la vision que l'extérieur a sur nos événements. L'année 2013 revient dans la plupart des écrits de presse, de part le monde et la maladie du président Bouteflika, que le dictionnaire Hachette 2016 donne pour lieu de naissance la ville colonisée de Mellilia et non Oujda ou Tlemcen, est un fait marquant d'un délabrement politique et économique. Mais au mois de février dernier, un détail attira notre attention et nous donna lieu à lire les réactions de la presse « israélienne » sur nos événements en cours.

L'encyclopédie ouverte, Wikipédia, publie en ce février, un cours texte sous le titre « Relations entre l'Algérie et Israël ». le texte relève l'inexistence de relations diplomatiques officielles entre les deux pays, en ne notant, en terme d'historique, qu'une seul donne : l'article de l'hebdomadaire français *L'Express*, du 17/7/2000 et dans lequel, il est question « d'intensification » des contacts entre l'Algérie et « Israël » dans les domaines militaires et économiques.

L'hebd français reprenait à son compte, un article du quotidien travailliste « israélien », *Yediot Aharonot*, qui écrivait que « la surveillance des réseaux terroristes a stimulé la coopération entre les services de renseignements des deux pays ». Tout comme il est question de rencontre, sur le territoire italien, « d'émissaires de Bouteflika avec Dany Yalom, ancien chef du Mossad » au sujet de la formation d'une unité spéciale chargée de la protection rapprochée des « dignitaires du régime » et la fourniture d'équipements de sécurité « israéliens ».

La poignée de main entre Bouteflika et Ehud Barak, le matériel hospitalier de précision et les médicaments « israéliens », sont cités dans cet article et à ce moment, comme pour faire croire que la diplomatie des premières années de Bouteflika s'orientait de plus en plus vers le Moyen-Orient et sa sphère sioniste.

C'est ainsi que nous avons constaté la mise sur le marché algérien de divers produits « made in Israël », notamment de ventes chez des privés de capsules de Nescafé portant comme langue supplémentaire du produit, l'hébreu. De même que tout observateur avertis, remarqua la recrudescence d'investisseurs de Jordanie et des Libanais maronites dans certains sont proches des partis politiques libanais « ayant des sympathies israéliennes ».

La lecture de cette inopportune mise en ligne nous incita à faire un tour du côté de la presse « israélienne » ayant trait aux événements du 22 février. Ainsi, le 5/3/2019 dernier, le journal en ligne *The Times of Israël* (TTI), propriété du milliardaire américain, Seth Klarman, se considérant comme un opposant à la colonisation sioniste, publie une dépêche de l'AFP sur la libération, par un tribunal algérien, du blogueur Merzoug Touati, après avoir été « soumis à une procédure judiciaire en dents de scie depuis son arrestation en janvier 2017, après une interview en ligne avec un responsable israélien ».

Le 4/3/2019, le même journal électronique, ouvre ses colonnes à un blogueur marocain, du nom de Farid Mnebhi, qui publie une « prophétie » bien marocaine du Makhzen sur une Algérie qui « sombre inexorablement dans le chaos », après que des milliers d'étudiants,



d'Alger, d'Annaba et d'Oran, ont battu le pavé, le 26 février 2019, « montrant leur colère face à ce régime corrompu qui a placé le système économique algérien au bord du gouffre. »

En évoquant Bouteflika, le blogueur marocain considère cet homme comme être « superbement connu pour être un machiavel imbu de lui-même, un corrompu dénué de scrupules, doté d'une intelligence aiguë et d'une très grande ambition tout en étant capable de risquer sa mise sur un seul coup. »

Le blogueur en question, va jusqu'à donner une leçon de politique militaire au général Gaid Salah, en lui rappelant que « le rôle de l'armée est d'assurer la sécurité des frontières, la défense de l'intégrité et la souveraineté territoriale sous les ordres du pouvoir politique et non le contraire. »

Toujours sur le TTI du gestionnaire américain de la spéculation financière et ami de Georges Soros, nous lisons un article repris du quotidien régional français *Le Progrès*, un hommage au résistant « français » Lucien Sportisse (sans mentionner sa naissance constantinoise, ni son frère William Sportisse), qui a été assassiné par des miliciens fascistes en 1944, à l'âge de 38 ans. La cérémonie a eu lieu à Lyon et en présence des adhérents de l'Association locale d'Alger-Républicain et de l'Union juives français pour la Paix.

Sur un autre plan, c'est au tour du *Jérusalem Post*, du 11/4/ dernier, de faire le parallèle entre la situation de l'Algérie et celle au Soudan. Le quotidien « israélien » écrit que « dans les deux manifestations, les femmes ont joué un rôle majeur et les jeunes sont à nouveau excités ». Des manifestations qui avaient pour objectif de forcer la main à des hommes de 82 et 75 ans (Omar Al-Bashir) afin qu'ils quittent un pouvoir qu'ils détiennent depuis les années 90 du siècle passé. Il n'y a pas eu de réels changements démocratiques ou de système politique, relève le *Jérusalem Post*, « l'armée est intervenue à la place » puisque les « services de sécurité et l'armée, craignent le changement », avant de s'interroger, « changeront-ils simplement les rideaux tout en maintenant la maison ? ».

Les soulèvements en Algérie et au Soudan, n'ont aucun impact sur les pays du Moyen-Orient, puisqu'« aucun de ces pays n'est au cœur du monde arabe », écrit le journaliste du JP Seth I. Frantzman, et ce qui intéresse les « Israéliens », c'est beaucoup plus le Soudan qui est à proximité du Yémen et qui revêt un intérêt grandissant pour la Turquie et l'Arabie Saoudite. L'Iran, dont le général Al-Bashir a expulsé en 2016, son ambassadeur, est considéré comme un pays perdant après avoir été bien présent avec « sa contrebande d'armes par le passé » en direction du Hamas palestinien. Et le JP note avec subtilité que « certains changements sont peut-être dans l'air après la visite au Tchad, du Premier ministre Netanyahu, en janvier de la même année ». Quelques titres algériens avaient fait, auparavant, écho de cette visée géostratégique de Tel-Aviv dans la région du Sahara sahélien.

Non loin du Soudan de la révolte des ouvriers, des femmes et des étudiants, la ville de Djeddah d'où le journal en ligne *Arab News* est édité, publie le 5 mars dernier, une « analyse » du Dr. Théodor Karasik, chercheur de l'Institut Lexington, spécialiste de la sécurité nationale en Europe, en Eurasie et au Moyen-Orient. Un homme qui a aiguisé ses armes d'analyste dans la RAND Corporation de la CIA.

L'auteur estime que « le mécontentement populaire en Algérie est dans le subconscient collectif basé sur l'histoire et le moment n'est pas encore venu pour qu'il éclate réellement dans le domaine public, alors que les problèmes du Soudan sont bien apparent en surface de cette société ».

Selon lui, la question clé est de savoir comment, les élites du monde des affaires algériennes « vont réagir et participer à la transition du pouvoir aux côtés du prochain dirigeant algérien ». Considérant le facteur culturel comme une donnée importante dans le mouvement de contestation populaire algérien, M. Karasik, trouve que « l'Algérie moderne est cependant officiellement un Etat islamique et sa langue nationale est l'arabe ; les deux héritages de la conquête arabe débutée en 647.

La guerre ou la révolution algérienne a commencé par une insurrection dans les montagnes de l'Aurès à l'est du pays en novembre 1954. Les Algériens sont systématiquement coupés de leurs réseaux familiaux et de leur clans les plus importants ou encore de leurs liens tribaux, et pour cause, les Français les ont forcés à vivre dans des camps d'internement ou se sont enfuis dans des bidonvilles aux abords des villes du nord, notamment, sous l'ancien président Houari Boumediene », en ajoutant que, si l'Algérie n'a pas été touchée par la vague de la « révolution du printemps arabe » de 2011-2012, c'est parce que les Algériens « n'étaient ni enthousiastes à l'égard des manifestations, ni de tous ceux qui tenaient de changer le gouvernement, en particulier après que les forces de sécurité ont fait face à des marches peu nombreuses ».

L'ex-analyste de la CIA, en faisant le parallèle entre le Soudan et l'Algérie, considère que ces deux pays font partie de la zone d'influence de la Russie qui ne fait que renforcer sa présence dans ces deux pays afin d'influencer sur le cours des événements. Mais, Karasik estime en clair que les changements de dirigeants algériens ou soudanais « pourraient faire plus de mal au Kremlin qu'il l'aideraient et pourraient même constituer un revirement majeur dans la politique de la Russie en Afrique du Nord ».

Dans le cas algérien, relève encore ce spécialiste des questions sécuritaires, il y a lieu de reconnaître que ce qui se passe ne peut-être défini par le concept sur utilisé et bien épuisé de « la montée de la rue arabe », mais plutôt « un mélange de griefs locaux propres à chaque pays ». en Algérie, la réalité est bien locale et se sont les Algériens, seuls, qui décideront des suites des événements.

A une époque bien récente, la RAND Corporation était un mythe référentiel pour une certaine presse nationale. Les chercheurs de cette agence n'ont jamais demandé un visa d'entrer en Algérie. Ils se sont contentés des bulletins d'informations de l'Ambassade US à Alger ou des quelques travaux superficiels d'universitaires « touristes » algériens, rarement de passage aux USA. C'est ainsi que nous lisons, dans une contribution parue le 1er janvier 2013, dans la revue du Département d'Etat, Foreign Affairs (Affaires étrangères), de la plume de M. Seth G. Jones, à l'époque directeur associé du Centre de la politique de sécurité et de défense internationale de la RAND Corporation, écrivait sous le titre de « Le mirage du printemps arabe », écrivait que « le mouvement de protestation qui a débuté en décembre 2010 dans le but de renverser le président Abdelaziz Bouteflika et d'installer un système démocratique a jailli. Le gouvernement a réprimé les dissidents et apaisé, les autres par des réformes symboliques. Même si une grande partie de la population a manqué les élections législatives de mai 2012 et que le gouvernement militaire, enraciné de longue date, a proclamé une victoire éclatante, peu d'Algériens sont descendus dans les rues en signe de protestation. »

Le commentaire évoque une Algérie qui vendait aux Etats-Unis, quelque 303000 barils par jour de pétrole, un pays doté d'une richesse énergétique qui permettait également aux autocrates de financer abondamment ses forces de sécurité et d'acquiescer la loyauté des électeurs nationaux, d'après l'auteur du commentaire.

Il y a lieu de signaler, qu'au sein de l'opinion américaine, la couverture des événements en Algérie passe actuellement par le *New York Times* que le président Trump qualifiait de la « honte des médias ». L'édition du 3/4/2019 et sous le titre Le président algérien Bouteflika est partie. Qu'est-ce qui se passe maintenant ?, le journaliste Adam Nossiter considère que « les rues algériennes ont réclamé la fin des 20 ans de règne du président Abdelaziz Bouteflika, ainsi que le « système » de copinage et de corruption qu'il entretenait » et que Ahmed Gaid, le chef d'état-major de l'armée « est un ancien allié qui a tardé à faire comprendre aux manifestants que le président était physiquement incapable de jouer son rôle et qu'il était utilisé par un cercle restreint d'hommes d'affaires pour préserver leurs privilèges ».

L'article note que, si les manifestants « ont remarquablement réussi à démettre M. Bouteflika de ses fonctions, sans qu'une seule vie ne soit perdue ou que des coups de feu aient été tirés par les services de sécurité, l'impasse est loin d'être terminée » et que la main de l'ancien président continuera de se faire sentir, du moins à court terme, relève le *NYT*. Le gouvernement intérimaire « nommé par Bouteflika » est toujours aux commandes, et que son premier ministre N. Bédoui est perçu « comme un loyaliste et un extrémiste » puisqu'il est par l'opposition politique et les manifestations pour avoir organisé des élections législatives truquées en 2017 et « avoir violemment réprimé les manifestations ».

Au 8 avril dernier, David D. Kirkpatrick, relevait sur le quotidien new-yorkais, que « des généraux ont peut-être contraint de mettre fin aux 20 années de gouvernement du président Abdelaziz Bouteflika afin d'apaiser la foule, mais les algériens doivent maintenant faire face à la difficulté de remettre en cause le système bien établi, celui du copinage et de la corruption qu'il a laissé derrière lui. »

Le quotidien du lobby financier américain, aux côtés des chaînes CNN et la CBS, constate que le gouvernement Bédoui est comme une création de Bouteflika et que Bensalah, un loyal à l'ex-président est un bénéficiaire du patronage de ce même président déchu. Le *NYT* s'interroge sur le rôle que peut jouer l'armée algérienne et « jusqu'à quel point les militaires sont-ils susceptibles de laisser les manifestants aller au bout de leur revendication d'une refonte du « système », considérant que même si le général Gaid Salah, est très acclamé par les foules de manifestants, on ne peut ignorer qu'il était partie prenante de l'ancien régime.

Lorsque le *New York Times* porte un certain intérêt pour l'Algérie, ce n'est certain pas par amitié ou même par hostilité, mais par intérêt financier : nos avoires pétroliers sont à New-York, messieurs. Le mythe d'une certaine amitié historique avec Georges Washington est à mettre à la poubelle et les véritables décideurs dans la capitale yankee, lisent en premier ce journal en prenant leur café colombien amère.

Devant ce bref tour d'horizon d'écrits de presse, nous constatons une certaine régression chez l'opinion internationale vis-à-vis de l'Algérie, son histoire, son devenir et même sa situation géographique. En 1980, nos « amis » Yougoslaves (aujourd'hui, la Serbie s'élève à son tour contre le régime de la corruption et de la déchéance économique), croyaient que Ben Bella est toujours président. En 2019, l'Algérie toujours située en Afrique, est considéré par la plupart des populations européennes que ses habitants ont la peau noire, alors que nous formons une des plus belles mosaïques de la population terrestre. Les Martiens et les Neptuniens, nous connaissent mieux que les habitants de l'hémisphère nord.

EVOCATION

## **Djamila Debèche, femme de plume et d'action**

- **Vendredi 1 février 2019**

*Il y a de cela six ans, nous évoquions sur les colonnes de ce même journal (1), la première romancière algérienne, Djamila Debèche. Depuis une page Wikipédia est à son nom en plus d'un hommage qui lui a été rendu précédemment (2) à Sétif dont l'université de Constantine l'avait évoqué en tant qu'écrivaine et militante «féministe».*

Une unique thèse lui a été consacrée en Allemagne (en 1993), plus rien depuis. Sa famille et ses amies se sont tuées aussi.

L'amnésie est une maladie nationale, mais ne peut nous empêcher de revenir sur Djamila Debèche, la journaliste et la militante sociale, à la lumière de récentes investigations.

### *Une voix algérienne sur Radio-Alger*

Djamila Debèche avait animé entre 1939 et 1944, des émissions sur Radio- Ptt d'Alger. Une voix féminine algérienne, parlant en français, s'écoulait chaque samedi soir à 20h30 par l'ensemble des communautés ayant chez elles un poste TSF. C'était un luxe d'en avoir un à cette époque de la colonisation de peuplement. Mais une Algérienne a bien osé porter sa voix à ses consœurs. Elle animait des causeries intitulées Chroniques de la vie sociale à contenu social et éducatif en direction des femmes musulmanes notamment.

Les émissions de Debèche ne furent interrompues que par le débarquement des forces anglo-américaines en Afrique du Nord, pour réapparaître en 1944. Nous n'avons pu compter que 25 d'entre elles entre 1939 et 1944 et qu'il serait intéressant à plus d'un égard, de les étudier de près en tant que patrimoine culturel et social d'une voix féminine qui contribua à l'essor de la culture radiophonique algérienne tout comme ses concitoyens artistes et journalistes, au sein de Emissions en Langue Arabe et Kabyle (ELAK), à un moment crucial de l'émergence du mouvement révolutionnaire national.

A la radio, il y avait encore le spécialiste des émissions culturelles arabe et speaker estimait des Algériens de l'époque, Salah Azrouz. Il succéda dès 1932 au créateur des émissions arabes, le lettré et instituteur Omar Gendouz. Le 14 mai 1938, Salah Azrouz animait une émission à 21h sous la forme de reportage sur la découverte par le docteur Etienne Sergent, du sérum antiscorpionique, un bienfait de la médecine en direction de ses compatriotes.

L'émission d'Azrouz est entrecoupée du concert de la troupe El-Djazairia-Ghernatia, du professeur Fakhardji, qui s'exécutait dans le même studio de la rue Berthezène du Palais du gouvernement général d'Algérie. Un studio qui, à partir de 1943, sera définitivement attribué à l'ELAK.

Mlle Djamila Debèche fera son entrée au studio et au milieu d'artistes algériens confirmés, hommes et femmes dont l'artiste de cinéma Leila El-Djazairia (une inconnue du public d'aujourd'hui). Il y a certainement lieu de signaler que la radiodiffusion en Algérie est bien née au mois de novembre 1929, donc il y a 90 ans. C'est sur ses ondes que la libération de

Paris a été annoncée avec le cri : « Ca y est : cette fois, paris est libéré ! C'est comme si la guerre était gagnée... ». Un certain jeudi 24 août 1944.

Si cette radio fut une citadelle coloniale à cette époque, elle fut aussi une école de formation pour le patriotisme algérien et pour l'ensemble de ses composantes. En situation de colonisation de peuplement ne se rend-t-on pas compte de toute l'importance de la rencontre des troupes artistiques, lettrés et journalistes avec leurs diversités culturelles et horizons politiques qui les traversent et les discussions qui les animent en tant que concitoyens, sur l'Algérie et le monde des années 1930 et 1940. Nous pensons que ces rencontres étaient beaucoup plus riches qu'aujourd'hui.

### *Pas de munitions en Espagne*

Il est important de rappeler qu'avant son expérience radiophonique, Djamila Debèche aiguisait déjà sa plume dans la presse dite musulmane et de langue française. Elle apporte ses contributions aux débats de l'heure et de tout ordre. C'est ainsi qu'elle publia à la une de *L'Echo* de la presse musulmane (du 19/9/1936), un article intitulé Pas de munitions en Espagne. Le titre proposé par Debèche fut *Pas d'avions en Espagne*, mais la rédaction précisa, à la seconde page du même numéro, son choix du terme « munitions » tout en faisant un fervent éloge à la contribution.

C'est en pleine guerre révolutionnaire d'Espagne où deux systèmes économiques et politiques mondiaux s'affrontaient, qu'une jeune algérienne apporte son point de vue d'observatrice et à travers lui, celui d'une partie des courants politiques nationaux. Elle devient un porte-parole au féminin, du mouvement des Elus musulmans. L'article fustige l'appel des communistes français lancé en direction du gouvernement de Léon Blum, afin que la France envoie des armes et munitions pour les Républicains espagnols. Debèche estime que le gouvernement français restant « sur sa position de neutralité se montre à la hauteur des événements », face aux menées « extrême-communistes » qui ne cessent d'exercer des pressions sur Léon Blum, qualifiant ces gestes de « mauvais sentiments » et de « manque de sens morale ».

Djamila Debèche dégage à travers son écrit un sentiment anticommuniste flagrant. Il fut de son droit puisqu'elle répondait à une conviction propre, ne faisant traduire qu'une réalité politique supranationale devant l'avancée des idées du socialisme soviétique et le déclenchement de la révolution paysanne chinoise. C'est à travers ce contexte de lutte idéologique et à un niveau mondial que nous pouvons aussi lire l'article de Debèche.

Nous ne pouvons omettre son appartenance sociale de classe. Aucun doute que la fille du notable de la région de Ghriss (Sétif), en recevant l'éducation et les enseignements des manuels coloniaux, s'est acquise une certaine appartenance culturelle française. Peut-on la condamner pour « crime culturel » en voulant défendre ses convictions ? Autant condamner les Bencheneb, Bencherif, Lamoudi et bien d'autres Algériens qui ont écrits en français et parlés d'une certaine Algérie.

Les événements politiques futurs, montreront les erreurs et une certaine étroitesse de vues que développait cette catégorie sociale dans un contexte de colonisation, sans les désignés, pour autant, de trahison au même degré que les sanginaires bachagas et kaïds.

Dans son article, Djamila Debèche appuyait vivement l'avènement du gouvernement Blum. Les larges courants politiques algériens de l'époque l'ont même soutenus. Elle voyait en ce

gouvernement « un gouvernement désigné par la masse », qui veut pour l'ouvrier des « réformes qui lui permette de vivre et d'être heureux par le travail », sans être le conquérant d'un quelconque pouvoir politique, rappelle-t-elle. En ajoutant, que

***«Le peuple est trop juste pour ne pas reconnaître au profond de lui-même que se ruer sur les employeurs, c'est se décimer soi-même».***

Elle conclura sa contribution sur un appel en direction des Musulmans de l'Algérie, en écrivant :

« Vous, mes chers compatriotes musulmans, qui tant souffert sous une domination parfois brutale, soyez aussi très calmes. Ne vous laissez pas entraîner ; qu'une délégation « honorable » fasse part de vos souhaits et expose vos droits. Il n'est pas de bonheur qui s'édifie sur des larmes et des cendres. Et le comprendre c'est aussi comprendre son devoir de bon patriote arabe et français ».

une position de classe mais politique aussi se dégage de cet « appel »., et dire que le critique jean Déjeux affirmait à son sujet, qu'elle est un auteur « qui ne se voulait dépendant d'aucun parti politique de ce moment » (3). Mais le terme « honorable » semble montrer une coloration politique de classe à laquelle appartenait Djamila Debèche, mais aussi du politique programmatique des Elus musulmans. Debèche fille d'un gros commerçant de tapisserie, même en étant orpheline des deux parents dès l'âge de deux ans, elle fut prise en charge par la famille de sa mère faisant partie, elle aussi, de la bourgeoisie commerçante algérienne.

### ***L'Action, une revue sociale pour le progrès***

En 1946, Djamila Debèche est encore jeune et pleine de dynamisme, elle allait être d'un grand apport sur les plans culturels et politiques. Son passage de l'animation radiophonique à l'écriture est marqué par sa prise de conscience en tant que femme dans un contexte sociopolitique algérien très complexe. Les années 30 et 40 furent des plus émouvantes et acharnées des luttes tous azimuts.

La répression coloniale, les luttes syndicales, le réformisme politique et religieux, les traditionnalistes acquises à l'administration coloniale, les luttes politiques bien sanglantes entre, d'un côté, les nationalistes indépendantistes et nationalistes réformistes de l'autre. Auxquels il faut ajouté les forces fascistes européennes, réactionnaires et génocidaires. Que pouvons-nous attendre d'une jeune fille éclairée certes, mais dans un pays soumis à des luttes des plus contradictoires en situation coloniale atroce développant une apartheid de l'exclusion sociale ?

L'affirmation de soi semble être la réponse la plus adéquate qu'avait à choisir Djamila Debèche, utilisant sa position sociale pour affirmer son appartenance culturelle en tant que femme algérienne et musulmane dans le sens le plus moderne du terme. Les nouvelles qu'elle recevait sur les luttes des femmes en Turquie kémaliste et de l'Orient en pleine effervescence anticolonialiste, Egypte et Syrie en têtes, allaient bouleverser son devenir.

Pourquoi ne pas placer ses luttes de femmes dans le contexte de décolonisation, plutôt de celui de l'aliénation coloniale. Debèche fait partie d'un groupe social minoritaire et doublement minorisé par son statut de femme musulmane, au sein d'un groupe social dominant doublement exploitant, économique bien sur, mais aussi en termes de rapports sociaux (sexe, race). Elle est minoritaire même par son éducation même si cette dernière lui

confère une certaine autonomie et liberté par rapport au 5.588.314 millions d'Algériens (selon le recensement du 8 mars 1931) et d'agir telle une porte-parole d'une émancipation féminine et celles des jeunes filles algériennes, par le biais du droit à l'éducation.

La question de la jeune fille algérienne fut une question des plus urgentes dans l'écrit et le combat de Djamila Debèche, dans l'esprit de « l'école » de la militante égyptienne Houda Charaoui Pacha, qui a été son icône favorite. Le 25/9/1947 paraît le premier numéro de *L'Action-El-Amel* (le logo étant bilingue) dont la devise est : « L'évolution de l'Algérie dépend des efforts conjugués de ses fils et de ses filles » et la lecture attentive des sept numéros parus (le 7e et dernier numéro date du 1/4/1948), permet de relever une question fondamentale dans l'orientation sociale et politique de la fondatrice de la revue. Il n'a jamais été question de sexisme ou de féminisme européen dans la revue de Debèche, puisqu'elle affirme que « cette revue exprime le désir profond des Musulmanes algériennes de contribuer à l'organisation sociale dont notre pays a un si pressant besoin ». Une revue qui annonce la couleur dès son premier numéro, qu'elle puisse être un sérieux et « utile facteur de progrès », puisqu'elle avait proposé comme ligne de conduite de ce pencher sur le sort des musulmanes les plus défavorisées, de l'avenir de l'enfance et de s'intéresser « à tout ce qui concerne le foyer musulman et la famille ».

C'est elle qui signe la présentation de la revue, en couverture, entant qu'organe indépendant, mais militant dont l'action est d'assembler militants et militantes afin de former « une petite famille au service de l'Algérie ». Pas de projet politique, ni féministe aussi, *L'Action* est une revue sociale, féminine, littéraire, artistique. Dans ce N°1 nous apprenons que l'artiste Omar Racim fut l'illustrateur de la revue, le logo et les pages intérieures sont de lui. Son frère Mohammed apparaîtra au dernier numéro sous la plume de l'artiste-femme Baya, dans un article intitulé Georges Martin présente Mohammed Racim (page.7).

Des auteurs, hommes, contribuèrent dans la revue de Djamila Debèche, tel que le lettré et musicologue, Mohammed Zerrouki, des imams, le recteur de l'Université d'Alger et des écrivains. Mais c'est surtout la participation féminine qui importait dans cette démarche. Au premier numéro et en p.3, nous lisons l'article de Mlle Halima Benabed, intitulé *L'Evolution de la femme musulmane en Algérie*, paru dans le journal *L'Essor* de l'Algérie. Celle qui signe du nom de Zineb évoquera la première femme du prophète de l'Islam, Khadidja bent Khouailed, Zineb est animatrice des pages Chroniques de la vie sociale et de la plume de Yasmina Lockrichi ou Lokrichi, nous lisons Jadis dans la société musulmane.

Autant de contributions qui dénote une certaine dynamique d'esprit faisant face aux clichés de la Fatma arabe ou l'indigente femme berbère qui n'est vouée qu'à garder des brebis ou faire la cueillette des olives !

### ***Djamila Debèche, 1er «diplomate» de l'Algérie***

Il est peut-être intéressant de rappeler certains écrits de Debèche et les questions qu'ils soulèvent, en tant que documents de l'histoire du mouvement féminin en Algérie. Autour de son cas, nous sommes confrontés à des historiens, politiques, universitaires et « intellectuels administrés » rongés, pour la plupart, par le nationalisme chauvin du PPA-MTLD, menant leurs croisades contre le libéralisme de la femme algérienne sous les burnous de l'inertie culturelle et autres valeurs rétrogrades.

Les « communistes » réformistes, oulémistes paternalistes et sexistes du mouvement des Elus musulmans ont apportés leur eau au moulin de la seule négation du rôle progressiste de la femme dans les conditions coloniales. Elles étaient « mineures » à la colonisation, toujours « mineures » dans le combat libérateur et elle l'est toujours à l'indépendance politique. Le FLN de la lutte armée, ne fera que perdurer les malheurs de cette frange sociale, bien majoritaire après que leurs hommes, frères et pères se sont fait tués en 30 de guerres capitalistes mondiales. De nouvelles lectures historiques et dépourvues de toutes les « polices idéologiques » sont en attentes afin de relire les sept numéros de la revue *L'Action-El-Amel*. Comment peut-on faire passé sous silence le geste de Jean Sénac, offrant deux poèmes à l'honneur de Mohammed Zerrouki, intitulé *Deghlet Nour* et *Fleurs pour Djamila Debèche* dans le N° 5 et « dans un même soui de Poésie et d'Union », écrit-il.

Au n° 2 de la revue, Djamila Debèche est de retour de Paris où elle participé au Congrès International Féminin qui s'est déroulé du 28/09/ au 1/10/1947, à la grande salle de l'Hôtel Majestic, transformé en siège de l'UNESCO de l'époque. C'est Mlle Rabia Khaleff, correspondante de la revue à Paris, qui titre : *Sous l'égide de l'Entente Mondiale pour la Paix*. Le Congrès se réunit et travaille. Il y avait 200 représentantes de 53 pays, dont l'Algérie représentait par Djamila Debèche assise, le premier jour, aux côtés de Madagascar et de la Guadeloupe avant de choisir de s'installer entre la délégué de l'Irak et celle de la présidente française de l'Entente Mondiale pour la Paix. Un fait marquant et un acte politique en lui-même.

Rabia Khaleff décrira avec beaucoup d'attention cette rencontre mondiale autour de la question des droits de la femme et de l'enfant.

« Me voici arrivée devant la Maison des Alliées, note-t-elle au début de sa couverture, où doit se tenir le Congrès International Féminin (...) je suis heureuse car je vais assister à cette grande réunion des représentantes de 53 nations, vivant symbole de la fraternisation mondiale »,.

Les absents à cette rencontre furent la Russie soviétique, l'Espagne franquiste et la Syrie. Djamila Debèche avait assisté et dès le premier jour, à la Commission de langue anglaise, composé de l'Angleterre, du Canada et de la forte délégation Américaine, alors qu'une délégué de la ville de Cherchell, Mlle Claudet, préféra s'asseoir à la Commission de langue française, dont la présidente de séance est la représentante de l'Argentine.

A travers ce compte-rendu, nous retenons un réel dynamisme de la part de la représentante de l'Algérie. Elle a eue droit à deux interventions, en plénière où elle a exposer la situation de la musulmane algérienne et en séance des débats. Pour cette journée du 1er octobre, la correspondante de *L'Action-El-Amel* rapporte les propos les plus en vu de Djamila Debèche, qui dira :

«Malgré les efforts qui sont déployés en faveur du plan de scolarisation, plus de 900000 enfants de 5 à 13 ans sont encore dans les rues en Algérie et exercent des profession ambulantes, ce qui ne se voit dans aucun autre pays du monde. Il est indispensable de promouvoir au service de la femme et l'enfant les forces vives du pays et de mettre tout en œuvre pour que la musulmane algérienne puisse participer à l'activité sociale du pays. Pour cette action sociale, non seulement la femme de France, mais aussi tous les pays du monde doivent nous aider à rattraper un retard considérable. »



L'intervention de Djamila Debèche a valu « à l'Algérie, une chaude manifestation de sympathie » de la part des présentes, relève Rabia Khaleff.

La participation de Djamila Debèche à ce Congrès et en plein début de la dite « guerre froide », pourrait bien être considérée comme une action diplomatique, première en son genre. Vouloir arracher un siège au nom de l'Algérie, encore colonisée, est un acte politique de grandeur mondiale réalisé par une femme parlant au nom de ces compatriotes déshérités et des plus démunies. De retour à Alger, Debèche apprend le décès de la militante Houda Chaaraoui Pacha et lui rendra un vibrant hommage dans le N° 2 de L'Action. Au N° 4 de la même revue, nous pourrions lire un autre article sur la portée du militantisme social de l'icône d'Egypte.

Entre l'Achoura, fête de la charité (N°3, du 25/11/1947) et les Billets, dans les derniers numéros, Djamila Debèche ne se lassait d'être attentive aux échos de la société algérienne, c'est ainsi que nous lisons et à travers deux notices qui peuvent avoir, aujourd'hui toute leur place dans l'histoire revisitée.

La rédaction de la revue félicitait M. Ali Berkani, employé des cheminots et secrétaire de la section UDMA d'aller-Ville, pour le baptême (circoncision) de ses deux frères. De même pour la « nomination de M. Bouakouir à la Direction du commerce et de l'Industrie au Gouvernement général de l'Algérie. M. Salah Bouakouir, ingénieur aux Chemin de fer algérien, est une personnalité dont la valeur morale et intellectuelle est hautement appréciée », peut-on lire encore au n° 4 de L'Action.

Ce que nous offrons à la lecture, c'est bien une page de notre histoire et que nous apprécions à sa juste valeur. Une femme algérienne, journaliste, romancière, essayiste et conférencière, qui a porté bien haut et sans complaisance, la voix de l'Algérie. Mais, il y a encore des mots à dire, des gestes à renouveler, des actes à parfaire, des blessures à reconsidérer, des moments historiques à apprécier à leur juste valeur et des idées à renouveler en tout instant.

**Note :**

1 – Voir Le Matin du 21 novembre 2013. Notre contribution intitulée : Djamila Debèche au pays du non-dit !

2 – Abdelali Merdaci, Djamila Debèche, première romancière algérienne. Conférence donnée le 10 mai 2009, au 1<sup>e</sup> Salon du livre de Sétif,

3 – Jean Déjeux, La littérature féminine de langue française du Maghreb, Paris, éditions Karthala, 1994, pp. 19-44.

MEMOIRE

## La famille Abdelkader et le martyr de l'oubli

- Lundi 13 mai 2019

*La famille du chef de l'insurrection paysanne armée contre la colonisation de population française, l'émir Abdelkader, ne cesse de nous surprendre. C'est ainsi, que cette confrérie féodalo-religieuse à l'origine, compte parmi elle des martyrs de la cause indépendantiste du Liban et de Syrie, en tête l'émir Omar Abdelkader ben Abdelmalek El-Djazairi.*

Les faits : le 5 mai 1916, un train blindé et armé transporte un nombre d'intellectuels patriotiques syriens, luttant contre la colonisation féodale ottomane. Ils ont été arrêtés dans la ville d'Alya au Liban, sur la route qui relie Beyrouth à Damas. Un simulacre de procès avec de fausses accusations a été monté de toutes pièces par le gouverneur ottoman de la wilaya du Cham (Liban, Syrie et Palestine), la sanguinaire Ismaïl Pacha.

A la gare du Rayak, dans la vallée de la Bekaa, deux trains se rencontrent dans la même gare. L'un transportant des familles d'exilés au territoire turc d'Anatolie, l'autre des prisonniers patriotes en question. A l'arrivée, le barmake (Gouverneur ottoman) de Damas, intervient avec violence, afin d'interdire tout contact entre les familles et les détenus. Il ordonna au conducteur du train des prisonniers de virer de suite sur Damas.

Deux jours auparavant, le 3 mai à 3 heures du matin, la Place Marjah à Damas, a été illuminée, à la demande du bourreau Jamal Pacha. Assis au balcon du bâtiment de Izat Alabed, qui se trouve encore aujourd'hui sur la place, au cœur de Damas. Cette même nuit et à la même heure, des patriotes indépendantistes libanais seront exécutés par pendaison, sur la place de la Tour à Beyrouth. A Damais, ils étaient sept martyrs qui seront pendus, trois jours après, portant des pancartes à leur cou les marquant comme traîtres à l'islam de la Sublime Porte, le matin du 6 mai 1916. Depuis, les deux places des deux capitales sont baptisées communément, Place de Martyrs. Les Algériens qui ont visité les deux villes, ne se sont sans doute aperçu même pas de faits en lien avec des compatriotes. Ce sont les souks de l'or et du chiffon qui les intéressent.

L'émir Omar ben Abdelmalek el-Djazairi était parmi les pendus, au côté de Choukri Al-Asli, Rafik Rizk Salloum, le cheikh Abdulhamid Al-Zahraoui, Rushdi Ben-Ahmed Shamaa, Abdelouahab Ben-Ahmed Al-Inghlizi (l'Anglais, pour sa maîtrise de la langue) et auxquels il faut ajouter Chafik Al-Muayad Al-Adhm. Par ce rappel, nous tenterons d'évoquer une mémoire bien algérienne, loin de tout panarabisme réactionnaire, à travers la seule famille de l'Emir Abdelkader.

### *Le martyr de Damas*

L'émir Omar est né à Damas en 1871, fils de l'émir Abdelmalek qui soutint la résistance du Rif. Aux dires de l'historien algérien, Aboukassem Saadallah, l'émir Omar était opposé à ses frères aînés, Mohamed et Mahieddine, puisqu'il « fut proche du Consul français de Damas » et reçu la croix de Chevalier de la Légion d'honneur du gouvernement du président français, Fallières. A lire "L'Echo d'Oran" du 9/11/1911, l'émir Omar est le chef des émirs algériens

restés français et qu'il s'est rendu en France pour s'entretenir avec le président de la république et son ministre des affaires étrangères, afin de plaider le sort des «20000 Algériens établis en Syrie et dont le statut a été modifié à diverses reprises depuis trente ans ». De même qu'il avait signalé la situation pénible dans laquelle il se trouve, puisqu'il venait en aide avec ses deniers « aux centaines d'Algériens qui émigrent en Syrie dans l'espoir d'y vivre plus largement que dans leur pays d'origine ».

Les faits remontent à 1911, l'émir Omar considéré par le même universitaire algérien, comme étant un des émirs « pro-français », alors que d'autres sont classés comme «pro-ottomans », n'avait pas été reçu par M. Selves, le Ministre des AE de l'époque et il a passé trois mois à Paris à attendre sans voir personne. L'humiliation de l'émir venait d'un fonctionnaire du Quai d'Orsay, qui avait effectué une démarche préalable. L'émir Omar refusa la démarche d'un fonctionnaire dont la famille d'Abdelkader avait eu à se plaindre en Syrie auprès du consulat de France.

Le quotidien L'Echo d'Oran du 7/6/1915, cette fois, précise que l'émir en question est reparti sans avoir pu exposer au ministre responsable « sa précieuse appréciation sur une question qui intéresse au plus haut degré notre pays », avant de conclure sur une condamnation des « actes de démesures » qui jouent avec les intérêts de la France dans les pays du Levant (Liban et Syrie) et qui sont l'œuvre de caprices individuels « des manitous du Ministère des affaires étrangères ».

Au tour du Figaro du 9/11/1911, d'écrire sous le titre « Nos hôtes », que le fils d'Abdelkader (la presse française le considère comme tel jusqu'à son exécution) « qui a depuis longtemps prouvé son attachement fidèle à notre pays et qui, cette année même, réussit par son intervention à empêcher le massacre de plusieurs milliers de chrétiens. »

Concernant ce dernier événement, en effet le 6/12/1910, 7000 cavaliers nomades armés, venant de Pétra au sud de Jordanie (à cette époque elle n'était qu'un territoire faisant partie de la wilaya ottomane de Syrie), remontèrent la ligne du chemin de fer du Hedjaz (d'ailleurs, un projet allemand), arrachaient les rails, coupaient les fils télégraphiques, renversaient les poteaux, brûlaient les traverses et tentaient de sauter les ponts. Sur l'axe des villes de Maan en direction de Katrana, les cavaliers en révolte saccageaient et pillaient tout sur leur chemin, assiégeant des villages et incendiant des gares. Ils avaient éliminé trois bataillons ottomans et détruit la ville historique de Karak qui comptait 15000 habitants, à majorité chrétiens orthodoxes. A l'origine de la révolte bédouine, le refus du wali de Syrie de leur payer le tribut annuel accordé par Istanbul afin de protéger la ligne ferroviaire du pèlerinage vers La Mecque.

L'émir Omar, sollicité par son oncle, l'émir Ali, devenu Ali Pacha, mobilisa quelques 2500 hommes de la communauté algérienne qui ont pu sauver une communauté de religieuses d'un couvent, leur école et épargner à la ville du Prophète Nouh (Noah) d'être totalement détruite.

Deux ans plus tard, en 1912, le journal bien nationaliste L'Action française (8 mai 1912), estime qu'un fonctionnaire de la République juge la politique de la France après le grand rapprochement entre l'Allemagne de Guillaume II et le sultanat ottoman, de n'avoir pas mieux utilisé les éléments d'influence dont disposait la France auprès des populations en Syrie « détournant de nous ceux qui nous restaient attachés. » et le journal de Léon Daudet d'ajouter :

« En Syrie et au Liban, nous avons rebuté nos amis les plus sûres : tel le fils d'Abdelkader, l'émir Omar, le seul qui nous soit resté fidèle, le seul qui, il y a quinze mois, nous ait aidés à sauver la vie de milliers de chrétiens et qui, venu à Paris l'automne passé, n'a pu être reçu par personne au ministère des affaires étrangères. »

La France en tournant le dos à ce qu'elle appelait comme « ami fidèle » allait réellement payé le prix de son manque de civisme et de reconnaissance, envers ce qu'elle désignait comme « la meilleure des sauvegardes » des intérêts de la puissance coloniale en Asie mineure : l'émir qu'elle a amoindri et mécontenté.

Mais fut-il réellement le garant des intérêts de la république coloniale française ? La réponse nous vient de l'organe de presse du Parti Radical Socialiste, Le Radical du 26/5/1912, où il est dit clairement que les fils de l'émir Abdelkader habitent Damas et que quelques-uns ont abandonné la nationalité française pour la nationalité ottomane, devenant des pachas et que parmi ceux qui ont gardé la nationalité française « vivent d'une modeste pension que leur sert le gouvernement de la république ». L'émir Omar, riche naguère, « il est aujourd'hui pauvre. Sa fortune, il l'a employée, depuis plus de vingt ans à secourir ces malheureux compatriotes ».

Ils étaient 25000 en 1912. Aujourd'hui, ils sont 60 000 et toujours au même abandon d'une République héritière de la française !

Le quotidien de la gauche colonialiste poursuivra ses dires en mentionnant que la politique panislamique de la Sublime Porte, à laquelle se joignent les « tracasseries de notre administration, jetaient tous les jours sur le sol syrien » de nouveaux Algériens et « dont l'attrait était rehaussé par les souvenirs que l'exil d'Abdelkader y a laissé », des Algériens réduits à la mendicité que leurs « frères » syriens les appelés « Français » et non maghrébins, comme le laisser entendre l'histoire officielle à Alger ou à Damas.

Avec l'avènement du mouvement Jeunes Turcs ou Comité Union et Progrès, l'émir Omar alla peu à peu vers la ruine. A sa dernière venue en France, il sera doublement humilié : après n'être pas reçu par les dignitaires français, on lui paya le voyage du retour vers Damas. Depuis cette date, il se contentera des 400 francs de pension mensuelle, sa mère gardait ses 80 francs pour la survie.

La même année, l'émir Saïd, fils de Ali pacha, frère d'Abdelkader, avait fait le voyage de Damas à Paris pour demander sa réintégration en tant que « sujet » Français. Son père avait consenti à son arrivée à la majoration. Saïd avait 5 ans quand son père accepta « l'ottomanisation » d'un Empire se disant protecteur des musulmans de part le monde. L'émir Saïd, persuadé que la chose allait se faire, il envoya en guise de remerciements, un cadeau au sous-directeur politique chargé des affaires du Levant. Il lui fut retourné brutalement.

Après l'humiliation de son fils, l'émir Ali Pacha jeta la Légion d'honneur qu'il a eu pour avoir aidé l'émir Omar dans sa défense des chrétiens du Karak (Jordanie) et décide de rejoindre le front libyen contre l'invasion italienne en attirant dans ses rangs des volontaires algériens et tunisiens.

Après l'exécution de l'émir Omar, la France coloniale et à travers son Président du Conseil (le Président), demandait au gouvernement américain et à travers son ambassadeur à Istanbul, de

porter un message dans lequel le gouvernement français considérait qu'il ne laisserait pas impunies les exécutions de l'émir Omar, « petit-fils de l'émir Abdelkader et des personnalités syriennes coupables d'avoir seulement aimé la civilisation française » (Le Radical du 7/7/1916).

### *L'émir Ali Pacha, père de martyrs*

L'émir Ali Abou Taleb est un des cinq frères d'Abdelkader, l'aîné étant Mohamed Saïd qui combattit auprès de son frère en Algérie et mourut à Damas en 1861. Ahmed, né en 1833 et élevé par la famille de son frère Mohamed Saïd, après 1847, lui décédera à Damas en 1902. De Mustapha nous ne savons rien, sauf qu'il eut un fils, Mahieddine qui a eu à son tour un fils, Azzedine, né vers 1900 et qu'il étudia à Beyrouth chez un érudit Malékite d'origine algérienne.

Lors de l'occupation française de la Syrie, Azzedine avait 20 ans, il participe à la bataille de Maysaloun (1925) et mourut en martyr à Al-Ghouta en 1927.

### *L'émir Ali Pacha*

Un autre frère de l'émir Abdelkader, Hussein, lorsqu'il arriva à Damas avait avec lui un fils, né en Algérie, Noureddine (mort en 1914) qui aura à son tour un fils, Mokhtar qui sera le président d'honneur de l'Association de la communauté algérienne en Syrie et au Liban, membre du Haut comité pour la défense de l'Algérie, puis celui du Front de Défense de l'Afrique du Nord à Damas.

Tout indique que les frères et leurs enfants sont trompés dans la sève de la révolte et de la contestation anticolonialiste. L'aîné Mohamed Saïd était emprisonné à Annaba avant d'être exilé à Damas, avait laissé un écrit sur la résistance de son frère jusqu'en 1852, un témoignage d'un homme qui a été initié à la spiritualité soufie dans la lignée de ses aïeux. A Damas, il était très acquis au sultan « musulman » Abdelhamid, il recevra de lui le grade de Pacha et le grade de général de la garde impériale d'honneur, tout en nouant amitié avec les cheikhs de l'islam réformateur, cheikh Abdou et Al-Afghani.

C'est le paradoxe bien spécifique de l'Algérien en exil. Ottoman ou Français, la nationalité administrative n'enlève nullement le « chromogène » de son algérianité au sein de sa spécificité nationale.

Ali Pacha est l'un des fils d'Abdelkader (il avait 10 garçons et 5 filles de ses 4 femmes), il est aussi le frère de l'émir Abdelmalek, père de l'émir Omar. L'émir Ali est né à Damas en 1859, mort à Istanbul, le 14/4/1918. Il fut vice-président du Parlement ottoman, sous le sultan réformateur Abdelhamid II tout en étant député de la ville de Damas, d'où sa promotion en pacha. Mais au-delà de cette distinction honorifique, l'émir Ali dirigeait la ville de Quneitra et gérant officiel des propriétés de la famille Abdelkader qui englobée les terres du Hourane (actuel le sud de la Syrie), les alentours du Lac Tibériade dans sa partie palestinienne et le nord de la Palestine. Des terres qui étaient partagées aussi avec d'autres familles algériennes venues après 1871. Mais nous parlerons ici de l'émir Ali chef de famille en 1896.

Il s'est marié à la sœur de Izat Pacha Alabed, second secrétaire du sultan Ottoman. Loin de la vie publique et familiale, l'émir Ali Pacha avait sa vie d'homme politique, il était membre du Parti Jeunes Turcs et de l'Association Union et Progrès (Al-itihad wa Taraki) en tant chef de la section de Damas. En 1911, il avait 48 ans lorsqu'il participa à la campagne de Libye contre l'invasion italienne. Il avait sous sa coupe le futur Kamal Atatürk et en arrivant, avec le corps expéditionnaire turc, dans la ville de Derna, il dira en public : « Mon pays a combattu les Français pendant un quart de siècle, moi, je combattrai les Italiens le restant de ma vie ». à son arrivée à Misrata, l'émir Ali se dirigea vers le mausolée du grand maître de la Kaddirya en Libye, Sidi Ali El-Hadi. Il faut noter que la présence de l'émir Ali en Libye était plus qu'un soutien moral à la résistance du cheikh Omar El-Mokhtar, puisque sa précédente expérience en Egypte contre les armées britanniques était d'un apport certain pour la guérilla d'El-Mokhtar qui intégra des brigades composées essentiellement d'Algériens et de Tunisiens que l'émir Ali a recrutées, équipées et financées.

Il voyait certainement plus loin qu'une simple participation ottomane dans la lutte du peuple libyen, la Cyrénaïque frontalière à l'Algérie, est le lieu idéal d'une base arrière pour des opérations militaires en Algérie contre la France.

Durant la période de la bonne entente entre la Turquie et la France, l'émir Ali avait visité la France accompagné de son neveu l'émir Khaled, alors capitaine au 1er Spahi et ancien élève à Saint-Cyr, où il a rendu visite en janvier 1913, au Président de la république et au Président du conseil. Il passe une semaine à visiter des aérodromes militaires et assiste à une démonstration militaire dans une grande caserne.

Mais sur un tout autre front et durant la Première guerre mondiale, l'émir Ali se déplaçait entre Istanbul, Berlin et Genève, prenant contacts avec des déserteurs algériens de l'armée française ayant regagné la Suisse ou fait prisonniers en Allemagne. Sous la couverture de l'assistance humanitaire pour soldats musulmans, il recruta des volontaires pour soutenir les insurrections des Nememchas du cheikh Keblouti en 1916, tout en supervisant des opérations dans le grand Sahara chez les Touaregs du Hoggar.

Voyant la défaite allemande proche, l'émir Ali tisse des relations avec le royaume d'Espagne en ayant en tête le soutien du soulèvement des régions marocaines que la France négocie comme protectorat avec le Makhzen de l'époque. Une révolte marocaine serait la bienvenue pour déstabiliser « l'Algérie française ». L'émir Ali fera parler de lui lors de la révolte de Abdelkrim Khattabi avec son frère Abdelmalek. L'émir Ali avait comme fils, Abdelkader dit l'émir Abdou, qui sera assassiné par Lawrence d'Arabie et ses hommes pendant l'occupation de Damas, et Mohamed Saïd el-Hassani el-Djazairi, né en 1883 mort en 1981. Ce dernier sera le premier Président du conseil des ministres de la Syrie indépendante mais sous protectorat français en 1918. Après deux jours de pouvoir, il sera évincé par les troupes du roi Fayçal Ibn Hussein (ancêtre des rois d'Irak et de Jordanie). L'Algérie lui doit le retour de la dépouille de son grand-père, l'Emir Abdelkader en 1966, ce fut aussi le vœu de toute la famille depuis le décès du prince des moudjahidine.

### ***L'émir Abdelmalek***

En 1916, l'émir Ali Pacha avait lancé à Berlin un Comité Musulman pour l'Indépendance des pays de l'Afrique du Nord (CMIAN). Il fait appel à son frère Abdelmalek, le père de l'émir

Omar, cité plus haut. C'est en tant que membre du Comité de libération de l'Afrique du nord qu'il intègre l'armée française en Algérie après avoir vécu toute son enfance et ses premières années de jeunesse à Damas. Très lié à son frère Ali, il épousera fortement l'idée d'une libération de l'Algérie en passant par le Maroc. Une idée presque naïve en contexte de guerre mondiale, le principe d'une indépendance par la violence révolutionnaire organisée est un acte politique bien qualitatif. En 1906, il est nommé chef de la police de la ville internationale de Tanger, suivant les accords d'Algésiras de 1919. Il est colonel de l'armée française, sous les ordres politiques d'un Ministre de la République française Tanger. La ville pilule d'espions de part le monde et l'émir Abdelmalek est vite aperçu par les services du kaiser Guillaume II.

Avant de passer à l'action, il se lie d'amitié, noblesse oblige, avec le « Lawrence du Maroc » l'Allemand Albert Barres, nom de couverture de Hermann Barthels, dit « Si Hermann ». Le frère Ali approuve ces contacts et prend à son compte l'appui militaire et financier de la nouvelle insurrection antifranaise au Maroc. En 1916, l'émir Abdelmalek envoie sa famille en Espagne et fait de Melilla, sa base militaire principale avec celle de Larache où des officiers allemands forment les nouvelles recrues dont des Algériens, aux côtés de Marocains du Rif et des territoires du Siba (terre en dehors de l'autorité du Makhzen). Le sultan Moulay Hafid était un régent profondément antifranaise, il installera son commissaire aux affaires marocaines, Bachir Ben Sennah, qui, à partir de Fez, il fermait l'œil sur une quelconque « pacification » de la région du sentiment antifranaise. Mieux encore, il se rapprocha de l'organisation de l'émir Abdelmalek et de son agent militaire allemand, « Si Hermann ». Ce dernier rejoindra Melilla, puis Malaga, laissant aux côtés de l'émir Abdelmalek ses adjoints, Taussent, Rettschlag et Semmerlach.

Loin de tout autre détail sur l'appui allemand à l'émir algérien, une vérité historique s'impose d'elle-même à travers l'insurrection (le hirak) de l'émir Abdelkrim Khattabi et la participation de l'émir Abdelmalek à son essor. Il est d'autant vrai que l'émir algérien est passé du côté du royaume d'Espagne après la défaite allemande et le lourd tribut que l'Allemagne devait payer aux autres puissances victorieuses, ce qui laissa Khattabi très perplexe devant les tergiversations de son ami Abdelmalek. La vision anticoloniale l'emporta sur une simple vision de tactique militaire, l'histoire nous le dira un jour qui avait raison des deux.

En dernier lieu, nous citerons ce passage du journal L'Afrique française (1917) qui écrivait que « Abdelmalek est notre rocher de Sisyphe. Chaque fois que nous le refoulons il dévale de nouveau sur nos portes ; Berlin le pousse, et Madrid ne l'arrête pas ». Il sera tué au mois d'août 1924 près de Tétouan et enterré dans cette même ville, auprès d'un dignitaire de la région avec des obsèques officielles de la part des autorités marocaines.

ENTRETIEN REVELE

## Mouloud Mammeri : "Nous nous entourons d'une ceinture d'ignorance"

• **Mardi 27 mars 2018**

*Mouloud Mammeri, cet écrivain militant algérien (\*) est des plus célèbres qui ont fait découvrir les aspects profonds de la personnalité algérienne. Il est présent au Caire afin d'assister aux réunions de la Commission préparatoire du Congrès des écrivains afro-asiatiques qui aura lieu à Beyrouth au mois de mars.*

*Mouloud Mammeri écrit en français. Il a publié La Colline oublié et Le Sommeil du juste, et dans le premier, Mammeri nous fait découvrir une lutte, au sein d'un village montagneux, de la région Berbère d'Algérie où cohabitent deux générations bien différentes. L'ancienne, attachée aux croyances cosmogoniques et à la soumission au défaitisme. La nouvelle, qui prie une éducation européenne, se révolte sur le passé, autant que le présent.*

*La Seconde guerre mondiale éclate, toute la société algérienne en sera déchirée. L'un des personnages du roman demande à l'un de ses amis :*

*- « Es tu en prison ?*

*Il répond.*

*- Oui, je suis en Algérie. Les deux situations se valent ! ».*

*Mouloud Mammeri, décrit – avec merveille- la vie des villages et de la campagne du berbère, la recherche de la personnalité algérienne, l'arrachée d'entre les restes du joug colonial, de cette guerre civilisationnelle que mène une France entêtée, tenant à l'Algérie avec ténacité.*

*Alors que les personnages du roman s'engouffrent dans l'inquiétude, l'étonnement et la controverse, nous relevons la présence du personnage de l'instituteur, diplômé de cette maison du savoir, synthétise et regroupe les pensées traditionnelles avec celles, individuelles et révoltées à l'encontre des traditions et leurs valeurs.*

*L'ensemble des critiques s'accorde à dire, que Mammeri est des plus brillants d'entre les écrivains Algériens, qui ont réussis à transposer la révolution algérienne – dans leur littérature – du contexte de la colère, de l'étonnement et de la revendication de ceux de l'action et de la lutte. Il fut l'un des premiers qui ont contribué à la découverte de la « personnalité algérienne », qui a été depuis 130 ans, menacés par une guerre dite civilisationnelle. Proche de la cinquantaine, Mouloud Mammeri est connu par ses nouvelles, mais rendu surtout célèbre par ses pièces de théâtre et son scénario.*

**Question : Quelles sont les difficultés, auxquelles sont confrontés les écrivains afro-asiatiques ? Ces problèmes sont-ils identiques ou se différencient-ils ?**

**Mouloud Mammeri :** A mon avis, le principal problème est que l'écrivain n'est pas un fonctionnaire de l'Etat, mais un homme libre de toutes contraintes.. Il est en mouvement, cris, s'alarme, ne soyons régis que par ses émotions et ces dernières, ne s'expriment sur cet ensemble, que par sa plume. L'écrivain est la vérité du public. Puisqu'il est le seul qui puisse exprimer son désespoir et avec honnêteté.

Le problème du Tiers-monde n'est plus celui de l'indépendance, mais plutôt celui de la liberté et de la disponibilité de l'Etat à permettre cette totale liberté à l'écrivain d'écrire ce qu'il veut



et ce que bon lui semble, en brisant les chaînes de la censure et de la pression, produisant avec vérité ce qu'il ressent réellement, autour des problèmes humains qui l'entourent. L'écrivain veut mener une existence des plus profonde en perçant les secrets les plus enfouis et les plus obscures.

**Question : Approuvez-vous l'idée qu'un écrivain, pour être compris, devrait s'abaisser au niveau du peuple ?**

**Mouloud Mammeri :** Non.. Et encore non.. Moi je crois absolument que l'écrivain doit élever, vers lui, le niveau du public cultivé. Ne doit en aucun cas, se rabaisser à un niveau culturel dégradant, vulgaire et inférieur. J'ai toujours été contre cette idée. J'aime m'élever et qu'avec moi, s'élève mon lecteur, que nous le fassions ensemble.

**Question :** Vous écrivez en français, et en France, vous êtes devenu une réelle célébrité, vous étiez parmi les premiers écrivains Algériens qui ont triomphé par cette gloire, donc que pensez-vous de la littérature française et d'Albert Camus par exemple, de Sartre et de Simone de Beauvoir ?

**Mouloud Mammeri :** Albert Camus est né en Algérie et a passé une grande partie de sa jeunesse là-bas, il a écrit sur notre révolution et montré que les germes de la question sont dans la colonisation. Un horrible colonialisme. La colonisation n'est pas uniquement ce système économique et politique basé sur l'immoralité, mais en vérité c'est un régime qui prône son efficacité à partir d'une vision réactionnaire, arriérée, qui méprise l'humanité puisqu'il est une philosophie qui ne fait que détruire tout ce que l'humanité a édifié durant des siècles. Albert Camus est un très grand écrivain. Il associe et combine à merveille les deux styles, le classique et le moderne, c'est ce qui fait que sa gloire y demeure, même après sa mort. Il a tenté de mettre ce qu'il y a de beau dans l'homme. Il ne s'est pas arrêté devant la laideur de l'existence, mais dépassant ce seul côté pour celui de la révolte contre la laideur et croire en la force de l'homme, de pouvoir se transformer et de façon graduelle. Et la plus grande chose qu'il a écrite, à mon avis, est son roman *L'Etranger*, et un article qu'il a publié dans la revue *Terrasses*, dont un seul numéro est paru, le premier et le dernier d'ailleurs et dans ce numéro Camus publia un article sur la région de Tipaza, proche de la ville d'Alger, intitulé *Retour à Tipaza*, et je pense que cet article est des plus extraordinaires de ce que Camus ait publié comme description, il a vécu dans cette belle région, avec ses propres sensations et produit un extraordinaire tableau d'art qui dépeint ce lieu qui émerveille le regard et l'âme.

Dans son introduction du livre *L'Envers et l'endroit*, Camus écrit que « *le lieu où je préfère vivre et travailler (et, chose plus rare, où il me serait égal de mourir) est la chambre d'hôtel* » ! Et il a dit qu'il ne pouvait s'agiter par ce qu'il nomme la vie domestique surveillée. Et Camus mourut sur une route, il y a de cela six ans. Mort dans un accident de voiture, sur une des routes de France, loin de tout logis et cette fin fut l'exemple même du ridicule et de l'absurde que Camus fait découvrir à travers ses nombreuses œuvres.

**Question : Mais appréciez-vous les positions de Camus ?**

**Mouloud Mammeri :** La chose a totalement changé vers la fin de sa vie, lorsque Camus a employé sa célèbre phrase : « *J'aime la justice et ma mère, mais si on me demande de choisir entre la justice et ma mère, je choisirai ma mère !* » Son choix était un immense choc pour les Algériens, puisqu'il laisse entendre l'abandon de l'idée de l'indépendance totale de l'Algérie, préférant appartenir à la France qu'il symbolisa par la mère.

**Question : Qu'avez-vous à dire sur Sartre ?**

**Mouloud Mammeri :** La totalité des personnages des romans de Sartre, de même pour ses pièces de théâtre, sont « mal à l'aise » et des fois sont pervers et excentriques. Il est très attentionné par la laideur de l'homme, la mettant en évidence, en la considérant comme le fondement de la tragédie existentielle. Sartre est un reflet réel de l'esprit de certains intellectuels.

**Question : Et Simone de Beauvoir ?**

**Mouloud Mammeri :** Une très grande écrivaine, elle a aidé un bon nombre de personnes à comprendre. Aucune autre écrivaine n'a pu ni atteindre, ni écrire avec sa franchise et son honnêteté, sur les sensations de la femme et cela à travers ses propres expériences personnelles, elle est une très grande écrivaine de notre génération, elle se distingue par la culture, l'intelligence et l'audace. Elle est allée dans ses profondeurs afin de découvrir et de rechercher les moindres questions sur le femme en l'exposant, avec une extrême simplicité sans manière, ni complexité, que cela soit sur un plan formel ou un autre substantiel, elle a réussie à traiter les choses selon leur nature.. C'est ainsi que paraît Simone de Beauvoir, naturelle en tout.. Dans son style, sa pensée et ses sentiments.

**Question : Que pensez-vous de celles qui sont venues après Simone de Beauvoir ?**

**Mouloud Mammeri :** A Paris, il y a une étrange nouvelle mode, dès que la jeune fille ait son bac et accède à l'université, la voici qu'elle publie une histoire, l'édite et dans laquelle apparaît le drame d'une femme, soumise à la torture de la part de l'homme, versant sur ce dernier sa malédiction et celle des cinq générations à venir de jeunes filles torturées. C'est cette dernière mode, qui se répand notamment parmi les étudiantes de l'université de Paris. Moi je leur conseille de la lecture, de la culture et surtout de lire Simone de Beauvoir pour qu'elles aient honte d'elles-mêmes, moi je pense que la fille orientale est victime du vide, et la Française est victime de l'imitation et de se conformer à la mode.

**Question : Comment jugez-vous vos écrits en français ?**

**Mouloud Mammeri :** J'ai essayé d'apprendre la langue arabe et à plusieurs reprises, mais j'ai échoué, et mon échec à vouloir apprendre la langue de mon pays a montré, et avec un certain mérite, ma stupidité. C'est mon drame intérieur qui m'a causé d'énormes douleurs, mais les générations futurs d'écrivains algériens notamment, vont compenser tout ce dont ils ont été privés.

Et j'aimerais dire, qu'il n'y a aucun reproche à faire à vouloir écrire en langue française, tant que les douleurs et les espoirs des Algériens sont exprimés dans nos romans, le lecteur de n'importe quel écrivain algérien écrivant en français, doit sentir et de prime abord, qu'il est en train de lire un écrivain arabe, puisque l'esprit de l'écrivain est celui qui le guide et éclaire sa voie lorsqu'il met les principaux filaments de ce qu'il écrit... qu'il s'agisse de roman, de théâtre ou de poésie ou d'une partie de la prose.

Je connais un grand nombre d'écrivains arabes qui écrivent dans des langues étrangères et dès que nous les lisons, nous sentons parfaitement qu'il ne s'agit que d'un écrivain arabe qui est en mesure d'exprimer de telles sensations ou positions.

**Question : N'avez-vous pas essayé d'écrire en arabe ?**

**Mouloud Mammeri :** Ecrire en arabe exige sa maîtrise.

**Question : Certains affirment que la littérature algérienne, si elle ne s'écrivait pas en langue arabe, elle est condamnée à mourir.. Que pensez-vous de cette opinion ?**

**Mouloud Mammeri :** Je suis totalement contre ça... Il y a une prise de conscience et un éveil, et la littérature algérienne a su affirmer son existence par sa vérité et elle continue à le faire en progressant et en se renforçant davantage. L'écrivain algérien considère qu'écrire en français n'est qu'un moyen de s'exprimer, rien de plus... Pour ce qui est de nos véritables émotions, elles demeurent arabes en chair et en os.

**Question : Que pensez-vous des écrivains algériens modernes ?**

**Mouloud Mammeri :** Je me réserve de dire des opinions claires à l'encontre de mes frères, collègues et les écrivains militants algériens contemporains, puisqu'ils sont tous mes amis.. Je garderai mon opinion pour moi-même.

**Question : Et les écrivaines ?**

**Mouloud Mammeri :** Il y a une jeune fille nommée Nadia Guendouz, c'est une jeune écrivaine, je ne peux exprimer clairement mon opinion sur elle, puisqu'elle est une auteure débutante. Il y a aussi Fadela M'Rabet qui a publié un petit livre sur l'histoire de la femme algérienne, son évolution et les problèmes de l'heure, elle a revendiqué une révolte féministe violente afin d'anéantir les traditions archaïques et elle demande à la femme d'évoluer, que soit au foyer ou dans la rue. C'est une fille violente et audacieuse, et si elle continue dans le domaine de l'écriture, elle sera quelque chose.

Il y a un mouvement de jeunes écrivains de la nouvelle génération qui écrivent en arabe, ceux-là forment l'avenir de l'Algérie, c'est eux qui feront dissoudre la langue française et la remplacée par la langue arabe, la langue mère.

**Question : Quelles sont les difficultés de l'écrivain algérien qui écrit en français ?**

**Mouloud Mammeri :** La plus grande difficulté est celle des lecteurs. Il y a un manque flagrant de lecteurs, n'oubliant pas qu'il y a un taux élevé d'analphabètes et la majorité de nos lecteurs sont à l'étranger. Et la nouvelle génération commence à étudier en arabe et revendique que lui soit mis à sa disposition, le plus grand nombre de savoirs culturels en langue arabe. Chose qui semble difficile à réaliser, puisqu'en Algérie nous avons d'autres projets qui sont certainement plus importants encore, et avec insistance d'où la difficulté qui réside entre l'écrivain et le lecteur, puisque ceux qui lisent en français sont peu nombreux. De même pour la question de moyens matériels, mais une fois résolu c'est tout le reste qui suivra.

L'Union des écrivains algériens va, prochainement, faire paraître une revue littéraire, en remplacement de la revue *Novembre* qui, après quatre numéros s'est arrêtée pour des raisons matérielles.

**Question : Que pensez-vous de la littérature arabe moderne et plus particulièrement du Docteur Taha Hussein ?**

**Mouloud Mammeri :** Hier, j'ai rencontré le docteur Taha Hussein et je l'ai trouvé encore plus grand que je l'ai imaginé, ses potentialités expressives et linguistiques sont indescriptibles. Il est bien profond dans son apparence, profond par ses propos, par son image, ses traits, son intelligence, son silence et par son calme. Pourriez-vous imaginer un instant, que je n'ai lu du docteur Taha Hussein que *Les Jours* et en français, ce qui est absolument aberrant. Je dois vous avouer que la raison pour laquelle la culture chez nous est restée à la traîne, c'est en rapport avec la situation dans laquelle nous y sommes. Sinon, comment

pourrais-je prendre connaissance de la littérature d'autrui, si je n'ai trouvé aucune dans la langue que nous maîtrisons le plus, il faut que les institutions culturelles, et dans l'ensemble des pays d'Asie et d'Afrique, puissent encourager la traduction dans les langues les plus diverses, d'œuvres d'écrivains, de poètes et de décideurs politiques, afin que nous puissions élargir nos horizons, quel intérêt y a-t-il dans ces ouvrages d'auteurs des deux continents, qui s'entassent en nombres, alors que nous mêmes nous ne connaissons rien ou peu sur les autres. Personnellement, je demande à toutes les institutions culturelles de traduire la production des écrivains arabes afin qu'il y est diffusion de la littérature arabe. Et je demande l'application et cessons d'entendre des promesses. Pourquoi ne trouve-t-on pas de traductions, au niveau local à celui de mondial et dans toutes les langues étrangères d'œuvres du docteur Taha Hussein, de Tawfik El-Hakim, de Najib Mahfoud et bien d'autres encore d'hommes de lettres arabes. Et pourquoi que les œuvres d'écrivains algériens n'arrivent-elles pas et dans sa totalité, au Caire et qu'elles soient traduite en arabe ? Nous nous entourons d'une ceinture d'ignorance. Il y a eu des décisions qui ont été prises en ce sens, lors d'un précédent Congrès des écrivains d'Asie et d'Afrique, qui s'est déroulé au Caire, et rien n'a été appliqué et que pourrais-je dire, quatre ans passés depuis le déroulement du congrès des écrivains afro-asiatique, ici-même au Caire en 1962, et qui a vu une extraordinaire participation d'écrivains des deux continents, et que des décisions ont été prises. Voilà que la troisième session s'en approche, qui aura lieu à Beyrouth, au début du mois de mars, pourrais-je encore me poser la question sur ce que nous avons réalisés en ce sens ?

**Question : J'aurais dû au départ, commencer par cette question. Comment avez-vous débuté votre vie d'écrivain ?**

**Mouloud Mammeri** : Mon premier roman, *La Colline oubliée* est paru en 1952, et lorsque j'ai terminé de l'écrire, je l'ai envoyé, et sans le savoir au préalable, à une maison d'édition à Paris, j'ai attendu la réponse qui tardait à venir et j'étais épuisé par l'attente, au point de sentir une véritable amertume gagnant mon cœur et d'y être déçus de moi-même. Et soudain, après six mois d'attente, j'ai reçu un télégramme acceptant de me faire publier et combien fut ma joie, mais mes sentiments et ma conscience étaient que ce roman devait arriver entre les mains de milliers et millier de lecteurs et qu'enfin la réalité d'une révolution algérienne allait leur être découverte, de même que la vérité sur ce peuple qui a contribué, à travers chaque individu, par son style et par ses armes propres, afin de libérer cette généreuse terre. C'est cette sensation qui me poussait à aller de lavant, vers de plus vastes productions.

Ce roman a été conçu sur la base des traditions sociales qui régissaient le village de Tasga, un village de la région montagneuse des Berbères, mettant deux générations, l'ancienne et la nouvelle, dans une confrontation violente, de même que l'avènement de la Seconde guerre mondiale et ses retombées sur toute l'Afrique du Nord et dont j'ai énormément bénéficié de ma propre expérience personnelle de la seconde guerre mondiale.

S'il n'y avait pas ce séisme qui avait touché les villes et villages algériens, ainsi que la mobilisation de leurs jeunes en les jetant sur des champs et terrains qui leur sont totalement étranger, en les poussant à défendre une terre qui n'est pas la leur et en les obligeant à se sacrifier, le monde n'aurait pas vue venir toute cette explosion de la part des Algériens.

Cette histoire se déroule dans le cadre et conditions strictement algériennes et la plupart de ses personnages ou presque, sont issues d'une réalité vécue et à travers des expériences des plus

douloureuses d'une guerre qui a laissé, dans mon cœur et mon esprit, des images et des traces humaines qui se reflètent toutes, dans mes romans et y occupent une large place.

J'ai beau essayé d'évacuer ces amers souvenirs que la guerre a créé, mais les guerres sont les plus haut degrés de la bestialité, mais j'ai vécu en son sein et j'y suis revenu avec d'énormes expériences, demeurant gravées en moi et dans mes écrits, le restant de ma vie.

**Question : Dans vos romans, vous avez évoqué le rôle de la guerre, est-ce que la femme a jouée un quelconque rôle là dedans ?**

**Mouloud Mammeri :** J'ai eu une grande histoire d'amour dans ma vie, celle d'une jeune femme algérienne, mais cette histoire s'est achevée en 1952, j'ai fait une description de sa personnalité dans mon premier roman *La Colline oubliée*. Aujourd'hui, je suis marié à une Algérienne et j'ai une fille et un garçon.

**Question : Quelles sont vos dernières publications ?**

**Mouloud Mammeri :** Ma dernière publication est parue l'année passé, c'est un roman intitulé *L'Opium et le bâton* sur la guerre d'Algérie entre 1956 et 1961, c'est le col d'un village algérien totalement rasé durant la guerre de libération nationale, et j'ai montré des personnages diverses et contradictoires mêmes. Le personnage de l'intellectuel, le militant, le politique, le combattant et un ensemble de villageois représentant l'Algérie et en face un fragment de l'armée française.

J'ai commencé par écrire un scénario du roman en collaboration avec un des scénaristes italien, et il y a aussi une pièce théâtrale intitulée *Le Foehn*, qui sera jouée le printemps prochain, de même qu'une autre pièce dont je n'ai pas terminé l'écriture et qui n'a pas été représenté intitulé *La Cité du soleil*.

**Question : Au sujet du scénario, avez-vous réussi à l'écrire ?**

**Mouloud Mammeri :** Je ne peux être catégorique en affirmant que j'ai réussi à le faire, mais je souhaite de ne pas y faillir puisque c'est ma première tentative. Je n'ai pas connu au début, cette écriture du scénario, mais j'ai essayé cette fois avec l'aide de d'autres. Ce n'est qu'une tentative. Peut-être que je vais faillir. Je laisserai – la matière – au seul jugement du public.

**Question : Parmi vos personnages que vous avez décrit dans vos romans, lequel est le plus proche à votre cœur ?**

**Mouloud Mammeri :** Le personnage le plus proche à mon cœur est certainement ce jeune marocain, assez singulier, nommé « Albou », un jeune qui est toujours en vie et que j'ai décrit dans mon dernier roman. Un personnage qui m'a préoccupé par ses étranges contradictions qu'il porte en lui, et j'ai donc un peu joué avec cette image en modifiant certains éléments jusqu'à en faire un des héros de mes romans.

**Question : Que dire sur vous-même ?**

**Mouloud Mammeri :** Je suis un militant, mais non structuré, ni organisé, j'aime m'élancer, préférant des instants où je sors dans les rues, marcher sans but et c'est un instant que je préfère le plus.

**Question : Durant cette vie pleine de gloires, n'avez-vous pas senti un échec littéraire ?**

**Mouloud Mammeri :** Le pire de mes souvenirs est ce jour, en 1952, où ma première pièce de théâtre a brûlé et j'ai tenté de le réécrire une seconde fois, mais j'ai échoué. Puisque à un moment d'émotion, dû à un quelconque incident et que l'effet une fois disparu, l'écrivain trouve une énorme difficulté à écrire de nouveau, quelque chose en dehors de l'instant déjà

vécu. Déjà que l'écrivain possède une profonde sensation d'insouciance et une lassitude à relire, une seconde fois, ce qu'il a écrit, que dire alors d'une réécriture ?

**Question : Et au sujet de votre style ?**

**Mouloud Mammeri :** Je suis un écrivain simple, j'écris avec beaucoup de simplicité et j'aime écrire dans la forme artistique la plus simple, préférant la perspective par rapport à la brillance des mots, dont certains y font recours, des mots qui n'ont aucune relation avec le thème ou le sujet.

**Question : Quel artiste peintre préférez-vous ?**

**Mouloud Mammeri :** J'aime Gauguin qui a vécu ses débuts artistiques en compagnie des primitifs et qui a su reproduire cette existence, par la couleur et ses formes environnementales à travers de merveilleux paysages tropicaux. J'ai aimé sa sensibilité et sa barbarie, de même pour son maître Van Gogh, qui s'est distingué presque par le même esprit. J'ai aimé en eux leur barbarie.

**Question : Et l'art ?**

**Mouloud Mammeri :** Mon art est très classique et dans tout, d'ailleurs.. J'aime l'art grec ancien, en poésie, en lettres et en musique. L'ancienne musique grecque me dissous, elle est marquée par la tendresse et la douceur. Elle est totalement expressive, côtoyant pas à pas les sensations humaines. J'aime aussi le grec ancien.

**Question : Sur la femme ?**

**Mouloud Mammeri :** Elle est une vérité tangible... Réelle... son existence est nécessaire comme un des accessoires de la vie et je l'aime intelligente.

**Question : J'ai quelques questions à vous poser, qui vont vous paraître naïves. En tant qu'écrivain connaisseur de l'âme humaine, qu'est-ce que pour vous, un génie ?**

**Mouloud Mammeri :** Le génie est une des formes supérieures de la connaissance involontaire.

**Question : Et l'amour ?**

**Mouloud Mammeri :** Un terme ambigu, très opaque, il y a de tout dans ce mot, un mélange de violence bestiale, de tendres compassions et de faiblesse humaine.

**Question : Une dernière question : Vous n'avez pas pensé à rédiger vos mémoires afin de les publier ultérieurement ?**

**Mouloud Mammeri :** Je ne suis pas un Alexandre le Grand, pour écrire mes mémoires. Je suis un simple militant algérien, je porte l'arme et la plume face à l'ennemi, n'importe où et à n'importe quel moment !!

(\*) Interview réalisée par Khadidja Kassem. Revue *Al-Hilal*, numéro spécial, n° 1, du 1er janvier 1967.

Traduction de l'arabe, proposer par, Mohamed-Karim Assouane. Université d'Alger-2.

**Auteur**

Interview réalisée par Khadidja Kassem

EPOQUE

## **Adrar, entre « réveillon nordiste » et réveil « sudiste »**

- **Mardi 8 janvier 2019**

***La ruée des Algériens au réveillon 2019 passe par Timimoun. Les plus «maghrébins» d'entre nos concitoyens ont renfloué les caisses touristiques du voisin tunisien.***

La ville Rouge du Tout-Gourara est-elle adaptée à recevoir les milliers d'Algériens du Tell, venant même d'Europe, pour passer des soirées festives à la manière de Pierre Loti ?

Un petit tour le long des artères de la cité des Amazigh Zenâtas montre le degré de délabrement et de dégradation que ne cesse de subir la ville et ses environs, sous la houlette d'une APC MSP qui entame son 3e mandat local.

Entre 2013 et décembre 2018, Timimoun s'est transformée en un dépotoir à ciel ouvert, insalubrité et urbanisme anarchique sont les traits marquants d'une quotidienneté de misère. Et dire que Kigali, capitale du Rwanda est une des villes les plus propres d'Afrique, après une histoire génocidaire des plus dramatiques de l'histoire de l'humanité. Décidément, nos visiteurs telliens ne s'intéressent nullement au devenir de leurs concitoyens du grand sud.

Dans l'indifférence la plus totale, ils traversent les grandes artères à la recherche du chemin le plus court pour aller polluer les dunes de l'Erg Chech. Timimoun, la capitale du bassin gazier qui fait concurrence avec celui du sud-est du pays, n'est qu'un cliché de carte postale néocoloniale.

***Venir assister à un couché de soleil après de bruyantes « cavalcades » sur des motos à quatre roues, mettant en retraite les jeunes chameliers de la région, c'est venir en conquérants avec de dégoûtantes arrière-pensées.***

Les palmeraies qui faisaient la fierté de Timimoun sont totalement abandonnées après le décès de leur propriétaires ou encore, envahis par la montée du sel de la sebkha (lagune), laissant la place aux spéculateurs du béton qui construisent déjà de nouveaux complexes hôteliers. Bouteilles et sachets en plastique font parties du nouveau paysage de la région de Timimoun. D'autres bouteilles et canettes de bière vides marquent le désarroi des « nordistes » face à la quiétude des « sudistes ».

A « Djenane Malek », un des complexes hôtelier fraîchement ouvert, la rencontre d'un jeune anticonformiste de la région, nous a permis de comprendre un peu plus, la vision du monde qui se trame dans l'esprit de la génération d'avenir.

Une remarque sur la transcription du nom de Timimoun (avec un e à la fin) qui orne une affiche du programme d'activité du complexe, souleva une réponse énergétiquement coléreuse :

*« Nous avons le droit le plus absolu de transcrire le nom de notre ville comme nous l'entendons. Le français de la France des essais nucléaires n'a rien à nous apprendre de plus. Nous avons vendu Timimoun à toute l'Europe et c'est notre choix le plus délibéré. Merci pour la remarque, mais nous n'avons rien à apprendre des français qui nous ont dépossédés ».*

Loin d'une simple histoire de graphisme, la colère était noble, sa réponse était encore plus instructive et elle résumait bien l'itinéraire Timimoun-Sali, une commune aux confins des 75

km d'avant l'emblématique ville-martyre de Reggane, lieu d'un désastre humain et écologique pour les 40 000 ans à venir.

### *Ksar Ighzer et les monts des diables*

A 22,7 km au nord de Timimoun, le ksar (village dans la dénomination locale) d'Ighzer nous livre l'histoire toute cousue d'imaginaire populaire sur les trois monts populaire sur les trois monts qui se dressent au milieu de la lagune salée d'en face du ksar qui fut un génie architectural des Zénètes du Gourara (Voir Le Matin du 19 mai 2017). Traverser les monts en question, pour aller à Ouled-Said, c'est approcher le lieu de la fable des hommes aux yeux maculés de khoul. Avant l'avènement de l'électricité, nous raconte-t-on, des êtres fabuleux, mi- djinn, mi- diable, vivaient dans ces trois monts et ne sortaient que pour s'attaquer à des hommes qui faisaient du mal aux autres et si l'un des êtres humains s'aventurent à les voir, il risquait de ne plus revenir par le fait le plus simple de leur part, ils invitaient le curieux à manger à leur table et il disparaîtra aussitôt pour ne plus revenir.

Les trois monts forment un maillon de récits sahariens des grands espaces de solitude. Avant l'événement de l'électricité, cette lumière artificielle qui occulte le ciel orné d'astres de notre Voie Lactée, les communautés humaines ne vivaient que sous l'emprise de la « lumière spirituelle » des aires géographiques emplies de zaouias qui maintiennent, à nos jours, leurs dominations sur les mœurs et pratiques sociales.

Les « diables d'Ighzer » ne seraient-ils pas ces bandits d'honneurs qui se sont rebellés contre l'ordre sacro-saint de certaines pratiques séculaires ? Où sont-ils, tout simplement ces techniciens de l'armée française, en lunettes de soleil de l'époque, venus installer un relais TSF de la ligne Goléa-Timimoun, dont le plus haut des trois monts on garde des traces à son sommet ? Le mystère demeure total et c'est peut-être ce qui fait que cette région regorge de magnétisme et de surnaturel.

A l'intérieur de cette grotte, au-dessus de laquelle git un vieux ksar, de jeunes bambins accompagnés de quelques adultes, étalent quelques objets traditionnels ainsi que des cristaux et arbres fossilisés recueillis dans les environs, de même quelques sourires gratuits. Un des adultes, nous aprons qu'un « touriste » allemand avait pris une grosse roche de cristal, en disant à notre honnête citoyen, que c'est avec ça qu'il va faire fonctionner sa montre !

Avant de quitter Ksar Ighzer, nous avons été choqué d'apprendre que lors d'une visite organisée par un établissement scolaire d'une des wilayas du nord-ouest, une enseignante avait giflé un de ces enfants du ksar, en lui rétorquant : « Tu n'as pas à te foutre d'un élève scolarisé qui est mieux que toi, espèce d'ignorant ! ». pourrions-nous être dans l'erreur de dire que certains de nos concitoyens du Tell, se comportent avec une récurrente désolation en ne cessant de reproduire le schéma du colonisateur blanc à l'encontre de leurs frères humains et de « couleurs », comme nous l'avons sans cesse entendu dire dans notre Grand Sud. Mais au-delà des histoires de ces Vichystes du Tell, les 119 km qui nous attendent, regorgent de savoirs, de cultures et d'Histoires millénaires.



***Le tourisme « radioactif » et « gazier »***

A 15 km du chef-lieu de la wilaya, apparaît une entrée en arc du complexe privé « Mraguen » côtoyant le ksar du même nom. L'hôtel est la propriété d'un ancien diplomate algérien, qui fut le premier ambassadeur d'Algérie à Madrid du temps de Ben Bella. Un complexe au sein d'une palmeraie avec bungalows comme chambres, des bureaux d'affaires, une piscine semi-olympique, salle et terrains de sports et un service en tout genre hautement qualifié, l'équipage des cuisines est le fruit d'une formation aguerrie de l'institut supérieur d'hôtellerie de Tizi-Ouzou.

Les hôtes s'estiment être au paradis avec des prix qui ne dépassent nullement l'équivalent des 450 euros, pour une semaine de cure. Ils viennent de tous les horizons, nationaux, missionnaires d'entreprises, étrangers de courts passages et c'est en ce lieu hospitalier, que le HCA tint ses rencontres avec ateliers, en invitant à l'honneur le compositeur Kamel Hamadi et le poète Benmohamed. Ce dernier, nous mis une de ses réflexions sur la transcription du tamazight, en disant « que l'on utilise une graphie arabe, latine ou tifnagh, l'essence d'une langue est de communiquer avec les hommes. Donc, pourquoi s'arrêter à ce débat. Avançons ! ». D'atelier en atelier, il était un peu décevant d'entendre lire M. Bouziane Benachour, de sa pièce de théâtre, en arabe parlé, sur le roi numide Syphax. Le verbe de Alloula nous manque terriblement.

Une virée au centre-ville d'Adrar, une ville propre et accueillante, nous a permis de rencontrer M. Hamdi Barka, de Takrom Voyages. Un caravanier des temps modernes, un esprit lucide, rejetant le mercantilisme religieux des agences de l'aventure. Il était en pleine discussion téléphonique avec un de ses connaissances du métier au sujet de visas algériens qui tardaient à être livrés à un groupe de touristes français,

***« Cela fait deux mois et dix jours qu'ils n'ont reçu ni confirmation, ni refus de leurs visas. Et on vient me parler, à la télévision, du tourisme comme alternative au pétrole. Fakou ! ».***

C'est avec lui que nous apprenons que la wilaya d'Adrar possède une superficie équivalent à celle du Maroc ou de l'Irak. Et pourtant, ni le tourisme au Maroc, ni la richesse pétrolière de l'Irak, ne semble faire les beaux jours des Adraris. M. Barka note que l'inquiétude et le danger qui guette la région est l'apparition, depuis 2014, des maladies suite aux essais nucléaires français. Un des présents, nous livra la « bombe » santé publique qui suit :

« Vous savez que la région de Hamoudia, le Point Zéro des essais, a subie un pillage de l'acier et de la ferraille des installations abandonnées par la France et le gros de ce reste a été pris par des entrepreneurs privés du bâtiment, d'autres par des trafiquants véreux et le plus beau c'est que une partie de cette ferraille radioactive et au Maroc, l'autre et au Mali.

Des constructions à Adrar ont fait l'objet d'un contrôle technique et la surprise fut celle de découvrir du fer qui s'effrite comme du sable. C'est rassurant, non, comme avenir ».

Une des facettes cachées de la région d'Adrar qui peut mettre en péril toute une sous-région africaine. La question de la fermeture des frontières avec le Maroc a, officiellement, mis fin à un grand trafic en tout genre. Les habitants parlent d'affaiblissement et non d'irradiation définitive. L'ouverture du nouveau poste frontalier avec la Mauritanie a ouvert de appétits grandissants même s'il a crispé le voisin du Makhzen. On parle de nouveaux réseaux de trafics avec des conducteurs de véhicules Toyota, roulant à toute vitesses sur des pistes

invisibles et à la seule lumière de la Lune. Ce sont les « renards du Désert », défiant toute l'armature sécuritaire existante, aime-t-on le signaler.

La RN n°6 regorge aussi de nouveaux dangers sanitaires et écologiques, officiellement fixés et bien apparents. Nous parlons de la raffinerie du pétrole brut de Oued-Ezzine (60 km au nord d'Adrar) et à proximité de la commune de Sbaa. Le complexe fut un fleurant du partenariat sino-algérien, ayant subi certaines « retombées » de la guerre cachée des pétroliers, il passe en 2014 au statut d'entreprise de la Sonatrach avec un partenaire français.

Installé sur 48 ha de superficie, il génère 3940 emplois dont 1549 issus de la région d'Adrar, notamment au sein de l'Entreprise Nationale de la Sécurité Pétrolière. Entre 2008 et 2016, la production est estimée à 3 millions de tonnes de pétrole brut. L'exemple de la raffinerie de Skikda ne semble pas intéresser les planificateurs nationaux.

Il est question aussi d'énergie renouvelable à Adrar. Nous apprenons par ailleurs que, pendant l'été 2018, la température a atteint 70° C et météo-Algérie a passé sous silence l'info pour ne pas « alarmer les populations ».

Entre éoliennes et panneaux-solaires, la Sonelgaz est en train de mener des cycles de formations pour certains de ses ingénieurs et techniciens en vue d'une maîtrise de ces nouvelles technologies. Et nos traditionnelles mauvaises langues, qui savent et comprennent tout, nous laissent entendre que ces projets ne pourront aboutir parce qu'ils valent plus cher que les énergies fossiles et qu'il faut des années pour maîtriser ces technologies. Mais, réflexion faite, la wilaya « internationalisée » par ses frontières africaines, n'est-elle pas sujet à des convoitises des voisins du Makhzen ? le mégaprojet éolien et solaire algérien pourrait occulter celui de « Nour 1 », dans la région de Ouarzazate ou celui de Tarfaya, considérerait comme le plus grand complexe d'énergie éolienne au monde, sauf si une future République marocaine vient à unifier les stratégies énergétiques entre les deux pays.

Aux dernières nouvelles du volet énergétique, la fin 2018 a été l'occasion pour le Groupement Touat-Gaz (GTG) de nommer comme directeur général du groupe, le Français Jérôme Jaquemont, un ex du trust Total et du géant Gaz de France. Il est là pour veiller aux 65 % de participation au capital du groupe, par le biais d'Engie-France (30%) et sa filiale norvégienne, Neptune Gaz (35%). Les 30 restantes sont dans le portefeuille Sonatrach, ce qui laisse dire à un cadre retraité de cette dernière, « c'est du jamais vu en Algérie. Il y a dans les faits, un retour sur les acquis de 1971 et un bradage des richesses des sous-sols ». A méditer.

### ***Entre grenier agricole et « grenier » culturel***

Le Ksar de Lagrara (5 mn de route d'Adrar), nous émerveille par ses parcelles agricoles de forme circulaire. Une spécificité de l'agriculture saharienne qui permet l'irrigation entière de la superficie cultivable. L'expérience qui débuta durant les années 1990, donne pleine de satisfaction d'année en année. La multiplication des fermes de cet ordre jusqu'à la commune de Reggane, fait d'Adrar un des greniers prometteurs du pays.

Pour revenir aux mauvaises langues, dont la surproduction agricole d'Adrar dérange beaucoup d'intérêts telliens, les sols sahariens sont classés terre morte, pauvres en minéraux, etc. Mais alors, que viennent foutre les schistes, micaschistes, argiles, granulats basaltiques et fossiles marins et forestiers dans ces étendues ? L'archaïsme des esprits est bien chez les « nordistes », pour paraphraser notre artiste Athmane Ariouet.

L'avènement du travail de la terre n'est pas aussi nouveau, ni étranger dans ces régions, n'en déplaise aux « Vichystes du Tell ». en effet, les parcelles familiales, les palmeraies à perte de vues, les foggaras et l'organisation millénaire du système d'irrigation veillant au respect de la nappe phréatique, montrent que la culture de la terre est une nourriture de l'esprit des hommes et femmes qui ont pris de la peine à se battre contre l'étendue désertique, bien hostile à la vie. L'exemple nous vient de notre communauté culturelle saharienne des Harratine, dont la fierté, l'abnégation au travail, la capacité à s'adapter à toute sorte de labeur, mécanique y compris, ne peut que mériter respect et reconnaissance. Cette communauté sociale et culturelle algérienne, avait subi, auparavant, les méfaits d'une exploitation esclavagiste. Depuis les lois sociales du travail de 1983, ne serait-ce sur un plan juridique, cette communauté culturelle nationale ne cesse de s'épanouir par le travail de la terre, à l'accès à la propriété foncière par l'intervention de l'Etat central, qui aide financièrement et matériellement et ce n'est que de leur droit après des siècles de sacrifices.

Mettons dans les oubliettes de l'Histoire les propos diffamatoires de « petits nazions » et apprécions les 65000 ha de l'avenir et la survie alimentaire des paysans des oasis du Tanezrouft et à quelques courageux cadres et retraités de l'est du pays. Il y a des rapports sociaux et des transformations, latentes certes, mais bien profonde qui ne cessent de s'accumuler pour que nos régions sahariennes s'intègrent dans une dynamique historique de progrès.

Il y a des comportements sociaux bien visibles à Adrar et le reste des ksour, économiques et même alimentaires apparents et passés d'un mode économique à un autre, demande à laisser des plumes et à se confronter aux structures décadentes qui règnent.

Aujourd'hui le long de RN n°6 ; hier, le long de ce qui reste du Oued Messaoud et des lagunes salées, un espace d'apparence nucléique mais bien dominateur : on a planté les zaouïas à l'ombre des palmiers. Sur 127 km vers Reggane les étendues mythographiques vous accompagnent, vous surveillent aussi. Cinq grandes confréries se réclamant de l'Islam, se partagent le territoire du Touat-Gourara, dont la plus influente est celle de la Kaddirya. Partage territorial, mais économique et politique avec la bénédiction de l'Etat central.

Ce dernier, avec toutes sa composante sociale et économique contradictoire, n'aime pas le « oui-mais » et c'est ainsi que naissait l'Université Africaine – Ahmed Draya – d'Adrar, face à un projet de transformer l'institut islamique du cheikh de la confrérie d'Adrar, en une université azhariste. Pas de contre-pouvoir devant l'Etat nationaliste, l'Islam est sa religion monopoliste. Les zaouïas peuvent s'occuper de cosmologie et des 203 ziaras ou visites aux tombeaux des saints cheikhs, mais ne doivent oublier qu'il n'y a qu'un seul saint envoyé par Allah ; le Prophète, dont le Mawlid est fêté dans cette région, pendant 7 jours.

En fin de parcours, nous nous sommes rappelés l'œuvre monumentale d'anthropologie culturelle de l'équipe de Mouloud Mammeri, notamment celle de M. Rachid Bellil, qui a montré que nous avons dans cette partie de l'Algérie des trésors paléontologique, culturelles, historiques et linguistiques, abandonnés par l'Etat nationaliste et les confréries cosmologiques, mais farouchement sauvegardées par trois jeunes frères, l'aîné a été exclu à la seconde année du lycée, et leurs petits amis, faisant les guides à Tamentit en vous racontant l'histoire de 7000 ans passés, avec émerveillement et fierté.

## Avant de partir, connectez-vous à Internet et...

### Notez simplement l'ebook gratuit

Pour noter le livre que vous venez de lire, il vous suffit de passer la souris sur les étoiles, vous arrivez sur la page de l'ebook et vous pouvez cliquer sur le nombre d'étoiles que vous voulez accorder au livre.



### Déposez votre avis

Vous pouvez déposer votre avis en cliquant sur le bouton "Donner mon avis". Vous arrivez sur la page des avis et avec quelques lignes, vous participez en écrivant votre ressenti de l'ebook que vous venez de terminer.

[Donner votre avis](#)



### Les auteurs comptent sur vous

